

Fin de trêve à Sri-Lanka

La paix sri-lankaise a vécu. Deux mois et demi après l'accord historique qui a censé ramener le calme dans l'ancienne Ceylan, déchirée depuis quatorze ans par un conflit ethnopolitique entre la majorité cinghalaise et la minorité tamoule, la bataille fait rage dans le nord du pays. Débarqué pour y « maintenir la paix », le contingent indien — fort de quinze mille hommes, dont cinq mille directement engagés dans les combats — mène depuis quelques jours une guerre sans merci contre des insurgés tamouls apparemment résolus à se battre jusqu'au dernier.

« Pas de quartier pour les Tigres » : le mot d'ordre désormais à l'honneur dans la capitale sri-lankaise donne une idée de la détermination indienne. Loin des regards indiscrets des journalistes, confinés contre leur gré dans leurs hôtels de Colombo, les troupes de choc de New Delhi semblent décidées à écraser la rébellion, accomplissant une « sale besogne » trop rude pour la petite armée sri-lankaise : opérations de commando, combats de rue à l'artillerie lourde, perquisitions « au porte-à-porte ». Le coût humain — notamment chez les civils — de cette nouvelle « bataille de Jaffna » risque d'être très lourd. Mais — les sikh d'Amritsar en savent quelque chose — l'armée indienne n'hésite pas à employer les grands moyens lorsqu'elle juge n'avoir aucun autre choix, quitte à faire payer un fort tribut à la population civile.

Le naufrage de la fragile trêve sri-lankaise n'a surpris que les plus optimistes, car aucune paix « imposée » ne survit longtemps. Les Tigres tamouls n'ont jamais caché qu'ils avaient déposé leurs fusils à contrecoeur et gardé en tête l'objectif politique d'un Etat tamoul indépendant qui les pousse à la guerre. A côté de ce rêve resté intact, les concessions politiques faites en juillet par le gouvernement de Colombo paraissent bien pâles. Dès lors, l'« adieu aux armes » des rebelles ne pouvait être que provisoire.

L'armée indienne, dans son « assaut final », parviendra-t-elle à « nettoyer » rapidement la péninsule de la rébellion ? Ce serait surprenant. Les Tigres conservent l'avantage du terrain, dans une jungle qu'ils connaissent à fond. En revanche, leur crédit politique en pays tamoul semble s'être érodé. Déjà connu pour son âpreté au combat et son intransigence politique, nourrie d'une idéologie marxiste élémentaire, le mouvement séparatiste a récemment commis des excès qu'il risque de payer cher. En massacrant la semaine dernière cent quarante civils cinghalais, les rebelles n'ont pas seulement ruiné la pacification et donné à l'armée indienne un prétexte à intervenir, ils ont surtout entamé le capital de sympathie qui constituait jusqu'à présent leur meilleure arme politique. Si les Tigres règnent encore sur les cours, c'est de plus en plus par la peur.

L'engagement des soldats indiens, même s'il donne un répit au régime de Colombo, ne règle pas pour autant le problème tamoul. Certes, l'échec de la paix comblera d'aise les nationalistes cinghalais hostiles à un accord qui faisait à leurs yeux la part trop belle à la minorité du Nord. Mais, en devenant « étrangère », la guerre consacre un abandon de souveraineté de Sri-Lanka au profit de son grand allié du nord. Pour M. Rajiv Gandhi, le premier ministre indien, l'aventure est encore plus périlleuse. En ordonnant à son armée d'« anéantir » des centaines de rebelles, il risque, à terme, de susciter le réveil, parmi sa propre minorité tamoule — quelque cinquante-cinq millions d'indiens — d'un nationalisme endormi depuis une vingtaine d'années.

(Lire, page 5, l'article de LAURENT ZECCHINI.)

Les efforts pour un règlement en Amérique centrale

Le président du Costa-Rica prix Nobel de la paix

Le prix Nobel de la paix 1987 a été attribué, le mardi 13 octobre, au président du Costa-Rica, M. Oscar Arias Sanchez.

Agé de quarante-six ans, dirigeant du Parti de libération nationale du Costa-Rica, de tendance social-démocrate, M. Arias a été élu chef de l'Etat en février 1986. C'est son action courageuse et déterminée en faveur de la paix et de la réconciliation en Amérique centrale que le jury du prix Nobel de la paix a voulu récompenser.

Le jeu et la dynamique président costaricien n'a cessé depuis le début de cette année de multiplier les voyages et les entretiens pour plaider la cause de son plan qui prévoit un cessez-le-feu général dans la région, un processus de démocratisation dans tous les Etats concernés, une amnistie et le retrait des « forces étrangères ».

Personne, au début de cette année, ne croyait aux chances réelles de ce plan, mais M. Oscar Arias ne s'est pas découragé. Et il a remporté une première victoire importante le 7 août lorsque cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale ont signé au Guatemala un document commun qui a, depuis, déclenché une réelle dynamique

de paix en Amérique centrale. Bien des obstacles, cependant, demeurent, à commencer par les réticences du gouvernement Reagan que M. Arias s'est efforcé de convaincre en septembre.

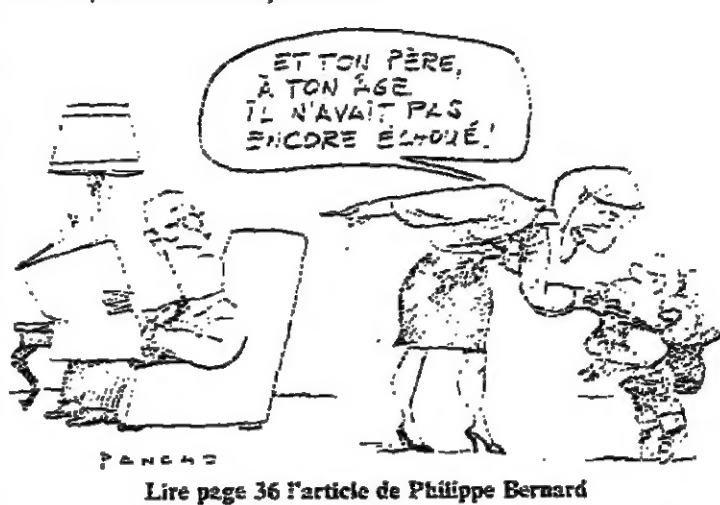
La distinction du Nobel rejoints bien entendu sur le modeste Costa-Rica, dont le prédécesseur de M. Arias à la présidence, M. Luis Alberto Monge, avait proclamé la « neutralité ». Sans réel succès. Car le Costa-Rica ne peut pas être réellement neutre dans les conflits de la région. Une évidence que M. Arias a admise et a retournée à son avantage.

(Lire page 44 le portrait de M. Arias.)

Un rapport du Conseil économique et social

L'échec scolaire coûte 100 milliards de francs par an

100 milliards de francs sur 300 : le mauvais fonctionnement de l'école coûte chaque année aux Français le tiers des sommes qu'ils consacrent à la formation des jeunes. Tel est le constat dressé par M. Jean Andrieu, dans un rapport au Conseil économique et social, en tenant compte des redoublements, des sorties sans diplôme et des réorientations... Le Conseil préconise une plus grande ouverture sur le monde économique et une meilleure adaptation aux capacités de chaque élève.



Lire page 36 l'article de Philippe Bernard

Les relations entre le ministre de la justice et Chaumet

Les étranges explications de M. Chalandon

M. Albin Chalandon a confirmé, le lundi 12 octobre, l'information du Monde selon laquelle il possédait un compte courant rémunéré chez Chaumet, tandis que la chancellerie annonçait, dans un communiqué, l'intention du ministre de la justice de poursuivre le Monde en diffamation.

D'autre part, le juge d'instruction a décidé, lundi, de prolonger pour deux mois la détention des frères Chaumet.

« Je me suis amplement expliqué. Ça suffit ! » Telle était l'unique réponse que M. Albin Chalandon faisait parvenir au Monde, le dimanche 11 octobre au soir, à la lecture des huit questions que nous lui avions transmises à la mi-journée. Lundi, quelques heures après la parution de l'enquête du Monde révélant l'existence d'un compte courant rémunéré à son nom chez Chaumet, le garde des sceaux multipliait les interviews — au Figaro, à Libération et à France-Soir — et s'expliquait sur ses relations avec les joailliers de la place Vendôme plus longuement qu'il ne l'avait jamais fait en

quatre mois de débat public sur cette affaire.

Ce brusque changement d'attitude surprend : le Monde, aux différents stades de l'enquête sur l'affaire Chaumet, a toujours sollicité de M. Chalandon et de ses collaborateurs leurs commentaires et explications. Ce retournement s'est, de plus, accompagné d'un communiqué diffusé, lundi 18 heures, par le ministre de la justice et annonçant l'intention du garde des sceaux de poursuivre le Monde.

Or, dans ses nouvelles déclarations, M. Chalandon reconnaît l'essentiel : il confirme avoir eu chez Chaumet « depuis 1972 » (France-Soir) un compte courant qu'il qualifie « lorsqu'il avait des liquidités » (Libération), sur lequel il touchait des intérêts de « 10 000 francs à 15 000 francs selon les années, sauf peut-être une » (Libération) et qui « n'ont jamais dépassé 40 000 francs par an » (France-Soir).

Ces précisions ajoutent à la perplexité. Le paradoxe de la situation pourrait ainsi être résumé : M. Chalandon confirme l'information publiée à la « une » du

Monde mais poursuit notre journal en diffamation pour l'avoir révélé... Plus sérieusement, dans sa riposte, M. Chalandon se trompe de cible. Il se place sur le terrain de la légalité de ses opérations avec les frères Chaumet, alors que notre enquête portait essentiellement sur la cohérence de ses déclarations publiques avec les faits établis par l'instruction judiciaire et les investigations policières.

Jusqu'à présent, le ministre de la justice avait toujours affirmé qu'il n'était concerné par la faillite de Chaumet qu'en tant que client, ayant déposé un « petit motif familial de bijoux et pierres précieuses » en 1982, qu'il avait demandé en 1985 aux joailliers de vendre en partie. Cette première version est contredite par le procès-verbal du 29 juin dernier, signé par l'inspecteur divisionnaire André Queffelec et faisant état de la remise par M. Jean Bordiol, chef comptable chez Chaumet, d'une liste intitulée « comptes courants de tiers », placée sous le sceau « B 13 ».

BERTRAND LE GENDRE, GEORGES MARION et EDWY PLENEL. (Lire la suite page 35.)

POINT DE VUE

Un budget pour le court terme

Les députés ont commencé le 13 octobre l'examen du projet de budget pour 1988.

par Michel Rocard

En présentant son budget au Parlement, le gouvernement signe le premier acte manifeste de la campagne électorale. Le dispositif est habile qui consiste à concentrer des mesures favorables dans les mois qui viennent et à tirer profit d'une amélioration temporaire des indices. En laissant croire que les problèmes graves auxquels est confronté notre pays sont en voie d'être résolus, le gouvernement abuse les Français et retarde la mise en œuvre de véritables solutions.

Les mois prochains pourraient, peut-être nous réserver une courte embellie : la demande extérieure un peu plus active, la consommation soutenue par le crédit, l'impact des cadeaux fiscaux peuvent prolonger le redressement de l'activité intervenu en début d'année 1987. Par ailleurs, le rythme d'inflation — aujourd'hui proche de 3,5 % — se réduira à partir de janvier 1988 lorsque les

mauvais indices provoqués par la libéralisation des prix en début d'année sortiront de la moyenne annuelle, alors que les mesures d'allègement de la TVA feront au contraire sentir leurs effets. Est-il raisonnable d'extrapoler ces tendances ? Ce n'est pas impossible en ce qui concerne l'inflation, grâce, il faut le dire, à une évolution très lente des prix et des salaires industriels, soumis à une forte concurrence étrangère, et malgré l'évolution plus laxiste enregistrée dans les secteurs abrités. Mais cela signifie que nos prix relatifs ne sont pas de nature à orienter les ressources du pays vers les secteurs exposés.

Quant à l'activité réelle, rien ne permet de partager l'optimisme de la prévision officielle, en particulier parce que les faiblesses structurelles de notre industrie ne rendent pas crédible une croissance tirée par l'exportation. Comment croire que les ventes à l'étranger, qui ont augmenté de moins de 1 % en 1987, pourraient progresser de 4,5 % l'an prochain ?

(Lire la suite page 41.)

Le manuscrit de « J'accuse » vendu aux enchères

Zola à l'encan

Le manuscrit de « J'accuse », de Zola, l'un des documents essentiels du dix-neuvième siècle, sera vendu aux enchères publiques par la firme anglaise Sotheby's au Sporting d'hiver de Monaco, le mardi 8 décembre prochain, à 14 h 30. D'autres documents autographes de l'écrivain seront dispersés ce jour-là.

Trente-neuf feuillets vont être la vedette de la vente organisée par Sotheby's. Trente-neuf petits feuillets, recouverts d'une grosse écriture ferme qui va se précipitant, à peine raturés, rédigés, semble-t-il, d'un seul jet et clos par la signature en coup de sabre d'Émile Zola. Le manuscrit de « J'accuse » est estimé entre 3 et 5 millions de francs. Les amateurs intéressés auront intérêt à venir avec des carnets de chèques amplement garnis. A moins que la

France ne décide de préempter tout ou partie de la vente de ces volumes, qui appartiennent tous au docteur Brigitte Emile-Zola, arrière-petite-fille de l'écrivain.

Car « J'accuse », le plus grand acte révolutionnaire du siècle », disait Jaurès, est accompagné d'une quinzaine de volumes, reliés de maroquin vert, rouge ou bleu, qui renferment un ensemble exceptionnel de documents rédigés par l'auteur de Germinal.

Tous, ou presque, concernent l'affaire. Que ce soit le texte original de sa « Lettre à la France », les notes prises au cours de son propre procès, la déclaration qu'il fit devant les jurés de la Seine, ou les bords de papier disparates, griffonnés parfois au crayon.

EMMANUEL DE ROUX. (Lire la suite page 12.)

DESCARTES/GLUCKSMANN

UNE RENTRÉE CHOC POUR LA PHILOSOPHIE.

Flammarion

Débats

Heidegger était-il nazi ?

Une minutieuse enquête de Victor Farias révèle les liens entre le philosophe, mort en 1976, et le national-socialisme

La question des liens entre Heidegger et le nazisme a déjà suscité bien des débats. Question multiple, elle concerne les compromissions effectives de l'homme avec le régime hitlérien, leur étendue et leur interprétation. Elle inclut aussi le lien éventuel entre des thèmes constants de son œuvre et l'idéologie national-socialiste. Elle bute enfin sur l'énigme du silence du philosophe : après guerre, il ne désavoua jamais clairement le passé et n'eut pas un mot sur le génocide juif. Question embarrassante : l'emprise sur notre époque de la pensée heideggerienne est devenue si puissante – singulièrement en France – que beaucoup semblent ne pouvoir regarder ces problèmes en face.

Au fil des ans, une réponse habituelle s'est construite. Heidegger n'aurait eu avec le nazisme qu'une relation accidentelle, temporaire et tout extérieure. Animé par le seul désir de régénérer l'Université allemande, il aurait cru, furtivement, qu'une révolution nationale en marche pouvait permettre cette renaissance. Elu recteur de l'université de Fribourg par ses collègues le 23 avril 1933, il démissionna le 23 avril 1934. Durant ces douze mois de coopération purement « administrative » avec un pouvoir récent, Heidegger se serait borné à prononcer quelques discours, sûrement malheureux, mais de circonstance. Après sa démission, au long de quelque dix années de silence politique, il aurait vécu en butte à la surveillance des autorités, à la censure de ses publications et aux tracasseries d'un pouvoir le tenant dans une disgrâce croissante. Telle est, en gros, la version « officielle », fondée sur les indications fournies par Heidegger lui-même en 1945 et 1976, et constamment soutenue par ses fidèles disciples (1).

Cette version n'est plus tenable pour qui a lu la minutieuse enquête de Victor Farias. Durant plusieurs années, cet universitaire chilien de quarante-sept ans, qui fut l'élève de Heidegger, a fouillé toutes les archives accessibles, épluché la

presse du Reich, scruté les revues du Parti nazi et des associations affiliées, examiné les rapports internes de l'Université et des ministères, recueilli des témoignages. Sa conclusion est simple, peut-être trop simple : Heidegger fut par toutes ses fibres – ses actes, ses textes, sa pensée – un membre éminent et résolu du Parti nazi, dont il n'aurait jamais abandonné les convictions fondamentales. Implacablement documenté, ce livre est une bombe.

La traduction française, qui est aussi la première publication de l'ouvrage (Éditions Verdier), devrait permettre de poser quelques vrais problèmes. Car, à moins d'imaginer une mystification, à moins d'accuser l'auteur d'inventer des textes et de se livrer à de grossiers truquages, il y a des questions difficiles auxquelles on ne saurait plus échapper. Mais voyons d'abord les faits. Ils sont nombreux.

L'investigation de Victor Farias commence bien avant 1933. Il a retrouvé le premier écrit publié par Heidegger, à vingt et un ans, en un temps où il poursuivait des études de théologie au séminaire de Fribourg. Ce texte figure dans un numéro de 1910 de l'*Allgemeine Rundschau*, revue marquée par des tendances antilibérales et antisémites. Heidegger célèbre la figure d'un précurseur augustinien de la fin du dix-huitième siècle, Abraham a Sancta Clara, à l'occasion de l'inauguration d'un monument à sa mémoire. Ce moine fanatique est, par ailleurs, connu pour son nationalisme virulent et son intransigence. Écrivain prolifique et grand amateur de pogroms, il écrivait par exemple (Heidegger n'en dit rien) : « *Hormis Satan, les hommes n'ont pas de plus grand ennemi que le juif* [...]. Pour leurs croyances, ils méritent non seulement la potence, mais aussi le bûcher. » Texte du jeune Heidegger : « *La santé du peuple, dans son âme et dans son corps, voilà ce qu'a cherché ce précurseur vraiment apostolique.* »

Peut-être le séminariste ignorait-il les zones d'ombre de cette « tête de génie », comme il dit. Peut-être feignait-il de ne rien savoir. Erreur de jeunesse ? Rien n'est moins sûr. Le 2 mai 1964, à soixante-quinze ans, dans sa bonne ville natale de Messkirch, le philosophe, célébrissime, donne une conférence... sur le Père Abraham a Sancta Clara. Cette fois, il le cite : « *Un chef militaire a frappé de plein fouet la tête des Turcs ; têtes et chevelures rouleront comme des casseroles.* » Et le vieux Heidegger voit toujours, dans l'homme qui a écrit cela, « *un maître pour notre vie et un maître pour notre langue.* »

Un classique du national-socialisme

Entre ces deux pôles immobiles, la position politique de Heidegger n'aurait pas varié. En 1923, déjà, alors qu'il enseigne la théologie à Marbourg, l'association étudiante *Akademische Vereinigung* – « apolitique »... mais excluant de ses rangs « tout élément juif ou de couleur » – recommande chaleureusement de suivre ses cours. En 1930, c'est au cours d'une fête de la « Patrie badoise » que Heidegger prononce la première version (non publiée) de la conférence intitulée « L'essence de la vérité ». Le président d'honneur est Eugen Fischer, fondateur et dirigeant, depuis 1927, de l'Institut d'hygiène raciale. Le rôle bien connu de cet organisme dans les expériences conduites par les SS dans les camps de la mort n'empêchera pas Heidegger d'adresser, en 1960, un de ses livres à Eugen Fischer, avec ses « cordiales salutations de Noël et ses vœux de Noël ». Le recteur ne serait donc ni un épisode ni une parenthèse. Au printemps 1933, le pays de Bade est au pas : les sociaux-démocrates sont

en camp, les syndicats muselés, les juifs molestés. Le 1^{er} mai, Heidegger adhère au Parti nazi. Les archives révèlent qu'il en resta membre jusqu'en 1945, payant ponctuellement ses cotisations. De l'année d'activité du recteur de Fribourg, Victor Farias dresse un tableau consternant. Il y a le fameux discours du 27 mai 1933, que l'on connaît déjà. On sait moins, en revanche, qu'il devint une sorte de classique du nazisme, très prisé des organisations étudiantes. Il fut réédité par trois fois, dont la dernière, à cinq mille exemplaires, en 1937, en un temps où la censure exigeait du solide.

Au cours de sa gestion, Heidegger en fait trop. Il s'engage à fond dans des mesures destinées à révolutionner l'Université, à changer la vie des étudiants dans le sens de la conception national-socialiste du monde. S'il démissionne aussi brusquement, ce n'est pas saisi d'un repentir soudain, ou pour manifester une tardive résistance, mais parce que sa fraction a été battue. Sa démission, selon Victor Farias, fut de voir Rudolf Hess remplacer Röhm, c'est-à-dire une ligne SS de gestion du pouvoir et de compromis effaçant l'empêchement sur le courant populiste et radical des SA. Ainsi, par la suite, les dirigeants nazis se seraient-ils méfiés, non pas d'un possible adversaire, mais d'un « révolutionnaire » trop impétueux.

Méfiance toute relative. En 1945, Heidegger dira qu'après le 30 juin 1934 (la « nuit des longs couteaux », l'élimination des SA), ceux qui acceptaient des fonctions officielles à l'Université avaient avec quel pouvoir ils travaillaient. Or lui-même participe, en septembre 1934, à l'élaboration d'un projet d'« Académie des professeurs du Reich », sorte d'Institut d'élite destiné à former les maîtres de l'avenir. A la demande du secrétaire d'Etat Wilhelm Stuckart (un des auteurs des

lois raciales de 1935, qui participera à la conférence de Wannsee mettant en route la « solution finale » et sera jugé à Nuremberg comme criminel de guerre), Heidegger soumet un projet détaillé. Il y est notamment question de « repenser la science traditionnelle à partir des interrogations et des forces du national-socialisme ».

Un dossier accablant

Enfin, selon Victor Farias, le régime n'a jamais réduit au silence ni maltraité Heidegger. Des articles du philosophe paraissent dans des recueils très contrôlés ou y font l'objet de remarques élogieuses. Le pouvoir admet encore que Kurt Schelling, nommé à une chaire dans Prague occupée, fasse, en mars 1940, des références appuyées aux concepts heideggeriens – à un moment où la guerre idéologique ne tolère pas de faiblesse. En janvier 1944, en pleine pénurie de papier, le ministre accorde une livraison aux éditions Klostermann pour publier les œuvres de Heidegger.

Certes, le philosophe n'avait pas que des amis chez les SS, et Rosenberg, par exemple, lui était ouvertement hostile. Mais pour transformer quelques croche-pieds en persécution, il faut un orgueil démesuré – et quelque indécence, si l'on songe à ce que « persécution » désignait, sous la botte de la Gestapo, pour ceux qui ont sauvé l'honneur du peuple allemand.

En somme, on peut bien imaginer que Heidegger n'a pas du tout été nazi. Mais toute une série de gens, assez pointilleux sur la sélection, l'ont considéré comme tel, du début à la fin. Ils l'ont jugé « sûr », et l'ont sollicité. Lui-même n'a pas dit un mot, pas fait un geste pour dissiper ce malentendu. Bref, le dossier de Victor Farias est accablant.

Dr Jekyll et Mr. Hyde

Ce jugement ne résout rien. Car il faut se demander : qui, ou quel, est ce dossier accablant ? L'homme Heidegger, dans la part politique de sa vie ? Indiscutablement. La pensée de Heidegger, dans la portée philosophique de toute son œuvre ? C'est là qu'il ne faut pas se hâter – pas tant que l'auteur, qui a tout fait de confondre un homme et une œuvre philosophique.

Il est, en effet, totalement impossible de réduire toute la démarche de cette œuvre considérable à son environnement idéologique ou aux agissements cachés de son auteur.

Vouloir jeter à la poubelle les œuvres complètes du philosophe avec les saletés du militant serait un geste aussi dérisoire qu'aberrant. Ce n'est pas ainsi qu'on échappera, en philosophie, à Heidegger. Les changements de perspective qu'il a introduits dans la pensée en reposant la question de l'être ne se peuvent balayer au nom de quelque crapulerie, même bien attestée. On ne saurait vouloir faire l'économie pure et simple de ses méditations sur l'existence, l'histoire, ou le devenir de la technique – entre autres. Que l'on veuille penser avec ou contre Heidegger, ses positions politiques ne sont pas, en tant que telles, fondatrices d'arguments philosophiquement pertinents.

Ce qui précède est encore trop simple. Car il est, aussi, totalement impossible de faire comme si cette boue n'existait pas, comme si elle demeurait purement externe à sa pensée. Le cours de l'histoire ne glisse pas sur les philosophes comme l'eau sur les canards. Depuis quand pourrait-on philosopher d'un côté et agir de l'autre, sans que jamais la pure abstraction et l'activité infame soient rapprochées ? Comment pourrait-il se déformer sans l'être totalement de Heidegger-Mr. Hyde ? Il n'y a pas de solution finale : les voilà indissolublement liés.

La tâche qui attend sera de penser le lien obscur, qui les unit. Le maître de l'enquête de Victor Farias est d'y contraindre. Tâche philosophique – difficile et longue. Pour faire image, il faut désormais tenter de se représenter, conjointement, le berger de l'être dans le châtlet de Todtnauberg et l'homme sombre qui dactylographie, le soir, une lettre dénonçant un ami. Tant que nous n'y parviendrons pas et que nous trouverons refuge sur un seul des deux versants, il est à craindre que l'essentiel de l'époque, et de nous-mêmes, ne nous fûe entre les doigts.

*** HEIDEGGER ET LE NAZISME**, de Victor Farias. Traduit de l'espagnol et de l'allemand par Jean-Baptiste Gramet et Myriam Bessac. Préface de Christian Jambet. Éditions Verdier, 336 p., 125 F.

(1) Heidegger a publié en 1945 un texte intitulé *Die Reklame 1933-1934*, et il revient sur ces faits dans un entretien accordé en 1966 au *Spiegel*, et publié à titre posthume (*Réponses et questions sur l'histoire et la politique*, *Mémoires de France*, 1977). On peut également se reporter à l'interview que Jean Beaufort nous avait accordée (*Le Monde* du 27 septembre 1974), reproduite dans le recueil *De l'existentialisme à Heidegger* (Vrin, 1986).

Au Courrier du Monde

PRÉCÉDENT

Ludendorff et les juifs

M. Le Pen a assuré « ses compatriotes juifs français » que « la France a le même amour pour tous ses fils, quelles que soient leur race

ou leur religion » (*Le Monde* du 19 septembre).

Pendant la guerre de 1914-1918, le général (plus tard maréchal) Ludendorff, chef de l'armée allemande et plus tard un des puissants soutiens de Hitler, avait fait placer dans toutes les villes polonaises occupées par les forces du Reich un

manifeste portant sa signature, s'adressant en yiddish à « Mes chers juifs de Pologne » (*Zu meinen lieben jiden in Polen*).

On connaît la suite.

CLAUDE K. BERLOWITZ

(Neuilly-sur-Seine).

INQUISITION

« Tuez-les tous ! »

Jean-Yves Lhousseau, dans *Le Monde* du 1^{er} octobre, cite le mot fameux : « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens ! » Il attribue cette belle injonction à « un certain Dominique », alors que la tradition la prête à l'abbé Amalric, lequel ne se prénommait pas Dominique, mais Arnaud. On dira que l'article perd un peu de sa saveur allusive ; mais que l'auteur se rassure, l'histoire confirme pour l'essentiel son analyse : « Plusieurs historiens estiment que saint Dominique était à la tête des troupes, un crucifix de fer à la main, encourageant les croisés au carnage. » Voltaire, *Essai sur les mœurs*.

ANDRÉ BOUVET
(Rumilly, Haute-Savoie).

[NDLR – La célèbre formule « Tuez-les tous » est en effet attribuée traditionnellement à Arnaud Amalric (1150-1226), abbé de Cîteaux, l'un de la croisade contre les albigeois, en 1209. Mais cette citation est considérée comme apocryphe et n'a été rapportée par aucun témoin direct. Elle figure seulement dans un récit de la croisade écrit à la fin du treizième siècle par un moine allemand, Césaire de Heisterbach.]

CITATION

Kleist et nous

Je me permets de vous adresser la traduction d'un texte de Heinrich Kleist, paru dans le petit ouvrage, « *Sur le théâtre des marionnettes* », qui est d'une actualité surprenante : « *Si on se demande pourquoi on joue si rarement les œuvres de Goethe, on répond en général que ces pièces, si excellentes qu'elles soient, ne remplissent guère la caisse du théâtre selon des expériences répétées.* »

Kleist fait suivre les considérations sur la concurrence libre et écrit ensuite : « *Mais là où le théâtre détient un privilège exclusif, là il pourrait se perdre tout à fait. La direction d'une telle institution a*

l'obligation de tenir compte de la critique et a besoin d'un contrôle supérieur de l'Etat, ceci à cause de son penchant naturel de plaire à la foule.

Ce texte a été écrit avant 1817. TFI n'existant pas.

JEAN HEINEMANN
(Rougefort-les-Pins, Alpes-Maritimes).

JARDINS

Roses, culture et communication

L'un des principaux attraits des jardins du Palais-Royal, c'est, encadrant le vert des pelouses, leurs nombreux parterres de roses odorantes, roses et rouges. Ou, pour être plus précis, c'était. Dès leur apparition, les jeunes pousses faisaient l'objet de soins attentifs. On les recouvrait de treillis destinés à les protéger des déprédations des oiseaux. Les boutons une fois éclos, les plants, arrosés, émondés et entretenus avec amour, donnaient à partir de juin une abondante floraison qui se prolongeait très tard dans la saison : en 1985, la dernière rose s'est épanouie le 23 décembre.

Depuis le printemps 1986, plus de treillis, plus d'émondage, plus d'entretien. Lâchées à l'abandon, les roses ne tardent pas à se flétrir, à s'effeuiller, à sécher sur pied, à prendre des teintes mourantes. Les rouges tout particulièrement.

M. Pöher, lui (de l'autorité de qui, on le sait, dépendent le palais du Luxembourg et ses jardins), veille jalousement sur ses poires et ses parterres. Que notre ministre actuel de la culture et de la communication – sous la tutelle de qui, des écrivains du rappel, est placé le domaine du Palais-Royal, – n'en fait-il autant pour ses roses ? En fait de culture, les roses ont, de tout temps, été chantées par les poètes ; et, en fait de communication, la tradition populaire a toujours parlé d'un langage des fleurs.

Ne pourrait-on voir là un acte manqué de la part de M. Léotard ?

CLAUDE NOËL
(Paris).

Information, désinformation, la radio arme de guerre...

JACQUES PARROT

LA GUERRE des ONDES

de Goebbels à Kadhafi

« Les péripaties qui font comprendre le rôle éminent de la radio... »
JEAN CAZENÈVE de THIBAUD « LE FIGARO »

« ... fourmille de portraits, d'anecdotes, de témoignages. »
ANDRÉ LAURENS « LE MONDE »

« Quand l'excellent journalisme rejoint la bonne histoire. »
ALAIN-GERARD SLAMA « L'ÉRE »

PLON

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. telex : (1) 45-23-06-61
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faurat (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Sèze

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montauville, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde c/o Speedprint, 45-45 39 th street, L.C.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at L.C.I. and additional offices, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A., P.O. Box 45-45 39 th street, L.C.I. N.Y. 11104.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : diffusions ou provisions : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros propres en capital à l'impression.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Types LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Etranger

Al sommet de Vancouver

Les pays du Commonwealth vont débattre de la politique des sanctions à propos des îles Fidji et de l'Afrique du Sud

La reine Elizabeth II d'Angleterre, en visite officielle au Canada, devait inaugurer mardi 13 octobre, à Vancouver, le sommet biennal des quarante-neuf pays membres du Commonwealth. Ce club des nations de l'ancien empire britannique aura à traiter du problème des îles Fidji, théâtre d'un coup d'Etat mené par le colonel

Sitiveni Rabuka, le 25 septembre dernier, qui a aboli la Constitution et proclamé la République après s'être lui-même nommé chef du gouvernement. Les pays du Commonwealth se pencheront aussi sur le dossier sud-africain, à un moment où M^{me} Thatcher est moins disposée que jamais à adopter de quelconques sanctions.

MONTREAL
de notre correspondante

Vendredi, viendra pas ? Le représentant de l'un des plus petits pays du Commonwealth risque d'être le grand absent de la réunion de Vancouver. En accord avec le secrétaire général du Commonwealth, M. Brian Mulroney, hôte du sommet, n'a envoyé qu'une seule invitation au gouverneur général de l'archipel des Fidji, Ponnia Ganihu, « seule source d'autorité reconnue ».

Il s'agit en fait, pour le sommet, de déterminer si l'archipel peut encore faire partie du Commonwealth et, s'il y a lieu, d'adopter des sanctions pour contraindre l'auteur du coup d'Etat à respecter les règles de la démocratie et les droits de l'homme. Le colonel Rabuka se propose en effet d'affirmer la suprématie politique de la minorité d'origine mélanésienne de l'archipel (45 % de la population), aux dépens de la communauté d'origine indienne (49 % de la population).

Au cas où le représentant officiel de la couronne britannique choisirait par prudence de rester dans ses troubles, des « personnalités fidèles de haut rang » pourraient être nommées de façon informelle « en marge du sommet ».

Les membres du Forum du Pacifique-sud devront notamment décider d'emboliser ou non le pas à l'Inde qui, le 10 octobre, a suspendu ses relations commerciales et sa coopération technique avec les îles Fidji, en guise de protestation contre la tentative de « priver une majorité de citoyens de leurs droits légitimes, principalement sur la base de leur origine ».

La nouvelle stratégie
de Canada

Une mise au ban du Commonwealth assortie de sanctions serait très préjudiciable à l'économie de l'archipel, qui ne peut guère se passer ni des échanges avec ses voisins australiens et néo-zélandais ni de l'aide au développement que les pays du Commonwealth lui accordent.

Ces derniers pourront aussi opter pour l'envoi d'un « comité de sages » susceptible d'encourager le dialogue et de ramener le colonel Rabuka à la raison. C'est du moins ce que souhaitent deux ex-ministres du gouvernement fidjien déchu, arrivés à Vancouver.

En ce qui concerne l'Afrique du Sud, les partisans d'un renforcement des sanctions décidées lors d'un mini-sommet organisé à Londres l'an passé sont de plus en plus isolés.

Principal partenaire commercial de l'Afrique du Sud au sein du Commonwealth, la Grande-Bretagne a toujours exclu de telles mesures. M^{me} Thatcher fait actuellement valoir que celles qui ont été utilisées — par le Canada notamment — ont été totalement inefficaces et ont parfois porté préjudice à la population noire.

La valeur des importations et des exportations de l'Afrique du Sud pour les six premiers mois de cette année dépasse celle de 1986. Pretoria prévoit de plus un excédent commercial au terme de cet exercice financier.

Le Canada privilégiera cette fois une stratégie oblique en proposant un accroissement substantiel de l'aide aux pays de la ligne de front, afin de les soustraire à la domination économique de leur puissant voisin sud-africain, qui contrôle une grande partie de leurs moyens de transport et de leurs sources d'approvisionnement. Le Mozambi-

que, littéralement pris en otage par Pretoria au niveau économique, a d'ailleurs été renvoyé au sommet du Commonwealth, dont il n'est pas membre. Ottawa n'a pas exclu d'apporter une aide militaire qualifiée de « non meurtrière » à ce pays exsangue, pour protéger les projets de coopération devenus la cible privilégiée des guérilleros de la Renamo. Les autorités de Pretoria sont toujours soupçonnées de soutenir activement ce mouvement.

Les pays du Commonwealth se pencheront aussi sur les problèmes Nord-Sud. Le Canada devrait annoncer qu'il renonce à réclamer une dette totale de quelque 260 millions de dollars américains contractée par le Kenya, la Zambie, le Ghana, le Nigeria, le Zimbabwe et le Swaziland. Ottawa avait accordé le mois dernier une remise de 244 millions de dollars aux pays les plus pauvres de la francophonie.

MARTINE JACOT.

A l'UNESCO

Les « libertés académiques » dans les territoires occupés par Israël à l'ordre du jour du conseil exécutif

Le troisième tour de l'élection du directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture devait se dérouler mardi 13 octobre dans l'après-midi au sein du conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris depuis plusieurs jours. Le revirement français en faveur du directeur sortant, le Sénégalais Amadou Mahtar M'Bow (le Monde daté

11-12 octobre), arrivé en tête aux deux premiers tours (dix-huit voix sur cinquante), n'a pas fini de susciter des remous, notamment au sein des Douze.

La déclaration de M. Mitterrand au cours de son récent voyage en Amérique du Sud, selon laquelle, en cas de blocage, la candidature de M. Enrique Iglesias, ministre uruguayen des affaires étrangères, « serait accueillie avec grande satisfaction », n'a fait qu'ajouter à l'incertitude.

de Cisjordanie et Gaza et en Jordanie, et au cours de laquelle il a entendu « cent cinquante personnes de tous bords », le Père Boné « a remercié pour leur collaboration généreuse tant les autorités israéliennes que les présidents des universités (palestiniennes) et leurs collaborateurs à tous les échelons ».

« Les dix-sept universités palestiniennes » (11 sises dans « les territoires administrés », selon l'euphémisme israélien, ont toutes été fondées, ou du moins érigées, au rang universitaire depuis l'invasion de l'armée israélienne en 1967. Elles comptent, en 1987, plus de dix-sept mille étudiants et sont à la disposition d'une population de un million trois cent mille habitants arabes.

Des initiatives privées, approuvées par les occupants, sont à l'origine de ces établissements qui fonctionnent grâce à un mécénat drainant annuellement vers eux plus de 200 millions de francs.

Le Père Boné avait à se prononcer « sur l'exercice des libertés académiques » dans les territoires occupés. Il a constaté que les universitaires et étudiants palestiniens se plaignaient particulièrement de « détentions, de perquisitions et de fermetures fréquentes » de leurs institutions ; de « censure » pour certains ouvrages ou publications ; de « taxes exorbitantes » sur le matériel professionnel importé.

Une « autre forme
de ségrégation »

Pour les fermetures, tout en admettant l'argument israélien de « sécurité » dans les périodes de forte tension, le rapporteur le rejette quand il est invoqué « durant des semaines, voire des mois, à propos de telle université déstabilisée par ses étudiants ». Il n'a pu établir si les périodes non parvenues aux universités étaient victimes de la censure ou des déficiences postales. Quant aux taxes, il les a, dans certains cas, qualifiées d'« autre forme de ségrégation ».

Parmi les mesures préconisées par le religieux belge figurent : le renforcement du conseil privé palestinien pour l'éducation supérieure, créé en 1977 « afin de coordonner le travail des dix-sept universités, mais dont le pouvoir ne laisse pas d'être limité » ; le soutien « aux projets académiques des universités » ; la sensibilisation du monde académique international « aux droits des universités ».

Si l'autorisation de fonder ces universités illustre « la philosophie d'une occupation intelligente », en revanche, estime le Père Boné, « la simple « répression » jugée nécessaire pour motif de « sécurité » constitue en elle-même un détonateur permanent et détermine l'escalade du processus [de violence] ».

« Catalyseurs de la conservation de l'identité culturelle palestinienne, les universités des territoires arabes ne sauraient éviter d'apparaître comme des forces non violentes de résistance à l'occupation. Des personnalités israéliennes de premier plan nous ont confié que la cause profonde de l'agitation des étudiants (palestiniens) était l'occupation elle-même, source d'humiliation permanente et de frustration profonde ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Il s'agit des cinq universités de Cisjordanie et Gaza et de collèges d'enseignement supérieur.

MICHEL TATU.

Une conférence sur les relations Est-Ouest

Comment l'Occident doit-il réagir au gorbatchévisme ?

SAINT-PAUL (Minnesota)
de notre envoyé spécial

Faut-il aider le chef du PC soviétique dans sa politique de réformes et comment ? C'est la question qui a été posée à l'occasion d'une conférence sur les relations Est-Ouest que le conseil exécutif de l'UNESCO a organisé à Saint-Paul, l'une des deux villes « jumelles » du Minnesota, cent cinquante participants, ministres, professeurs, hommes d'affaires, de plusieurs pays d'Europe et d'Amérique, y compris une petite minorité de représentants de l'Europe de l'Est.

L'une des originalités de l'Institut pour les études de sécurité Est-Ouest, organisme de ce rassemblement, est, en effet, d'associer à ses activités les petits pays du pacte de Varsovie. C'est ainsi que l'ambassadeur de la RDA à l'ONU, M. Ott, a succédé à quelques heures de distance à la tribune de la conférence, à M. Genscher, vice-chancelier du gouvernement de Bonn.

En fait, ces deux discours furent peut-être les moins divergents de tous. Développant les idées de son allocution de Davos, au début de cette année, au cours de laquelle il avait appelé l'Occident à « prendre M. Gorbatchev au mot », M. Genscher s'est lancé dans un panegyrique ému de l'évolution en cours à Moscou. Selon lui, ce serait « une erreur de dimension historique » de « man-

quer l'occasion » offerte par ces changements que l'Occident doit encourager « par ses actions et par ses réactions » : il convient de « surmonter toute timidité » et « ne pas se laisser arrêter par des pensées démodées et des antipathies profondes » afin d'établir au plus vite un « nouvel ordre des relations Est-Ouest avec les dirigeants soviétiques ».

Vingt-trois
négociations

Pas si vite, répondent plusieurs participants, notamment français, anglais et américains. Pour ces sceptiques, la « nouvelle pensée » soviétique n'est après tout que « le début de la pensée » tout court, une conversion des dirigeants soviétiques au bon sens, après des décennies d'aveuglement : ce n'est pas parce que M. Gorbatchev enfonce des portes ouvertes depuis longtemps en Occident que ce dernier doit s'extasier, encore moins y voir un « défi ».

M. Whitehead, numéro deux du département d'Etat américain, préfère parler, pour sa part, de « défi de l'Amérique à M. Gorbatchev ». Les changements à Moscou, dit-il, nous sommes loin de comprendre les raisons « et qui restent « arbitrairement réversibles » doivent, selon lui, inciter à réfléchir « non pas sur la nouveauté de ce qui se passe en

URSS » mais sur « la distance qui reste encore à parcourir » pour passer à un Etat de droit.

Tous sont bien d'accord cependant pour apprécier les concessions de M. Gorbatchev en matière de désarmement et pour relever des changements prometteurs du langage soviétique en politique étrangère : la notion chère à Brejnev de « changement du rapport des forces en faveur du socialisme » a fait place à celle de « suffisance militaire » (une idée de l'ancien président Nixon dans les années 70) et d'une sécurité assurée par le dialogue politique plus que par les armées.

La reconnaissance de l'interdépendance des nations se traduit, dans les dernières proclamations de Moscou, par l'acceptation d'un arbitrage international des conflits et d'un rôle accru pour les efforts de paix multilatérale. M. Whitehead a réitéré que Soviétiques et Américains communiquent en ce moment par pas moins de vingt-trois canaux de négociation simultanés sur toute sorte de sujets, « un record historique ».

Un test :
l'Afghanistan

Pour une majorité des Américains, en tout cas pour les représentants du gouvernement Reagan, il est possible d'aider M. Gorbatchev à

remettre sur pied son économie, mais en lui faisant payer le prix sur les droits de l'homme, l'Afghanistan, le Nicaragua, etc. Le sénateur démocrate Bradley pense, lui aussi, que, tout comme le FMI exige certains politiques économiques de ses débiteurs du tiers-monde, de même les prêts occidentaux à l'URSS devraient être liés à des réformes de la gestion à Moscou.

Tel n'est pas l'avis des hommes d'affaires. M. Kendall, président de Pepsi-Cola, qui venait de rentrer de Moscou, a estimé que M. Gorbatchev va au-devant de très sérieuses difficultés d'ici deux à trois ans. Il convient donc de l'aider à faire sortir son pays de sa condition de « main d'œuvre », une situation qui « n'est pas de notre intérêt ».

De même, l'ancien vice-président Walter Mondale, venu en voisin, a rappelé que Washington avait, en son temps, « soutenu et encouragé M. Deng Xiaoping à promouvoir ses réformes en répondant à ses initiatives et en passant une série d'accords avec la Chine ». Il a souhaité une attitude analogue à l'égard de M. Gorbatchev aujourd'hui.

Un rapport préparé avant la rencontre par un groupe de travail dirigé par M. Joseph Nye, de l'université Harvard, ne va pas aussi loin. Tout en souhaitant une entrée de Moscou au GATT et au FMI, ainsi que la levée de l'embargo Jackson liant les crédits à l'émigration des juifs soviétiques, il fait valoir que le test de la « nouvelle pensée » soviétique sera l'autodétermination de l'Afghanistan. Une majorité de participants ont ajouté à ce test la situation en Europe de l'Est, à la fois point faible et banc d'essai du gorbatchévisme.

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

Plusieurs Blancs
poignardés
à Johannesburg

La police sud-africaine a mis en garde, le lundi 12 octobre, les Blancs contre la formation de groupes d'autodéfense après les violences raciales qui ont fait deux morts et au moins neuf blessés, samedi, dans les parcs des banlieues blanches de Johannesburg. De tels groupes auraient été formés pour lutter contre les Noirs qui utilisent les équipements publics des banlieues blanches, « et ils ne seront pas tolérés », a déclaré le porte-parole de la police.

Samedi, deux Blancs, supporters de rugby, ont été tués à coups de poignard à la sortie du stade Ellis Park, situé au centre de Johannesburg. Six autres personnes ont été blessées à coups de poignard dans le parc de la vallée de Bezauidenhout, dans les quartiers est de la ville, où les policiers ont dispersé au gaz lacrymogène une foule de Noirs qui les attaquaient à coups de pierres et de bouteilles.

Selon le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, ces meurtres ont été commis « de sang-froid » et leurs responsables sont pour la plupart des jeunes Noirs « esoués ».

Le ministre a mis en cause le Comité de soutien des parents de détenus (DPSO), groupe de défense des droits civiles qui a lancé une campagne pour la libération d'enfants détenus. « Le DPSO, qui plaide constamment l'innocence de tels jeunes, devrait s'informer des horribles incidents du week-end », a-t-il déclaré. — (AFP.)

Luxembourg

Progrès importants
des Verts
aux municipales

Les deux partis écologiques luxembourgeois ont réalisé une percée significative au premier tour des élections municipales qui se sont déroulées dimanche 11 octobre au Grand-Duché.

Malgré une lutte fratricide, le Parti vert alternatif et le Parti écologiste, qui présentaient pour la première fois des candidats à un scrutin municipal, ont obtenu au moins un mandat là où ils sollicitaient les suffrages des électeurs. Les Verts ont ainsi recueilli 10,4 % des voix dans la seule ville de Luxembourg, prises pour l'essentiel à l'électorat chrétien-social et socialiste.

Le Parti socialiste, actuellement au pouvoir dans la coalition gouvernementale, perd 2 points, mais reste la principale formation politique luxembourgeoise avec 35,17 % des voix. Son partenaire de coalition, le Parti chrétien-social, se maintient avec 34,65 % des voix (+ 0,14 point). De leur côté, les libéraux (Parti démocrate), avec 21,8 % des voix (+ 0,5 point), consolident leur position.

La catastrophe de Tchernobyl et l'opposition à la mise en service de la centrale nucléaire française de Cattenom, située à quelques kilomètres à vol d'oiseau de la frontière franco-luxembourgeoise, ont profité aux Verts, qui ont doublé leur pourcentage de voix par rapport aux élections législatives de 1984. — (AFP.)

Pologne

Solidarité juge
les projets de réforme
de l'équipe Jaruzelski

Dans sa première réaction à l'annonce de l'organisation, le 29 novembre prochain, d'un référendum sur la réforme économique, M. Lach Walesa a annoncé, lundi 12 octobre, que son organisation allait faire parvenir au Sejm (Parlement) des propositions précises pour la formulation de la ou des questions qui seraient posées à la population. Interrogé par l'Agence France Presse, le président de Solidarité a également indiqué qu'il ne jugerait pas « satisfaisants » les projets de réformes proposés par l'équipe du général Jaruzelski, et qui n'ont, a-t-il dit, « aucune chance » de devenir réalité sans un « véritable pluralisme économique, syndical et politique » et sans la mise en place de « véritables structures d'autogestion dans les entreprises ».

Dans le cas où les suggestions du syndicat dissous ne seraient pas prises en compte par le Sejm, M. Walesa demanderait à ses partisans, a-t-il affirmé, de simplement inscrire le nom de Solidarité sur les bulletins de vote. Cette position semble relever essentiellement d'une tentative de pression sur le pouvoir afin que les réformes politiques promises par le général Jaruzelski aient une réelle ampleur.

Yougoslavie

Limogeage du directeur
du quotidien « Politika »

M. Ivan Stojanovic, directeur de Politika, le plus influent des quotidiens de Belgrade, a été démis de ses fonctions le lundi 12 octobre à l'issue d'une réunion de la présidence de l'Alliance socialiste de Serbie.

M. Stojanovic ainsi que le chef du parti de Belgrade, M. Dragisa Pavlovic, avaient été critiqués au mois de septembre lors d'un plénum houleux retransmis en direct par la télévision yougoslave. Le plénum avait vu la victoire des « durs » — partisans d'une action énergique contre le nationalisme albanaise au Kosovo, dirigés par M. Siobodan Mirosevic, président du parti serbe — sur les modérés favorables au dialogue et opposés à la réurgence du nationalisme serbe.

Par ailleurs, la Cour suprême de Serbie a ordonné le 13 octobre la mise en liberté provisoire du journaliste indépendant Milovan Brkic jusqu'à l'expiration de l'appel interjeté par ses avocats.

Spécialisé dans les affaires de corruption, Milovan Brkic, trente et un ans, avait été appréhendé le 29 septembre, et condamné à cinquante jours de prison. Il lui était reproché d'avoir publié en juin dernier un article « offensant » pour certains dirigeants de la Ligue des communistes de Serbie et susceptible de « troubler l'opinion publique ». L'article, publié dans la revue slovéne Katadra, n'avait jamais vu le jour, le numéro en question ayant été interdit avant sa distribution.

Alain Emmanuel
DREUILHE



Corps à corps

L'auteur vit avec le SIDA. Corps à corps est le récit de cette lutte quotidienne, où alternent les espoirs de victoire et les tentations de désespoir.

au Vif du Sujet

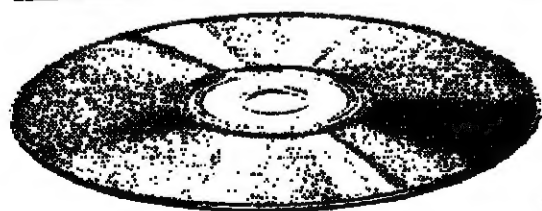
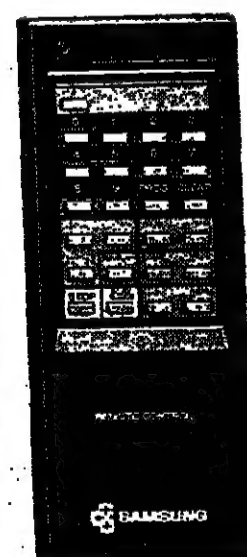
GALLIMARD nrf

هكذا من الاصل

pas de quartier po

Le Héraut

France-Italien



Sa/ni-Paul & Asacdi



SAMSUNG

Asie

SRI-LANKA : la bataille de Jaffna
entre l'armée indienne et les rebelles tamouls

« Pas de quartier pour les Tigres »

COLOMBO
de notre envoyé spécial

« Bonnes nouvelles du front » : « Pas de quartier pour les Tigres » (tamouls) : le titre et la conclusion de l'éditorial de l'officier *Daily News* du mardi 13 octobre, résumé de façon laconique l'appréhension que porte la majorité cinghalaise de Sri-Lanka sur une guerre que l'on préfère ici baptiser de lutte « anti-terroriste », ou « front » un peu irréaliste, situé à 400 kilomètres au nord et isolé par un cordon sanitaire indien.

Sous les dernières et violentes pluies de mousson, Colombo offre son visage habituel de capitale hybride, moitié Amérique industrielle moitié ville asiatique au charme colonial désuet. A contempler la vue superbe du bord de mer et les gamins qui s'entraînent au cricket sur des terrains rudimentaires, l'impression se confirme que cette guerre est étrangère. Elle l'est en partie.

Six mille soldats indiens bouclent la région nord et poursuivent dans la péninsule de Jaffna des opérations meurtrières, en quête d'une paix impossible. Dernier bilan officiel : cent soixante-trois morts dans les rangs des Tigres tamouls, dix-huit tués parmi le contingent militaire indien, qui déplore également soixante-dix-neuf blessés.

Troupes d'élite indiennes

New-Delhi poursuit ici la guerre à la demande des autorités sri-lankaises, qui se sont dépossédées de toutes prérogatives sur leur propre sol, au moins s'agissant de la partie nord du pays. Un porte-parole de l'ambassade indienne à Colombo a confirmé lundi soir que le « nettoyage » du bastion tamoul de Jaffna était l'affaire « exclusive » des troupes d'élite indiennes composées notamment du régiment de la « Maharatta Light Infantry », qui, en d'autres temps, s'est illustré sur des champs de bataille prestigieux, les Flandres, la Mésopotamie, El Alamein, Cassino.

Colombo n'est pas mécontente que cette « besogne » soit accomplie par un pays, l'Inde, dont elle admet aujourd'hui le rôle

de puissance régionale. Le gouvernement de M. Jayawardene, le président sri-lankais, se débrouillera ensuite avec son opposition pour combler les brèches de la « souveraineté nationale », à charge pour New-Delhi de trouver une explication satisfaisante à offrir aux quelque cinquante-cinq millions de Tamouls indiens préoccupés malgré tout du sort de leurs « cousins » sri-lankais, même s'il s'agit de « Tigres déchaînés ».

De la bataille de Jaffna, on ne recueille ici que des échos sous la forme de communiqués rendus publics par l'ambassade indienne et qui s'évaluent, sans autres commentaires, en première page des journaux sri-lankais. Dans leur sécheresse toute militaire, les voici : la force indienne de maintien de la paix poursuit ses opérations de nettoyage dans toute la péninsule et se heurte à une forte résistance, comme paraît le démontrer l'engagement de troupes parachutistes qui sont hélicoptérées en différents endroits de Jaffna.

Des armes lourdes sont utilisées des deux côtés mais les affrontements prennent parfois l'allure de combats de rue qui, inévitablement et en dépit du mutisme officiel indien sur ce sujet, doivent faire des victimes parmi la population civile. L'armée indienne n'a curieusement identifié que trois corps de combattants des Tigres libérés de l'Eelam tamoul (LTTE), les autres, si l'on comprend bien, étant des morts anonymes. Le haut commandement indien n'a aucune estimation sur le nombre des victimes parmi les « terroristes », le chiffre de cent soixante-trois morts (deux cent cinquante de source sri-lankaise) résultant de l'interception de liaisons radio entre les Tigres de Jaffna et leurs bases arrière situées dans la région indienne de Madras.

Selon les échos radio, le chef des Tigres, M. Velupillai Prabhakaran a envoyé de nombreux messages à ses commandants régionaux pour leur demander des renforts. Afin d'empêcher tout ravitaillement par mer en provenance de l'Etat indien du Tamil-Nadu, les marines indiennes et sri-lankaises multiplient d'autre part les patrouilles com-

munes dans le détroit de Palk qui sépare le sud de l'Inde de l'ancienne Ceylan et l'aéronavale effectue de nombreuses reconnaissances aériennes. Dans le Tamil-Nadu, les forces paramilitaires indiennes se livrent également à des opérations de nettoyage pour démanteler la résistance tamoule, espérant de surcroît mettre la main sur M. Prabhakaran. Les autorités indiennes n'ont donné lundi aucun détail sur le sort qui sera réservé à leurs prisonniers dont le nombre atteint officiellement deux cent soixante.

Sur le « front » oriental, c'est-à-dire dans les zones de Batticaloa et Trincomalee, quelque cinq mille soldats indiens sont déployés dans la région et ne rencontrent actuellement qu'une résistance sporadique de la part des militants séparatistes. Contrairement à ce qui avait été annoncé précédemment, il ne semble pas qu'il y ait d'opérations communes aux deux armées : les soldats sri-lankais patrouillent essentiellement dans les secteurs cinghalais et protègent les réfugiés dont le nombre, selon des estimations partielles, atteindrait vingt mille personnes alors que l'armée indienne tente de réduire les dernières poches de guérilla dans les zones à majorité tamoule.

Dans la région est, près de soixante-dix militants Tigres ont été faits prisonniers depuis le 9 octobre. Le porte-parole de l'ambassade indienne a d'autre part annoncé que New-Delhi allait acheminer des vivres, dans les prochains jours, pour les réfugiés. Enfin, lorsque ce sera « matériellement et physiquement possible, la presse sri-lankaise et internationale sera autorisée à se rendre à Jaffna pour vérifier par elle-même les effets de la « paix indienne ».

LAURENT ZECCHINI.

CORÉE DU SUD : après le vote de l'Assemblée nationale

La nouvelle Constitution sera soumise à référendum le 27 octobre

L'Assemblée nationale coréenne a voté, le lundi 12 octobre, à la quasi-unanimité, l'approbation d'une nouvelle Constitution qui doit permettre d'introduire des réformes démocratiques et réinstaurer l'élection du président de la République

au suffrage direct. Il s'agit de la première Loi fondamentale à bénéficier de l'adhésion de toutes les forces politiques depuis que la Corée a obtenu l'indépendance à la fin de la deuxième guerre mondiale.

TOKYO
de notre correspondant

Depuis 1945, la Corée a connu huit régimes constitutionnels. La dernière Constitution date de la prise de pouvoir par M. Chun Doo Hwan en 1980. Le nouveau texte devra être soumis à référendum le 27 octobre et il entrera en vigueur le 25 février 1988, au lendemain de l'expiration du mandat de M. Chun.

La nouvelle Loi fondamentale stipule que la durée du mandat du chef de l'Etat est de cinq ans (et non plus sept, comme c'est le cas actuellement) et qu'il ne peut être renouvelé. Elle tend, en outre, à réduire le rôle du Parlement : les pouvoirs d'exception du président ont été limités et ils doivent faire l'objet d'une décision prise en conseil de cabinet.

Neutralité de l'armée

Le chef de l'Etat ne dispose plus du droit de dissoudre l'Assemblée. Celle-ci peut, en revanche, enquêter sur les actes des administrations et notamment sur l'utilisation des fonds publics. Les parlementaires n'ont pas le pouvoir de demander un vote de confiance, mais ils peuvent « recommander » au président la démission du premier ministre.

En ce qui concerne les libertés, le principe de la neutralité politique de l'armée (demandée par l'opposition) est inscrit dans la nouvelle Constitution. La compétence des cours mariales a, d'autre part, été restreinte. L'habeas corpus, déjà inscrit dans la Constitution précédente, a été réaffirmé. La censure et les autorisations préalables, d'autre part, ont été abolies et le droit de grève a été reconnu (les restrictions concernant les industries liées à la défense).

Le nouveau texte ne contient pas de réformes drastiques en matière de liberté : le législateur a considéré que l'individu bénéficie de l'expansion des droits prévus au titre de la collectivité ; en outre, l'arsenal judiciaire coréen est déjà assez sophistiqué et, en théorie du moins, il garantit les libertés essentielles. Jusqu'à présent, le grand problème a été l'application de ces principes, les pratiques répressives du pouvoir étant aisément et souvent largement écartées de la lettre du code pénal.

Dès que le nouveau texte sera approuvé par référendum, certaines de ses dispositions entreront en vigueur : notamment celle qui concerne l'élection du chef de l'Etat au suffrage direct. La majorité et l'opposition sont convenues que cette élection devrait avoir lieu avant le 20 décembre. D'ores et déjà, deux candidats se sont déclarés : M. Roh Tae Woo, président du Parti pour la justice (ma-

ritaire) et dauphin désigné de M. Chun, mais qui, à la suite des manifestations de juin dernier, fut l'artisan du processus de démocratisation en cours, et M. Kim Young Sam, président du Parti pour la réunification démocratique (opposition).

Deux autres candidats devraient annoncer incessamment leur intention de se présenter : M. Kim Dae Jung, la grande figure de l'opposition depuis le début des années 70, et un revenant sur la scène politique, M. Kim Jong Pil, ancien premier ministre de Park Chung Hee. M. Kim Dae Jung a pratiquement annoncé sa candidature, dimanche, confirmant une division de l'opposition, qui risque de compromettre ses chances dans la course à la présidence.

PHILIPPE PONS.

MONDES EN DEVENIR

LE DROIT INTERNATIONAL DANS UN MONDE DIVISÉ

Antonio CASSESE

13,5 x 20 cm - 376 p. - 149 F

Editions BERGER-LEVRULT

JAPON

La maladie de l'empereur Hirohito pose le problème de sa succession

TOKYO
de notre correspondant

La presse japonaise vient de révéler qu'à la suite de son opération, le 22 septembre dernier, l'empereur Hirohito a été dans un état très grave et a risqué une crise cardiaque et une paralysie des reins. Ces révélations, faites notamment à l'*Asahi* par le chirurgien, le docteur Morioka, qui a procédé à l'intervention, sont en contradiction avec les bulletins de santé rassurants de la maison impériale qui n'avaient fait état que de deux accès de fièvre.

L'empereur, qui a quitté l'hôpital le 7 octobre, a regagné son palais, où il est en convalescence. Si, pour l'instant, le monarque semble récupérer de manière satisfaisante son

état de santé (la rumeur court qu'il pourrait souffrir d'un cancer du pancréas bien que la maison impériale ait affirmé le contraire) et son affaiblissement probable après une opération délicate à son âge (quatre-vingt-six ans) soulèvent la difficile question de sa succession ou de l'instauration d'une régence s'il est dans l'incapacité d'exercer ses fonctions.

Aux termes de la Constitution, certes, l'empereur n'a qu'un rôle symbolique. Ses fonctions n'en sont pas moins lourdes même si la maison impériale a cherché ces dernières années à les alléger : il doit notamment apposer son sceau sur 2 763 documents, assister à 37 cérémonies officielles et recevoir les hôtes étrangers. Jusqu'à présent, l'empereur a toujours refusé de renoncer à ses activités. Selon un sondage réalisé l'année dernière par le quotidien *Yomiuri*, 39 % des personnes interrogées souhaitent que les fonctions officielles de l'empereur soient assumées par son fils.

Le code de la maison impériale, réformé en 1947, ne comporte aucune disposition concernant l'abdication mais il prévoit l'instauration d'une régence dans le cas d'une maladie grave du monarque. Il revient à un conseil de la maison impériale, composé du premier ministre, des présidents des deux Chambres et de membres de la famille impériale, de décider s'il y a lieu ou non d'instaurer une régence. Actuellement, le prince héritier Akihito, âgé de cinquante-trois ans, exerce les fonctions de son père, mais à titre temporaire seulement.

Ph. P.

LE MONDE
diplomatique
octobre 1987

FRANCE - ETATS-UNIS
Pléthore de candidats,
absence d'idées
par Claude Julien.

En vente chez
votre marchand de journaux

PARIS - MADRID FAITES VOTRE CHOIX

PRENEZ VOTRE TEMPS

Profitez de l'Espagne avant d'y travailler : attentez à 14 heures à Madrid, découvrez la ville, faites du shopping ou une première réunion. Passez une longue soirée à l'espagnole, une bonne nuit... et vous voilà frais et dispos pour attaquer tôt une journée de travail.

GAGNEZ DU TEMPS

Une bonne journée de travail commence par une bonne nuit : prenez l'avion à 20 h 15 après une journée bien remplie, dînez à bord ou bien à votre arrivée, à l'espagnole. Passez une bonne nuit sur place. Et le lendemain, vous êtes frais et dispos pour attaquer tôt !...

DEUX DÉPARTS QUOTIDIENS EN AIRBUS 300 ET BOEING 727					
12.05	20.15	Départ	PARIS (Orly-Sud)	Arrivée	17.05 19.15
14.00	22.10	Arrivée	MADRID	Départ	09.15 17.25

• Correspondances immédiates pour toutes les villes d'Espagne, Amérique du Sud et Centrale, U.S.A., Afrique, Moyen et Extrême-Orient.
• Trois classes : Première - Affaires - Touriste. • Salons VIP à Orly et Madrid.
• Consultez pour renseignements et réservations votre Agence de Voyages ou l'un de nos bureaux. Réservations : Tél. (1) 47.23.00.23 / 31, av. Montaigne 75008 PARIS - Tél. (1) 47.23.01.23 / 1, rue Scribe 75009 PARIS - Tél. (1) 47.42.38.60 / Aéroport d'Orly - Tél. (1) 46.86.46.60

IBERIA
LIGNES AERIENNES D'ESPAGNE

Agence France - Assemblée

سكنا من الامم

Amériques

ÉTATS-UNIS : la course à l'investiture présidentielle

George Bush candidat : de l'expérience mais pas de relief...

WASHINGTON
de notre correspondant

M. George Bush, qui, si l'on en croit la plupart des analystes politiques, devrait être le prochain président des États-Unis, a fait officiellement acte de candidature, lundi 12 octobre. Cinquième candidat à l'investiture du Parti républicain dans l'ordre chronologique, à se déclarer, d'en fait, et de loin, le premier : 41 % des électeurs républicains en font leur favori - selon le dernier sondage publié par Newsweek.

Son principal rival, le sénateur Robert Dole, suit à distance respectueuse avec 24 % des sympathisants républicains. Les quatre autres se contentent de brouilleries : Jack Kemp, qui se veut plus à droite que les autres et semble en perte de vitesse ; Pat Robertson, le télé-évangéliste, qui a du plomb dans son aile d'ange depuis la révélation de ses menues fredaines ; l'ancien secrétaire d'État, Alexander Haig, qui souffre d'avoir paru trop avide de pouvoir lorsque Ronald Reagan fut victime d'un attentat, et, pour mémoire, l'ancien gouverneur du Delaware, Pete Du Pont, qui a une très grosse fortune, mais sur lequel personne ne miserait un cent.

Comme on en est toujours à chercher un candidat démocrate sérieux, la cause, logiquement, devrait être entendue. Après huit ans d'attente et d'abandon au poste frustrant de vice-président des États-Unis, George Bush, ancien ambassadeur auprès des Nations Unies et en Chine, ancien directeur de la CIA, sera le successeur de Ronald Reagan.

« Vous allez voir un tigre »

Et pourtant, outre que rien naturellement n'est jamais joué, une ombre, une incertitude s'étendent sur cette haute silhouette distinguée, un peu perdue dans le grand cirque électoral, sur cet introverti qui fait des efforts touchants pour paraître décontracté, naturel, plein d'humour et de « pep » : avec au bout du compte des gaffes monumentales, des plaisanteries qui tombent à plat. Avoir trop longtemps été - est-ce par loyauté à l'égard du président en titre ? - en retrait dans son rôle de

représentation lui a donné une réputation d'homme sans éclat et sans convictions bien à lui. Une étiquette, un adjectif infamant lui collent à la peau : il serait un molleson, une mauvette.

Pas facile de lutter contre un pareil handicap, même quand on a fait une belle carrière. Lui, le jeune homme de bonne famille à qui sa mère avait appris à ne jamais se vanter, est aujourd'hui obligé de se vendre, d'en rajouter, avec des formules du genre : « *À présent vous allez voir un tigre lâché (de sa cage).* »

Dans sa déclaration de candidature, lundi à Houston, sa ville d'adoption, il a néanmoins joué un personnage un peu moins forcé en affirmant sa fidélité à certaines idées réaganiennes de base : aide aux « combattants de la liberté » en Afghanistan comme au Nicaragua, scepticisme prudent devant les Soviétiques et refus de nouveaux impôts ; mais aussi en esquissant certaines différences : il a souhaité une « plus grande tolérance » dans les relations inter-raciales, et a manifesté un certain intérêt pour les préoccupations des défenseurs de l'environnement.

George Bush a d'autres arguments à faire valoir : son expérience, sa compétence, sa connaissance des pays et des dirigeants étrangers. La machine républicaine devrait logiquement se mettre à son service, et c'est lui qui a réussi à obtenir le plus d'argent pour sa campagne : 13 millions de dollars.

Jesse Jackson : un cas à part

Mais il a aussi un très sérieux rival en la personne du chef de la minorité républicaine au Sénat, Robert Dole, qui semble avoir l'énergie instinctive le besoin de vaincre, qui manquent au vice-président, M. Dole, dit-on, n'a pas d'idées très arrêtées sur nombre de problèmes, mais il a du caractère et infiniment plus d'aisance en public que M. Bush. Aussi la lutte entre ces deux poids lourds promet d'être sévère, et les coups qu'ils se porteront ne manqueront pas d'être remarqués.

Car il y aura forcément un candidat démocrate, même si tout le

monde s'accorde aujourd'hui à dire qu'aucun des prétendants actuels ne paraît avoir l'étoffe d'un président. Le dernier à s'être déclaré, samedi 10 octobre, Jesse Jackson, constitue un cas à part : il surclasse tous ses rivaux dans les sondages, mais seulement grâce aux Noirs, qui lui accordent massivement leur préférence.

Certes, un nombre appréciable d'électeurs blancs le considèrent comme le meilleur candidat démocrate, mais on imagine mal qu'ils puissent aller bien au-delà des quelques 23 % qu'on lui accorde actuellement. Pas seulement parce que, c'est une évidence, les États-Unis ne sont pas encore « prêts » à élire un Noir à la présidence, mais aussi parce que, même si cela était le cas, Jesse Jackson ne serait pas forcément le meilleur candidat.

Il a certes mis un peu d'eau dans son tiers-mondisme, proclame très haut son amour de l'Amérique, et passe pour plus à gauche que ses rivaux. Mais M. Jackson a aussi une réputation de poser qui a toujours eu un peu tendance à tirer la couverture à lui. Et, tout récemment, il a eu la curieuse maladresse de prêter son nom à une opération publicitaire moyennant rémunération, avant d'annuler en catastrophe le projet devant les remous suscités par l'affaire.

Jesse Jackson, quels que soient ses handicaps, pourrait tout de même peser lourd dans la balance si lors de la convention démocrate aucun candidat ne parvient à dégager une majorité sur son nom. Il pourrait alors arbitrer le débat au profit de l'un ou de l'autre. Une telle hypothèse n'est pas exclue. Une telle hypothèse n'est pas exclue. Une telle hypothèse n'est pas exclue.

La dernière semaine a été un peu plus favorable à deux personnages jusqu'ici très modestement placés, mais qui sont sans doute les plus typés : Albert Gore, le sénateur du Tennessee au physique avenant de jeune homme sportif, semble avoir trouvé un créneau en cultivant son image de démocrate sudiste conservateur.

Quant au sénateur Paul Simon, de l'Illinois - lunettes d'écaille, teint blanchâtre, longues oreilles et nez papillon obligé, il est « rétro » au physique, et tout autant dans ses idées puisqu'il professe tranquillement des thèses très classiquement démocrates : défense sociale, création d'emplois par l'État, extension des droits civiques. « *Je ne suis pas un néo-quelque chose, je suis un démocrate* », dit-il volontiers. Ses partisans affirment que cette conviction éclatante rappelle celle qu'affichait il y a huit ans, et dans un registre tout différent, un candidat qui a fort bien réussi : Ronald Reagan.

JAN KRAUZE.

Afrique

● **TCHAD** : un démenti du ministère français de la coopération. Le ministre français de la coopération, Jean-Claude Duport, le décès d'Uwe Barschel n'a pas été provoqué par une noyade, et aucune trace, ni de balle ni même de violence, n'a été relevée. Rien ne peut laisser supposer qu'il y aurait eu agression ou une lutte quelconque et aucun indice pouvant accréditer la thèse du suicide n'a été relevé. Toutes les conclusions de l'autopsie ne sont pas encore connues. Il faudra attendre pour cela le résultat des analyses chimiques et toxicologiques.

Deux jours après la découverte du cadavre d'Uwe Barschel, il faut bien se rendre à l'évidence : le mystère, que la presse genevoise appelle déjà « l'énigme de la baignoire », demeure entier. L'éventualité d'une mort naturelle due à une crise cardiaque ou celle du suicide ne sont pas exclues par la justice genevoise. Selon la Faculté, l'homme politique ouest-allemand souffrait de troubles cardiaques, ce qu'a contesté sa famille.

Cette dernière a évoqué, en revanche, la thèse de l'assassinat. Au cours d'une conférence de presse puis lors de différentes interviews télévisées, la veuve d'Uwe Barschel et son frère, M. Eike Barschel, qui réside près de Genève, ont catégoriquement affirmé, lundi, que l'ancien ministre-président a été victime d'un complot après être tombé dans un piège. Ils ont en outre reproché à la CDU de ne pas avoir assisté Uwe Barschel dans l'épreuve.

M. Eike Barschel affirme avoir parlé samedi soir avec son frère au téléphone et l'avoir trouvé « épuisé et combattu ». Il refuse de croire à l'éventualité d'un suicide. Il a déclaré notamment : « *Mon frère s'est rendu à Genève pour rencontrer un homme, Robert Rolf, qui affirmait détenir un document photographique montrant Reinier Pfeiffer au côté d'une importante personnalité.* »

M. Pfeiffer est l'homme par qui le scandale est arrivé, celui qui se trouvait à l'origine des révélations de Der Spiegel. M. Eike Barschel a ajouté : « *Uwe a pris trop de risques. Il a payé. Son parti et l'environnement politique doivent payer aussi.* »

Si l'ancien ministre-président du Land de Schleswig-Holstein avait pris la décision de se rendre à Genève, c'est précisément, selon sa famille, pour récupérer ces photos et d'autres documents pouvant le disculper. Il en aurait informé M. Kribben.

سكنا لالاحل

Europe

RFA : le scandale du Schleswig-Holstein

L'affaire Barschel empoisonne le climat politique

Les circonstances de la mort de l'ex-ministre-président du Schleswig-Holstein, Uwe Barschel, retrouvé mort dimanche dans la baignoire de sa chambre d'hôtel à Genève, étaient encore mystérieuses ce mardi 13 octobre. En attendant les résultats définitifs de l'autopsie, la justice genevoise ne confirme pour le moment aucune thèse, ni celle du suicide ni celle de la crise cardiaque, ni celle du suicide ni celle de la crise cardiaque, ni celle du suicide ni celle de la crise cardiaque.

BONN
de notre correspondant

Les incertitudes sur les circonstances exactes de la mort d'Uwe Barschel, les accusations lancées par sa famille, reprochant au Parti chrétien-démocrate son manque de solidarité avec l'ancien ministre-président du Schleswig-Holstein, les diverses rumeurs qui courent à Kiel comme à Bonn contribuent à créer un climat délétère.

Après le temps des condoléances attristées, voici venu celui où chacun cherche à se dégager d'une éventuelle responsabilité pour préserver

son avenir politique, régional ou national. Le chancelier Kohl, très brièvement, a rendu un hommage posthume à Uwe Barschel, un homme, selon lui, « capable de beaucoup de passion ». M. Gehrard Stoltenberg, ministre fédéral des finances et président de la CDU au Schleswig-Holstein, dont il avait été ministre-président jusqu'en 1982, s'est défendu d'avoir laissé tomber son successeur en déclarant qu'il avait toujours fait preuve du plus grand fair-play à son égard. Les porte-parole du Parti libéral et du Parti social-démocrate voient dans cette pénible affaire une incitation à repenser les méthodes et le style de la vie politique ouest-allemande.

La commission parlementaire d'enquête réunie à Kiel a ajourné ses travaux jusqu'aux élections. Un conflit se développe entre la CDU et le SPD sur son avenir. Les sociaux-démocrates proposent que la commission mette un terme définitif à ses travaux et que l'on passe sans tarder à de nouvelles élections, alors que les chrétiens-démocrates sont partisans de la poursuite de l'enquête. Ils espèrent ainsi mettre en difficulté M. Engholm, le chef du SPD du Schleswig-Holstein, dont le porte-parole a récemment été informé l'été dernier des agissements de la chancellerie de Kiel par M. Reinier Pfeiffer, le principal accusateur de U. Barschel.

La première réunion du Parlement de Kiel, au cours de laquelle on doit procéder à l'élection du nouveau ministre-président est fixée au 22 octobre. On ne voit pas ce qui pourrait empêcher le blocage de la situation : les deux candidats à ce poste, M. Klaus Kribben pour la coalition CDU-FDP, et M. Björn Engholm pour le SPD, disposent chacun, en théorie, de trente-sept suffrages. Mais le vote étant secret, des surprises ne sont pas à exclure. Certains députés peuvent être tentés de régler de cette manière des comptes sans étaler le linge sale sur la place publique.

ISABELLE VICHMAC.

LUC ROSENZWEIG.

La mort de l'ancien ministre-président reste entourée de mystère

GENÈVE
de notre correspondante

Contrairement à ce qui avait été annoncé dans un premier temps par la police genevoise, Uwe Barschel n'a pas été trouvé mort dans sa chambre mais bien dans sa baignoire, tout habillé, sans ses chaussures. Il était allongé sur le dos dans une position normale, et sa tête était hors de l'eau. Les robinets de la baignoire étaient fermés mais la porte de la chambre n'était pas.

Selon les précisions fournies le lundi 12 octobre à Genève par le juge d'instruction, Mme Claude-Nicole Nardin, et le porte-parole de la police genevoise, M. Jean-Claude Ducrot, le décès d'Uwe Barschel n'a pas été provoqué par une noyade, et aucune trace, ni de balle ni même de violence, n'a été relevée. Rien ne peut laisser supposer qu'il y aurait eu agression ou une lutte quelconque et aucun indice pouvant accréditer la thèse du suicide n'a été relevé. Toutes les conclusions de l'autopsie ne sont pas encore connues. Il faudra attendre pour cela le résultat des analyses chimiques et toxicologiques.

Deux jours après la découverte du cadavre d'Uwe Barschel, il faut bien se rendre à l'évidence : le mystère, que la presse genevoise appelle déjà « l'énigme de la baignoire », demeure entier. L'éventualité d'une mort naturelle due à une crise cardiaque ou celle du suicide ne sont pas exclues par la justice genevoise. Selon la Faculté, l'homme politique ouest-allemand souffrait de troubles cardiaques, ce qu'a contesté sa famille.

Cette dernière a évoqué, en revanche, la thèse de l'assassinat. Au cours d'une conférence de presse puis lors de différentes interviews télévisées, la veuve d'Uwe Barschel et son frère, M. Eike Barschel, qui réside près de Genève, ont catégoriquement affirmé, lundi, que l'ancien ministre-président a été victime d'un complot après être tombé dans un piège. Ils ont en outre reproché à la CDU de ne pas avoir assisté Uwe Barschel dans l'épreuve.

M. Eike Barschel affirme avoir parlé samedi soir avec son frère au téléphone et l'avoir trouvé « épuisé et combattu ». Il refuse de croire à l'éventualité d'un suicide. Il a déclaré notamment : « *Mon frère s'est rendu à Genève pour rencontrer un homme, Robert Rolf, qui affirmait détenir un document photographique montrant Reinier Pfeiffer au côté d'une importante personnalité.* »

M. Pfeiffer est l'homme par qui le scandale est arrivé, celui qui se trouvait à l'origine des révélations de Der Spiegel. M. Eike Barschel a ajouté : « *Uwe a pris trop de risques. Il a payé. Son parti et l'environnement politique doivent payer aussi.* »

Si l'ancien ministre-président du Land de Schleswig-Holstein avait pris la décision de se rendre à Genève, c'est précisément, selon sa famille, pour récupérer ces photos et d'autres documents pouvant le disculper. Il en aurait informé M. Kribben.

● **TURQUIE** : décès de Fahri Koruturk, ancien chef de l'Etat. L'ancien président de la République turque, Fahri Koruturk, est mort le lundi 12 octobre à Istanbul des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Ancien amiral de la flotte turque, Fahri Koruturk, s'était exercé ses fonctions de 1973 à 1980. Son mandat s'était achevé le 6 avril 1980, cinq mois avant le coup d'Etat militaire. (AFP.)

UNION SOVIÉTIQUE

M. Gorbatchev appelle le pays à « tenir ferme dans les difficultés »

M. Gorbatchev a une nouvelle fois exhorté ses compatriotes lundi 12 octobre, à « tenir ferme » dans les « difficultés », que provoque la mise en place de ses réformes. Pour s'adresser au pays par le biais des reportages de la télévision, le secrétaire général avait cette fois-ci choisi la demande du bureau politique, précise l'agence Tass - de se rendre à Leningrad, la ville où fut déclenchée la révolution d'Octobre et qui incarne donc à la fois la légitimité et le retour aux sources.

De nouveaux problèmes, y a déclaré M. Gorbatchev, surgissent, dus à la restructuration, au développement de la démocratie, et à la mise en œuvre du nouveau mécanisme économique. Je veux que vous entendiez ma réponse et la transmettiez : le sort de notre génération ressemble beaucoup à celui de nombreuses générations de Léninistes qui ont combattu ici et tenu ferme.

Aujourd'hui aussi, a-t-il poursuivi, il nous faut tenir ferme (car) la restructuration causera bon nombre de problèmes. Il ne faut pourtant pas se laisser déconcerter. [Il faut] régler tous ces problèmes dans un esprit démocratique, avec la direction, les membres du parti et avec le monde socialiste. Tous ce que nous avons tracé est dans l'intérêt du pays », a conclu M. Gorbatchev avant d'appeler à « tenir tête ».

Un message, le secrétaire général a semblé vouloir rassurer la nomenclature de l'industrie en affirmant

qu'il « n'appellait pas à un combat contre les cadres ». Parallèlement, il a toutefois donné son approbation au contenu d'une lettre de lecteur publiée le même jour par la Pravda et dans laquelle il était incité à « ne pas augmenter les salaires » et à poursuivre la « démocratisation » de la vie sociale. Autrement dit, M. Gorbatchev a laissé entendre que la compensation aux prochaines augmentations des prix à la consommation devrait être politique plutôt que salariale.

Il s'agit là de l'analyse faite par les plus audacieux des réformateurs dans les pays alliés de l'URSS, et plusieurs autres lettres publiées lundi par la Pravda dénonçaient avec vigueur la force d'inertie opposée par de nombreux fonctionnaires de tous niveaux aux nouvelles directives du bureau politique.

Autre signe de l'intensité de la bataille idéologique qui commence à s'emparer de l'ensemble du bloc de l'Est : l'hebdomadaire Temps nouveaux vient d'ouvrir ses colonnes à l'une des figures de l'intelligentsia libérale, le journaliste Sergueï Baroudine, qui s'est pris avec virulence au « sabotage » des réformes par les échelons intermédiaires de l'appareil. « Nous parlons avec une extrême franchise, conclut M. Baroudine, des revers et désastres que nous nous sommes infligés, mais il y a peu de changements réels. »

B. G.

GRANDE-BRETAGNE

Ouverture du procès d'un électricien qui aurait fabriqué des bombes pour l'IRA

LONDRES
de notre correspondant

Le procès d'un électricien catholique d'Irlande du Nord, qui aurait fabriqué de 1982 à 1984 plusieurs engins meurtriers, dont celui qui tua quatre membres de la garde à cheval de la reine en juillet 1982 à Hyde-Park, a commencé lundi 12 octobre devant le tribunal londonien de l'Old Bailey. Les empreintes digitales de M. George McNamee ont été trouvées en 1984 sur des détonateurs et des bombes découvertes dans les caches de l'IRA à Londres et dans différentes forêts anglaises.

M. McNamee se défend en expliquant que son métier l'amène à manipuler du matériel électrique, lequel peut ensuite être utilisé par n'importe qui... Il a cependant dû mal à justifier la présence de ses empreintes sur du papier adhésif situé à l'intérieur d'un poste récepteur très sophistiqué destiné à recevoir le signal d'un appareil émetteur et à déclencher ainsi, à distance, l'explosion d'une bombe. Ce matériel avait été enterré et n'a jamais été utilisé.

Le ministère public estime avoir la preuve absolue que la bombe qui a tué quatre cavaliers de la reine et sept chevaux en 1982 à Hyde-Park a été construite par M. McNamee. Un circuit électrique artisanal retrouvé sur place après l'attentat présentait vingt-quatre points communs avec celui, enterré dans une forêt, qui porte les empreintes de M. McNamee.

La peur des attentats de l'IRA est latente en Grande-Bretagne, les mesures de sécurité exceptionnelles prises lors des congrès annuels des partis politiques en septembre et en octobre, de même qu'au procès de l'Old Bailey, sont là pour le rappeler. Il n'y a pourtant plus d'attentat important en dehors de l'Irlande du Nord depuis celui dont M. Thatcher a failli être victime en 1984 à Brighton.

M. McNamee, âgé de vingt-six ans, risque la prison à vie. Il n'est cependant pas accusé d'avoir été lui-même présent lors de l'attentat de Hyde Park. Trois de ses complices supposés, MM. Tomas Quigley, Paul Kavanagh et Natalino Vella, ont déjà été condamnés pour leur part à trente-cinq ans de détention.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Publicité)
UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE CHINOIS
dans une grande université : Pékin, Shanghai, Canton... PLACES LIMITÉES.
A partir de février 88. UN SEMESTRE 15.500 F + droits inscription. Logement compris. CEPES - 57, rue Châteaufort, 92200 Neuilly - 47-45-08-19, ou 47-22-94-84.

L'informatique de communication, c'est à Villetaneuse !

Préparation au Diplôme Universitaire de Spécialisation Informatique, mention "Informatique - Education - Communication"

Début des cours : 5 janvier 1988
Niveau d'admission : bac + 2 et 1000 heures
Ouvert aux salariés et demandeurs d'emploi

Université Paris XIII - IUT de Villetaneuse CFC
93430 Villetaneuse.

Tél. : 48.26.99.56
Minitel : 48.26.96.71 + Connexion

Ville de Villetaneuse
Graphisme d'entreprise
EXO

Culture

MUSIQUES

De Montréal à Nancy

Otello rêvé et désenchanté

Vitez au Canada.
Maguy Marin en Lorraine.
Deux mises en scène
attendues
— et inattendues —
du chef-d'œuvre de Verdi.
Respect jaloux d'un côté.
De l'autre,
pari sur l'infidélité.

Verdi n'a rien écrit de plus beau qu'*Otello*. Le romantisme italien n'a peut-être rien produit de plus parfait. Comment s'étonner que des directeurs d'opéra et metteurs en scène désirent le monter ? A ceci près : s'il existait aujourd'hui beaucoup de chanteurs capables de le chanter, leur tâche serait facilitée. Mais d'*Otello*, point. Pas, en tout cas, dans les moyens d'un établissement à budget modéré comme l'Opéra de Montréal et celui de Nancy, où l'ouvrage est, ce mois-ci, presque simultanément représenté.

Le rôle du Maure constitue l'un des plus écrasants qu'un ténor ait à affronter. Quelle en est la difficulté ? Vocalement, une gravité baritonale allée à des aigus de ténor léger. Dramatiquement, une épaisseur héroïque et tragique qu'égalent très peu de rôles lyriques. Tristan et Boris excoptés. Pour ne rien dire de la carrière, de la stature, de l'ascendant exigé.

Toutes les scènes du monde s'arrachent donc les deux uniques successeurs de Del Monaco et de Vickers que sont Domingo (*Otello* du film de Zeffirelli) et Sviridov, sachant que Pavarotti considère la partie trop difficile dans sa communauté bien qu'il en chante au concert des extraits.

Alors faut-il monter *Otello* sans Otello ? C'est la question que posent à égalité la mise en scène d'Antoine Vitez au Canada français et celle de Maguy Marin en Lorraine. Autre façon de la formuler : est-il raisonnable de consacrer une affiche par un grand nom du théâtre pour un rôle qui n'est qu'un plateau complet ? Un nouvel Otello ne devrait pas manquer un jour de se révéler. Que le visuel, alors, se déchaîne. Mais peut-être, seulement après.

En fait, on est bien content que Vitez se soit arraché quatre semaines au torrent du Soulier de

satins pour aller fabriquer de l'autre côté de l'océan, dans un établissement où règnent l'enthousiasme et la rigueur professionnelle, accompagné de ses acolytes habituels (Yannis Kokkos pour le décor et les costumes, Patrice Trotter pour les éclairages) un objet rayonnant et plastiquement parfait — une grande mise en scène en vérité — mais dont le clacisme sourcilieux semble avoir quelque peu décontenancé les Montréalais : le représentant du Vieux Pays était précédé d'une réputation autrement sulfureuse.

Ce qu'on voit, comme souvent chez Vitez, donne un sentiment d'éternité. Tout sur scène paraît à sa place, accordé à la partition, dessiné dans l'espace avec audace et sûreté, reflet de ce qui, dans l'œuvre, existait. Le fond du décor — trois ogives en triptyque, une colonne corinthienne en surimpression, mélange d'italianisme et d'antiquité — semble dissocié des protagonistes comme chez les peintres de la Renaissance italienne. Apposés sur cet édifice démesuré et intangible, les passions humaines, leur agitation extrême, semblent plus petites, plus vaines, plus tem-

porelles. Les amants s'étreignent sur les marches du palais terrassés par le désir avec brutalité. Le meurtre final est une scène de grand gignol cruel, qui arrache à Desdémone des mimiques emphatiques de tragédienne fin dix-neuvième. Car *Otello* selon Vitez est « un drame étouffé, ignoble, dans une atmosphère de garnison, d'hôtel à femme en blanc dans un univers d'hommes, d'occupants, d'officiers. Shakespeare est traité par Verdi comme un mythe préalable. A l'exemple de Macbeth et de Falstaff, Otello n'est pas une tragédie vécue mais rêvée. Pourtant, cette femme promise à la mort a encore le pouvoir de nous faire pleurer. »

« Déployer les corps avec les voix »

C'est vrai. La belle Adriana Vanelli se hausse par sa beauté, sa majesté, son innocence abandonnée, au diapason shakespearien et sa voix ne le dément jamais : en l'absence d'un Otello à diriger — le pauvre Maurice Stern était bien trop occupé à chanter — Vitez s'est

trouvé en Desdémone une alliée. Une seule au milieu de chanteurs pourtant éprouvés (surtout Lalos Miller en Iago) mais une fois de plus imperméable à une véritable direction d'acteurs. De l'*Otello* de Vitez — pièce qu'il n'a jamais montée au théâtre — on pouvait du moins commencer à rêver !

Ce travail de mise en scène mériterait à lui seul d'être édité. Investigations du contexte historique, toutes disciplines mêlées, analyse sensible du livret, écoute de la langue, appropriation du style et, en guise de fond, passion pour une époque, une civilisation : Vitez aborde l'opéra, comme le théâtre, en homme de culture, lui qui se dit : c'est une boutade — « si peu cultivé ».

Maguy Marin, invitée au Grand Théâtre de Nancy par Antoine Bouscaillet, s'est à l'inverse faite ignorante, bien plus ignorante qu'elle ne l'est en réalité, pour ramener *Otello*, en passant par Walt Disney et Alice au pays des merveilles, à son univers d'éternelle petite fille que les passions adultes ne font même pas rêver. L'ancienne danseuse de Béjart partage avec son formateur la tentation de l'ubiquité. Chorégraphe, la voilà qui se met à la mise en scène. « Amoureuse des voix », la voici bientôt qui décidera de chanter (1).

« Faire de la musique avec les corps, déployer les corps avec les voix » : tel était, pour *Otello*, son désir proclamé. Mais les corps des chanteurs sont rétifs, comme on sait. Et bêtement enclins à l'obésité. On n'aura pas la cruauté de découvrir le couple formé par Mariana et l'Otello de Peter Stein, qu'un voyage en avion inopiné — il remplaçait Daniel Tomassini au débotté — devait en fin de course laisser s'apaiser. L'opéra, temple de l'annulation, a ses raisons que la danse ne connaît pas. Maguy Marin et son équipe (le décorateur Christophe Vallou, la costumière Monserat Casanova) en ont cette fois fait les frais.

ANNE REY.

* *Otello*, au Grand Théâtre de Nancy, ce mardi 13 et les 16, 18 (soirées) et 20 octobre.

(1) Dans les Sept Péchés capitaux, de Brecht-Weill, qu'elle monte à Lyon.

Audace et entraide

Otello, le 3 octobre à Montréal, marquait la deuxième représentation de cet établissement francophone. La salle Wilfrid-Pelletier avait presque fait le plein de ses 2 964 places, et la loge d'honneur accueillait M^{me} Jeanne Sauvé, gouverneur général.

Cette maison dont on parle peu de ce côté-ci de l'Atlantique a la particularité, pour nous francophones, de consacrer 78 % de son budget à la production (cette année, outre *Otello*, *Canemolte*, *Don Giovanni* et *Carmen* dirigés par Jean Fournet). Elle est dirigée par un ancien chanteur, Jean-Paul Jeannotte, et administrée par Michel Noël, petit génie de la gestion culturelle formé aux méthodes de Michel Saint-Denis (fondateur du Centre dramatique de l'Est, futur TNS, et de la Juillard School de New-York). Les costumes et les décors sont généralement réalisés par des pigistes, l'accueil par un bataillon de bénévoles officiels, avocats, notaires ou architectes. Manifestation symbolique de cette « culture d'entraide » dont le passé de la ville est imprégné.

L'Opéra du Québec, dont est issu l'établissement montréalais, a été fondé par une poignée d'hommes d'affaires, abonnés de Salabourg et de Bayreuth, qui ont ensuite transmis leur passion à l'Etat et à la municipalité. L'Orchestre symphonique de Montréal, dont le chef attitré est Charles Dutoit, a lui aussi été fondé par un mécène, Pierre Beigne. Il est administré par Serin Mehta, frère de Zubin, que Beigne avait découvert tout jeune lors d'un voyage à Tel-Aviv, avant de favoriser sa découverte à San-Francisco.

Les 22 000 abonnés de l'Opéra de Montréal constituent même le début de saison 72 % de ses rentrées : le moyen d'assurer — le coup d'éclat d'*Otello* l'a démontré — une politique artistique digne de ce nom.

A. R.

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLES PLEYEL : lundi 19 octobre 1987 (18 h 30), mardi 20 (18 h 30 et 21 h), mercredi 21 (15 h), jeudi 22 (12 h 30), vendredi 23 (15 h, 18 h 30 et 21 h), dimanche 28 (14 h 30).

L'U.R.S.S.
DE LENINGRAD A LA SIBIRIE — Film de B. DELLI
Moscou — Leningrad — Kiev — La Transsibérienne et la Sibirie — Samarkand — La Sainte Russie — La mer Noire — La Caucase — La Géorgie — L'Arménie.
PROCHAINS SUJETS : JAPON, CHINE — TEL : 45-61-18-99 — ABONNEZ-VOUS.

Les 15-16-17 octobre aura lieu un Colloque franco-italien sur « l'immigration italienne en France dans les années 20 » à l'Institut culturel italien — 50, rue de Varenne, 75007 Paris — organisé par le Centre d'études et de documentation sur l'immigration italienne (président Pierre Milza).

La séance est prévue pour jeudi 15 octobre à 15 h, sous la présidence de philosophe Norberto BOBBIO et de Gilles MARTINET.

Le même jour, vernissage de l'Exposition « Italiens en France entre les deux guerres » ouverte dans les locaux de l'Institut culturel italien, jusqu'au 30 octobre.

OCTOBRE/NOVEMBRE
CARTE SPECTATEUR
PERMANENT

3 SPECTACLES 150 F
MARIVAUX du 13 octobre au 29 novembre
LES ACTEURS DE BONNE FOI — LA MÉPRISE
MISE EN SCÈNE PHILIPPE ADRIEN
ATELIER DE RECHERCHE ET DE RÉALISATION THÉÂTRALE
FONDATION DU THÉÂTRE — JACQUES TOJA

JOUVET du 20 octobre au 5 décembre
ELVIRE JOUVET 40
MISE EN SCÈNE BRIGITTE JACQUES
AVEC PHILIPPE CLÉMENT, MOULÈRE 97 DU MEILLEUR COMÉDIEN
ET MARIA DE MEDEIROS...
PAR LA COMPAGNIE PANDORA
UNE PRODUCTION THÉÂTRE NATIONAL DE STRASBOURG

BECKETT du 13 octobre au 28 novembre
FRAGMENTS DE THÉÂTRE I et II
PAR JEAN-YVES CHATELAIN ET JEAN-CLAUDE LEGUAY...
COMPAGNIE LA BOUTE À IMAGES

THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE avec le concours de Alpha FIAC
47.42.67.27

Terence Trent d'Arby à La Cigale

Calife à la place du calife

Terence Trent d'Arby est intelligent.
Autant commencer par là
car le reste est évidence.

Les cheveux
soigneusement tressés,
des yeux de chat,
des traits féminins
parfaitement dessinés,
une élégance naturelle,
il est beau comme un ange.

Terence Trent d'Arby est la nouvelle coqueluche en Angleterre. Il a vingt-cinq ans. Ses deux premiers albums (*Wishing Well* et *If You Let Me Stay*) ont gagné le sommet des hit-parades britanniques et son premier album (*Introducing the Hardline According to Terence*) est sorti directement en première place des classements la semaine de sa sortie. Si la voix est séduisante, les compositions ne sont pas encore au diapason. Ce premier album sonne, à la manière d'une carte de visite, comme si le chanteur avait voulu faire la démonstration de l'éventail de ses possibilités, d'un style à l'autre : soul, rhythm'n blues, reggae, funk, jazz, gospel. « Si cela avait été mon intention, j'aurais enregistré un double album. »

Terence Trent d'Arby a tout pour lui et l'arrogance en prime, venant à tout vent des déclarations à l'emporte-pièce qui font la graine des stars : « Aux USA, si un Noir vend plus de 2 millions de disques, on lui fait refaire le nez », ou encore « si Prince est Dieu, alors moi, qu'est-ce que je suis ? ». D'entrée le jeune vizz qui veut être calife à la place du calife a marqué son territoire et désigné les hommes à abattre. « C'est un jeu, dit-il, et j'en connais les règles pour avoir été moi-même journaliste. Pour les médias, qui sont contrôlés par les Blancs — et d'ailleurs, c'est pareil quand ils le sont par des Noirs, — il ne peut apparaître qu'un artiste noir majeur tous les cinq ans. Il y a Michael Jackson, Prince, donc Terence. Trent d'Arby les copie. Soyons clair, pour moi Prince est un génie mais qu'on me laisse neuf albums et une dizaine d'années d'expérience. Avec un seul album, on voudrait que je sois aussi nouveau que lui. »

Pense-t-il qu'il est encore possible d'innover aujourd'hui ? « C'est possible et à la fois tout à fait impossible. On peut créer une forme de musique inédite mais personne ne l'acceptera parce que personne ne la comprendra. On dira : c'est de l'avant-garde et ce sera condamné à la confidence. La vraie question,

c'est : peut-on innover en maintenant un niveau de popularité. On peut toujours aller plus loin mais l'important est d'emmener les gens avec soi. Ils ont besoin de repères et ils ont raison. La seule chose possible, c'est de prendre des risques. C'est ce à quoi s'applique Prince : des idées de production, une présentation, un son différent. Pour le reste, il n'a rien inventé. Hendrix, James Brown, les Beatles, Sly Stone, il est facile de reconnaître ses influences mais l'important c'est le résultat. On est ce que l'on mange, ici ou là, ça finit par ressortir. La musique est un tout formé de plusieurs morceaux, ce qui compte c'est d'en recoller certains avec sa propre sensibilité. Voilà ce qui différencie Prince de Terence Trent d'Arby de Prince. »

Né aux Etats-Unis, Terence Trent d'Arby s'est installé depuis six ans en Angleterre. Il ne cache pas son mépris pour son pays natal : « Les Américains sont les gens les plus obtus, les plus racistes et les plus hermétiques à ce qui ne les touche pas directement. Aux Etats-Unis, les artistes noirs doivent être émasculés pour plaire au public blanc et être intégrés. Il y a toujours ce mythe de la sexualité noire qui veut que dès qu'un Noir montre le moindre signe d'assurance, on se sente mal à l'aise face à lui. Qui a peur de Lionel Richie ? Il est incolorable et sécurisant. Michael Jackson est mort de ne pas avoir joué le jeu. Seul, Prince a risqué dans les bran-cards. Lorsque les Beatles ont légitimé la pop musique, les Stones sont arrivés pour rétablir la balance avec le danger, la colère et la rébellion adolescentes. J'ai envie de faire renaitre cet esprit, celui de Jim Morrison aussi. Je ne veux pas être un gentil Noir de plus. »

ALAIN WAIS.

* Le mardi 13 octobre à 20 h à La Cigale. Disque chez CBS.

Jeudi 22 octobre à 20 h 45

SALLE ANDRÉ-MARCHAL

Peter ZAZOFSKY

violin

Gisèle MAGNAN

piano

Schubert, Brahms, Beethoven

INSTITUT NATIONAL DES RECHERCHES ACOUSTIQUES

96, rue de Valenciennes - Paris 7

Réservations : 47-34-11-91

THÉÂTRE

KLAUS MICHAEL GRUBER
JEANNE MOREAU
THÉÂTRE DE L'ATELIER
JUSQU'AU 8 NOVEMBRE
LE RECIT DE LA
SERVANTE ZERLINE
DE HERMANN BROCH

THÉÂTRE DES AMANDIERS
NANTERRE
JUSQU'AU 31 OCTOBRE
EN ALTERNANCE

PATRICE CHEREAU
PLATONOV
DE ANTON TCHÉKHOV
PIERRE ROMANS
DEUX PIÈCES DE HEINRICH
VON KLEIST
PENTHESILÉE
ET
CATHERINE
DE HEILBRONN

NINO CUTTICCHIO
THÉÂTRE
NATIONAL DE CHAILLOT
SALLE GEMIER
21 OCTOBRE - 1^{re} NOVEMBRE
RUGGERO
DELL'AQUILA BIANCA

ALFREDO ARIAS
THÉÂTRE DE LA COMMUNE
D'AUBERVILLIERS
JUSQU'AU 15 NOVEMBRE
LA LOCANDIERA
DE CARLO GOLDONI

LUCA RONCONI
THÉÂTRE DES AMANDIERS
NANTERRE
13 OCTOBRE-17 OCTOBRE
LA SERVA AMOROSA
DE CARLO GOLDONI

Festival d'automne à Paris 1987

MARIONNETTES ITALIENNES

CARLO COLLA E FIGLI
THÉÂTRE NATIONAL
DE CHAILLOT
SALLE GEMIER
13 OCTOBRE-18 OCTOBRE
CENERENTOLA
AIDA
20 OCTOBRE-25 OCTOBRE
LE CHAT BOTTE

TEATRO DEL CARRETTO
THÉÂTRE NATIONAL
DE CHAILLOT
GRAND FOYER
JUSQU'AU 18 OCTOBRE
BIANCANEVE

COPRODUCTEURS THÉÂTRE DES AMANDIERS-NANTERRE - THÉÂTRE DE L'ATELIER - THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT - JACQUELINE CORNIER - LE PERIPLE DE DIDON - TNP VILLEURBANNE - GROUPE TSE THÉÂTRE DE LA COMMUNE - AUBERVILLIERS - AVEC L'AIDE DES MINISTÈRES ITALIENS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU TOURISME ET DU SPECTACLE - DE L'O.N.D.A. ET LE CONCOURS D'AIR FRANCE - DE LA MIDLAND BANK - DE LA BANQUE WORMS.

LOCATION

DANS LES THÉÂTRES ET PAR TÉLÉPHONE AU FESTIVAL D'AUTOMNE 42.96.96.94

musique à 18h30

16. 17 octobre
DAVID HYKES
AND
THE HARMONIC CHOIR
A L'ECOUTE DES VENTS
SOLAIRES ET AUTRES ŒUVRES

PRIX 52 F
2 PL. DU CHATELET
42.74.22.77

سكنى الملاح

Communication

Conseil d'administration décisif pour la 5

L'échec de M. Hersant

Un conseil d'administration — le premier depuis la constitution de la société — devait réunir le 13 octobre les actionnaires de la 5. Il s'agit officiellement de souscrire le capital de 1 milliard de francs de la chaîne. Mais la 5, qui affiche de lourdes pertes, doit aussi redéfinir sa stratégie. Son président, M. Robert Hersant, doit faire face aux critiques des actionnaires qui mettent en cause sa gestion.

M. Robert Hersant a commis la première erreur de sa longue carrière. Une erreur lourde de conséquences puisqu'elle risque de lui coûter à terme sa présence sur le marché de la télévision ou le contrôle de son groupe. Au mois de mars, le patron de la SOCPRESSE affirmait crânement devant la Commission nationale de la communication et des libertés qu'il ferait de la 5 « une grande chaîne européenne ». Sept mois plus tard, il doit annoncer à ses banquiers un déficit prévisible de 750 millions de francs, soit pratiquement le double de ce qui était prévu.

Cette fois, les banques, qui ont si souvent aidé la SOCPRESSE, se font tirer l'oreille : les ventes du

Figaro se tassent, le coûteux lancement du magazine de radio-télévision n'a pas tenu ses promesses et, surtout, M. Hersant ne peut espérer redresser la situation de la 5 avant de longs mois.

Dès septembre, le verdict des chiffres est incontournable : entre 1 % et 6 % d'audience nationale : 8 % à 12 % sur les zones desservies par la chaîne. On est très loin des 25 % d'audience promis aux publicitaires. Au moment même où le directeur commercial de la 5, M. Antoine Verdier, s'emploie à rassurer annonceurs et agences, M. Hersant fait marche arrière et renonce à la garantie d'audience. Cette fausse manœuvre achève de dissiper la confiance des publicitaires : les budgets s'envolent vers TF1 ou A2, et M. Hersant doit rembourser le trop perçu du mois de septembre (plus de 4 millions de francs par jour).

Une Cadillac sur un chemin vicinal

Les dirigeants de la chaîne peuvent mettre en cause la fiabilité des sondages, affirmer que la télévision ne se fait pas en un jour et que les Sabatier, Collard, Sébastien fidèles ne peu à peu une audience plus

importante. Mais dans l'état-major de M. Hersant, on sait bien que le déficit de la 5 a une cause beaucoup plus structurelle. Tout l'équilibre de l'entreprise était calculé sur un réseau couvrant à la fin de l'année la quasi-totalité du territoire. Or la 5 ne touche pas la moitié des Français, et avec une qualité technique souvent peu satisfaisante. « On ne fait pas rouler des 2 CV sur des autoroutes », proclamait M. Michel Drucker lorsqu'il défendait la candidature de M. 6 sur le sixième réseau. M. Hersant, lui, vient de s'embarquer avec une Cadillac sur un chemin vicinal.

Le patron du Figaro avait pourtant tout mis en œuvre pour étendre la couverture de sa chaîne. Dément chapitré, la CNCL n'a pas hésité à accorder les fréquences nécessaires, à tel point que TF1 engage aujourd'hui un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat. Sous la pression du gouvernement et des élus locaux, Télédiffusion de France et Thomson ont fait diligence pour installer les émetteurs. Les stars débauchées à prix d'or, les campagnes de publicité, ont incité les téléspectateurs à faire modifier leurs antennes. Qui a donc stoppé cette guerre éclair ? Pourquoi, par exemple, l'émetteur de la Tour Eiffel, installé depuis février 1986, n'arrive-t-il pas encore à couvrir la population parisienne ?

Dès que l'on interroge des techniciens, les réponses fusent : « M. Hersant est sans doute un grand patron de presse, mais il n'a pas grand-chose à l'audiovisuel. Faire de la télévision, ce n'est pas seulement assembler des programmes mais c'est aussi gérer une filière technique dont le maillon faible est la réception. » En effet, sur les vingt-deux mille revendeurs radio-électriques qui existent en France, 15 % environ peuvent installer ou modifier une antenne. Mais comme ils n'effectuent en moyenne que deux interventions par jour, la liste d'attente est longue. De plus, 50 % des foyers français sont desservis par une antenne collective : dans ce cas, il faut compter de six à huit mois entre les premières réunions de colporteurs et la transformation complète de l'installation.

« Si l'on met bout à bout toutes ces contraintes, affirme un expert, une nouvelle chaîne ne peut espérer faire le plein de ses téléspectateurs que douze à dix-huit mois après l'installation de ses émetteurs. Le service public en a fait l'expérience.

avec l'installation de FR 3 ou le passage à la couleur de TF1. Plus récemment, Télé Monte-Carlo, en changeant de fréquences, et RTL-TV, après la destruction d'un de ses émetteurs, ont rencontré le même problème.

C'est ce délai incompréhensible qui pèse aujourd'hui sur le compte d'exploitation de la 5. Pour avoir négligé le goulet d'étranglement de la réception, M. Hersant, néophyte en la matière, bute aujourd'hui sur une équation délicate. Il ne peut espérer avant un an un redressement spectaculaire de son audience et de ses recettes publicitaires, d'autant que le recoup de TF1 risque de freiner un peu plus l'installation du réseau. Mais pendant ce temps, le salaire des stars et des journalistes, le coût des productions et des achats de programmes, continuent à peser sur les charges.

L'intérêt de M. Ambroise Roux

M. Hersant peut décider de faire marche arrière. La 5 renouerait alors avec une programmation « bas de gamme » faite de séries américaines et de jeux, qui avait réussi, de février 1986 à septembre 1987, à fidéliser au moindre coût une audience de jeunes téléspectateurs. Mais la chaîne bafouerait alors ouvertement tous les engagements pris devant la CNCL. Si, à l'inverse, le patron de la SOCPRESSE continue sur sa lancée, il lui faudra faire face à un déficit d'environ deux milliards en 1988.

La somme est considérable. M. Hersant n'a pas les mêmes réserves financières que ses deux principaux partenaires dans l'aventure, MM. Silvio Berlusconi et Jérôme Seydoux, et menace de jeter l'éponge si les pouvoirs publics ne lui

viennent pas en aide. Pour le gouvernement, le risque de voir la 5 retomber, dans la veille de l'élection présidentielle, dans les mains de ses anciens propriétaires est loin d'être négligeable. Aussi s'est-on vivement conseillé à M. Robert Hersant de se rapprocher de M. Ambroise Roux.

Le puissant administrateur de la Compagnie générale d'électricité s'intéresse beaucoup à la communication. Proche de M. Edouard Balladur, il a obtenu du ministre d'Etat que la CGE combine sa récente privatisation avec une augmentation de capital. Les fonds ainsi rassemblés lui ont permis de racheter la Générale occidentale à M. Jimmy Goldsmith pour un montant estimé à 1,5 milliard de francs. Propulsé à la tête de la Générale occidentale, M. Ambroise Roux pourrait reverser rapidement les fonds, exploitations-pétrolières et autres filiales de distribution du groupe pour ne garder que ses activités dans la communication : l'Express et les Presses de la Cité.

Avec l'argent de ces cessions, qui pourrait empêcher M. Ambroise Roux de faire un nouveau pas dans son domaine de prédilection en investissant dans la 5 ou directement dans la SOCPRESSE de M. Hersant ? L'hypothèse est prise fort au sérieux, depuis quelques jours, par les milieux bancaires et politiques, malgré les démentis de la CGE et de la Générale occidentale. Elle résoudrait d'un coup les problèmes financiers de M. Hersant et les inquiétudes du gouvernement. Encore faudrait-il faire bémol le mariage par une CNCL à l'autorité quelque peu malmenée et affronter les critiques de la gauche, très mobilisée contre la logique affairiste des privatisations.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

M. Robert Maxwell annonce le lancement d'un quotidien européen

L'infatigable M. Robert Maxwell, président du groupe de communication britannique Pergamon Media Trust, était de passage à Paris, le lundi 12 octobre, pour annoncer ce qu'il qualifie modestement de « scoop mondial » : le lancement, au 1^{er} janvier 1989, d'un quotidien européen, *The European Daily*.

Il arrivait à bord de son jet privé, de Monaco, Hongkong et Tokyo, où il avait mené des négociations sur l'acquisition d'une chaîne de télévision en cantonaise de Malaisie, sur la publication de journaux en chinois à Hongkong et sur le lancement, en collaboration avec le journal nippon *Yomiuri Shimbun*, d'un quotidien en langue anglaise, *Japan Daily*, qui serait imprimé simultanément à New-York, San-Francisco, Londres et Tokyo.

Cette idée de publier des journaux en anglais aux points stratégiques du globe semble obéir le magistral de la presse britannique, puisqu'il a parlé du projet d'un *Moscow Daily*, qui profiterait du climat actuel de glasnost, avant d'en venir à son enfant chéri, *The European Daily*.

Ce journal, dont le lancement coïncidera avec l'année du bicentenaire de la Révolution française et précèdera la mise en œuvre, en 1992, du marché unique communautaire, sera édité à Paris, cinq jours par semaine, et se voudrait « la voix de l'Europe pour les anglophones ». Avec une diffusion évaluée à 200 000 exemplaires, le quotidien visera un public populaire, sur le

modèle du quotidien américain, *USA-Today*.

De format tabloïd, *The European Daily* donnera des informations synthétiques concernant les pays d'Europe, en consacrant même quelques pages aux pays de l'Est puis, selon M. Maxwell, qui ne cache pas ses convictions socialistes, « il n'y a qu'une seule Europe, qu'il faut construire ensemble ». On y traitera en priorité l'actualité scientifique et médicale, étant donné que le groupe Maxwell, numéro un mondial en ce domaine, publie en Grande-Bretagne trois cent cinquante revues scientifiques.

Lancé en collaboration avec des groupes de communication européens (le groupe portugais Diário de Notícias, et le groupe espagnol Zeta), le quotidien aura pour partenaire privilégié en France l'Agence centrale de presse, dont le groupe Maxwell est propriétaire pour les deux tiers et qui est dirigée par M. Ian Maxwell (fils de Robert). Interrogé sur l'intérêt qu'il continue de porter à la télévision, M. Maxwell, qui est le plus important actionnaire de TF1 après M. Bouygues, avec 12,5 %, a déclaré : « MTV, qui gagne de l'argent, va se développer en Espagne et au Portugal, et j'ai toujours un projet de réseau européen avec Silvio Berlusconi. Mais si notre collaboration est au point mort depuis la guerre déclenchée par la 5 contre TF1 ».

ALAIN WOODROW.

Dans « le Figaro-Magazine »

La cohabitation de Michel Polac et Louis Pauwels

« Somme toute, à la manière, tu as mis le bordel ? » — Oui, mais pas le même que tien.

Les lecteurs de *Figaro-Magazine* auront-ils été plus surpris que les téléspectateurs de « Droit de réponse » ? Michel Polac, le hami de TF1, trouve exceptionnellement asile dans les colonnes du magazine de M. Robert Hersant pour un dialogue avec M. Louis Pauwels. Etrange face-à-face où deux figures emblématiques des médias croisent le fer tandis que deux vieux copains cherchent ce qui les rassemble au-delà des clivages idéologiques.

« Tu m'as périodiquement maltraité », proteste Louis Pauwels. — Mais c'était le signe de l'intérêt que je te portais », rétorque Michel Polac.

Les deux héros sont fatigués et aspirent à déposer les armes. Michel Polac n'est pas fâché de l'arrêt de « Droit de réponse » : « Je me suis

taisi prisonnier de mon émission, du rôle que j'y jouais ». Louis Pauwels est revenu des grandes outrances du combat libéral : « Finalement, je constate aujourd'hui que le taux d'idéologie de gauche a beaucoup baissé et que la droite s'est beaucoup assouplie. Que le vieux débat qui a sécrété la France s'apaise. » Suit un aristocratique appel au dialogue des « intelligents des deux bords » contre la dictature des clans et des coteries.

« Nous sommes l'un et l'autre sans grande illusion sur la politique, remarque Michel Polac, mais je suis profondément attaché à la démocratie.

— Je le précise : moi aussi. — Et s'il fallait, les armes à la main, défendre la démocratie, je le ferais.

— Moi aussi. — Touchante cohabitation.

J.-F. L.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Un cognac pour oublier le reste !

1 Le mystère Simenon

Vraiment Maigret se défend (Presses de la Cité), qui date des années 60, n'est pas le meilleur de la série, mais c'est souvent quand un roman a des défaillances que l'on voit le mieux comment il a été fait. Simenon débute par un bout de phrase du docteur Pardon, dont le commissaire se souviendra plus tard, mais qui sur le moment ne l'avait pas particulièrement frappé : « Dites donc, Maigret... » Et forcément nous prenons notre « Maigret » en patience ! Le chuchotement gêné du docteur de la rue Popincourt, qui ne tient pas tellement à ce que les dames à l'autre bout du salon suivant une vieille coutume entendent ce qu'il va dire, devient un gros plan. Cette coupure subite, voulue au bout du troisième mot, amplifie la banalité, la fait bourdonner à nos oreilles. Simenon, à force, sait comment s'y prendre pour réveiller son commissaire qui a toujours tendance à s'assoupir.

Je ne me souviens plus si Denis Tillinac, qui a publié il y a quelques années, chez Calmann Lévy, un *Mystère Simenon*, se sert de ce roman pour nous expliquer les mécanismes d'un de ses romanciers favoris. S'il évoque chez son auteur cette tranquillité mise en place de la banalité quotidienne sans se soucier outre mesure de la vérité de l'intrigue. Comme si, dans un « Maigret », le solution se moquerait du bon sens. L'apostrophe de la rue Popincourt, celui du boulevard Richard-Lenoir, le bureau de Maigret au 38 quai des Orfèvres, le garçon de la brasserie Dauphine qui apporte sur un plateau une assiette de sandwiches au jambon et les canettes de bière, ce que ces dames ont préparé ce soir, autrement dit la pléiade des mots, ont une autre importance que de savoir qui est vraiment le coupable. La clef de l'énigme, c'est de meubler le plus confortablement, le plus simplement possible les 180 pages gros caractères qui mènent au mot fin et ce serait bien le diable si cette « fin », ne nous était pas livrée de surcroît ! En somme, pour Simenon et son commissaire, l'histoire est une faiblesse qu'il vaut mieux tenter d'oublier à l'aide de solides habitudes et de souvenirs.

Dans ce roman un tintinnet poudrière, Maigret, flic de la vieille école, celle pour qui la police c'est avant tout des indicateurs, des planques longues et souvent décevantes, de la mémoire, de la chance et un zeste d'intuition, se voit accusé par une péronnelle, M^{me} Nicole Prieur, nièce d'un maître des requêtes au Conseil d'Etat, habitant au 42, boulevard de Courcelles, vous savez, au face du parc Monceau, d'avoir tenté d'abuser d'elle dans une chambre d'hôtel de la rue des Ecoles, après l'avoir abordée dans un café en se servant de sa réputation et l'avoir fait boire des whiskies dans des bars ou des boîtes de Saint-Germain-des-Près. « Il n'a pas abusé de moi. Je suppose qu'au dernier moment il a été pris de peur. » Nous sursumons et, dans le même temps, nous n'avons pas grande inquiétude. Le mari de M^{me} Maigret se conduire comme un porc avec une vraie jeune fille, ce n'est pas dans l'ordre des choses ! Que l'on reproche à Simenon quand il avait soixante ans passés de telles privautés, passe encore, il est salace et volontiers porté sur le sexe, l'auteur de *Strip-tease* et des *Mémoires intimes*, mais Maigret a les pieds sur terre, il connaît la vie, mais il n'en abuse pas !

Le préfet de police qui l'a convoqué est un jeune (pas même quarante ans), un nouveau (deux ans de fonction). C'est la mode aujourd'hui. Il est passé par Normale. Il a accumulé les diplômes. Il pourrait être à la

tête de n'importe quel service public ou d'une grande entreprise privée, d'ailleurs. De nos jours, M. Baillécourt aurait pu le choisir pour s'occuper d'un de ces noyaux durs qu'il affectionne. Voix douce, timbre agréable, visage mince. Chacun sait par les journaux que le préfet passe chaque matin par le stade Roland-Garros, où il échange quelques sets avec un camarade de promotion pour garder la forme. Vêtements de bonne coupe qui viennent de Londres. Sourire perpétuel. « Son sourire, il est vrai, ne s'adressait à personne. C'était à lui-même qu'il souriait de la sorte, avec une pudique satisfaction.

Comme on le voit, cette convocation du préfet de police permet la rencontre de deux mondes. D'un côté Maigret, toujours bougon, au bord de la retraite, qui aurait bien besoin de desserrer sa ceinture d'un cran, qui ne se décide pas à diminuer la quantité de vin, de bière et d'alcool qu'il ingurgite, à travailler sur un rythme lent, à bourrer moins sa pipe, à suivre un régime alimentaire plus strict bien nécessaire s'il ne veut pas que dans son cerveau un petit vaisseau claque ; de l'autre côté ce préfet pimpant, pas si caricatural que ça, qui lui fait remarquer au passage que beaucoup de choses ont changé depuis l'époque de ses débuts. Oui, dit Maigret, superbe : « J'ai vu défiler neuf directeurs de la PJ et onze préfets de police. »

Et nous de ricaner, car nous sommes de tout cœur pour notre commissaire divisionnaire et nous n'aimons pas changer nos habitudes. Ce qui est stupéfiant, je le répète, c'est que, dans *Maigret se défend*, tout soit invraisemblable : l'accusation portée contre lui et sa façon d'y parer. Il y a escamotage. Le *deus ex machina* de Simenon par la multiplicité de ses interventions fait apparaître par contrastes, timide, le dieu qu'utilise Maigret quand il a besoin de tirer la ridelle. Que ces coups de théâtre passent inaperçus comme si nous vivions l'histoire sous hypnose et que cette hypnose soit suscitée par des riens, c'est ça, le mystère Simenon. La lecture est plus forte que l'histoire.

2 Une fâcheuse méprise

Je ne sais pas où j'avais la tête lorsque je vous disais la semaine dernière avoir trouvé quelque réconfort dans la détresse des retours à la vue du Tour du monde en 1936, d'Alain Daniélou (Flammarion). S'il y a un petit livre inutile et dont la rédaction ne s'imposait pas, c'est vraiment celui-là. Quant à la maison Flammarion, c'est une drôle de façon de filer les quatre-vingts ans d'un auteur que d'éditer les rééditions de ses vingt-neuf ans. Ce texte plat — il est vrai que, dans son reportage, Daniélou part en guerre à juste titre contre l'obésité — a été publié du 5 septembre 1936 au 9 juillet 1937 dans l'asimable *Je suis partout*. Trois préfaces saluent avec beaucoup de contentement cette réimpression. La première, anonyme, nous signale qu'Alain Daniélou « a été champion de canoë... habile conducteur de voitures rapides... Chevalier de la Légion d'honneur, officier national du Mérite et commandeur des Arts et des Lettres ». La deuxième est de son secrétaire et ami, Jacques Cloarec, qui tente de nous faire accroire que ces propos frivoles d'un jeune gandin — Cloarec ne semble pas s'apercevoir que la seule défense de ce journal de voyages, son petit charme rétro, c'est qu'il ait été celui d'un gommeux imbu de lui-même et de sa caste — sont une prise de position « extrêmement violente et décidée en faveur des peuples colonisés ». La dernière introduction est

d'Alain Daniélou lui-même, qui date de janvier 1987. Il s'est relu avec plaisir. « J'ai été quelque peu surpris de retrouver [dans ces pages écrites dans sa folle jeunesse] des points de vue, des réflexions que je croyais le fruit de mon âge mûr et de mon expérience. » J'y ai trouvé, ajoute-t-il, des exagérations.

Pour ma part, j'y ai trouvé un discret mais éminent parfum d'antisémitisme. Le seul juif cité qui échappe à ses sarcasmes, c'est Geyford Hauser qui l'a reçu ! Un goût pour les pequetots allemands, où le nourriture seicet, excellente. Une cordiale dévotion pour les démocrates. Et quand il revient d'Asie, le seul pays européen traversé qui échappe à ses critiques, c'est l'Italie de Mussolini. « Nous admirons la gare, le garage, les ponts gigantesques que le fascisme a fait jaillir du sol italien avec une grandeur toute romaine. » La fascisme s'est même occupé de la campagne « bien rangée et toute verte », des lacs « pâles et lisses avec leurs îles surplombées de jolies maisons ». Ah ! ce n'est pas comme la France du Front popu où l'on ne trouve plus une chambre d'hôtel à Paris. Si, « après des gémissements, on nous accorde par bonté une petite chambre sur la cour pour 180 francs. Il est vrai que ce sont des francs Blum, mais le choc est un peu fort après quatorze mois d'absence ».

L'auteur semble s'en être remis. Alain Daniélou, quoi qu'il en pense aujourd'hui, ne se résume pas à ce livre, Dieu merci ! Son *Histoire de l'Inde* (chez Fayard), ses livres sur les dieux de l'Inde font à juste titre autorité. Son autobiographie, *Le Chemin du labyrinthe. Souvenirs d'Orient et d'Occident* (chez Robert Laffont) ne manque pas de charme, ses traductions de la littérature tamoule, dont la plus récente, comme vous le savez, est *Manimékhatal* ou le scandale de la vertu du prince-merchand Shattam, sont précieuses. C'est banalité et, venant de ma part qui ne connaît presque rien à ces choses, outrecuidance, de dire qu'aujourd'hui Alain Daniélou est l'ami et le servent qui a le mieux compris l'Inde. Il a un sens délicieux de l'hospitalité, et je me moque bien qu'il soit réactionnaire. Je me moque qu'il se soit trompé d'une façon aussi grossière en 1936 : pour un délicat, *Je suis partout*, même sous Gaxotte, qui en était le rédacteur en chef, ce n'était pas d'un dandysme échevelé ! Mais s'il n'a l'air de bécotter ses fondus de tiroir, c'est désolant.

3 Le bonheur de Cognac.

Georges Borgeaud vient d'obtenir mercredi dernier à Cognac, pour le *Soleil sur Aubiac* (Grasset, 92 F) le prix Jacques Chardonne. Je m'en félicite d'autant plus que c'est indiscutablement un bon livre et que j'avais voté pour lui ! Georges Borgeaud n'avait rien publié depuis le *Voyage à l'étranger*, qui date de 1974. C'est un homme qui prend son temps. Et c'est ainsi qu'il faut lire ce voyage intime autour du Quercy, plein de caches où les souvenirs, les réflexions ont le charme des greniers de notre enfance. L'avantage de ces prix décernés en province, c'est qu'ils durent bien deux jours, qu'on peut revoir ainsi dans des trains confortables de vieux amis dont un arrondissement, un journal, vous séparant dans la capitale. Les Cognacais sont des personnes très civilisées. L'année 1986 a été moins bonne pour le négoce que la 85. On ne peut pas tout avoir : Chirac et le beurre de ses convictions.

صكذنا من الاصل

la fiction
po

Sur **M6** la fiction c'est dans les programmes, pas dans les promesses.



DAKTARI
Tous les jours 19 h 30 - 20 h 24
30" : 18.000 F h.t.

Sur M6 la fiction c'est dans les programmes — 68 rendez-vous de séries et 4 films de long métrage par semaine — pas dans les promesses : M6 s'était engagée à donner la priorité à sa diffusion. 7 mois après sa création, les émetteurs de M6 touchent 1 Français sur 2.
Pour profiter de sa progression, appelez M6 MANCHETTE TV, Catherine LENOBLE au 42.25.28.83.



هكذا من الامم

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Paléontologie : les vieilles branches de la famille

Après la découverte de nombreux fossiles, parfois presque complets, la généalogie de l'homme divise les spécialistes.

Le deuxième Congrès international de paléontologie humaine s'est réuni à Turin du 28 septembre au 3 octobre. Remarquablement organisé par le docteur Giacomo Giacchini, professeur d'anatomie à l'université de Turin (avec l'aide très efficace de nombreux étudiants), il a permis à quelque six cents spécialistes venus de trente-cinq pays de faire le point, après le premier congrès à Nice en 1982, sur les connaissances en paléontologie humaine. Le troisième congrès se réunira en 1992 en Israël.

Depuis 1982, des découvertes très importantes ont été faites, en particulier au Kenya, en Tanzanie et en Afrique du Sud, et les idées ont évolué. Mais découvertes et idées ont eu pour effet de compliquer les schémas de l'évolution humaine qui est forcément progressive. Nos nouveaux ancêtres, lointains et récents, présentent donc des caractères qui les rapprochent à la fois de deux ou de plusieurs types « idéaux ». Ce qui suscite, tout à fait normalement, des discussions passionnées entre les spécialistes qui interprètent différemment les nouvelles données et les insèrent dans des arbres généalogiques différents.

Selon le docteur Phillip Tobias, professeur d'anatomie à l'université de Witwatersrand à Johannesburg (Afrique du Sud), les nouvelles données, depuis 1982, sont de plusieurs ordres. Tout d'abord, on a commencé à trouver des os « postcrâniens » (1) et même parfois des squelettes presque complets. Alors que les trouvailles antérieures consistaient, sauf exceptions (dont celle de la célèbre Lucy mise au jour il y a treize ans en Éthiopie par une équipe franco-américano-éthiopienne), en crânes plus ou moins complets, en dents plus ou moins nombreuses ou en fragments d'os plus ou moins épars. Les classifications dans la lignée humaine étaient donc fondées principalement sur les crânes et les dents. Désormais, il faut tenir compte des os « postcrâniens » dans les classifications et les arbres généalogiques qui ressortent de celles-ci.

D'autre part, l'étude du cerveau de nos ancêtres ou cousins fossiles n'est plus centrée sur le volume. Certes, celui-ci garde une certaine importance, mais il faut se rappo-

ler que les hommes actuels ont une boîte crânienne de capacité variable. Ainsi, le cerveau d'Anatole France, dont les facultés intellectuelles ne sont mises en doute par personne, n'était-il que de mille centimètres cubes, alors que le volume moyen du cerveau humain actuel est de mille cinq cents centimètres cubes. De plus en plus, les études doivent prêter attention aux moulages de l'intérieur des crânes qui permettent de retrouver la forme externe des cerveaux. Le docteur Tobias a, de cette façon, trouvé chez les *Homo*

dont quelques-uns seulement sont « aiguisés » — découverts en Éthiopie de 1971 à 1976 par une équipe française dirigée par M. Yves Coppens, professeur au Collège de France et membre de l'Académie des sciences, pour- raient avoir été fabriqués par des créatures vivant quelques centaines de milliers d'années avant les *Homo habilis*, et que le docteur Tobias appelle « *Australopithecus africanus* dérivé » (un *A. africanus* plus évolué qui, par la suite, a disparu sans descendance).

A l'ouest, la forêt à l'est, la savane

Enfin, il faut que les paléontologistes tiennent compte de plus en plus de cultures. La maîtrise de plus en plus raffinée de la taille des pierres et donc la fabrication

généalogique de l'homme. Tout le monde est toujours d'accord pour situer notre origine en Afrique orientale et, grâce aux travaux des spécialistes de biologie moléculaire, pour situer entre - 8 et - 7 millions d'années la séparation de la lignée humaine et de la lignée des grands singes africains (chimpanzés et gorilles). Et beaucoup de paléontologistes, suivant l'hypothèse émise par M. Coppens en 1982, reconnaissent maintenant l'importance de l'ouverture actuelle du rift africain, ce grand fossé jalonné de volcans qui court de Djibouti au lac Nyassa et le long duquel l'Afrique commence à se couper en deux.

Cette ouverture a provoqué, ou tout au moins accentué, une scission climatique et environnementale. A l'ouest, l'Afrique intertropicale est restée humide ; elle a gardé ses forêts et ses singes ont pu

Pour la période allant de - 8 à - 3,5 millions d'années, les vestiges sont rares et très fragmentaires. Mais à - 3,5 millions d'années, la bipédie parfaite est acquise, comme en témoignent les empreintes découvertes à Laetoli (Tanzanie) par M. Mary Leakey. C'est après que les opinions divergentes commencent. Personne ne met en doute l'existence, vers - 3 millions d'années, de

Australopithecus afarensis (2) dont le spécimen le plus connu est Lucy. Lucy, certes, marchait sur ses deux pieds, mais son genou montre qu'elle était encore très douée pour grimper aux arbres et sa silhouette était un peu voûtée.

YVONNE REBEYROL

(Lire la suite page 19.)

(1) Pour les spécialistes, le squelette « postcrânien » comprend tous les os depuis les vertèbres cervicales jusqu'au bout des doigts des mains et des pieds.
(2) Quelles que soient les querelles sur la filiation humaine, il y a accord sur lesquelles ont vécu les différents hominidés : *Australopithecus afarensis* : de - 4 à - 2,8 millions d'années ; *Australopithecus africanus* : de - 2,8 à - 1,5 million d'années ; *Australopithecus boisei* : de - 2,5 à - 1 million d'années ; *Australopithecus robustus* : de - 2 à - 1 million d'années ; *Homo habilis* : de - 3 ou - 2,5 à - 1,7 million d'années. A partir de - 1,7 million d'années, la lignée humaine est représentée par *Homo erectus* qui n'est, sans doute, qu'un stade archaïque d'*Homo sapiens*. L'homme moderne *Homo sapiens sapiens* apparaît il y a seulement 100 000 ans. *Homo sapiens neanderthalensis* (- 100 000 à - 35 000 ans) n'étant qu'une sous-espèce d'*Homo sapiens* particulière à l'Europe et au Proche-Orient.



habilis (les premiers hominidés à accéder à la dignité du genre « *Homo* »), qui sont apparus il y a plus de 2,5 millions d'années pour évoluer en *Homo erectus* il y a 1,7 million d'années, les bosses des sires de Broca et de Wernicke indispensables au langage articulé propre à l'homme.

En outre, les tout premiers outils connus — de simples éclats,

d'outils de plus en plus perfectionnés et spécialisés ont eu certainement des répercussions sur l'anatomie de nos ancêtres. La possession des outils, en effet, a élargi l'éventail de l'alimentation. Ce qui a favorisé le développement du corps et de la pensée.

Tous ces progrès paléontologiques ont eu pour conséquence de compliquer l'élaboration de l'arbre

continuer à vivre en grande partie dans les arbres. A l'est, elle est devenue beaucoup plus sèche : la savane a remplacé la forêt ; nos ancêtres vivant de plus en plus sur le sol sont devenus bipèdes ; les mains ont été libérées ; l'emmanchement du crâne sur la colonne vertébrale s'est modifié, ce qui a permis au cerveau de se développer.

LA SANTÉ ROSE PALE

La date des élections présidentielles approchant, les différents partis affinent leur programme. Au Parti socialiste, les experts plangent depuis plusieurs mois déjà, sur les problèmes médicaux.

Plus question comme en 1981 de bouleverser de fond en comble le système de santé, mais simplement de réaménager ce qui existe actuellement, en essayant, si possible, de concilier la liberté — du choix du médecin, de la prescription — avec une meilleure maîtrise des dépenses de santé. De ce point de vue, les socialistes étudient de très près le système sanitaire québécois et le système américain de l'Health Maintenance Organisation (H.M.O.).

Concernant la médecine hospitalière, les experts du PS estiment souhaitable de « supprimer les soins privés à l'hôpital ». Cela ne signifie pas, pour autant que s'ils reviennent au pouvoir, les socialistes supprimeront le secteur privé hospitalier, rétabli il y a peu, par M. Barzach. Leur raisonnement est le suivant : si les soins à l'hôpital doivent être les mêmes pour tous, pourquoi, en revanche, ne pas tolérer une « hospitalisation » de type privé, « Que ceux qui tiennent à avoir un oreiller rose n'en soient pas privés », résume M. Dominique Strauss-Kahn, secrétaire national du PS. A condition, bien entendu que, pour l'avoir, ils payent un supplément.

Quant aux médecins hospitaliers, ils auraient le droit de consacrer deux après-midi par semaine à des activités privées. D'autre part, le budget global hospitalier ayant, selon les experts du PS, fait largement la preuve de son efficacité, il sera « approfondi en accordant aux établissements hospitaliers une réelle autonomie de gestion permettant à tous les acteurs — médecins, personnel soignant, cadres hospitaliers — de participer pleinement à la gestion de leur établissement et d'être intéressés à la maîtrise des coûts ».

Fait nouveau, les socialistes se proposent d'étendre le système du budget global au secteur hospitalier privé.

consacrer deux après-midi par semaine à des activités privées.

D'autre part, le budget global hospitalier ayant, selon les experts du PS, fait largement la preuve de son efficacité, il sera « approfondi en accordant aux établissements hospitaliers une réelle autonomie de gestion permettant à tous les acteurs — médecins, personnel soignant, cadres hospitaliers — de participer pleinement à la gestion de leur établissement et d'être intéressés à la maîtrise des coûts ».

Fait nouveau, les socialistes se proposent d'étendre le système du budget global au secteur hospitalier privé.

A priori, la loi hospitalière ne sera donc pas modifiée. Même le principe de la départementalisation « à la carte » ne devrait pas être remis en cause : « aux médecins de décider des structures que devra avoir, dans le futur, leur hôpital, dit-on au PS, où l'on se dit convaincu que « seule une approche fonctionnelle, de type anglo-saxon, permettra à l'hôpital d'évoluer vers la départementalisation ».

Enfin, les socialistes n'envoient plus de supprimer le conseil de l'ordre des médecins, mais simplement de le réformer. « Il n'est pas normal qu'une juridiction soit assurée par des non-magistrats », fait simplement remarquer M. Strauss-Kahn.

Cinq années passées au pouvoir ont décemment cédé bien des ardeurs à réformes...

FRANCK NOUHL

Les épaves du ciel

Certaines zones de la banlieue terrestre sont devenues des dépotoirs. Comment nettoyer l'espace des débris de satellites ?

Le 15 septembre dernier, l'Union soviétique a mis sur orbite son 1882^e satellite Cosmos. Un de plus qui vient encombrer l'espace. Depuis le début de la conquête spatiale, c'est-à-dire depuis le lancement, le 4 octobre 1957, du Spoutnik-1, le premier satellite artificiel de la Terre, plus de 3 500 engins spatiaux — vaisseaux habités, sondes automatiques, satellites civils et militaires — ont été lancés dans l'espace ! Un chiffre impressionnant mais qui n'est rien comparé au nombre réel des objets spatiaux qui ont été lancés pendant la même période.

Car chaque mise en orbite donne lieu à la satellisation conjointe, bien que non désirée, de tout un tas de débris sans importance, constitués par des boulons, des morceaux de protection de satellite, des restes d'étage

de la fusée porteuse... Et lorsque l'on fait le compte de tous ces débris, on arrive au chiffre astronomique de quelque 17 000 satellites et fragments de toute nature mis en orbite et répertoriés par le centre spatial américain Goddard entre le 4 octobre 1957 et le 30 septembre 1986.

De là à considérer que certaines zones de la proche banlieue terrestre sont des cimetières ou des décharges de l'espace, alimentés prioritairement par l'Union soviétique et les États-Unis, et pour une moindre part par la Chine, l'Europe et le Japon, il y a un pas qu'il faut se garder de franchir. La plupart des débris satellitaires finissent en effet, du fait de leur faible altitude, par se consumer dans les couches denses de l'atmosphère comme le firent de leur temps, et de façon com- bien spectaculaire, le laboratoire

spatial américain Skylab ou le satellite soviétique Cosmos 954, équipé d'un générateur nucléaire, dont des morceaux parvinrent quand même au sol. Mais le plus souvent tout se consomme, sauf ce qui est trop haut.

Sur les 17 003 objets que le centre spatial Goddard avait répertorié au 30 septembre de l'année dernière, 10 891 étaient retombés — voire pour quelques-uns d'entre eux récupérés — dont 1 887 étaient des engins spatiaux (sondes, satellites, etc.) à part entière. C'est dire que 6 112, parmi lesquels 1 636 satellites, étaient encore en orbite à cette date, ce qui est encore considérable. Car en dépit de l'érosion naturelle du nombre des objets en orbite, les agences spatiales du monde entier s'interrogent sur les moyens qu'il faudrait mettre en œuvre pour nettoyer l'espace de ses plus gros débris.

Actuellement, une cinquantaine d'objets spatiaux porteurs d'un générateur d'énergie nucléaire — pour la plupart soviétiques — gravitent autour de la Terre. De même, l'ensemble des débris — satellites compris — en orbite terrestre situés au-dessous

de 2 000 kilomètres d'altitude représentent 1 850 tonnes de matière. C'est dire que la moindre de ces particules dotées de vitesse de plusieurs milliers de mètres par seconde peut constituer un danger pour un vaisseau ou un satellite. Des preuves ? Quatre mois après son lancement, en juin 1979, un satellite américain mis sur orbite par une fusée Titan-3C dut être déplacé pour éviter une collision avec le propre étage supérieur de son lanceur. En juin 1981, le satellite soviétique Cosmos-1275 fut détruit par un débris, pense-t-on, sept semaines après son lancement.

Autre exemple : à la suite d'une collision avec une particule minuscule, il fallut changer, en 1983, un hublot avant de la navette spatiale américaine Challenger. De quoi réfléchir, à l'heure où les vols spatiaux habités, les sorties d'astronautes dans l'espace se multiplient et où l'on songe à coloniser l'espace de manière permanente en mettant en orbite des stations spatiales de grande taille.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

14 F
NUMERO
D'OCTOBRE

Le Monde
dossiers et documents

DOSSIER
SPÉCIAL
16 pages illustrées

LES RELATIONS EST-OUEST

Moscou et Washington d'accord pour éliminer les euromissiles.
Chronologie et contenu des négociations Est-Ouest. La « guerre des étoiles » et la nouvelle donne de la terre.
L'enjeu européen. Les crises régionales (Afrique, Moyen-Orient, Amérique centrale, etc.).
Les droits de l'homme. Les échanges économiques. Toujours l'espionnage...

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكزا من الاصل

Le cœur aime le poisson

Le poisson empêche les maladies cardio-vasculaires. Faut-il en consommer, même en pilules ?

BOSTON
de notre envoyé spécial

HEUREUX Esquimaux du Groenland ! Les maladies cardio-vasculaires sont quasiment inconnues chez eux, clameur un spot publicitaire diffusé sur les chaînes de télévision américaines. Invitation au voyage ? Non, simple communication d'une recette : ce visage plein de santé, sur fond de kayaks et d'eaux gelées, illustre les mérites de l'huile de poisson. Un nouveau produit, paré de toutes les vertus, auquel a été consacré un congrès médical international le 8 octobre au Massachusetts Institute of Technology (MIT) à Boston.

Pour se lancer à la conquête du marché, des fabricants n'ont pas attendu que les autorités sanitaires américaines se prononcent sur ce nouvel élixir. Leurs ventes aux Etats-Unis ont été de 30 millions de dollars en 1986 et pourraient atteindre 100 millions cette année. Un accord de la Food and Drug Administration (FDA) n'est pas nécessaire, puisque ces capsules de gélatine à base d'huile de poisson ne sont ni un aliment ni un médicament, mais « un supplément nutritionnel ». Pour les interdire, il faudrait prouver leur nocivité.

Quatre décès sur dix

L'histoire commence donc au Groenland. Une étude publiée en 1971 démontrait que les Esquimaux de la côte nord-ouest, grands consommateurs de pois-

son, sont très peu atteints par les maladies coronariennes. Onze ans plus tard, une autre étude établissait que les habitants de l'île d'Okinawa, qui mangent deux fois plus de poisson que la moyenne de leurs concitoyens, connaissent le plus faible taux d'affections cardiaques du Japon.

Les pays industrialisés ne pouvaient rester indifférents à ces résultats, confirmés par d'autres enquêtes. Les maladies cardio-vasculaires représentent chez eux la première cause de mortalité. Ne sont-elles pas, aux Etats-Unis comme en France, à l'origine de quatre décès sur dix ?

Les effets du poisson ont été confirmés en 1985 par la publication des résultats d'une étude à grande échelle, conduite à Zutphen aux Pays-Bas. La population de cette commune a été suivie pendant vingt ans, de 1960 à 1980. La mortalité d'origine coronarienne y est apparue inversement proportionnelle à la consommation de poisson. Plus précisément, ceux qui consommaient l'équivalent de trente grammes de poisson par jour mouraient deux fois moins de maladie coronarienne que les autres.

Restait à démontrer pourquoi. Le poisson serait-il meilleur que la viande parce que moins gras ? Pas seulement : des recherches ont démontré que la valeur du poisson réside aussi dans sa graisse. Il contient en effet deux acides gras : l'EPA (Eicosapentaenoic Acid) et le DHA (Docosahexaenoic Acid) qui appartiennent à la famille des Omega 3. Très différents des acides Omega 6 présents dans les huiles végétales, ces



Marché aux poissons à Tokyo.

acides seraient utiles à la fois pour la prévention et la thérapie des maladies coronariennes.

Absorbés à faibles doses, les huiles de poisson feraient baisser le niveau des triglycérides dans l'organisme et s'attaqueraient aux plaques qui se forment sur les parois des vaisseaux. A dose moyenne, elles diminueraient le « mauvais » cholestérol (LDL) tandis qu'à forte dose elles augmenteraient le « bon » cholestérol (HDL). Mieux : certains soutiennent que les Omega 3 seraient des acides gras essentiels, nécessaires pour le développement cérébral.

Les huiles de poisson contiennent-elles autant de propriétés que le poisson lui-même ? Sans doute pas. Mais les fabricants justifient leurs productions en faisant valoir que tout le monde n'aime pas le poisson, n'a pas la possibilité d'en consommer souvent ou ne veut pas en absorber une trop grande quantité par peur des calories. D'autre part, on ne le consomme pas toujours à bon escient, car la teneur en lipides dépend de la catégorie du poisson choisi, de son âge, de son

sexe et de la saison à laquelle il a été pêché.

Il n'est pas facile de commercialiser l'huile de poisson. Ni techniquement, ni psychologiquement.

D'abord, ce produit a le mauvais goût de s'oxyder à l'air libre. Mis en bouteille, il dégageait une odeur insupportable de vernis. On le fabrique donc sous forme de gélule, en attendant des atomiseurs pour assaisonner les salades.

D'autre part, cette graisse évoque l'immense problème de l'huile de foie de morue, bête noire des enfants. On la prescrivait jadis pour sa teneur en vitamine D, ignorant qu'elle pouvait avoir d'autres propriétés. Pas question d'y revenir ! Des fabricants tournent la difficulté en faisant appel à un poisson « noble », le saumon. Des capsules tirées de cette huile sont en vente dans les pharmacies françaises depuis quelques mois.

Le congrès de Boston a soulevé plusieurs questions en suspens. Quelle quantité d'huile de poisson est acceptable pour l'organisme ? Ce produit ne risque-t-il pas de contenir des contaminants (mercure, pesticides, etc.) ? N'est-il pas susceptible de rendre excessive la fluidification du sang, donc de provoquer des hémorragies s'il est consommé à forte dose ? On manque d'études portant sur une période suffisamment longue pour pouvoir répondre à ces questions.

Les spécialistes de la nutrition font remarquer qu'en tout état de cause des pilules ne dispensent jamais de s'alimenter sainement. Attention disent-ils, à l'alcool et au tabac. Diminuez les graisses saturées. Et, autant que possible... mangez du poisson.

ROBERT SOLÉ.

DOSSIERS STATISTIQUES DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI (D.S.T.E.)

Supplément au B.M.S.T.
Abonnement 280 F.
N° DSTE 52 F. N° BMST 24 F.

Des études d'actualité :

- Politique de l'emploi
- Travail temporaire
- Formation professionnelle...

Des enquêtes nationales :

- ACEMO
- Structures des emplois
- Participation
- Elections aux comités d'entreprise.

Chaque année :

- Le bilan de l'emploi.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI

Diffusion

MASSON / SPIFF

B.P. 22 - 41353 VINEUIL

« Kinés » en désarroi

Le malaise d'une profession confrontée à la dégradation progressive de ses conditions de travail.

AUX grands maux les grands remèdes. Cette devise a sans doute présidé à la confection du message envoyé aux 577 députés français par plusieurs amicales de kinésithérapeutes : un faire-part bordé de noir qui annonce laconiquement « les 33 000 kinésithérapeutes vous remercient pour votre participation à la mise à mort de la profession. Les praticiens agissant se promettent de ne pas vous oublier lors des prochaines élections ».

C'est une façon humoristique de tirer la sonnette d'alarme, explique en souriant l'un des pères de cette initiative, Claude Ettinger. Les pouvoirs publics nous ignorent. Pourtant, notre profession est en crise.

L'amertume des kinésithérapeutes apparaît toutefois clairement dans le rapport de MM. Albert et Heulen remis à M. Barzach au mois de septembre (le Monde du 10 octobre). A la question : « ressentez-vous un malaise de la profession ? », 204 des 213 praticiens interrogés ont répondu par l'affirmative. Faiblesse des rémunérations, transgression des lois de Sécurité sociale, inadéquation des textes, insuffisance des études, aucun domaine n'échappe au regard des « kinés ». Avec un refrain persistant : briser l'image d'une profession tranquille et bien rémunérée.

Croyez-moi, ce métier n'a rien d'une sinécure, explique Alain Vessière en brandissant un carnet de rendez-vous surchargé, pour que mon cabinet « tourne », je dois recevoir au minimum une vingtaine de malades par jour. Lorsque j'ai débuté, en 1965, je recevais une dizaine de personnes... et je m'en sortais très bien.

Cette baisse de revenus est confirmée par les statistiques.

Depuis 1962, les professionnels ont perdu 62 % de leur pouvoir d'achat. L'absence de convention, en conduisant au blocage des tarifs, qui n'ont pas bougé depuis février 1986, n'a fait qu'aggraver cette évolution.

Loquax, la plupart des kinésithérapeutes se sont lancés dans une véritable fuite en avant : pour assurer la stabilité de leurs revenus, nombre d'entre eux ont élargi leurs emplois de temps et grignoté leurs week-ends. Ces praticiens, qui effectuaient 12,7 actes par jour en 1983, assurent désormais quotidiennement 13,8 actes en moyenne. D'autres se voient parfois contraints de travailler plus vite qu'ils ne le voudraient. Quelques-uns s'improvisent également professeurs de gymnastique à leurs « rares » heures perdues.

Coup de plume

Les « kinés » se sentent également étiés dans le costume un peu étriqué que leur a taillé l'administration. « Les textes qui régissent notre profession sont souvent vieillottes, accuse M. Jean Boudot, vice-président de la Fédération nationale des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs (FNMKR). Certains datent beaucoup, ce qui les rend parfois difficiles à appliquer. » Si le décret de compétence a été remis au goût du jour en 1985, les autres textes mériteraient un bon coup de plume. La nomenclature, cet outil quotidien qui recense les actes remboursés par la Sécurité sociale en les affectant d'un coefficient, n'a subi aucun changement depuis 1972. Cer-

tains techniques comme le drainage lymphatique ou la rééducation des cardiaques n'en font pas partie. Ils sont donc « théoriquement » non remboursables. L'administration a bien prévu quelques aménagements par circulaires, mais l'effort reste insuffisant. Une commission permanente de la nomenclature a bien été mise en place par Georgina Dufoix, mais elle a aujourd'hui cessé de se réunir. En attendant qu'Adrien Zeller en convoque une nouvelle, certains kinésithérapeutes ont pris les choses en main : ils ont eux-mêmes créé une commission qui présentera ses premières conclusions dans les mois à venir.

Quant à la convention, elle a le défaut d'être... inexistante. Les négociations engagées en octobre 1986 entre les syndicats et les caisses d'assurance-maladie ont été rompues avec fracas le 12 mai dernier. Faute de mieux, le texte précédent, qui couvre les années 1983-86, a été reconduit. Au grand dam de la FNMKR, qui avait refusé en 1983 d'apposer sa signature sur ce qu'elle considérait comme « un carcasse insupportable pour la profession ».

Le gonflement des actes

Parmi les reproches des kinésithérapeutes, le refus de la « maîtrise concertée des dépenses de santé » figurent alors en bonne place. Cette phrase résume à elle seule la plupart des conflits, larvés ou non, entre les kinésithérapeutes et les médecins-conseils de la Sécurité sociale. Les caisses démontrent, chiffres à l'appui, le gonflement régulier des actes de kinésithérapie, qui ont progressé de 13,7 % en 1985 alors que le reste des dépenses enregistrées une hausse de moins de 6 %.

Les caisses se sont donc attachées, disent-elles, à attirer l'attention des médecins sur leur rôle de prescripteurs là où il y a des abus. Dans un de ses bulletins de liaison, « Prescrire la rééducation fonctionnelle », le comité médical paritaire des Hauts-de-Seine se demande « si l'évolution de cet important poste de dépenses va bien dans le sens du meilleur usage des soins ». Et de présenter une série d'exemples de prescriptions allant d'une patiente de 86 ans atteinte de troubles vasculaires cérébraux à celui d'un patient de 28 ans victime d'une cervicologie aiguë avec torticolis. Chacun de ces exemples est accompagné d'une phrase rituelle : « dans ce cas, il faut prescrire... »

Ces directives sont mal acceptées par les kinésithérapeutes qui y voient une suspicion tatillonne et injustifiée. « Nous sommes accusés à tort, rétorque M. Berlioz, du Syndicat national des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs (SNMKR). Si les prescriptions augmentent, c'est tout simplement parce que les patients y trouvent leur compte. Ils apprécient de plus en plus ce type de soins. En outre, nos séances de rééducation évitent souvent des arrêts de travail et des hospitalisations coûteuses. »

Les kinésithérapeutes salariés, qui représentent 30 % de la profession, ne sont pas toujours mieux lotis. Si leur statut leur évite les journées surchargées de leurs collègues du secteur libéral, les salaires demeurent parfois modestes. Le rapport de MM. Albert et Heulen souhaite d'ailleurs « valoriser leur fonction de responsabilité » et substituer à un système de rémunération jugé « obsolète » une procédure plus souple.

Diagnostic de MM. Albert et Heulen ? « Crise d'identité ». M. Jean Boudot leur fait écho lorsqu'il déplore « l'inadéquation entre leur travail et leurs conditions de vie ». Les kinésithérapeutes aiment leur métier et ils ont souvent des relations très riches avec leurs malades. Ils ressentent d'autant plus durement la dégradation de leurs salaires et de leur statut social.

ANNE CHEMIN.

LE SIDA DES « ISLES »

RAPPORTÉ à la population, le nombre de cas de SIDA aux Antilles et à la Guyane française est considérablement plus élevé qu'en France métropolitaine et la progression de l'épidémie plus rapide. On comptait en juin 1987, dans les trois départements d'outre-mer de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, 184 cas pour 730 000 habitants. Soit un taux de 120 malades par million de personnes. Pour la seule Guyane, on comptait en septembre 326 personnes atteintes et 69 morts.

Une très forte proportion des cas — de l'ordre de 70 % — concerne les communautés immigrées originaires de la Dominique, de Sainte-Lucie. Et surtout, en Guyane, celle des ressortissants d'Haïti, puisque ce dernier pays a été contaminé trois ou quatre ans avant les Antilles et la Guyane française, — où le premier cas connu remonte à 1983. Ces communautés vivent assez repliées sur elles-mêmes et entretiennent relativement peu de relations sexuelles ou autres — avec les populations autochtones. Moins d'un tiers des 184 malades sont de nationalité française. Pourtant, le taux parmi les populations françaises — « locaux » et « métropolitains » — est trois à quatre fois plus fort qu'en métropole.

Alors qu'en France le SIDA est longtemps resté lié à l'homosexualité, à aucun moment ce n'a été le cas aux Antilles et en Guyane. Dans ces pays, les malades ne sont des homosexuels que dans 7 % des cas, et les toxicomanes dans 1 %. Les homosexuels — mais non les bisexuels — sont peu nombreux aux « isles » et l'usage de stupéfiants par voie intraveineuse est peu répandu.

Dès le début, la transmission hétérosexuelle a donc été la règle et non l'exception. Elle est responsable de 75 % des cas. Alors qu'en France métropolitaine la diffusion du SIDA s'est longtemps confinée aux deux classes à risques des homosexuels et des toxicomanes, aux Antilles et en Guyane, tout se

passait comme si ce stade — ce premier pas — avait été franchi.

Premier résultat : le SIDA n'est pas, comme en France, d'abord une maladie d'homme. En juin 1986, on comptait 42 % de femmes parmi les malades, contre 19 % en France à la même date.

Femmes et enfants

Deuxième conséquence de la transmission principalement hétérosexuelle : les prostituées



Carnaval à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).

sont très largement atteintes, et cela contribue à une expansion rapide du mal, bien que les revenus de la prostitution locale aient baissé de moitié en quelques mois.

Enfin, on constate plusieurs cas de SIDA chez des enfants. Un dixième des cas connus concerne des enfants de 0 à 4 ans. C'est cinq fois plus qu'en métropole. Ces enfants ont reçu la maladie de leur mère, pendant la grossesse ou lors de l'accouchement.

Le nombre des séropositifs double tous les onze à douze mois (actuellement 1 500 au moins en Martinique, département le moins touché). Chez les donneurs de sang, les tests viraux sont positifs six fois plus souvent qu'en France.

Chaque année depuis 1983, on enregistre deux fois plus de malades que l'année précédente.

Cette prolifération peut être due à un état de mœurs où le changement de partenaires dans les relations hétérosexuelles est plus généralisé.

Malgré leurs efforts, et leur système de dépistage, leurs travaux de recherche et leurs campagnes de sensibilisation, les services de la santé ne voient aucun moyen d'empêcher que, dès 1989, le SIDA aux Antilles et en Guyane ne tue 600 ou 700 personnes par an, — c'est-à-dire autant de victimes que toutes les victimes de morts violentes dans les trois départements.



Le pourcentage de cas de SIDA à syndrome de Kaposi, qui laisse au malade une plus longue espérance de vie, est nettement plus faible qu'en Europe : le SIDA à infections opportunistes, bien plus fréquent, tue plus sûrement et plus vite.

L'opinion locale ignore, dans l'ensemble, ces particularités, malgré une vaste campagne de sensibilisation menée au début de l'été. Elle reste attachée à l'idée que le mal ne s'attaque qu'aux homosexuels hommes, selon l'image née aux Etats-Unis lors de l'apparition du mal.

Dans des sociétés à la fois très libres de mœurs et encore très marquées par les interdits sexuels et l'influence des Eglises, le recours au préservatif se heurte à de puissants obstacles psychologiques.

ETIENNE MARIE.

Le Monde
sur minitel

ABONNEZ-VOUS
REABONNEZ-VOUS

au MONDE et aux publications annexes
3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO

Science-fission

as fureurs de la

elles branches de

LONG
GRA
B...

SCIENCES

Bibliographie

Science-fission

EDF peut se rassurer : *Tchernobyl-sur-Seine* n'est qu'un roman. Mais est-ce pour autant du roman ? On l'espère, sans en être tout à fait sûr. Car le scénario de ce récit d'anticipation, minuté avec précision et solidement documenté, est d'ailleurs bien ficelé du début à la fin. Hormis quelques caricatures, comme ce préfet qui passe la nuit du drame avec ses chiens, sans pouvoir être contacté car les piles de son « bip » sont « en panne », tous les personnages de l'intrigue sont vraisemblables, certains même tout à fait reconnaissables sous des noms d'emprunt.

Le scénario, découpé comme un thriller, repose sur un accident à la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, un certain 6 décembre 1990. L'habileté d'Hélène Cris, journaliste à *Libération*, et d'Yves Lenoir, ingénieur en mathématiques appliquées devenu militant de Greenpeace, est d'avoir imaginé un Tchernobyl à la française : pas de réacteur en folie qui finit par exploser, mais un simple accident de tuyauterie, rapidement maîtrisé. Aucun mort sur le coup, mais quelques victimes (trois) dans les

semaines qui suivent. Bref, les auteurs ont eu le tact d'inventer un scénario catastrophe qui commence comme un incident technique, se poursuit en guerre médiatico-administrative qui serait comique si elle ne mettait en jeu la vie des hommes, et ne s'achevait en tragédie mélodramatique : le jeune ingénieur responsable de la centrale, grâce auquel on a sans doute évité un véritable Tchernobyl, est sacrifié par la hiérarchie sur l'autel de l'opinion publique — le coup de « l'erreur humaine » — et sa femme, enceinte de deux mois, se fait avorter pour ne pas mettre au monde un enfant irradié.

Complexité

Ce roman engagé, qui évite habilement tout discours antinucléaire, est la parfaite démonstration de ce que pourrait déclencher un accident grave dans une centrale française : une administration qui ne pense qu'à minimiser, au risque d'exposer la population — y compris pompiers, policiers et militaires — à de dangereuses radiations ; une population désorientée par l'alarmisme de la presse, le

mutisme ou l'ignorance des autorités, voire les consignes contradictoires (confinement chez soi ou exode massif ?) ; des organismes qui préfèrent accuser à tort plutôt que se remettre en cause ou réviser leur programme.

Tchernobyl-sur-Seine est finalement plus un livre-enquête qu'un roman, car il résulte d'une enquête poussée auprès de tous les participants de la sûreté nucléaire. Il est en outre truffé de détails — les randonneurs surpris en forêt de Fontainebleau, le train Paris-Bâle allant contaminer les Suisses, déjà traumatisés par la pollution du Rhin — qui soulignent la complexité et les ramifications inattendues d'un accident nucléaire. Car si l'accident de Nogent oblige à rationner l'eau des Parisiens et met les services de santé sur les dents, ses conséquences libérées se promènent, invisibles, sur une bonne partie de la France, de l'Europe du Nord et même jusqu'en Ukraine ! Les auteurs s'amuse, on le voit, mais c'est pour nous mettre en garde.

ROGER CANIS.

* *TCHERNOBYL-SUR-SEINE*, par Hélène Cris et Yves Lenoir, Éditions Calmann-Lévy, 302 p., 85 F.

Les fureurs de la terre

UNE ville ravagée ; des sauveteurs qui fouillent des décombres ; des coulées de lave engloutissant des cultures et des maisons. Avec la télévision, les images des *Fureurs de la Terre* nous sont devenues familières. Elles nous émeuvent — un court moment, elles nous font peur — un peu. Les Français de la métropole ont la chance d'habiter un pays où les séismes sont rares et les volcans actifs absents. D'où l'idée de Claude Allègre d'écrire un livre expliquant simplement, mais sérieusement, les convulsions sismiques et volcaniques, un livre qui tord le cou à bien des idées reçues, un livre qui fait le point des connaissances et des limites des spécialistes.

La répartition des séismes et des volcans n'est pas, à quelques rares exceptions près, aléatoire. L'auteur explique donc, pour commencer, ce que sont les zones actives de notre planète, ces ceintures où les tremblements de terre et les éruptions volcaniques se répètent depuis des dizaines ou des centaines de millions d'années. Vient ensuite les notions concernant les mécanismes sismiques et volcaniques.

Après ces préliminaires consacrés aux rudiments des sciences de la Terre, arrive

l'essentiel. Est-il possible de prévoir les tremblements de terre et les éruptions volcaniques ? Peut-on se prémunir des effets catastrophiques des *Fureurs de la Terre* ?

En l'état actuel de la science, la prévision des tremblements de terre est très imprécise. Certes, on connaît les zones sismiques et, dans certains cas, on peut même dire quelle partie de ces zones devrait trembler en priorité : par exemple, Pointe-à-Pitre en Guadeloupe. Mais nul ne peut dire quand le séisme se produira. Les Chinois ont bien réussi une prévision en 1975. Mais dès l'année suivante, ils n'ont pas « vu » venir le tremblement de terre de Tangshan qui a tué, probablement, 700 000 personnes.

Une surveillance permanente

Pour les volcans, les progrès sont notables. Mais chacun de ces monstres a ses particularités, son histoire, ses caprices qu'il faut reconstituer par de patientes études et qu'il faut surveiller en permanence.

La population mondiale s'accroît à un rythme sans cesse plus rapide : parallèlement augmente le nombre des personnes menacées par les séismes et les volcans.

Comment alors limiter les pertes en vies humaines et les dégâts matériels engendrés par des fureurs inévitables ?

Il faut d'abord évaluer les risques et en dresser les cartes, déclarer certaines zones inconstructibles en fonction de la géologie et de la topographie locales, mieux construire et, éventuellement, dans le cas d'un phénomène volcanique imminent, évacuer. Si Saint-Pierre de la Martinique avait été évacuée en 1902, la montagne Pelée n'y aurait pas tué 30 000 personnes. Si les abords du mont Saint-Helens n'avaient pas été évacués en 1980, l'explosion brutale du volcan aurait fait beaucoup plus de 65 morts et disparus.

La catastrophe humaine ainsi évitée aux États-Unis est à comparer avec les 23 000 morts du Nevado-del-Ruiz (Colombie) engloutie en 1986 par de gigantesques coulées de boue induites par l'activité volcanique, parfaitement prévisible et même prévue. C'est là la cruauté inégalitaire qui sépare les États développés des pays en voie de développement : ayant à faire face à une catastrophe naturelle...

Y. B.

* *LES FUREURS DE LA TERRE*, par Claude Allègre, Mémoires Odé-Jacob, 253 pages, 120 F.

Les vieilles branches de la famille

(Suite de la page 17.)

Lucy est-elle notre ancêtre ? Oui, pour le docteur Tobias qui fait d'*Australopithecus afarensis* l'ancêtre commun aux autres Australopithecus (*A. africanus*, *A. robustus*, *A. boisei*) et à l'*Homo habilis*. Non, pour M. Coppens qui pense à deux Hominiidés contemporains de cette époque.

Se fondant sur les travaux sur la locomotion de Mme Christine Tardieu et de Mme Brigitte Sénut (du Muséum national d'histoire naturelle de Paris), M. Coppens suppose que, après un ancêtre commun encore inconnu, sont venus deux Hominiidés, l'un doté de la parfaite bipédie, *Homo habilis* (notre arrière-grand-père), l'autre, *A. afarensis*, ayant encore une vie partiellement arboricole (Lucy, qui n'est plus que notre arrière-cousine).

Les hypothèses du docteur Donald C. Johanson, directeur de l'Institut des origines de l'homme (Berkeley, États-Unis) sont encore variées. Il n'y a qu'un seul *A. afarensis* d'où sont issus les autres Australopithecus et l'*Homo habilis*. Mais le docteur Johanson hésite encore sur la lignée humaine qui dériverait

d'*A. afarensis*, ou bien directement, ou bien en passant par *A. africanus*.

Etant entendu que, pour tout le monde, plusieurs espèces d'Australopithecus et *Homo habilis* ont pu être contemporaines et vivre côte à côte pendant une période plus ou moins longue.

YVONNE REBEYROL.

DU 1^{er} OCTOBRE 87 AU 15 MAI 88 Pour les moins de 16 ans

LONDRES GRATUIT

Brittany Ferries

Toutes agences de voyages et (1) 42 96 63 25

SECTEURS DE POINTE

Le dernier cri de la « micro »

Les salons d'automne des machines et des logiciels.

AU cours de ces dernières semaines, le monde de la micro-informatique en France a pu découvrir les nouveautés de plusieurs constructeurs de machines et de logiciels : à la « Grande exposition de la micro », qui remplace le SICOB et qui s'est tenue au CNIT, à la Défense, à la mi-septembre à Apple Expo, au début d'octobre, ou lors de présentations propres à une marque. La « grande exposition » était bien restreinte en l'absence de bien des constructeurs de machines, tels que Bull, Apple, Hewlett-Packard ou Lotus, ainsi que de développeurs de logiciels comme Microsoft ou Lotus. Depuis plusieurs années déjà, le SICOB n'était plus le lieu privilégié où sont présentées les nouveautés. La prolifération des salons a d'ailleurs fait dire à un dirigeant de Tandy France que cette pléthore de manifestations était un moyen d'« arnaquer » les constructeurs.

L'automne 1987 aura été l'occasion de rapprochements commerciaux entre les constructeurs de machines et les développeurs de logiciels. On a ainsi noté des présentations communes à Toshiba et Lotus, Tandy et Borland, Thomson et Microsoft.

La tendance générale sur le marché des micro-ordinateurs confirme la domination des standards reconnus (IBM, Apple) face à la timide arrivée des nouveaux standards, tels que le système d'exploitation OS/2 annoncé par IBM, et Microsoft en avril, dont la version définitive ne sera prête qu'à la fin de 1988.

Les nouveaux logiciels

De nombreux constructeurs proposent donc des machines analogues à l'IBM PC-AT, tels Toshiba avec son T 3200 portatif, Tandy avec sa gamme 3000, ou encore Olivetti-Logabax avec son M 280 — sans parler de Compaq Deskpro 386-20, qui en excède largement la puissance et concurrence les stations de travail et les mini-ordinateurs. Le niveau de puissance inférieur, correspondant à l'IBM PC, garde de ferments partisans, modifiés des prix oblige. Presque chaque constructeur a un modèle à moins de 10 000 F et certains descendent au-dessous de 5 000 F. Côté Apple, le Macintosh étend la gamme de ses applications et mord aussi sur l'univers des stations de travail. Mais l'innovation marquante est l'Hypercard — tellement radicale qu'il est à peu près impossible de décrire le produit —, a écrit un magazine spécialisé. On dira simplement que son ambition est de permettre de programmer sans savoir programmer.

La caractéristique dominante de cet automne 1987 n'est d'ailleurs pas tant l'apparition de nouvelles machines que la véritable explosion dans le nombre et les applications offertes par de nouveaux logiciels. Le phénomène est d'ailleurs tellement sensible que le ministre de l'éducation nationale, M. René Monory, veut en faire son cheval de bataille. Lors de sa visite inaugurale de la « grande exposition », il a déclaré vouloir « créer un marché de logiciels en France » en s'appuyant sur les 140 000 micros déjà présents dans les collèges et lycées, faire de la France « l'un des premiers pays exportateurs de logiciels ».

Pour ce qui la concerne, l'éducation nationale teste actuellement 700 logiciels, dont 22 ont été déjà sélectionnés et vont faire l'objet d'une « licence mixte » : le ministère acquiert le droit d'usage de logiciels dont l'utilité pédagogique et le coût — qui doit rester compatible avec les moyens dont disposent les établissements scolaires — justifient que soit négociée avec leurs éditeurs une licence nationale d'exploitation. Parmi ces logiciels figurent de

nombreux américains (Multiplan, Word 3 et Windows de Microsoft, Turbo Pascal de Borland, Base 3 de Ashton-Tate) mais aussi avec des français (l'écrivain de Hatier ou le journaliste de CEDIC-VIFI-Nathan). Thierry Breton, le conseiller du ministre, a d'ailleurs assuré que la domination américaine n'était que transitoire, en attendant le développement de logiciels essentiellement français.

Le nouveau logiciel dont on parle le plus est probablement le Sprint de Borland, un traitement de texte : outre les fonctions classiques, Sprint possède une sauvegarde automatique en temps réel, la possibilité de simuler d'autres traitements de texte, des fonctions de publication assistée par ordinateur (PAO) et un correcteur orthographique intégré. Son prix est de 2 000 F (hors taxe). Mais il n'est pas encore disponible, et certains rivaux contre-attaquent avec force et mettent en doute la solidité de l'entreprise, fondée aux États-Unis par un Français, Philippe Kahn. Ainsi Bernard Veronique, directeur de la filiale française de Microsoft, indique-t-il qu'il a versé cette année au fisc une somme supérieure au béné-

fice de Borland International. Microsoft, toujours leader mondial devant Lotus sur le marché des logiciels, renouvelle sa gamme : nouveau traitement de texte Word-4, tableur Excel adapté à l'environnement Windows, etc.

Autre élément notable : le nombre croissant des applications spécialisées (dessin, enseignement, conception assistée par ordinateur). La PAO, profitant de la maîtrise technique acquise en laser, imprimante, scanner, et surtout de la convivialité propre aux intégrateurs de type Windows, permet à tout un chacun de publier des documents à domicile, court-circuitant ainsi le passage classique par le compositeur, le maquettiste, le graphiste...

Il n'est guère possible de citer ici toutes les nouveautés. La palme de l'originalité pourrait aller à « Archimède », le micro-ordinateur le plus rapide du monde. Selon la firme britannique Accorn Computers, sa dernière machine, construite autour d'un microprocesseur 32 bits d'architecture RISC, serait deux à trois fois plus rapide que les ordinateurs comparables, alors que son prix, à partir de 8 000 francs, en ferait l'ordinateur RISC le moins cher du marché. Avis à Hewlett-Packard, qui a présenté de nouveaux modèles de sa gamme Spectrum, fondée aussi sur cette technologie.

Demain

Trois mois sans escale

Une équipe sous contrat de Lockheed-Georgia a conçu un avion qui pourrait tenir l'air pendant quatre-vingt-dix jours. Sollicitée, avec d'autres, par le ministère américain de l'énergie et la NASA désireux de disposer d'un poste de détection du gaz carbonique, ces chercheurs ont conçu un avion sans pilote hors du commun. D'une envergure de quarante-cinq mètres, cet appareil sera mû par un moteur électrique de 40 chevaux alimenté par des micro-onde émise par un réseau d'antennes terrestres. Des récepteurs placés sous les ailes de l'avion transformeraient cette énergie — environ 30 kilowatts — en courant continu. Pour rester dans la zone d'observation, l'avion évoluera à 21 500 mètres au-dessus des nuages selon une trajectoire en forme de huit. Il emportera 700 kilos de matériels d'observation.

La planche « à suspension »

La concurrence est devenue telle dans l'industrie de la planche à voile qu'il est nécessaire pour les fabricants d'innover sans cesse. C'est ainsi que Mistral, la firme suisse qui se place au premier rang mondial par le chiffre d'affaires (290 millions de francs), lance sur un de ses modèles une innovation technique qui est, toutes proportions gardées, aussi importante que l'apparition des suspensions sur les automobiles.

Il s'agit d'un arrière fixe sur lequel sont attachés des pieux interchangeables où est fixé l'aéron. Ainsi on peut modifier la rigidité de la planche en fonction de l'état de la mer : plate, clapoteuse ou houleuse.

Mais l'arrière flexible, qui n'équipe pour l'instant que le

« Challenge », le modèle le plus extrême de la gamme Mistral, devrait faciliter dans l'avenir la pratique de ce sport à tous les niveaux. Agissant comme une suspension et un amortisseur, l'arrière flexible évite à la planche de rebondir de façon désordonnée de vague en vague. Il sera donc plus aisé d'en contrôler le cap.

Acide contre bile

L'acide ursodésoxycholique (UDCA) utilisé habituellement pour la dissolution des calculs biliaires pourrait bientôt devenir la base d'un nouveau traitement de la cirrhose biliaire primitive, un type de cirrhose non lié aux abus d'alcool, ni à une hépatite. Atteignant surtout les femmes de quarante à cinquante ans (5 000 cas par an), elle est due à la destruction progressive des petits canaux biliaires intra-hépatiques.

Pour l'équipe d'hépatologie du Pr Poupon (Hôpital Saint-Antoine ; INSERM U.21), les manifestations de la maladie seraient dues non pas à un désordre immunologique, mais à la toxicité des acides biliaires synthétisés par le foie, qui participent à la digestion des lipides. Ces acides subissent un cycle métabolique en circuit fermé (élimination par la bile, réabsorption par l'intestin). Partant de ce concept, les chercheurs ont administré de l'UDCA — produit qui se substitue physiologiquement à ces acides et permet leur élimination de l'organisme — à quinze malades pendant deux ans, obtenant une amélioration des tests hépatiques de 36 à 78 %. Un essai clinique contrôlé est en cours sur le plan national.

ASSIMIL
Le don des langues

CHEZ VOUS - PAR VOUS-MÊME

ENVOYEZ-MOI UNE CASSETTE ET UNE BROCHURE D'ESSAI

(sans engagement de ma part)

ASSIMIL B.P. 25 94431 CHENNEVIERES-SUR-M. Cedex

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE COMPLÈTE : _____

LANGUE CHOISIE : _____

(Je joins 3 timbres à 220 F pour participation aux frais d'envoi)

سكزا من الاصل

L'avenir va dans le bon sens.

L'étonnante histoire de la « Banque verte »

Un Français sur trois utilise aujourd'hui les services du Crédit agricole. Dans le monde aussi, la « banque verte » est une force bancaire qui compte. C'est la conséquence d'un choix : rester une banque de terrain, mutualiste, décentralisée, au contact immédiat de ses sociétaires, de sa clientèle et des réalités économiques. C'est aussi le résultat des initiatives du groupe pour étendre ses compétences et atteindre à plus d'efficacité.

A ARMES EGALES

par Yves Barsalou
Président de la
Fédération nationale
du Crédit agricole



D'un siècle à l'autre, de la charrie à l'ordinateur, de Salins à Hong-Kong, quel chemin parcouru par le Crédit agricole ! Les quelques pionniers jurassiens qui, en 1885, se sont unis pour lutter contre les pratiques usuraires de leur temps et fonder la première caisse de Crédit agricole mutuel ne s'attendaient probablement pas à créer ce qui est devenu l'une des plus grandes banques du monde.

Comme toute destinée, celle du Crédit agricole est jalonnée de dates repères. 1987 en est une. Cette année, en effet, avec la mutualisation de la Caisse nationale de Crédit agricole (CNCA), une étape nouvelle sera franchie. Une étape qui nous ouvrira toutes les portes de l'avenir.

Depuis longtemps les Caisses régionales ont mesuré cet enjeu. Le 30 septembre elles ont d'ailleurs rappelé massivement et avec force leur volonté de voir se poursuivre le processus engagé.

La structure du Crédit agricole mutuel n'est plus adaptée aux réalités du monde bancaire moderne. Elle est composée de deux entités juridiquement séparées :

- d'un côté les 94 Caisses régionales qui sont des coopératives de droit privé, autonomes, appartenant à leurs sociétaires.
- de l'autre côté, la Caisse nationale de Crédit agricole, organe central du groupe, établissement qui appartient à l'Etat et à lui seul.

Cette construction est un héritage du passé. La CNCA est un établissement public parce qu'à l'origine sa mission unique était de distribuer aux agriculteurs des prêts aidés par l'Etat. Mais depuis 1920, date de sa création, le monde a bien changé ! De formidables mutations économiques, sociales ou technologiques sont intervenues qui ont transformé les métiers de la banque.

On ne peut pas bâtir une entreprise du « troisième type » avec une structure du troisième âge. C'est pourquoi, les Caisses régionales

réclament depuis longtemps que la CNCA soit enfin dotée d'un statut moderne et que parallèlement soient tissés des liens étroits avec cette dernière. Le projet de loi actuellement déposé au Sénat apporte sur ces points des réponses satisfaisantes.

Nous aurons, dans les années qui viennent, à relever un défi de taille : l'instauration d'un espace bancaire unique à partir de 1992, en Europe. Ce défi, le Crédit agricole a les capacités de le relever, à condition de disposer des mêmes armes que les autres banques.

Or, le statut actuel de la CNCA, avec les contraintes et les lourdeurs administratives qu'il impose, freine le dynamisme de l'ensemble du groupe.

Pour ne pas prendre de retard nous devons nous doter dès aujourd'hui d'une organisation performante. Avec celle-ci, le Crédit agricole bénéficiera des mêmes chances que les grands réseaux européens et mondiaux. Je rappelle, par exemple, que la Rabobank aux Pays Bas ou les Caisses Raiffeisen en Allemagne possèdent une structure de groupe identique à celle qu'aura le Crédit agricole après la mutualisation de la CNCA.

A quelques encablures de 1992, le Crédit agricole engage une étape décisive de son histoire : celle qui permettra à la première banque française de relever, avec nos sociétaires et nos clients, le défi de l'an 2000.

Avec la mutualisation, notre avenir va dans le bon sens.

LES POINTS PRINCIPAUX DU PROJET DE MUTUALISATION DE LA CNCA

- 1) La Caisse nationale est transformée en société anonyme et reprend les droits et obligations de l'établissement public.
- 2) L'Etat cède 90 % des actions de la Caisse nationale aux Caisses régionales, 10 % au personnel du groupe central.
- 3) Le prix de vente est fixé conjointement par le ministre chargé de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Agriculture, après avis de la Commission de la privatisation. La loi prévoit un délai de paiement de 5 ans.
- 4) Chaque Caisse régionale se verra proposer un nombre d'actions proportionnel à son bilan (1986).
- 5) Les droits de vote attachés aux actions sont répartis pour 1/3 de façon égalitaire et pour 2/3 en fonction du capital souscrit.
- 6) Le conseil d'administration de la CNCA sera composé de 15 membres.
 - 11 représentants des Caisses régionales
 - 1 représentant des organisations professionnelles agricoles
 - 3 représentants des salariés de la CNCA.
- 7) Les agriculteurs restent majoritaires dans les conseils d'administration des Caisses locales et régionales.
- 8) Un conseil supérieur du financement de l'agriculture est créé.
- 9) Le rôle et la fonction des Caisses régionales ne seront pas modifiés par cette réforme qui les rend désormais responsables de la conduite du groupe.

Le Crédit agricole en chiffres

BILAN (en milliards de francs)

au 31 décembre 86
(Caisses régionales + Caisse nationale)

Bilan d'ensemble	998,7
Encours des ressources clientèle	690,0
Encours de collecte hors-bilan	162,2
Encours des crédits clientèle	582,8
Résultat de l'exercice 1986	1,6

STRUCTURE (en nombre)

Caisses locales	3 056
Caisses régionales	94
Bureaux	10 153
Comptes ordinaires de la clientèle	14 071 000
Sociétaires	4 523 000
Salariés	73 228

PERFORMANCES

- Troisième banque mondiale en fonds propres.
- Premier ensemble financier européen en bilan consolidé.
- Première banque française de dépôts.
- Premier gestionnaire de Sicav (plus de 200 milliards de francs d'encours gérés).
- Un prêt bancaire au logement sur trois.
- 6 150 000 cartes bancaires.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les banques ne s'intéressent pas à l'agriculture. Celle-ci a pourtant besoin de capitaux importants pour réaliser les premiers investissements « lourds », en foncier et en matériel, de son histoire. Le syndicalisme agricole, nouveau-né de la loi de 1884, ne reste pas inactif : en 1885, se crée à Poligny, dans le Jura, la première association coopérative de financement, la première Caisse locale. Le Crédit agricole était conçu.

D'autres initiatives suivront. Pour leur donner une cohérence nationale, il faudra cependant la volonté de l'Etat. Un long travail parlementaire, initié par Jules Méline, ministre de l'Agriculture, aboutit à l'acte de naissance du Crédit agricole : la loi du 5 novembre 1894 autorise officiellement les membres des syndicats agricoles à former entre eux des sociétés mutuelles de crédit, de droit privé, les Caisses locales de Crédit agricole mutuel. Cet enracinement - qui apporte une meilleure connaissance de l'em-

prunteur et responsabilise les sociétaires - fait l'originalité du Crédit agricole et sera par la suite le principal levier de son développement. En 1899, le législateur autorise les Caisses locales à se regrouper pour créer « le second anneau de la chaîne du crédit », les Caisses régionales. L'architecture d'ensemble est complétée en 1920 : un texte regroupe les lois antérieures, instaure des prêts à taux modéré pour équiper les exploitations agricoles et, surtout, crée un Office national pour veiller « à la bonne distribution des avantages que la loi accorde ». Cet Office deviendra en 1926 un établissement public, la Caisse nationale de Crédit agricole. En 1938, la collecte représente 2 % du marché, et les 600 000 sociétaires 15 % seulement de la population active agricole. Mais tout est en place pour la suite.

Le temps de la croissance. Après 1945, le développement d'une agriculture moderne et compétitive et la reconstruction du pays exigent des efforts financiers importants. Le Crédit agricole fera face aux besoins agricoles en se dégageant progressivement de sa dépendance financière vis-à-vis de l'Etat. Pendant les décennies qui vont suivre, il développera considérablement sa collecte auprès des particuliers, grâce à un produit remarquable, le « bon à 5 ans », à la liberté d'ouvrir des guichets à partir de 1966 et au dynamisme que lui donnent sa structure décentralisée et des dirigeants motivés. Il va aussi faire valoir la logique et l'intérêt, pour la communauté française, d'extensions progressives de sa compétence. Celle-ci couvrira, peu à peu, l'ensemble du monde rural, puis les zones urbaines avec le financement des ménages, pour faire aujourd'hui du Crédit agricole, sans distinction géographique, le partenaire de pratiquement tous les secteurs de l'économie. Le financement du logement, notamment, lui a ouvert une clientèle nouvelle et lui a permis de devenir le premier réseau bancaire dans ce domaine. Ces évolutions répondaient à de réelles nécessités. Les besoins financiers des agriculteurs dépassant leurs possibilités d'épargne, il était impérieux de chercher des ressources ailleurs : chez les salariés, les ruraux non agriculteurs, les citadins... Il était également nécessaire, le monde agricole cessant heureusement de vivre en autarcie, de prendre en considération le milieu rural, environnement indispensable de l'agriculture, et de s'intéresser au financement des activités d'amont et d'aval, comme les coopératives et les entreprises agro-alimentaires. Pour accompagner les exportations, la même logique a conduit à la présence du groupe sur les marchés internationaux. Par ailleurs, pour assurer à ses clients non sociétaires un service qui les retienne, le Crédit agricole devait pouvoir leur proposer une palette de placements - répondant à leurs attentes. Il lui a fallu maîtriser, chemin faisant, les techniques les plus avancées, s'adapter aux évolutions du

LE GROUPE DU CREDIT AGRICOLE

Les Caisses locales
Constituées à une échelle limitée - généralement le canton - les 3 056 Caisses locales sont en prise directe avec le terrain. Leurs actionnaires sont des « sociétaires ». Composée à l'origine exclusivement d'agriculteurs, la sociétariat s'est progressivement élargi. Les Caisses locales instruisent les demandes de prêts des sociétaires.

Les Caisses régionales
Les Caisses régionales, entreprises coopératives de droit privé au nombre de 94, sont des banques de plein exercice. Elles définissent et mettent en œuvre, au niveau du département, leurs propres politiques commerciales et de crédit. Elles ont, vis à vis des Caisses locales, un rôle financier et administratif.

Les Caisses régionales ont constitué un vaste réseau d'agences (10 153 sont réparties dans toute la France). Ce réseau représente en 1986 plus de 20 % de l'ensemble des guichets bancaires permanents du pays. Il assure la collecte des dépôts auprès des particuliers et des entreprises et apporte aux clients du Crédit agricole toute la palette de produits et de services bancaires.

La CNCA
L'ensemble des 60 filiales complète et diversifie l'action du Crédit agricole pour les financements (Unicredit), les prises de participation (Union d'études et d'investissement), le crédit-bail (Unibail, Unicredit, Unicredit...), la gestion de trésorerie (Banque de financement et de trésorerie), les placements (Segespar)...

Le mouvement d'indépendance sera progressivement complété par des mesures de « mise en concurrence », dont la plus importante est sans doute l'assujettissement, à partir de 1978, à l'impôt sur les sociétés.

Loin de lui nuire, la compétition a stimulé le Crédit agricole. Après les ajustements nécessaires, il devenait le premier organisme de financement du logement, le premier établissement mondial par l'importance de ses fonds propres. Ses initiatives récentes dans le domaine de la communication, dans la recherche en bio-technologies, son implication dans le tunnel sous la Manche, attestent d'une attention à l'évolution du monde économique et d'un dynamisme permanents. En 1885, le Crédit agricole était un pionnier de son siècle. Fidèle aux principes qui ont fait sa force, il se prépare, avec la mutualisation qui lui permettra de constituer un véritable groupe bancaire, homogène de la base au sommet, à aborder le troisième millénaire avec le même esprit pionnier.

سكنا من الامم

Un entretien avec Lucien Douroux Secrétaire général de la Fédération nationale du Crédit agricole.

Les Caisses régionales : un ensemble financier solide

Quelle est aujourd'hui la place du Crédit agricole mutuel dans la communauté bancaire française ? Pendant longtemps, il a occupé une place à part. Mais au fil des ans, le Crédit agricole est devenu une banque comme les autres. Aujourd'hui, il exerce son activité en pleine concurrence et il est assujéti au régime fiscal de droit commun.

Le Crédit agricole, qui était à l'origine la banque de l'agriculture et du milieu rural, est ainsi devenu la banque des ménages, occupant, par exemple, une place de premier plan dans le financement du logement.

A mesure que son activité s'étendait, le Crédit agricole s'est rapproché de la communauté bancaire. Il est d'ailleurs adhérent de l'Association française des Etablissements de crédit (AFEC) qui regroupe l'ensemble de la profession. De même, le Crédit agricole mutuel est un des membres fondateurs de la carte de paiement interbancaire "CB". Si j'ai œuvré à la constitution de ce système unique de paiement, c'est parce que j'étais convaincu que le Crédit agricole ne pouvait rester à l'écart des techniques nouvelles, ni faire cavalier seul et qu'il était, en outre, de l'intérêt de la communauté bancaire de créer un tel système. Je voudrais signaler toutefois qu'en matière de distribution de crédit, un certain nombre "d'interdits"

nous sont encore imposés. Pourquoi le Crédit agricole n'a-t-il pas la possibilité de financer les entreprises et les professions libérales en milieu urbain ? Je souhaite que les autorités de tutelle comprennent rapidement que les dernières limitations de notre champ d'action sont devenues d'un autre âge et qu'il s'impose de les lever. Aujourd'hui, le Crédit agricole constitue un établissement financier de toute première importance au niveau européen et mondial. C'est le fruit de notre diversification, commencée depuis plus de 20 ans. C'est un motif de satisfaction pour nous-mêmes et surtout pour nos clients.

Quelle est, plus particulièrement, la place des Caisses régionales ? Avec leurs Caisses locales, les Caisses régionales sont à la base du développement et de la réussite du groupe. Elles ont constitué, au fil des ans, un réseau efficace d'agences et de bureaux permettant à leur clientèle de bénéficier de services bancaires adaptés. Banques de plein exercice, les Caisses régionales collectent l'ensemble des ressources du groupe. Toutes ces dernières années, le réseau des Caisses régionales s'est considérablement modernisé pour offrir les meilleurs services, comme en témoigne notre parc de distributeurs, de guichets automatiques et de terminaux point de

vente chez les commerçants. Ce parc est le premier des établissements bancaires français.

Quel est le bilan de santé des Caisses régionales ?

Les résultats de 1986 montrent qu'il est bon. Les Caisses régionales ont enregistré, par rapport à 1985, un quasi-doublement de leur résultat net qui, de 547 millions de francs, est passé à 950 millions de francs.

Ces résultats sont dus, à la fois à une activité commerciale forte, et à une réelle maîtrise des charges : à peine plus de 3 % d'augmentation l'an dernier. D'ailleurs plus de 50 caisses régionales se sont lancées dans des projets de regroupements de moyens, notamment informatiques, afin de réduire leurs coûts.

Je dois ajouter que l'autonomie de gestion de chaque Caisse régionale est un élément de responsabilisation important qui explique en grande partie notre dynamisme et notre réussite, même si elle présente aussi quelques inconvénients. Nous avons à concilier efficacité et décentralisation, ce qui est à la fois possible et passionnant.

Les résultats que nous escomptons pour 1987, et qui seront en progression sur ceux de 1986, me confortent dans l'idée que la politique que nous suivons est la bonne. Globalement, les Caisses régionales

constituent donc un ensemble financier solide.

Les Caisses régionales souhaitent depuis longtemps une réforme du Crédit agricole. C'est l'objet de la mutualisation de la Caisse nationale de Crédit agricole. L'acquisition de cette dernière ne va-t-elle pas les affaiblir financièrement ?

Cette acquisition sera compatible avec leur situation financière si le prix fixé est réaliste en regard à la capacité bénéficiaire de la Caisse nationale.

Les Caisses régionales, je le rappelle, ont un niveau de fonds propres important. Au 31 décembre 1986, ils dépassaient 25 milliards de francs, hors provisions affectées bien évidemment. De plus, elles ont, en moyenne, un ratio de couverture des risques supérieur à celui des autres banques.



Les Caisses régionales affecteront une partie de leurs excédents de fonds propres nets à l'achat de la CNCA, mais une grande partie de cette acquisition sera financée par appel public à l'épargne, notamment par l'émission de titres participatifs et de certificats coopératifs d'investissement.

Pour les Caisses régionales, la mutualisation de la CNCA constitue un investissement d'avenir.

Cette réforme améliorera le fonctionnement interne du groupe en créant une solidarité financière accrue et un élan nouveau, de façon à être encore plus efficace, plus compétitif, pour offrir les meilleurs services à nos associés et à nos clients.

L'enjeu de la mutualisation, c'est bien de doter le Crédit agricole d'une structure performante capable de relever et surtout d'anticiper la concurrence et, dans la perspective de la mise en place du grand marché bancaire de 1992, de se mettre à égalité de chance avec les grands réseaux français, européens et mondiaux.

Après la mutualisation, la CNCA n'appartient plus au domaine public. Cela ne risque-t-il pas d'accroître le désengagement de l'Etat vis-à-vis du financement de l'agriculture ?

Cet argument ne tient pas. Toutes ces dernières années, l'aide de l'Etat servant à bonifier certaines catégories de prêts à l'agriculture a diminué de moitié alors que la Caisse nationale avait le statut d'établissement public. Ce statut n'a donc pas préservé le monde agricole de cette diminution. En second lieu, le montant des aides que l'Etat consent à tel ou tel secteur de l'économie est indépendant du vecteur par lequel cette aide est distribuée. Avec le Crédit agricole, les Banques populaires ont longtemps distribué les prêts bonifiés aux artisans, alors même que la caisse centrale de ce groupe avait un statut de droit privé. Le volume de prêts distribués est une chose qui dépend de la politique budgétaire. La nature du, ou des établissements, qui les distribuent est autre chose. Le Premier ministre a décidé en décembre dernier que le Crédit agricole continuerait de distribuer les prêts bonifiés à l'agriculture.

Mais ceux-ci ne constituent qu'une partie en constante réduction du financement de ce secteur. Le reste dépend de nous, de notre compétitivité et de la qualité de nos services. Aujourd'hui, nous assurons près de 80 % des besoins de crédit du monde agricole. Qui d'autre aurait pu prendre un tel engagement, alors même que les prêts bonifiés n'ont cessé de diminuer ? Pour l'avenir, nous avons la volonté de rester le banquier de l'agriculture. La majorité que détiendront les agriculteurs dans les conseils d'administration des Caisses régionales et nos relations étroites avec le monde agricole constituent une garantie supplémentaire de notre fidélité ; une fidélité du reste, parfaitement compatible avec la notion de banque universelle.

La première Caisse locale a été créée il y a 100 ans. Depuis cette date le Crédit agricole a évolué. Pour l'avenir, quelle est, selon vous, la finalité du Crédit agricole ?

Notre finalité est simple et repose sur trois principes de base qui guident nos orientations. Tout d'abord, nous voulons être une banque à caractère universel, sans contrainte particulière, à même d'offrir aux épargnants et aux emprunteurs les services dont ils ont besoin. Mais, si le Crédit agricole a choisi d'être une banque à compétence générale, il demeurera agricole, les ménages et l'agriculture, les ménages et le milieu rural. C'est ensuite la notion de service qui constitue notre guide et la référence permanente de notre métier. C'est le mutualisme, enfin, avec sa règle simple et fondamentale - la prééminence de l'homme - qui dirige notre conduite. On le voit, le Crédit agricole reste fidèle aux orientations de ses fondateurs : être utile et servir.

DEVELOPPEMENT LOCAL

Le défi savoyard

Il est peu de secteurs où le Crédit agricole de Savoie (720 salariés et une centaine de bureaux dans tout le département) ne soit actif. Même s'il reste avant tout le banquier privilégié de l'agriculture et des ménages, plusieurs initiatives témoignent de sa volonté d'être un partenaire résolu du développement local, en milieu rural comme en ville, dans la préservation du patrimoine culturel comme dans l'investissement sur les secteurs de pointe. On trouve ainsi la Caisse de Savoie impliquée dans « Crisac », la société locale d'exploitation du câble de Chambéry, comme dans un des premiers projets nationaux de câblage d'une zone rurale. Avec la Fondation des Pays de France (créée par le Crédit agricole), la Caisse régionale a participé à la restauration de la grange Batelière de l'abbaye de Haute Combe, et projette la création d'un musée à Peisey-Naneroix, berceau de l'Ecole des Mines. Dans le même temps, elle offre des moyens informatiques, directement ou par le biais de filiales, hébergeant ainsi les applications de cartographie numérique d'une agglomération aussi bien que certains services télématiques d'information et de communication municipales.

Mais si les destins d'un département et d'une banque peuvent être si intimement liés, c'est aussi une question d'hommes. Parmi les administrateurs des 35 caisses locales, nombreux sont ceux qui ont également en charge un mandat public. Dès lors, rien d'étonnant si l'on retrouve la Caisse de Savoie au côté des communes forestières, pour préparer la constitution d'un fonds destiné à régulariser leurs revenus et à dynamiser l'ensemble de la filière bois.

Le rôle moteur des communes

Derrière toutes ces interventions, une conviction forte, énoncée par le Président de la Caisse régionale, Albert Carron : « Les communes sont le moteur du développement économique local ». A bien considérer la politique économique des communes, on peut distinguer plusieurs phases. A la gestion de domaines traditionnels - aménagement de voirie, assainissement, adduction d'eau... - ont succédé des actions sur l'environ-

nement économique : création de ZAC, de zones industrielles ou artisanales, actions qui ont trouvé leur aboutissement logique dans la construction de locaux mis à disposition des entreprises. Mais l'accroissement des pouvoirs qui accompagne les lois de décentralisation, pousse les communes à des interventions de plus en plus directes pour maîtriser et activer le développement économique. Les sociétés d'économie mixte (SEM) en représentent sans doute l'outil par excellence.

Une politique unifiée

Le Crédit agricole, qui est intervenu et intervient à toutes ces phases, notamment par le biais de produits financiers adaptés, se voit de plus en plus sollicité en matière de conseil, et il est également amené à prendre des participations dans les SEM ainsi créées. L'expérience et l'appui d'une banque se montrent précieux lorsque les interventions s'accroissent dans le domaine économique. Là encore le Crédit agricole sait faire preuve de son efficacité. Pour mener des actions aussi variées, il faut s'appuyer sur des stratégies suffisamment flexibles, afin d'éviter les risques de saupoudrage ou de dispersion. C'est pourquoi la Caisse de la Savoie a financé, avec le conseil général et la chambre d'agriculture, un audit sur l'avenir de l'agriculture du département. De même, elle a participé, avec le Service d'Aménagement Touristique de la Montagne, à une étude sur les mécanismes de financement des stations de montagne, menée à la demande du ministère de l'Équipement et de celui du Tourisme. Il s'agissait là de formuler des propositions pour stabiliser un système qui doit passer d'une économie de développement à une économie de gestion. Partenaire de toujours des collectivités locales, le Crédit agricole montre ainsi qu'il participe avec elles à la préparation de l'avenir, tout comme il s'apprête, avec elles et avec toute la Savoie, à relever le challenge des Jeux Olympiques.

« Nous nous battons pour la Savoie, pour faire gagner le département et pour faire gagner le Crédit agricole. » « Si le département gagne, nous gagnerons... ». Dès aujourd'hui, le pari semble être bien engagé. ■

PARTICULIERS

Un Français sur trois

Quatorze millions de Français sont aujourd'hui clients du Crédit agricole : un chiffre qui en fait l'incontestable n°1 bancaire du marché des particuliers. Cette formidable réussite sanctionne une approche originale du métier de banquier.

P lus que les mots, il est parfois des chiffres qui comptent. S'agissant du marché des particuliers, la « fiche signalétique » du Crédit agricole est sans conteste la plus évocatrice du pouvoir d'attraction que suscite aujourd'hui la banque auprès des clients : la banque a su attirer, en 1986, 36 000 personnes dans ses rangs. C'est un chiffre qui témoigne de la confiance que les Français ont en la banque, et de la confiance que la banque a en elle-même. Mais la liste est loin d'être exhaustive.

Une capacité unique pour saisir les nouveaux marchés

Ce résultat d'ensemble est d'autant plus significatif qu'il n'y a guère qu'une vingtaine d'années que le Crédit agricole opère en tant que banque commerciale. Comment expliquer dès lors cette formidable conquête de la clientèle particulière française ? Trois arguments principaux :

— L'explosion des guichets bancaires à partir de 1965, dont le Crédit agricole a été acteur plus que tout autre. Ainsi, entre 1966 et 1976, les Caisses régionales ont elles-mêmes ouvert un point de vente par jour ouvré. Hors les Caisses locales et régionales, le réseau Crédit agricole compte à ce jour plus de 10 000 bureaux répartis sur l'ensemble du territoire.

— La forte croissance du personnel, et la prise en compte des besoins du grand public. La proximité géographique se voit ici doublée d'une proximité psychologique :

der sur ce produit. Dans les années 70, l'accession accrue des Français à la propriété allait propulser le Crédit agricole au rang de première banque française du logement, ce qu'elle est toujours, et de loin. Nouvelle opportunité en 1980 avec l'explosion de la Bourse : le Crédit agricole, qui est entré tardivement sur ce marché, va devenir le premier investisseur français en matière boursière et gagner le leadership sur le marché des SICAV. Sans omettre, plus récemment, le dynamisme inégalé de la banque

parlons-en : « en 25 ans, nos clients ont changé. Autrefois, ils venaient au guichet pour retirer de l'argent et se renseigner sur le compte épargne. Aujourd'hui, ils ont les automates bancaires, le minitel et nous les contactons pour leur proposer un conseil sur la gestion de leur patrimoine ». Pour répondre au mieux aux exigences de la clientèle, Hélène Jauret et son équipe appliquent, comme l'ensemble du personnel de la Caisse régionale du Loiret, les principes de la politique commerciale : qualité de l'accueil, conseil personnalisé et qualité du service après-vente. « Au Crédit agricole, nous faisons aussi bien du prêt-à-porter que du sur-mesure. Chaque client a ses besoins. A nous de lui proposer les meilleures solutions et dans le délai le plus rapide ».

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, la Caisse régionale du Loiret s'est dotée de moyens nouveaux, de « conseillers spécialisés » dans la gestion des patrimoines et celle des affaires professionnelles et a accueilli très largement le pouvoir de décision à l'échelon local.

UNE PASSION : SON METIER

sur le tout nouveau marché des plans d'épargne retraite ; ni ses performances en matière de distribution de cartes de crédit.

Une promesse publicitaire qui colle à la réalité

En fait, si le succès du Crédit agricole a pris une telle ampleur, c'est peut-être et surtout parce qu'il a proposé aux particuliers une autre façon de vivre leurs rapports avec leur banquier : un langage simple, une offre adaptée, le tout servi par une grande qualité de service. Cette communication pragmatique s'est matérialisée dans un concept publicitaire, « le bon sens », dont la longévité montre que la clientèle a toujours su, et sait encore, y retrouver la véritable image de sa banque. Le Crédit agricole a compris très tôt que l'attente se situait d'abord dans la valeur d'usage du produit bancaire. Un comportement qui l'emporte encore à l'heure des nouvelles technologies : pour les responsables du Crédit agricole, leur utilisation relève moins d'une volonté de « gadgetiser » l'univers bancaire que d'apporter davantage encore de simplicité dans la vie de leur clientèle. Ainsi, du développement du parc de distributeurs et de guichets automatiques, le plus important de France. Ainsi encore, du développement d'une politique de distribution de prêts par d'autres prescripteurs que la banque (commerçants, entreprises), et ce, par l'intermédiaire de la télématique. Ainsi toujours, de la mise au point de nouveaux produits aussi sophistiqués dans leur conception (notamment en matière de conseil) que simples dans leur utilisation, où, à chaque fois, la technologie de pointe est une réponse à un besoin, au lieu de le devancer comme c'est parfois le cas. Autant d'exemples qui ponctuent la démarche originale du Crédit agricole. Ce que recherche le particulier, ce n'est plus une banque : c'est un banquier. Au Crédit agricole, il dispose de 36 000 banquiers d'un coup.

griculture, plus

est un secteur écon...
Le Crédit agricole, dans
du service d'agriculture

Une mutation...
et l'agriculture

Le Crédit agricole...
une banque à caractère universel...

Le Crédit agricole...
une banque à caractère universel...

MUTUALISATION:
DES AGRICULTEURS

Le Crédit agricole...
une banque à caractère universel...

Le Crédit agricole...
une banque à caractère universel...

Le Crédit agricole...
une banque à caractère universel...

Le Crédit agricole...
une banque à caractère universel...

Le Crédit agricole...
une banque à caractère universel...

MONDE RURAL

L'agriculture, plus que jamais

L'agriculture est un secteur économique qui nécessite toujours d'importants investissements financiers. Le Crédit agricole, devenu au fil du temps une banque universelle, est plus que jamais au service d'agriculteurs dont les besoins se diversifient.

Voilà plus de cent ans qu'une circulaire ministérielle du 30 juillet 1879 a mis en évidence les besoins spécifiques en crédit de l'agriculture, "jusqu'alors non satisfaits par les établissements financiers et les banques existantes". Le Crédit agricole est né pour combler cette carence. Depuis, il n'a cessé d'accompagner la mutation d'un secteur toujours plus performant, qui est passé en moins de cinquante ans de l'ère de la charrue à celle des tracteurs équipés d'ordinateurs de bord. Les chiffres sont suffisamment éloquents pour illustrer l'engagement massif de la banque au côté de l'agriculture : l'an dernier, elle a financé par ses prêts à moyen et long terme, plus de la moitié des équipements de modernisation, soit 18 milliards sur un total de 32 milliards de francs. Autre chiffre : avec 141 milliards de francs, elle assure plus de 80 % des financements bancaires des agriculteurs français. Ces données "incontournables" devraient à elles seules rassurer les inquiets sur la solidité

des liens qui unissent la banque et l'agriculture : à force de décortiquer les bilans, les chances et les risques des exploitations françaises, secteur par secteur, région par région, le Crédit agricole a acquis une expérience unique. Pour la banque verte, il n'est pas question d'abandonner ce savoir-faire.

Une mutation économique et technologique

Cette parfaite connaissance du monde agricole ne serait pas suffisante en soi si l'agriculture apparaissait comme un secteur dépassé, promis au déclin. Tel n'est pas le cas, loin s'en faut. Il ne faut pas oublier que la France, forte du quatrième parc mondial de tracteurs, est le cinquième producteur mondial de blé, le huitième pour le maïs, qu'elle est au quatrième rang mondial pour la viande, devant le Brésil et l'Argentine. Cette puissance, assise sur un potentiel humain et agronomique exceptionnel, s'ouvre aujourd'hui sur l'agro-industrie, les biotechnologies et des activités biologiques d'un avenir prometteur.

Les difficultés financières qui touchent 40 000 exploitations sur le million qui compte approximativement l'agriculture française, soit environ 4 % d'entre elles seulement, ne doivent pas masquer la réussite du secteur. On est loin de la situation des Etats-Unis où 25 % des exploitations dont le chiffre d'affaires est supérieur à 40 000 dollars sont en difficulté, et parmi elles 43 000 insolubles et 50 000 condamnées à terme à la faillite.

L'agriculture est bien le pétrole vert de la France avec l'an dernier à l'exportation, 22,5 milliards d'excédents céréaliers, 22,7 milliards d'excédents de vins et alcools, 10,7 milliards d'excédents laitiers. Elle contribue ainsi fortement à l'équilibre de notre balance commerciale. Cela ne signifie pas pour autant que les agriculteurs de l'hexagone doivent être moins attentifs à leur prix de revient et aux évolutions du marché. L'agriculteur qui décide de se moderniser ou les jeunes qui s'installent ne peuvent plus s'endormir sans s'assurer qu'ils vont pouvoir faire face à leurs

échances. Dans ce cadre, le Crédit agricole leur apporte sa précieuse expérience. Avec celui qui veut se lancer dans la production de kiwi, de tomate ou de tournesol, il ne se contente pas de discuter des modalités d'acquisition de matériel. Il étudie avec lui la rentabilité du projet.

La banque du sur-mesure

Le métier de banquier de l'agriculture a conduit le Crédit agricole à proposer des produits et des services adaptés aux besoins de chacun. Sa démarche se veut la plus souple possible. Quelques exemples pour l'illustrer : à l'agriculteur de 55 ans, à la tête d'une exploitation de taille moyenne, la banque offrira ses produits pour préparer sa succession et assurer ses revenus après sa retraite. Avec le jeune agriculteur qui s'installe, elle bâtira un plan de financement à moyen et long terme. A l'agriculteur déjà bien installé, elle offrira un crédit global d'exploitation, négocié en début d'année sur la base d'un bilan comptable. A cet autre qui veut exporter, elle proposera un ensemble de

« LA MEILLEURE SOLUTION »

Bernard Durand, fils d'agriculteur, a hérité de l'amour de la terre et d'une farouche volonté, celle de rester « en contact avec l'environnement ».

Un alliage subtil de qualités décelées il y a 15 ans, lorsqu'il vient pour la première fois frapper à la porte de la Caisse locale de Montaigu, en Vendée, afin de demander une aide financière en tant que jeune agriculteur.

Aujourd'hui, à l'âge de 38 ans, il a transformé la petite ferme paternelle de 29 ha en une propriété de 56 ha. Son troupeau de vaches laitières est passé de 15 à 70 têtes. Son capital d'exploitation a été multiplié par trois en dix ans. Le soutien du Crédit agricole est pour lui une garantie : celle de pouvoir perfectionner la gestion de son exploitation au bon moment et dans le bon sens ; et, le bon sens, en l'occurrence, c'est de regarder vers l'avenir.

Aujourd'hui, Bernard Durand envi-

sage de nouveaux investissements : « la transplantation embryonnaire qui permettrait de gagner dix ans en génétique, par exemple ». Toujours avec le Crédit agricole ? « Bien sûr. Je bénéficie aujourd'hui de capacités d'autofinancement plus grandes mais j'étudierai toujours avec beaucoup d'attention les dossiers de toutes les entreprises en phase d'installation ou de développement ».

Depuis quatre ans, Bernard Durand est administrateur du Crédit agricole. D'abord pour « rendre service », pour aider les agriculteurs de la région à mettre en œuvre leurs projets. « Nous sommes à leurs côtés pour examiner la viabilité du projet, constituer le dossier et trouver les sources de financement ». Dans ce cadre, la structure mutualiste du Crédit agricole est un atout : « en associant des professionnels de la banque et des agriculteurs, elle permet de dégager les meilleures solutions ».

produits bancaires et parabancaires destinés à sécuriser et fidéliser les courants d'exportation (lettres de garantie par exemple). En fait, le Crédit agricole n'est plus seulement la banque de l'agriculture mais une banque au service de l'agriculture et des agriculteurs, à même de répondre à l'ensemble de leurs besoins, qu'ils soient professionnels ou personnels.

L'avenir de l'agriculture française est de plus en plus évidemment solidaire de celui des entreprises de transformation. C'est dire à quel

point le Crédit agricole se sent concerné et engagé au côté de ces industries, qu'elles soient de forme coopérative ou privée, et qu'il entend répondre à leurs nouveaux besoins. Son statut de banque à compétence universelle le lui permet. C'est tout le sens du développement qu'il a voulu et réussi le Crédit agricole, appuyé dans cette démarche par les agriculteurs eux-mêmes, et leurs représentants au sein des conseils d'administration des Caisses locales et régionales.

LA MUTUALISATION : 67 % DES AGRICULTEURS SONT POUR

Les agriculteurs sont largement favorables à la mutualisation de la Caisse nationale de Crédit agricole. C'est ce que révèle un sondage Crédit agricole - Sofres, réalisé du 3 au 11 septembre sur un échantillon de 1010 chefs d'exploitation agricole.

67 % d'entre eux estiment en effet que cette réforme est une très bonne ou une assez bonne chose.

Le détail par âge fait même apparaître des réponses favorables à 76 % chez les moins de 35 ans. Chez les administrateurs de Caisses

locales et régionales, on enregistre un score de 82 % d'opinions positives.

Les agriculteurs ont bien compris les raisons et les enjeux de la mutualisation. En effet, le sondage révèle des agriculteurs désireux de voir la compétitivité et la qualité des services offerts par leur banque accrues.

Les objectifs de la mutualisation sont compris et approuvés à une très grande majorité, en particulier la nécessité pour le Crédit agricole de se préparer au grand marché européen de 1992.

Question : la mutualisation de la Caisse nationale de Crédit agricole vous paraît-elle...

une très bonne chose	10	57
une assez bonne chose	57	
une assez mauvaise chose	10	13
une très mauvaise chose	3	
Sans opinion	20	
	100 %	

Au total, une très large majorité (67 %) des chefs d'exploitation se montre favorable à la mutualisation. Les moins de 35 ans apparaissent encore plus favorables : 76 %, de même que les administrateurs de Caisses locales et régionales : 82 %.

Question : Vous, personnellement, en tant qu'agriculteur, que pensez-vous pouvoir attendre de cette mutualisation ? Réponses spontanées

Jugements positifs	34
dont :	
Le Crédit Agricole sera plus proche et mieux adapté aux besoins des agriculteurs	8
Les contacts avec le Crédit agricole seront plus faciles	5
Les prêts seront plus intéressants	15
Autres	6
Ce ne change rien ou pas grand chose	25
Jugements négatifs	18
dont :	
Ce ne sera plus la banque des agriculteurs	4
La mutualisation profitera aux gros agriculteurs et à l'Etat	3
Les prêts seront moins avantageux	2
Opposition de principe	4
Autre	5
Ne sait pas	34
	% (7)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant donné plusieurs réponses.

Dans les réponses spontanées, les jugements positifs l'emportent largement sur les jugements négatifs. Ils s'articulent autour de deux thèmes : la proximité renforcée du Crédit agricole et des conditions financières améliorées.

FICHE TECHNIQUE

• Sondage effectué du 3 au 11 septembre 1987 sur un échantillon de 1010 personnes représentant de l'ensemble des chefs d'exploitation agricole français. Méthode des quotas.

Question : En particulier, pensez-vous que cette mutualisation, qui renforce le rôle des Caisses régionales, permettra...

	Oui	Non	Sans opinion
... des réponses plus rapides pour l'accord de prêts	56	24	20
... des services bancaires et financiers mieux adaptés à votre exploitation	47	30	23
... des procédures allégées	50	28	22
... une meilleure relation avec le Crédit agricole	47	33	20

Question : A votre avis, la mutualisation permettra-t-elle au Crédit agricole...

	Oui	Non	Sans opinion
... d'être plus compétitif par rapport à ses concurrents	46	23	31
... de se préparer à la mise en place du grand marché européen de 1992	51	15	34
... de favoriser l'exportation des produits agricoles français	44	26	30
... d'apporter de meilleurs services aux agriculteurs	57	22	21
... d'apporter de meilleurs services à sa clientèle en général	58	18	24

La encore, concernant les enjeux de la mutualisation, les jugements positifs l'emportent largement sur les jugements négatifs. Pour les agriculteurs, la mutualisation permettra aux Caisses régionales d'améliorer les services qu'elles apportent à la clientèle. De plus, les agriculteurs considèrent cette mutualisation nécessaire pour permettre au Crédit agricole de mieux affronter la concurrence française et européenne. La nécessité de se préparer aux enjeux de 1992 semble bien comprise.

Question : Pensez-vous que par cette mutualisation, le rôle des agriculteurs dans le Crédit agricole sera...

... augmenté	16
... maintenu tel qu'il est	38
... diminué	20
... ne sait pas	26
	100 %

Si les agriculteurs observent une certaine prudence, ils ne semblent pas inquiets puisque dans leur majorité (54 %), ils pensent que la mutualisation ne diminuera pas leur rôle dans le Crédit agricole.

INNOVATION

Le bon sens aux affaires

De tous temps, la réussite des entreprises agro-alimentaires a été au premier rang des préoccupations du Crédit agricole. Financiers, depuis 1906, des coopératives agricoles, les Caisses régionales ont par la suite étendu leurs interventions aux autres entreprises du secteur. Depuis plusieurs années, c'est aussi, au niveau national, un des domaines d'actions privilégiés d'Union d'Etudes et d'Investissement (UI), filiale spécialisée dans l'apport en fonds propres aux entreprises.

L'apport de fonds propres aux entreprises s'accommoda mal d'une publicité tapageuse. Aussi bien, Union d'Etudes et d'Investissement (UI) n'est certainement pas la filiale de financement du Crédit agricole la plus connue du grand public. Pourtant, à la fin de l'exercice 86, le montant global des participations détenues par UI dans une bonne centaine d'entreprises s'est élevé à 1,645 milliard de francs, en progression de 21 % par rapport à l'exercice précédent.

Sans doute, le Crédit agricole est-il parti très tôt, il y a vingt ans exactement. En 1967, rappelle Michel Horps, directeur général de UI, « on ne se bousculait pas pour renforcer les fonds propres des entreprises. L'UI n'avait pas encore été créée et les sociétés de développement régional étaient elles-mêmes assez frileuses ». De plus, la banque verte a su jouer de sa spécificité. A savoir s'intéresser, avec UI, aux entreprises privées liées de près ou de loin au développement rural et, au premier rang d'entre elles, aux entreprises du secteur agro-alimentaire. Encore aujourd'hui, et à la faveur de deux récentes et importantes prises de participation, les Salins du Midi (80 millions de francs) et Buitoni France (71,9 millions de francs), ce secteur représente 60 % des engagements d'UI.

Eurotunnel, Carrefour, Havas et les autres

Dans la foulée, la filiale du Crédit agricole s'intéresse à la filière bois-papier (20 % de son portefeuille) avec notamment des participations dans le capital de la Cellulose du Pin (groupe Saint-Gobain) et de La Rochette Cempa, bien rétablie après avoir connu beaucoup de problèmes il y a seulement trois ans. Le tourisme et l'aménagement du territoire participent de la même philosophie : pour 5 % de son bilan, UI se retrouve présente dans l'hôtellerie (chaîne une étoile Les Balladins) ou encore dans les activités de

loisir avec Golf Espace. Reste qu'au fur et à mesure de son développement, UI n'hésite pas à sortir de son pré carré. Son engagement, non négligeable, dans Eurotunnel procède d'une logique certaine. Elle a tout naturellement prolongé ses activités de diversification par des prises de participation dans la distribution. En Espagne, tout d'abord, pour faciliter le développement par Carrefour de la chaîne d'hypermarchés Pryca, et même aux Etats-Unis en soutenant les ambitions d'Eurotunnel. Plus étonnant encore, sa récente et spectaculaire intrusion dans la communication, qui a vu le Crédit agricole participer à la privatisation de Havas.

« Il est vrai que depuis le début des années 80 nous nous comportons de plus en plus comme une véritable banque d'affaires et que nous élargissons notre registre, explique Michel Horps. En diversifiant notre champ d'action, mais aussi en renforçant nos structures. Ainsi, UI s'est-elle dotée elle-même de filiales spécialisées. Une structure spécifique cotée en Bourse a été mise en place, Sopagri, permettant ainsi d'associer le public au capital d'affaires en développement : Pomona, Virbac, plus récemment le Savoir club.

Partenaire des innovateurs

Mais c'est surtout dans son rôle de partenaire industriel qu'UI a voulu renforcer ses moyens et, plus particulièrement, au service de l'innovation, avec Agriova en particulier. UI ne s'est pas arrêtée là et s'est intéressée activement au capital-risque à l'extérieur des frontières. Implanté aux Etats-Unis, le Crédit agricole ne pouvait ignorer le succès de cette technique bancaire outre-Atlantique. En 1983 a été créé Agriotech Partners, un fonds de « venture capital » investissant dans les entreprises innovantes du nouveau continent, plus particulièrement en matière de biologie végétale et animale. Fort de ses

11 millions de dollars de participation dans une vingtaine d'entreprises, Agriotech Partners a déjà quelques beaux succès à son actif : ainsi, sa mise de départ dans Chiron a été multipliée par dix. Depuis 1986, le Japon avec Union Partners et ses 5 millions de dollars d'engagements a pris le relais, mais sur des domaines plus diversifiés, comme les céramiques de pointe par exemple.

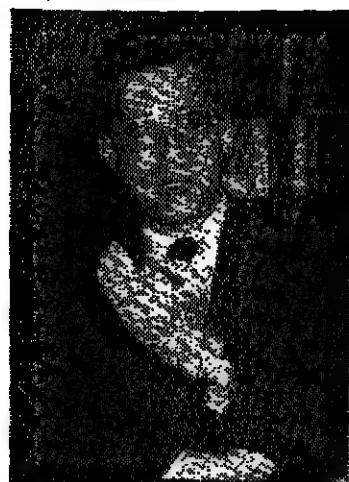
Sous le signe de la fidélité

L'Europe va suivre, et au premier chef, la France. Unidiv, à l'intention des PMI hexagonales, est maintenant opérationnelle. Tandis que dans la perspective du grand marché unique, promis à l'horizon 1992, est en préparation un fonds européen de placement sous la dénomination Euro Continental Venture. « Notre objectif est d'offrir une ouverture sur les grands marchés aux entreprises qui nous font confiance, explique Michel Horps. Et pas du seul point de vue financier. Il s'agit, comme nous le faisons déjà aux Etats-Unis et au Japon, de favoriser les synergies industrielles par cession ou acquisition de technologie, recherche de partenaires commerciaux, etc. Une véritable activité de conseil qui touche à la stratégie même des entreprises comme à leur devenir puisque le Crédit agricole ne s'interdit pas de favoriser fusions et rapprochements lorsque cela est souhaitable. »

Le conseiller n'aura-t-il pas la tentation de se substituer au décideur ? « Nous sommes des partenaires fidèles, répond le directeur général d'UI. Cela fait quinze ans que nous sommes présents dans des entreprises comme Guyomar ou Pomona. Dans le cas de Général Biscuit, nous avons apporté depuis l'origine et jusqu'à notre dernier appel le plus total à la famille Theves et à Claude-Noël Martin, et c'est en pleine concertation avec eux et simultanément que nous avons décidé de vendre nos actions. Pour nous, le bon sens, c'est aussi le consensus avec le chef d'entreprise. »

سكنا من الامل

Interview de Bernard Auberger Directeur général de la Caisse nationale de Crédit agricole Le Crédit agricole : fidélité et ouverture



Le Crédit agricole semble aujourd'hui au mieux de sa forme. L'année 1986 a été marquée par une forte croissance des résultats. 1987 s'annonce tout aussi bien. Quelles sont les raisons fondamentales de cette réussite ?

Elle s'inscrit dans un environnement favorable à l'ensemble du système bancaire. Pour ce qui est du Crédit agricole, elle tient à ses deux composantes. Les Caisses régionales, d'abord, ont obtenu en 1986 un quasi-doublement de leur résultat net grâce à une bonne maîtrise de leurs charges de fonctionnement.

La Caisse nationale de Crédit agricole (CNCA) a connu, pour sa part, une croissance moins forte de ses résultats, qui sont passés de 560 à 600 millions de francs. Il faut souligner qu'elle a constitué, en 1986, des provisions substantielles, au demeurant indispensables. Pour l'ensemble de la communauté du Crédit agricole, les profits ont été finalement honorables en 1986. L'exercice actuel devrait être tout à fait comparable.

La structure du bilan du Crédit agricole vous paraît-elle aujourd'hui suffisamment solide ?

Du fait de sa structure fédérale, le

Crédit agricole a deux sources de fonds propres : les Caisses régionales et la Caisse nationale ; au total, les fonds propres de ces deux composantes le situent au troisième rang international. Mais il faut souligner un autre élément de solidité financière. Nous avons beaucoup moins d'opérations interbancaires que les établissements de même taille. Nos ressources et nos emplois correspondent donc à une épargne et à des prêts effectifs.

Votre marché traditionnel, l'agriculture, occupe une place importante dans votre activité. N'est-ce pas, comme certains le disent, un frein pour votre développement futur ?

L'agriculture contribue en effet à hauteur d'un tiers à nos crédits. Nous avons constaté au cours des trois dernières années un palier en ce qui concerne l'équipement des agriculteurs ; nous sommes heureux de constater, depuis le début de l'année 1987, que la tendance a changé : nos concours à moyen et long terme se situent à un niveau sensiblement supérieur à celui de l'année précédente. L'agriculture demeure l'usage des forces du Crédit agricole et nous n'avons pas l'intention de diminuer nos efforts sur ce marché.

Mais le Crédit agricole n'est pas une institution spécialisée dans le seul financement de l'agriculture. Au cours des vingt dernières années, nous avons abordé de nouveaux secteurs d'activité : cela nous donne un meilleur équilibre, et c'est une sécurité pour l'agriculture.

Si ce marché garde toute son importance, vos modalités d'approche ont-elles changé ?

Nous continuons à distribuer des prêts bonifiés, à financer l'installation et l'équipement des exploitants. Mais, en plus, nous leur apportons tous les progrès des méthodes de financement, tant

pour leur entreprise que pour leur ménage. Enfin, le Crédit agricole conforte l'agriculture par le soutien du financement de la transformation : cela était vrai depuis toujours pour les coopératives, mais nous développons aussi aujourd'hui nos interventions dans l'agro-alimentaire du secteur privé.

Que va apporter la mutualisation aux agriculteurs ?

Elle ne changera pas sensiblement les relations entre les agriculteurs et le Crédit agricole. Nous l'avons indiqué clairement, et le Gouvernement a fait des arbitrages en ce sens : le Crédit agricole conservera sa vocation d'établissement financier de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. Il y a un fond de permanence. La mutualisation donnera à l'ensemble du Crédit agricole une plus grande efficacité dans sa gestion, dans sa politique d'équipement, dans sa stratégie commerciale et dans son positionnement face à la concurrence. En apportant aux agriculteurs la compétence financière et l'efficacité, nous servons l'agriculture ; en permettant aux coopératives aussi bien qu'au secteur privé de trouver les meilleurs modes de financement, le meilleur appui pour conquérir des marchés tant en France qu'à l'étranger, nous rendrons un service indirect à l'agriculteur à travers les débouchés de sa production.

Le Crédit agricole est, avec 14 millions de clients, la première banque française des ménages. Quels sont vos atouts sur ce marché de la clientèle particulière ?

En une quinzaine d'années, le Crédit agricole a pris une part substantielle du marché des prêts à l'habitat. Nous nous développons dans le crédit à la consommation et tout ce qui correspond aux besoins à court

terme des ménages. Notre principal atout est une bonne capacité à accompagner le changement des comportements financiers. Nous offrons toute la palette des produits : le Crédit agricole est le premier établissement pour la gestion des Sicav ; son réseau a apporté le plus d'actionnaires nouveaux à l'ensemble des privatisations. Et si demain de nouvelles formes de rémunérations, de placements, de produits ou de services financiers apparaissent sur le marché agricole, nous devrions être parmi les premiers à les proposer au plus grand nombre grâce à un réseau actif et proche des besoins de ses clients.

À quel tient, selon vous, le leadership du Crédit agricole en France en matière de produits financiers, et notamment de Sicav ?

Le Crédit agricole a su observer l'évolution de la société française. Il a compris les besoins des épargnants et mis en place des produits simples qui correspondaient aux caractères propres de sa clientèle : faible part unitaire, facilités d'entrée et de sortie.

Le Crédit agricole dispose d'un grand réseau de plus de dix mille guichets en France. Est-ce à votre avis un atout ou un handicap pour l'avenir ?

La banque de l'an 2000 ne sera pas sans guichet, j'en suis persuadé. Il y aura toujours des services qui supposent le contact personnel. Le fait que nous ayons un réseau de grande dimension est un atout : il nous permet de rester en contact avec des clients très divers et ainsi d'adapter nos produits. Il donne à nos employés une excellente insertion locale. Mais comme toute industrie de main-d'œuvre, la banque doit accroître sa productivité. Nous devons mener une politique active de formation, c'est-à-dire préparer notre personnel à vendre de nouveaux produits. Nous devons aussi, dans certains cas, opérer des regroupements : il faudra gérer au mieux l'information et la télécommunication, techniques coûteuses et évolutives. Tout ceci aura inévitablement un impact sur notre réseau : faute de pouvoir l'anticiper, il faut avoir la volonté de resour-

dre à tout moment les problèmes quand ils se présenteront. Le réseau est une richesse. Notre objectif sera de l'adapter, avec le souci du service de la clientèle et de l'avenir professionnel de notre personnel.

Le Crédit agricole réalise donc une parfaite couverture du territoire français. Mais qu'en est-il exactement à l'international ?

Notre réseau international est significatif puisque nous sommes présents sur une dizaine de grandes places financières ou commerciales dans le monde. Il continue de s'étendre au fil des mois, essentiellement en Europe et sur quelques places internationales que nous jugeons importantes pour l'avenir.

Le Crédit agricole n'a peut-être pas atteint sa taille internationale maximale, mais il n'a pas pour objectif d'égaliser les plus grands réseaux : nos ambitions doivent être conformes à notre vocation, c'est-à-dire l'agro-alimentaire et les marchés de capitaux.

Vous tendez cependant à devenir une banque universelle ?

Oui, mais cela ne veut pas dire pour autant que nous sommes une banque à tout faire. Le Crédit agricole doit conserver son caractère de banque du développement rural : puis nous exploiterons les opportunités qui s'ouvriront avec la transformation des marchés financiers

internationaux. Là, nous prendrons notre place progressivement.

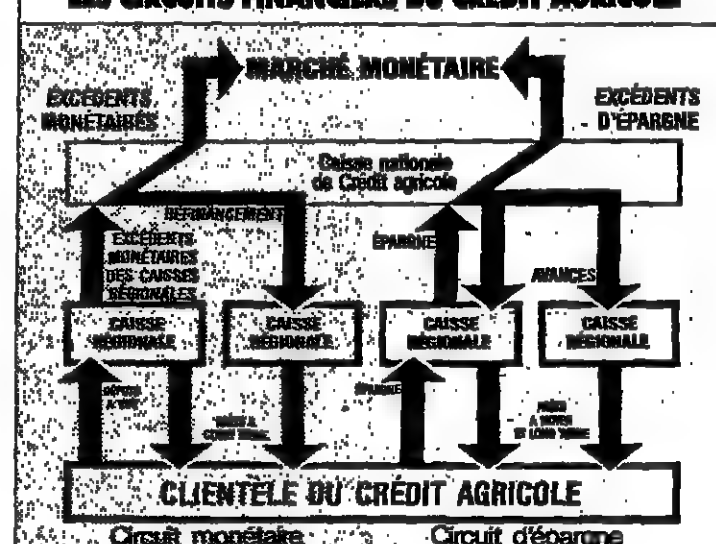
En dehors de l'agriculture, de l'industrie agro-alimentaire et des ménages, quels sont les marchés à développer, quels types de clientèles cherchez-vous à aborder ?

Le Crédit agricole se développe rapidement dans les secteurs de l'artisanat, du commerce ou du tourisme. Nous voulons soutenir efficacement chaque région dans la recherche des modalités propres de son développement. Notre structure fédérale, avec des Caisses régionales qui sont elles-mêmes totalement impliquées dans le milieu économique et social de leur département, nous permet de trouver dans chaque région le type de développement qui correspond aux besoins du pays et au choix des élus. Nous suivons attentivement toute initiative prometteuse : cela va des grands aménagements pour les Jeux Olympiques ou les parcs d'attraction à des projets moins prestigieux comme l'implantation de centres de vacances, de complexes sportifs, technologiques ou touristiques.

Estimez-vous aujourd'hui avoir tous les moyens en structures, en hommes et en puissance financière pour affronter la concurrence européenne après 1992 ?

La concurrence va s'intensifier en France et la création du marché européen va renouveler le métier bancaire. Il me semble que nous avons les ressources et le dynamisme nécessaires pour tenir notre rang.

LES CIRCUITS FINANCIERS DU CREDIT AGRICOLE



INTERNATIONAL

Le Crédit agricole de Brest à Hong-Kong

« Défrichons le monde », c'était, il y a seulement cinq ans, l'un des messages de campagne publicitaire institutionnelle du Crédit agricole. Il trouve aujourd'hui sa pleine et entière justification à travers un développement international prudent certes, mais maîtrisé et cohérent.

Parallèlement au développement de sa couverture mondiale, le Crédit agricole a su, dans le même temps, se doter des outils technologiques les plus sophistiqués pour répondre aux besoins de sa clientèle, lui permettant ainsi de déployer au plus haut niveau le concept de banque électronique, véritable passage obligé à l'heure de la compétition internationale. « Dès 1983, rappelle Robert Boursault, directeur à la Caisse nationale de la division des services bancaires internationaux, le Crédit agricole s'était doté d'une salle de marché parmi les plus modernes d'Europe. Mais ce que nos clients demandent en priorité, s'agissant de l'exportation,

c'est le traitement et la transmission la plus rapide possible de l'information. Une nécessité pour limiter les risques liés aux mouvements des marchés financiers internationaux mais aussi pour bénéficier des opportunités d'une façon compétitive. C'est pourquoi le Crédit agricole s'est attaché à développer tout d'abord un système informatique international souple, évolutif, modulaire qui se compose de plus de quarante applications totalement intégrées et dialoguant entre elles.

« Nous avons décidé d'investir dans les télécommunications, poursuit Robert Boursault, en connectant les services de l'international des Caisses régionales sur le site parisien par l'intermédiaire de notre réseau national, puis en bâtissant un réseau international pour nos succursales. 1988 devrait voir la jonction des deux et ainsi permettre, par exemple, un échange de données en temps réel entre une Caisse du Midi ou de Bretagne et notre succursale de Hong-Kong.

Indispensable pour être la banque de qualité que la clientèle attend, cette prestation nous permet de vendre avec succès nos compétences dans le traitement des titres de paiement internationaux en effectuant les opérations pour le compte de banques françaises », remarque Robert Boursault qui ajoute : « Aujourd'hui, nous sommes armés pour entrer de plain-pied dans la compétition bancaire internationale ».

Édition Crédit Agricole / 1988 - Distribution - Paris

MARCHÉ DES CAPITAUX

La performance dans la durée

Le Crédit agricole est arrivé en moyenne largement en tête des réseaux placeurs dans les opérations de privatisation. Cette réussite illustre la compétence acquise en quelques années par une banque qui n'était pas traditionnellement présente sur ce type de marché.

Les actifs gérés par les Sicav du Crédit agricole ont été multipliés par vingt en sept ans ; sa part de marché a doublé depuis 1984 ; il est devenu deux ans le premier réseau bancaire sur le marché de la gestion collective avec un encours géré, au 15 septembre, de plus de 300 milliards de francs. Ce succès, qui peut surprendre dans la mesure où la clientèle de la banque verte était, à la fin des années 70, beaucoup moins équipée en produits financiers que celle des autres réseaux, confirme en fait la place majeure désormais occupée par le Crédit agricole en tant qu'intervenant sur le marché financier et en tant que gestionnaire de Sicav et de Fonds communs de placement.

Prudence et motivation

Le Crédit agricole n'a pas attendu l'envolée des cours en 1983 pour promouvoir l'épargne financière. Il l'a fait à partir de 1978, prudemment, dans une optique à long terme et non sur la promesse de performances spéculatives. Comme le souligne Monique Bourven, directeur des marchés de capitaux à la Caisse nationale, « nous n'avons jamais cherché à avoir les meilleures performances du marché. Ce que nous avons toujours visé, c'est la performance dans la durée ». De fait, cette politique a porté ses fruits. Il n'est que de prendre trois

exemples : celui de Revenu vert, leader depuis 1985 des Sicav obligataires à revenu trimestriel avec 20 milliards d'encours, celui d'Univar, première Sicav de trésorerie, avec plus de 50 milliards de francs d'encours, ou celui d'Unifrance, première Sicav Monory par l'encours (25 milliards de francs) et par la part de marché collectée (26% du marché des Sicav Monory). La taille de ces Sicav ne nuit-elle pas à leur performance ? « Pas du tout, explique Monique Bourven, le Crédit agricole est régulièrement classé parmi les meilleurs gestionnaires de Sicav bancaires. Cela s'explique d'ailleurs aisément : les gestionnaires d'une Sicav importante sont conduits plus que d'autres à anticiper les mouvements de marché — c'est notre savoir-faire — et à privilégier la régularité des performances au détriment d'une gestion spéculative. J'ajouterais que l'importance des portefeuilles ne peut qu'accroître notre motivation. Elle engage notre responsabilité face à de nombreux clients et nous impose une obligation de résultats. »

S'adresser aussi aux investisseurs étrangers
Aujourd'hui, alors que le taux de progression des cours sur le marché financier devient plus modeste, le Crédit agricole entend mettre à

profit l'expérience acquise et le poids financier de ses Sicav et Fonds communs de placement pour atténuer les variations du marché et anticiper les tendances qui se font jour, tout en garantissant aux porteurs une sécurité et des performances en rapport avec leurs attentes.

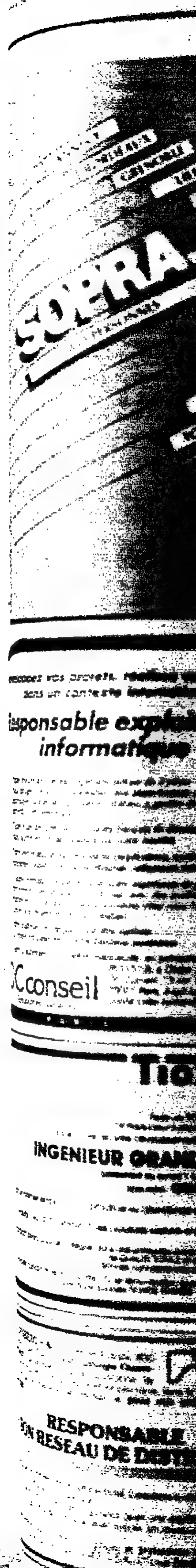
Parallèlement, le Crédit agricole poursuit la construction d'une gamme complète de Sicav, notamment à vocation internationale. Il lance cette année une Sicav d'actions étrangères, Univers Actions. Dans le même esprit, et pour bénéficier d'une conjoncture somme toute favorable sur les marchés européens, il a développé la Sicav Eurodyn, qui est investie, dans un objectif de plus value, en actions et obligations françaises et européennes. Il va lancer fin novembre une nouvelle Sicav, Oracoin, destinée à apporter aux clients privés désormais de l'emprunt 7% 1973 le bénéfice d'un placement or.

De la même manière, et afin de séduire les investisseurs étrangers, le Crédit agricole vient de mettre au point des Sicav dont le portefeuille est composé pour une large part de titres français qui sont ou seront cotés à Luxembourg. Ces Sicav, Univers-bonds pour les obligations, Greenline France pour les actions françaises, permettront au Crédit agricole de démontrer son

savoir-faire auprès de ces investisseurs internationaux mais aussi de contribuer au développement de la place de Paris.

Diversifier les interventions

Bien entendu, les interventions du Crédit agricole sur le marché des capitaux ne s'arrêtent pas là. S'appuyant sur une longue expérience en tant qu'émetteur sur le marché obligataire pour le compte de mandants internes au Groupe, il a assuré en qualité de chef de file sept opérations obligataires en 1986 et depuis le début de 1987. L'année dernière, il a participé à 40 opérations d'émissions d'actions et introduit trois sociétés sur le second marché. Parallèlement à ces activités de montage ont été mises en place les structures assurant les services financiers aux entreprises. En plus de ses services existants de gestion personnalisée, le Crédit agricole va offrir un produit de gestion de portefeuille destiné aux particuliers dont l'avoir est compris entre 300 000 et 2 millions de francs. En fait, le Crédit agricole élargit progressivement le champ de ses interventions en développant de manière significative ses activités de conseil en gestion de capitaux et les opérations d'ingénierie financière. Une manière de rappeler, dans ce domaine aussi, qu'il entend jouer pleinement son rôle de partenaire.



REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Managers, Experts,...

• vous participez avec succès aux résultats de votre entreprise • mais vous êtes ouvert à toute opportunité exceptionnelle, de valorisation de votre futur personnel et professionnel • mais vous révez de challenges ambitieux, de grands espaces d'initiatives.

... vivez avec nous l'aventure d'un grand projet de croissance

dans une société en pleine jeunesse (20 ans) et en pleine forme avec un C.A. et des résultats en forte progression.

NOS AMBITIONS SONT VASTES
• conquérir de nouvelles parts de marchés • multiplier nos succès sur les grands projets d'envergure nationale • surmultiplier notre potentiel d'innovation • et... devenir rapidement milliardaire (en CA).

LE DÉFI DE LA CROISSANCE DE SOPRA, VOUS LE VIVREZ EN REJOIGNANT NOTRE STAFF.

Vos missions se situeront à très haut niveau de direction ou d'expertise. Merci de vous faire connaître en adressant votre CV, ou tout simplement votre carte de visite à Pierre Pasquier, Directeur Général - SOPRA - 3, rue Lauriston 75116 Paris. Vous souhaitez résider à Paris, vous préférez la province, qu'importe ! Venez-nous en parler !

SOPRA.
Ingénierie informatique

SOPRA
850 PERSONNES

ANNECY

BORDEAUX

GRENOBLE

LILLE

LYON

MARSEILLE

NANTES

NICE

ORLÈANS

PARIS

RENNES

ROUEN

TOULON

Développez vos projets, réalisez vos ambitions dans un contexte international !

Responsable exploitation informatique

Notre informatique est organisée autour de 2 pôles : études, exploitation. Vous dirigez l'entité d'exploitation aux plans humain (25 personnes), technique (système exploitation, réseau...), gestion (budget, investissement...), et prévisions.

Filière d'un des premiers groupes français de dimension internationale, nous sommes un des leaders sur notre marché.

Notre informatique est motivante (applications, systèmes et produits...), exigeante (qualité, temps de réponse, utilisateurs nombreux et diversifiés...).

Si votre formation supérieure et votre expérience de préférence en environnement international vont de pair avec des qualités humaines d'initiative et d'organisation, vous trouverez chez nous l'occasion de développer vos projets et de vous réaliser.

Votre maîtrise de l'anglais doit être parfaite. La poste est basée en proche banlieue parisienne.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite, en précisant la référence M 1157 B, à Olivier Chauvette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

Tioxide

FRANCE - Calais

Filiale de TIOXIDE GROUP PLC (GB)

(1^{er} Producteur Européen d'oxyde de titane)

Dans le cadre de notre Développement, nous recherchons un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

(titulaire ou ayant 1 à 2 ans d'expérience)

Spécialité : GENIE CHIMIQUE

Pour participer :

- Dans un premier temps : à la RECEPTION et au DÉMARRAGE des nouvelles unités de Production ;

- Ensuite : Au DÉVELOPPEMENT des procédés existants et à la MISE AU POINT des procédés futurs.

Le candidat devra pouvoir s'intégrer dans une entreprise jeune, axée sur une politique de QUALITÉ TOTALE et de COMMUNICATIONS.

Bonnes connaissances en ANGLAIS souhaitées.

Envoyer candidature manuscrite, CV et rémunération souhaitée au Directeur des Relations Sociales TIOXIDE FRANCE - BP 89 - 62102 CALAIS.

FREUDENBERG S.A. - 4 sites en France, 800 personnes, filiale d'un puissant Groupe Ouest-Allemand, spécialisée dans la fabrication de pièces de précision en élastomère et en plastique, dans le domaine de l'automobile et de la mécanique, recherche pour son activité de négoce industriel

RESPONSABLE DE SON RESEAU DE DISTRIBUTION

Chargé du développement de cette activité, il assistera le réseau dans la mise en œuvre de la politique de la société. Disponible et dynamique, il est Ingénieur (avec une expérience commerciale) ou Diplômé ESC et a déjà animé, avec succès, un réseau de distribution.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales de FREUDENBERG S.A., 170, rue Branly - 71000 MACON.

Homme de prospective en connectique

labinal

Pour optimiser le potentiel d'innovation de sa Division Câblage Automobile : 7 usines, 2300 personnes, 600 MF, et mieux répondre aux perspectives du marché, recherche le Responsable du Département Recherche-Etudes.

Directement rattaché à la Direction Générale, en liaison avec les Bureaux d'Etudes et Méthodes des usines, vous animerez et dirigerez une équipe d'une trentaine de personnes.

Doté d'un esprit prospectif en interface avec les constructeurs, vous définirez les axes de recherche, participerez à l'orientation de la stratégie et la ferez appliquer dans les domaines électroniques et électriques automobile.

A l'arrêt de l'événement, présent dans toutes les manifestations de la profession, vous discuterez quels seront les produits techniques commerciaux de demain.

Ingénieur Grande Ecole, option Electronique, vous avez plus de 30 ans et déjà exercé vos talents de recherche et développement en milieu automobile équipementier ou électroménager. Innovateur et pragmatique, vous parlez couramment l'anglais, si possible l'allemand, et savez animer une équipe.

Sylvie CATHELAIR vous remercie de lui adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle) qu'elle traite confidentiellement, sous référence 8719/2 M.

G&P

Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7, rue de Monceau, 75008 Paris, Tél. : (1) 42.89.10.25.

CONNECTIQUE

DU PONT DE NEMOURS, très bien implanté sur les marchés de l'électronique et plus spécifiquement des produits de la connectique destinés aux secteurs de la haute technologie, souhaite intégrer au Département Engineering de son usine de BESANCON un

Ingénieur Développement Produits

En relation avec l'ensemble des Services opérationnels de l'entreprise (Production, Marketing, Ventes...), ce poste, couvre le cycle complet de mise au point et d'évolution des produits, de l'étude, à partir des besoins exprimés par les clients, à la coordination de l'industrialisation.

Il s'adresse à un Ingénieur électronicien ou mécanicien diplômé, possédant une première expérience en connectique et en normalisation européenne.

Une intéressante évolution de carrière au sein de l'entreprise et du Groupe sera assurée à un Ingénieur doué pour les contacts, actif et capable de conduire ses missions en toute autonomie. L'Anglais est naturellement indispensable. Possibilité de prise en charge par l'entreprise des frais de déménagement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence IDP/M, à

DU PONT DE NEMOURS
BP 2009 - 2, rue La Fayette - 25050 BESANCON Cedex

DU PONT

CHEFS DE PROJET

Nous sommes une importante Compagnie d'Assurances Privée.

Nous souhaitons intégrer au sein de notre équipe Etudes et Développement Informatiques des CHEFS DE PROJET.

Rattaché au Responsable des Etudes, vous serez principalement chargé de la conception et de la réalisation de nouveaux systèmes informatiques dans des domaines tels que :

- l'informatisation de notre réseau d'Agents ;
- la gestion des sinistres ;
- les systèmes Commerciaux et Marketing.

Vous possédez une formation supérieure

Grande Ecole Scientifique ou Economique, Université.

Responsable de projet, vous avez une expérience réussie de 4 à 5 ans dans l'environnement IBM : grands systèmes MVS, CICS, DB2, et l'usage de ceux-ci à des micro-ordinateurs connectés de type PC, PS...

Vos qualités personnelles de rigueur et de contact seront un plus pour réussir dans ce poste évolutif.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), à/réf.5014/M, à

MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

هذا من الامم

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LES STATIONS
DE TRAVAIL
L'INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE
LES RESEAUX
LOCAUX

DES OUTILS MODERNES POUR LES INFORMATIENS DE DEMAIN

Un Grand Groupe Financier
recherche de

Jeunes Ingénieurs Informaticiens

qui auront pour mission essentielle de développer des solutions informatiques mettant en œuvre des stations de travail, l'intelligence artificielle et les réseaux locaux.

Ingénieurs de formation (CENTRALE, ENSEEIHT, ENSIMAG, ESE) ou Universitaires 3^{ème} Cycle, débutants ou forts d'une première expérience, vous êtes dynamiques, passionnés par les techniques nouvelles et prêts à vous investir dans un environnement performant.

Nos moyens importants et notre volonté d'innovation sauront vous convaincre de l'opportunité de nous rejoindre.

La connaissance de l'anglais sera un atout complémentaire.

Merci de bien vouloir adresser vos curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. : 1006 à notre Conseil : Catherine GIBOIN - Tour Maine Montparnasse - 33, avenue du Maine - BP 112 - 75755 PARIS Cedex 15

Pierre Lichau

Nous disposons d'un puissant service d'étude
comportant 55 ingénieurs experts en communication et réseaux,
tous spécialistes des logiciels temps réel et des conversions de protocoles.
La progression de notre CA (30% an) nos moyens de développement, nos références commerciales
(administrations, grandes entreprises) nous assurent une réputation de sérieux et de fiabilité.

sitintel

groupe Stéria

AU CENTRE DE LA STRATEGIE DIRECTEUR DEVELOPPEMENT LOGICIEL

UNE RESPONSABILITE TECHNIQUE :
Ingénieur TELECOM (ESE, INSA, ENSEIHT...) vous avez évolué au sein d'entreprises créatrices RESEAUX, TELECOM, INFORMATIQUE dans des fonctions de développement de logiciels systèmes.

UN SENS DU MARKETING : Vous avez une perception globale et personnelle des opportunités offertes par le marché des produits télécom, vous ambitionnez d'être à l'origine de développements nouveaux commercialisables à moyen terme.

Si vous avez le désir d'être associés étroitement à la stratégie de notre DIRECTION GENERALE, écrivez, sous réf. 441080 LM, à MERCURI URVAL, 14bis, rue Darné, 75008 Paris.

UNE CAPACITE DE MANAGEMENT :
Vous avez déjà la responsabilité d'une ou plusieurs équipes, vous aspirez à diriger un département important, à organiser et organiser l'action de spécialistes, dans le cadre d'une architecture intégrée de logiciels modulaires.

Mercuri Urval

MONÉTIQUE, VIDÉOTEX, TÉLÉMATIQUE... MAÎTRISEZ LES TECHNIQUES D'AVENIR

Filiale Monétique du CRÉDIT AGRICOLE (l'un des premiers centres monétiques en France), nous souhaitons intégrer à notre Centre d'Études de Saint-Quentin-en-Yvelines trois ingénieurs diplômés, possédant une expérience informatique de 3 à 4 ans (connaissance nécessaire de CICS DL1 et Télétraitement sur grands systèmes IBM).

3 CHEFS DE GRANDS PROJETS "MONÉTIQUE"

vous interviendrez sur l'évolution et le développement d'applications de pointe :

VIDÉOTEX : Vous aurez en charge les projets Vidéotex concernant le domaine professionnel et grand public. Une formation spécifique sera assurée.

CARTES À MÉMOIRE : Dans le cadre de la prochaine diffusion des cartes à mémoire (6 millions de cartes), vous participerez à un important projet d'extension des applications de commande de cartes.

Système de Contrôle et de Pilotage : Vous conduirez un projet de Contrôle-Qualité des traitements réalisés par notre Centre Monétique de Lyon, ce qui vous amènera à intervenir dans tous les domaines d'activité de l'entreprise. L'expérience des techniques de pointe et la connaissance approfondie de nos activités que vous pourrez acquérir dans ces fonctions vous assureront d'intéressantes perspectives de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et photo, en mentionnant le domaine souhaité, sous référence 630, à notre Conseil

UNILOG
9, rue Alfred-de-Vigny 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC informatique

Ingénieur architecture logicielle dans une activité d'avenir : les cartes à mémoire.

Schlumberger Industries

Aujourd'hui le département Cartes à Mémoire et Systèmes de Schlumberger Industries est le numéro un mondial dans les domaines des cartes à mémoire, du publicophone, des terminaux de paiements électroniques et des lecteurs de cartes.

Nous recrutons un : **INGÉNIEUR ARCHITECTURE LOGICIELLE**, pour former nos jeunes équipes aux méthodologies logicielles. Vous traduirez en spécifications précises les besoins des clients, vous sélectionnez et dirigez vos sous-traitants, et vous vérifiez leurs résultats par rapport au cahier des charges.

Rattaché au Directeur de la branche « Nouveaux Produits et Applications », vous êtes au cœur de la conception des nouveaux produits utilisant les cartes à mémoire.

Vous avez acquis de préférence en SSII, une expérience en analyse et en méthodologie de logiciels. Vous associez le sens des relations à des qualités pédagogiques qui vous permettent d'imposer vos compétences auprès de différents interlocuteurs. Vous pratiquez l'anglais. Ce poste s'ouvre sur une évolution vers l'encadrement d'équipes.

Veuillez adresser votre candidature, lettre, CV et photo au Chef du Personnel, Schlumberger Industries, Département Cartes à Mémoire et Systèmes, 420 rue d'Estienne d'Orves, 92700 Colombes.

INFORMATIS

TECHNIQUES DE POINTE
INGÉNIEURS UNIX
Grande expérience UNIX pour développement du noyau du SYSTÈME

INGÉNIEURS SYSTÈMES
IBM - CICS - MVS

INGÉNIEURS SYSTÈMES
Projet Militaire Temps Réel
APOLLO-88000-TH-UNIX
Microeur Temps Réel HOPS

INGÉNIEURS RESEAUX
DATANET-OSA-JCE-SNA

INGÉNIEURS PROCESS
Exp. Processus Industriels
88000 GULD SOLAR APOLLO
28.1. Dablon, 01-43-57-99-22.

Société en pleine expansion
insérée en
RÉGION PARISIENNE SUD
recherche pour
développement matériel un
INGÉNIEUR
CONFIRMÉ EN M.I.C.
ayant une expérience
de 3 ans minimum.

Envoyer lettre manuscrite
et C.V. en ordonnance bien
sur votre enveloppe le
réf. M/23877 BLEU 17.
Lettre, 94207 Vincennes Cedex
qui transmettra.

2 INGENIEURS GENIE CIVIL

SOCIÉTÉ, LEADER EN INGENIERIE ROUTIERE
recherche pour sa Direction Technique
(région parisienne Sud-Ouest) 2 ingénieurs génie civil.
Pour participer au développement de la C.A.O. sur un système
INTERGRAPH.

1 ingénieur spécialisé
en études d'ouvrages d'art

1 ingénieur chargé
de la création
de bases de données routières.

Ils seront dans leur domaine, responsables des projets produits sur outil C.A.O.

Ils réaliseront des développements de logiciels d'application. Ils mettront au point des méthodologies spécifiques à l'utilisation de la C.A.O.

Ingénieurs diplômés, 5 ans d'expérience minimum. Pratique de l'informatique et de la programmation. Bon niveau en anglais. Forte aptitude au travail en groupe. Puissante motivation pour la C.A.O.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions réf. 11929 à PIERRE LICHOU - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

LA CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE DE NORMANDIE recherche un

INGENIEUR AGRO

expérience 2 à 5 ans.

Vous aurez pour mission :

- La gestion des programmes régionaux d'orientation des productions animales,
- l'animation et la coordination d'actions régionales de développement dans le cadre de groupes de travail comprenant des responsables professionnels et des techniciens.

A moins de 35 ans, vous avez déjà une bonne connaissance des problèmes d'élevage ainsi qu'une rigueur administrative et de réelles aptitudes d'animation, de synthèse et de rédaction.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 5647 à Lévi Tournay/Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

Cinq années d'intervention auprès des Entreprises des secteurs tertiaire et industriel ont permis à GTI de constituer une équipe d'informaticiens hautement qualifiée.

Nos compétences s'exercent dans le cadre de projets informatiques sur grands, moyens et micro systèmes.

Pour répondre au développement de nos activités, nous recherchons pour PARIS et la REGION PARISIENNE un :

Ingénieur Commercial H.F.

Responsable de l'activité Vidéotex.

Profil : De formation Grande Ecole, vous justifiez d'une première expérience réussie de la vente d'assistance technique ou de solutions informatiques.

La connaissance du monde Vidéotex est un atout supplémentaire.

Mission : Vous serez responsable de la commercialisation de solutions Vidéotex professionnelles et performantes auprès de grandes entreprises de l'industrie et du secteur tertiaire.

Réussite et motivation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à notre service recrutement :

GTI - 32, bd de Valenciennes 75015 PARIS

GTI

L'informatique en action

ICEPP

Nous concevons, réalisons et mettons en place des systèmes informatiques de gestion et d'aide à la décision financière. Partenaire des banques les plus créatives, nous préparons 1988... et 1992.

Nous recherchons des Cadres ayant le sens de l'engagement et des responsabilités, une grande disponibilité, pour renforcer nos équipes, en particulier dans les fonctions suivantes :

INGENIEURS DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

(confirmés ou débutants)

Vous êtes passionnés par l'utilisation des techniques de pointe en ingénierie logicielle et par les nouveaux produits financiers. Votre formation supérieure informatique et/ou finance vous permet de traiter des problèmes complexes avec rigueur et efficacité. Réf. : 3502 M

CHEFS DE PROJET

(confirmés)

Vous aurez la responsabilité de la conduite de grands projets chez nos clients, banques et organismes financiers. Vous êtes de formation supérieure et vous avez d'excellentes références de Chefs de Projet informatiques. Réf. : 3503 M

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence choisie à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une totale discrétion.

28 rue Pergolée - 75116 Paris
Actiman

24 OCTOBRE

T

Secteur Aéronautique
MIDI-PYRÉNÉES 200

Responsable de la section Méthodes-Usine

Société Chimique Spécialisée
dans un Secteur de Pointe

UNE INGENIERIE DE PRODUCTION

Ingénieur spécialisé
en études d'ouvrages d'art

Ingénieur chargé
de la création
de bases de données routières.

Directeur d'usine

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PRO RESEARCH
23 & 24 OCTOBRE

Telesystemes

Ingenieurs d'Affaires et Commerciaux - Ingenieurs Systemes et Réseaux - Chefs de Projet, Ingenieurs Analystes et Analystes - Programmeurs
(Environnement IBM DEC BULL)

Si vous souhaitez valoriser votre expérience sur des projets de Haute Technologie, rencontrons-nous !
Rendez-vous sur le Stand D3, Salon Prosearch à l'Hôtel Nikko 61 Quai de Grenelle 75015 PARIS (métro Bir-Hakim)

Telesystemes 115 rue du Bac, 75007 PARIS, 45.44.38.98

Gagnons ensemble.

Secteur Aéronautique MIDI-PYRENEES 200 KF.

Cette entreprise (500 personnes) filiale d'un grand groupe international, est spécialisée dans les équipements aéronautiques.
Le titulaire du poste prenant sa retraite, elle souhaite intégrer son nouveau :

Responsable de la section «Méthodes-Usinage»

Rattaché au Chef du Service Méthodes, vous assurerez l'animation d'une équipe de 10 personnes ainsi que l'assistance technique aux sous-traitants (50 % de la charge) avec pour objectif une parfaite maîtrise des coûts de production et la livraison de produits « clés en main » à la fabrication.
A 30 ans environ, INGENIEUR MECANICIEN (Arts et Métiers ou équivalent), vous possédez une première expérience des problèmes d'usinage (copesaux et C.N. en particulier) de pièces mécaniques fabriquées en petites séries, acquises en milieu industriel de préférence aéronautique, aux Méthodes ou à la Fabrication.
Votre réussite vous permettra une carrière évolutive au sein de la société ou, plus largement, du groupe.
Merci d'envoyer sous réf. IM/11/M à notre Conseil
INFORAMA CARRIERES
24 rue de Metz,
31000 Toulouse.

INFORAMA
carrières
la technologie pour les hommes

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

Des Ingénieurs à la trempe de Managers

Nous sommes une entreprise industrielle performante du secteur métallurgique (1.000 pers., CA: 2,5 milliards, croissance annuelle: 20%), filiale d'un important groupe français. Pour prendre demain la relève au niveau management, nous souhaitons recruter aujourd'hui :

un Jeune Ingénieur

(MINES, ECP, ENSAM, IDN, ESPCI...)

Après formation à nos techniques, il deviendra l'adjoint du Chef de Fabrication galvanisation ou laquage (2 lignes - environ 90 personnes).
Sa réussite dans cette fonction lui permettra de prendre une responsabilité de Chef de Service d'ici 2 à 3 ans.

Référence 3245

un Ingénieur Electricien Automaticien

(ESE, ENSEEIHT, INSEM, ENSIMAG...)

Ayant une première expérience MAINTENANCE, Responsable de l'entretien électrique de l'usine, il sera l'adjoint du Chef de Division Maintenance qu'il remplacera en cas d'absence (effectif d'environ 100 personnes + sous-traitance) budget de fonctionnement supérieur à 30 M.
Une expérience en informatique de processeur serait appréciée, de même que des compétences H.T.

Référence 3246

L'usine fonctionne à deux shifts. Elle est installée dans une région agréable en grande banlieue Nord de Paris. L'appartenance à un groupe important qui pratique une politique dynamique de gestion des cadres garantit l'évolution de carrière.
Envoyez à notre conseil, Maryse PERCHE, qui vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie.

CORT

65, Avenue Kéber, 75116 PARIS.

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

SOCIETE CHIMIQUE SPECIALISEE DANS UN SECTEUR DE POINTE

recherche

pour une de ses usines du Sud de la France

JEUNE INGENIEUR PRODUCTION

Formation
- Diplômé Grande Ecole de Chimie (option Chimie Minérale),
- Expérience Industrielle 2 à 4 ans en fabrication.

Mission
• Animer la production (qualité - quantité) dans les conditions de sécurité exigées,
• Adapter les procédés et modes opératoires,
• Proposer des améliorations et participer à leur conception,
• Améliorer la productivité,
• Animer une équipe importante.

Profil
Bon équilibre entre l'intérêt pour la technique et le goût pour l'animation, les relations humaines et la gestion.
Adresser lettre manuscrite + CV et photo sous réf. JIP à
CONSENSUS, 61, rue de Turenne 75003 PARIS, qui transmettra.

Si vous pensez que le travail
est une aventure vivante et riche...
... Venez nous rejoindre comme

Jeune Directeur d'Usine

A 35 ans environ, vous êtes ingénieur généraliste Grande Ecole avec une sérieuse expérience de la production. Homme de communication, vous aimez animer et conduire les hommes. Et vous êtes aussi déterminé à être "l'artisan" de la performance technique et économique.
Notre groupe qui réalise un CA de 1,3 milliard de francs - leader français dans ses technologies - a des ambitions européennes. L'usine (Ouest de la France) est une unité moderne, à taille humaine et à gestion décentralisée. Bien positionnée dans une technologie porteuse, elle connaît une transformation rapide de ses moyens de production.
La rémunération ne sera pas un obstacle pour le candidat correspondant à notre recherche.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et indication de situation actuelle sous réf. 69070 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra.
Discretion totale assurée.

Service Ingénierie recherche
INGENIEUR POLYVALENT
électronique/informatique, pr
études systèmes d'après cahier
des charges.

Expér. min. 1 à 3 ans.
Lieu de travail : bureaux ouest.
N. MICHEL : 47-71-38-10.

SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ENST, ESE, ENSIMAG, INSA,
ENSI, DEA, MAGE

Pour assurer des développements en :
- LOGICIELS DE BASE
- LOGICIELS SYSTEMES
- LOGICIELS D'APPLICATION
- TEMPS REEL
- TELECOM, RESEAU, IA,
- GESTION.

C.V. + préférences à :
SDI - Tour Gallieni 1,
78-90, avenue Gallieni,
93174 BAGNOLET CEDEX.

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

Service du Personnel - B.P. 74 - 74600 SEYNOD-ANNEXY

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIGITAL, filiale du leader mondial de l'informatique de communication, recherche :

Directeurs de projets

LYON - EVRY

Interlocuteurs et conseillers de nos clients, vous aurez la responsabilité de la réalisation en termes techniques, financiers et humains de grands projets informatiques. Pour atteindre vos objectifs, vous animerez une ou plusieurs équipes de développement et gèrerez des ressources internes ou externes à DIGITAL.

Issus d'une grande école d'ingénieurs, vous avez une expérience de 8 à 10 ans en tant qu'informaticien, dont quelques années d'encadrement de grands projets dans l'industrie, le secteur tertiaire...

Merci de faire parvenir vos C.V. et lettre manuscrite en précisant la ville de votre choix, sous référence MON 456, à Marie-Claire SAN QUIRCE - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - BP 136 - 2, rue Gaston Crémieux - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société.

digital

LYON

aujourd'hui

CONSEIL en GPAO

demain - responsable
des applicatifs industriels

Assurer la promotion de la GPAO auprès des ingénieurs commerciaux, l'élaboration des propositions commerciales et la prise en charge du suivi des projets. Intervenir en analyses, audit et démonstration du produit. Ce sont les responsabilités que vous voulez assumer aujourd'hui ? Homme de production et d'expérience avant tout, vous avez déjà pratiqué l'industrialisation de la production. Pour réussir : un niveau d'ingénieur, le sens de l'organisation, l'esprit d'équipe et la connaissance de l'anglais. Nous vous proposons de partager notre challenge de 1990 : Devenir le premier constructeur informatique européen de consultants. Avec 27 000 personnes, une croissance de 20 % par an et 10 % de CA consacrés à la recherche et au développement, Nixdorf prépare l'avenir. Adressez votre candidature avec CV, photo et références, sous réf. CPM, à Jacques Lelièvre, DRH, Nixdorf, 2, av. Georges Pompidou, 69003 Lyon.

NIXDORF
COMPUTER

CALCULS DES STRUCTURES

Société de Services
recherche

INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS

Grande école,
au moins 2 ans d'expé-
rience en développement de logi-
ciels.
Lieu de travail : bureaux
Sud de Paris.

Tél. : 46-30-24-68, p. 488
pour informations complémentaires.

Grenoble INPG, lab.
universitaire, offre

ALLOCATION

RECHERCHE
HAUT NIVEAU A
ETUDIANT

INGÉNIEUR DEA

sciences des matériaux
pour thèse doctorat
(microscopie électronique).

Professeur BAUDOUIN,
Tél. : (161) 75-51-34-32.

2IM

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
D'INGÉNIEURIE DE MAINTENANCE

Filiale d'ELF AQUITAINE, TECHNIP et
BEICIP, recherche pour son siège à
Rueil-Malmaison des ingénieurs
diplômés grandes écoles (Ets et
Métiers, ENS, etc.) pour les postes
suivants :

- DIRECTEUR COMMERCIAL.
- INGÉNIEUR D'AFFAIRE
- INGÉNIEUR DE PROJET

Pour ces trois postes, le candidat :
- a entre 30 et 40 ans,
- a travaillé au minimum 5 ans
dans l'industrie (usine ou entre-
prise de services) de préférence
dans l'industrie pétrolière ou
pétrochimique,
- a une expérience au sein d'un
service entretien et/ou d'une unité
de fabrication,
- est impérativement bilingue
anglais/français.

Une disponibilité importante pour
des voyages en France et à
l'étranger est indispensable.

Envoyer CV avec photo et préten-
tions à 2IM (service Recrutement)
366, avenue Napoléon Bonaparte,
92500 Rueil-Malmaison.

Ministère des Affaires Étrangères

recrute pour son Service Informatique
Paris et Nantes

INGÉNIEURS et DIPLÔMÉS de l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EXPÉRIMENTÉS

Envoyer curriculum vitae et prétentions
SOIT A PARIS
Ministère des Affaires Étrangères
Division de l'Informatique
23, rue La Pérouse, 75016 PARIS

SOIT A NANTES
Ministère des Affaires Étrangères
Centre de Traitement de l'Information
28, rue de Malville, 44000 NANTES.

RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
INDUSTRIELLE,
un des LEADERS MONDIAUX
DE SON DOMAINE recherche,
pour sa division ELECTRONIQUE

RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION ayant
une expérience de la fonction de quelques années,
si possible dans un contexte de technologies avan-
cées.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue ouest
de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et pré-
tentions sous référence JRS 40004 à Contesse
Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75004 PARIS
CEDEX 01 qui transmettra.

ADJOINT DU RESPONSABLE INFORMATIQUE

Importante entreprise régionale (200 km, au Sud de Paris), filiale d'un très grand
groupe industriel, nous souhaitons recruter un jeune informaticien
diplômé (Ingénieur, Maîtrise, Miage...) ayant environ 2 ans d'expérience.
Dans un environnement Temps Réel Basés de Données (deux DPS 7, Datanet,
IDS, TDS) vous seconderez le Responsable Informatique dans
la mise en place de nouvelles applications.

Vous gèrerez directement l'exploitation; vous assurerez les relations avec les
constructeurs, vous encadrerez l'équipe de Programmeurs.
Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 838, à notre Conseil

UNILOG

9, Rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC informatique

LAB

Développement et éducation des gens.

Notre avance technologique nous a ouvert les marchés les plus difficiles : Japon,
Amérique du Nord, BEA, Suisse, Autriche... (70 % export).
Nous créons un poste pour un ingénieur de haut niveau.

ingénieur d'affaires export

Sous l'autorité directe du chef de zone
RFA/Suisse/Autriche, vous êtes parfaitement
bilingue allemand. A 30 ans environ, vous
avez une première expérience d'ingénieur
d'affaires incluant une compétence procédée
dans un domaine proche.
Parce qu'elle est innovatrice et en fort déve-

loppement, notre société vous offre de larges
possibilités d'évolution.
Poste basé à Lyon nécessitant des déplacements
en France et à l'étranger.
Merci d'adresser votre dossier de candidature
avec CV et photo à notre Conseil qui vous
garantit toute discrétion. Réf. 512 M.

françoise gautier ressources humaines
31 avenue de Saxe 69006 Lyon.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE MULTINATIONALE DU GROUPE SAINT-GOBAIN, recherche :

UN INGENIEUR METALLURGISTE

Réf. 403.PA.510 M

Il étudiera, suivra et améliorera la marche des installations de centrifugation et de traitement
thermique.
Le poste nécessite des connaissances mécaniques et électroniques. Une première expérience
en aciérie serait un plus.

DEUX INGENIEURS

Réf. 403.PA.511 M

(ENSAM, ENI...) de formation à dominante mécanique ou
équivalente.

Ils seront chargés de la conception, de la mise en œuvre, du suivi des matériels et d'installations
fortement automatisées.

Des connaissances en métallurgie seraient un plus.

Merci, si débutants ou confirmés, vous vous sentez attirés par ce projet professionnel, d'envoyer
votre dossier (lettre manuscrite et C.V.), sous référence choisie, à notre Conseil Béatrice GAJEVSKY.

centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

LYON

INGENIEUR recherche et développement 300 000 F +

Nous sommes la filiale d'un groupe mondialement connu pour ses études et installa-
tions dans les domaines suivants :
Nucéaire, Pétrole, Sidérurgie, Chimie.
Développant nos interventions auprès de l'industrie Agro-alimentaire, nous
recherchons un ingénieur process.

A partir du cahier des charges et de la prise de données chez le client, il concevra et
réalisera l'industrialisation globale des produits nouveaux. Il définira les process,
effectuera les tests et le choix des matériels, évaluera les investissements et procédera,
en collaboration avec l'Automatisme, aux implantations et à leur mise en route.
Ce poste s'adresse à un candidat de 35 ans minimum, de formation ingénieur agro-
alimentaire possédant une expérience significative du process dans le domaine des
liquides. Une grande disponibilité et une capacité à s'intégrer dans une petite équipe
particulièrement dynamique sont également les conditions pour réussir dans ce poste.
La maîtrise de la langue anglaise est demandée.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions sous référence 273 BT à notre
conseil.

PRC 51, rue Robert, 69006 Lyon.



Filiale du Groupe Luchaire, nous sommes spécialisés dans
des produits de sécurité automobile et recherches :

Ingénieur Qualité

Mécanicien ou électromécanicien, vous êtes diplômé d'une grande école (A.M., INSA,
ENSL...), vous disposez de deux ans d'expérience et les problèmes de fiabilité ne vous sont
pas inconnus.

Habitué à évoluer dans un environnement de grande série, vos qualités techniques, votre
sens de l'organisation et votre goût du contact, vous permettront d'assurer avec succès la
gestion de la qualité :

- analyse des problèmes, définition des normes,
- mise en place des contrats d'assurance qualité,
- contrôle statistique des process,
- proposition de nouvelles solutions et mise en œuvre.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Le poste est basé à Survilliers et nécessitera quelques déplacements.



Merci d'adresser votre dossier + réf. 3970/M (C.V., lettre manuscrite,
photo) à Evelyne LEVY, GESTION ET METHODES - 7 bis, rue de
Monceau 75008 PARIS, qui l'adressera en toute confidentialité.

CONSTRUCTEUR
EUROPÉEN
DE POSTES
DE TRAVAIL
COMPATIBLES
3270
FILIALE
D'UN GROUPE
ALLEMAND
DE RENOMMÉE
INTERNATIONALE

INGENIEUR COMMERCIAL REGION ILE DE FRANCE

Vous avez acquis une première expérience
commerciale de produits compatibles / 386.
Vous souhaitez évoluer dans un environne-
ment qui favorise et reconnaît réellement la
réussite.

Vous assurerez la commercialisation de nos
produits haute de gamme, auprès d'une
clientèle de grands comptes, sociétés et
administrations.
Venez nous rejoindre en adressant lettre
manuscrite, C.V., photo et prétentions à

HOB electronic
72 rue Maurice Amoux 92120 Montrouge.

Ingénieur d'e

Sécurité de système

PA

Ingénieur d'a

CAPEOR

AMP DE FR

ingénieur qualité

ingénieur méthodes

RESSOURCES
à DEVELOPPEMENT

REVEN SECULE

« Inform

Ne manquez pas

vous dans notre

OFFRES D'EM

DATE MERCREDI 21 OCT

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur d'études Sécurité de systèmes

Paris - Cette importante société d'ingénierie, filiale d'un grand groupe à vocation internationale, recherche, pour faire face au développement de sa nouvelle activité "sécurité de systèmes militaires spatiaux et pacifiques", un jeune ingénieur d'études à fort potentiel. Au sein d'une équipe jeune et dynamique, il sera chargé de l'étude de la documentation technique, des analyses de risques et des évaluations probabilistes. En étroite relation avec le client, il formulera des propositions concernant la conception même du système, la spécification des essais et des procédures d'exploitation et de maintenance. Par ailleurs, il participera au développement commercial de l'activité et à la mise en œuvre de ses outils et de ses méthodes. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'une grande école d'ingénieurs, électronicien ou électricien de préférence, ayant acquis une première expérience réussie dans les domaines de la sécurité ou de la fiabilité de systèmes. Écrire en précisant la référence B/59298A. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Gentians - 92501 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.44
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur d'affaires

Cet établissement d'ALSTHOM basé à NANTES et spécialisé dans la Conception et la Réalisation de SYSTÈMES SPÉCIAUX de HAUTE TECHNICITÉ pour les INDUSTRIES de l'ARMEMENT recherche

UN INGENIEUR COMMERCIAL A FORT POTENTIEL TECHNIQUE

Diplômé d'une des Ecoles suivantes : ENSAE, ENSMA, ENSICA, ENSEIHT, ÉCOLE CENTRALE ou équivalent le candidat aura :
une formation de base en MÉCANIQUE - MÉCANIQUE DES FLUIDES - AÉRODYNAMIQUE
une expérience industrielle de quelques années dans le milieu AÉRONAUTIQUE et ESPACE, domaine qui sera son champ d'ACTION, pour la commercialisation d'EQUIPEMENTS et de MOYENS D'ESSAIS.

Agé de 30 ans environ ayant une très bonne pratique de l'anglais, le candidat est DYNAMIQUE, très MOBILE, à l'IMAGINATION et de la CREATIVITÉ. Ambiance de travail très valorisante au sein d'une équipe motivée. Possibilité importante d'ÉVOLUTION dans le GROUPE.

Merci de nous adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. JC/1310, à CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - MULHOUSE-STRAZBOURG - ROUEN
ANGERS - AUCH-TOULOUSE - BREST - METZ - NICE - NORT - QUIMPER

AMP DE FRANCE

CONNEXIONS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES.
renforce ses structures et recherche pour l'une de ses unités de production situées au VAL-DE-REUIL, proche LOUVIÈRE (57)

Ingénieur qualité

Vous serez responsable d'assurer le respect de fabrication des produits (assemblage et montage) et des processus (qualification des outillages et des machines, mise en place du contrôle statistique de processus).

Vous êtes Ingénieur de formation, avez 3 à 5 ans d'expérience en production, méthodes ou développement, dans un domaine proche, et possédez : l'organe qualité.

Ingénieur méthodes

Votre mission consistera à apporter une assistance technique aux ateliers d'assemblage et montage en vous assurant du bon fonctionnement des équipements de production tout en recherchant les améliorations de productivité.

Vous êtes Ingénieur et possédez déjà une première expérience en production.

Compétence de la dimension internationale de notre GROUPE, l'anglais est indispensable pour ces 2 postes.

Merci d'envoyer votre C.V. + lettre manuscrite + photo scannée, à notre Conseil en recrutement le sur votre Minitel en composant le 3615 Code CV PLUS

Ressources & Développement
6, rue Casimir-Delavigne - 75008 PARIS



« Informatisation de l'industrie »

Ne manquez pas ce rendez-vous dans notre rubrique OFFRES D'EMPLOIS

MARDI DATÉ MERCREDI 21 OCTOBRE 1987

Le Monde : Point de rencontres des grandes ambitions

LES NOUVEAUX ESPACES

Participez avec nous à la conquête de l'espace.

sep

Les nouveaux espaces

Motivés de l'espace, nous assurons en particulier la maîtrise d'œuvre des ensembles propulsifs des trois étages du lanceur Ariane. Notre société est filiale du Groupe SNECMA, 26 000 personnes dont 3 400 cadres, qui poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

Pour notre Division PROPULSION LIQUIDE - ESPACE
Nous recherchons

INGENIEURS ETUDE - DEVELOPPEMENT

De formation grande école (SUP'AERO, ENSIA ou équivalent), vous avez acquis de solides connaissances en mécanique des fluides, en aérodynamisme et en mécanique des structures, qu'une première expérience industrielle vous a permis d'enrichir.

Dans le cadre des études menées sur des lancers chimiques de haute énergie, votre mission consistera à prendre en charge les études de conception et de définition d'injecteur, de chambre à combustion et de tuyères, ainsi que l'élaboration des plans d'essais et leur exploitation.

La taille de l'entreprise et du Groupe SNECMA peut permettre une réelle évolution de carrière.

Ces postes sont à pourvoir à notre Centre de MELUN-VILLAROCHE.

Vous voudrez bien adresser lettre, CV et prétentions sous référence NS640012 à SNECMA - Département Encadrement - 2, bd Victor, 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

ALSTHOM

REGION LYONNAISE

LA DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE recherche pour son Département MOYENNE TENSION, 1100 personnes, à MACON

INGENIEUR METHODES CONFIRME

Celui-ci âgé d'au moins 28 ans, de formation Ingénieur Mécanicien, Electromécanicien ou Electrotechnicien sera au départ chargé de missions spécifiques tant par le Chef du Centre de Profit que par le Chef du Service Méthodes. Il pourra être appelé à succéder à celui-ci, donc d'intéressantes perspectives de promotion à court terme lui sont ouvertes. Réf. 6038-M

2 JEUNES INGENIEURS METHODES

AM, CENTRALE, IEG, ENSI, INSA
Ces deux jeunes Ingénieurs Méthodes débutants ou avec une première expérience seront initialement affectés à des missions d'organisation, l'un en Fabrication, l'autre en périphérie de la Production (par ex. Etude de flux). De très intéressantes perspectives de promotion sont prévues. Réf. 6040-M

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence correspondante à Mamrélès, 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

INGENIEURS SUPPORT AVANT-VENTE

Pour promouvoir une nouvelle génération de produits destinés aux applications de CAO, de robotique et d'imagerie, TEKTRONIX recherche des ingénieurs avant-vente.

En liaison permanente avec nos équipes techniques basées en Europe et aux Etats-Unis, voici les grands axes de votre mission :

- Conseil de haut niveau auprès de nos clients et de nos ingénieurs commerciaux
- Participation active à la négociation des contrats en votre qualité de spécialiste produits
- Prise en compte des aspects benchmark et formation.

Vous avez environ 30 ans, vous êtes de formation ingénieur, vous avez une expérience réussie dans l'informatique industrielle...

- vous maîtrisez les langages de programmation Fortran, langage C...
- Vous avez une bonne expérience de systèmes d'exploitation tels qu'UNIX, VMS...
- Les environnements de communication X-window, Ethernet... vous passionnent.

- Votre anglais courant vous permet d'être formé aux Etats-Unis.

Merci d'adresser votre candidature à TEKTRONIX
Direction des Ressources Humaines - BP 13 - 91941 LES ULIS CEDEX.

Tektronix

ENSEMBLE JUSQU'A LA POINTE DU POSSIBLE

HEIDENHAIN

Optique et Électronique
Division de Précision

Filiale d'un groupe allemand leader sur son marché, spécialisé dans les systèmes de mesure électronique pour la machine-outil, la robotique et la métrologie, recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL 30 ans environ

Allemand indispensable. Bonnes connaissances des techniques digitales de comptage et des microprocesseurs.

Travail stimulant dans ambiance jeune et dynamique. Bonnes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + photo + prêt, sous réf. AB/GL - HEIDENHAIN FRANCE

M. BAGDIKIAN - 47, av. de l'Europe
92310 SEVRES - Tél. 16 (1) 45.34.61.21

TRANSPAC, Réseau National de Transmission de Données Informatiques, support de la Télématique Française, service de messagerie Atlas 400, propose un poste d'avenir à un

Responsable des ventes indirectes

Au sein du département Marketing, il prendra en charge la promotion des produits et services TRANSPAC auprès des organismes prescripteurs, groupements professionnels, constructeurs, SSII...

Il travaillera en collaboration étroite avec les services commerciaux. Ce poste s'adresse à un Ingénieur Grande Ecole possédant de bonnes connaissances en télécommunications et Télématique et un sens aigu des affaires, allié à une efficacité certaine.

Adresser C.V., photo et prétentions au Département du Personnel et des Relations Humaines.

Tour Montparnasse
33, avenue du Maine
75755 PARIS Cedex 15.

TRANSPAC

Filiale d'un GRAND GROUPE Français recherche

DIRECTEUR DE LA PRODUCTION

Pour Usine de Mécatronique - 500 personnes
250 km PARIS Sud.

Grande expérience de Composants Automobiles statiques et tournants.

Ingénieur diplômé AM + ESE, ou équivalent Minimum : 5 ans responsable de Production.

La taille de notre groupe permet de larges possibilités d'évolution après quelques années réussies dans cette filiale.

Merci d'adresser votre candidature à CONTESSÉ PUBLICITE sous réf. 47408 - 3, rue Pierre Robin, 69363 Lyon Cedex 07 qui transmettra.

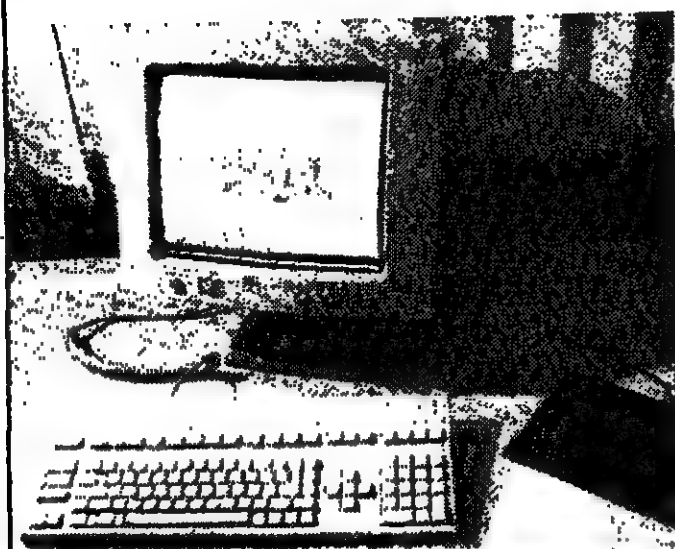
CONTESSÉ

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE DIVISION INFORMATIQUE



**Ingénieurs,
donnez un nom
à votre réussite
professionnelle.**

Dans le cadre de notre expansion sur les marchés de l'Intelligence Artificielle et des systèmes de gestion UNIX, nous recherchons :

INGENIEUR DES VENTES INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

RÉF. DSII-IA/1087/IM

Chargé spécifiquement du développement des ventes et produits IA (notion de travail LISP, systèmes experts), vous avez la responsabilité d'un ou plusieurs secteurs d'activité (militaire, tertiaire, industrie...).
De formation ingénieur, vous avez 2 à 5 ans d'expérience de vente de produits de haute technologie dans un environnement de grands comptes et maîtrisez l'anglais.

"INGENIEURS CONSEIL D'APPLICATIONS ET DE REALISATIONS EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE"

RÉF. DSII-KE/1087/2M

Au sein d'un groupe de consultants de haut niveau, vous commercialisez et concevez des projets d'intelligence artificielle (systèmes experts, simulations, contrôleurs industriels) pour le compte de nos clients.
Nous recherchons deux ingénieurs de grande école, bilingues anglais, ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, une bonne maîtrise de l'informatique, et si possible familiers de l'IA (connaissance LISP). Nous attendons de grandes qualités d'écoute, de communication, d'analyse et de conceptualisation.

INGENIEUR DES VENTES SYSTEMES DE GESTION (UNIX)

RÉF. DSII-FSE/1087/3M

En partenariat avec les SSI que vous identifierez, vous développez nos ventes de mini-ordinateurs de gestion dans le marché des PME/PMI.
Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, vous débutez ou possédez une première expérience.

CHEFS DE PRODUITS ORDINATEURS DE GESTION (UNIX)

RÉF. DSII-PME/1087/4M

Au sein de la direction du Marketing France ou Europe, vous définissez et exécutez les programmes destinés à développer les ventes d'une ligne de mini-ordinateurs de gestion dont vous êtes responsable.
Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, vous débutez ou possédez une première expérience.

INGENIEURS SUPPORT LOGICIEL UNIX PARIS-LYON

RÉF. DSII-SUP/1087/5M

Vous assistez techniquement notre force de vente.
Vous assurez la présentation de nos produits, les études de faisabilité et les tests de performance.

Vous apportez à nos clients tout le conseil et l'assistance nécessaires à la mise en place de leur système.
Ingénieurs, spécialistes UNIX, vous avez deux ans d'expérience si possible dans un poste similaire.
La connaissance du langage C, d'INFORMIX, d'UNIX est appréciée.
Vos motivations relationnelles et surtout techniques seront les atouts de votre réussite.

Pour tous ces postes la maîtrise parfaite de l'anglais est indispensable.
En outre, si vous êtes débutant, nous vous proposons de participer à notre PROGRAMME EUROPEEN DE JEUNES DIPLOMES :
Durant vos 4 premières années d'expérience professionnelle, votre développement de carrière sera suivi au niveau européen et vous occuperez nécessairement deux postes différents dans deux pays européens.
Vous devrez donc être très disponible, éventuellement immédiatement.

Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre candidature, en précisant la référence choisie, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8-10 avenue Moynat-Samier, 78140 Vélizy-Villacoublay Cedex.

**TEXAS
INSTRUMENTS**

INGENIEUR CONSULTANT CAO

**SPECIALISTE
CARTOGRAPHIE**

TECHNIP

Premier Groupe français d'ingénierie pluridisciplinaire, poursuit son développement à l'étranger comme en France : nos réalisations industrielles à procédé continu ou discontinu mettent en œuvre de nombreuses technologies de pointe.

Aujourd'hui nous recherchons pour notre Siège situé à La Défense : Ingénieur Consultant

CAO spécialiste cartographie.
Votre expérience de quelques années en cartographie, et votre connaissance de la gestion des données urbaines vous permettront de :

- définir des applications à partir de logiciels de cartographie,
- de participer à des études de Développement,
- de contribuer à la mise en place de projets de cartographie que vous aurez préalablement expérimentés.

Votre sens commercial sera un plus pour effectuer des missions chez un client, et élaborer des propositions.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, sous référence ISC à TECHNIP - Division du Personnel - Cedex 93 - 92090 Paris La Défense.

**TECHNIP
INGENIERIE
EN TÊTE**

Dans le cadre de notre expansion,
nous recherchons des

ingénieurs consultants

Diplômés de Grandes Ecoles, vous possédez une première expérience dans l'un des domaines suivants :

- Systèmes d'information
- Stratégie et Organisation
- Etudes de Marchés

Vos missions seront très diversifiées :

AUDIT, SCHEMA DIRECTEUR, CONSEIL, ETUDE DE MARCHÉ, FORMATION, auprès des grandes entreprises.

Notre réussite sera la vôtre.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence SCIM 10

**SINFOR
CONSEIL**

185, av. Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine

COMITE FORME

工業技術研究者養成
Formation et recherche
en techniques industrielles

LE COMITÉ FORME, pour sa 4^e année d'activité, propose aux jeunes ingénieurs et chercheurs salariés d'entreprises françaises :

Six stages de longue durée au Japon, dans des entreprises ou des centres de rech. japonais.

PROFIL : ingénieurs ou chercheurs de haut niveau ayant une première expérience industrielle.

DOMAINE : sciences et techn. appliquées à l'industrie.

DURÉE : 30 mois. DÉPART 30 AVRIL 1988.

CONTACTER : M. A. TOURNADE.

FORME - 16, avenue Bugand, 75116 PARIS.
TEL : 47-27-21-67.

DEUX INGENIEURS EN GENIE MECANIQUE UN INGENIEUR EN GENIE ELECTRIQUE INSTRUMENTATION

PROFIL :

- Formation généraliste (A et M, INSA ou équivalent)
- Une expérience de 3 à 5 ans dans une société d'ingénierie en tant qu'ingénieur process (instrumentation, systèmes hydraulique et pneumatique, automatisation, régulation)
- Anglais indispensable

MISSION :

- IL ASSURERA :
- la maîtrise des procédés associés au fonctionnement des installations d'essais
- l'établissement de cahiers des charges, d'avis-projets, de spécifications, de dossiers de consultation d'entreprises.
- Le suivi des projets et des essais de réception des installations.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous référence DG 40005 à CONTESSA PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

École supérieure d'ingénierie
en génie mécanique ouverte
pour compléter son équipe
d'enseignants-chercheurs

BES INGENIEURS

DE FORMATION ÉCOLE
D'INGÉNIEURS OU UNIVERSITÉ,
3 postes sont à pourvoir :
- électromécatronique,
- électronique,
- instrumentation.

Envoyer C.V. à : ESCETEL,
1, rue du Port-de-Vélizy,
77210 AVON. T. : 60-72-70-61.

RECHERCHONS

PROGRAMMEUR

pour notre département
« traitement de données »
BASC 165/DOCS
Inde, m. 2 ans d'exp.

Env. c.v. Van Wieringen S.A.,
20, rue de Mogador,
75008 Paris.

Entreprise
spécialisée en filtration des eaux
- croissance constante : + 20 % an -
recherche

SON INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

Sous l'autorité du D.G. (Ingénieur A.M.), vous prendrez la Direction de ce Service en forte expansion.

Ingénieur généraliste, type AM, ECAM, ENL, expérimenté en B.E., vous souhaitez rejoindre une équipe qui gagne.

Ecrire s/réf. 28004/LM à : Havas Contact,
11, rue Pott-Carnot - 69002 Lyon,
qui transmettra.

Chefs de p

basés à EMET

pour notre département
« traitement de données »
BASC 165/DOCS
Inde, m. 2 ans d'exp.

Env. c.v. Van Wieringen S.A.,
20, rue de Mogador,
75008 Paris.

Env. c.v. Van Wieringen S.A.,
20, rue de Mogador,
75008 Paris.

Env. c.v. Van Wieringen S.A.,
20, rue de Mogador,
75008 Paris.

Env. c.v. Van Wieringen S.A.,
20, rue de Mogador,
75008 Paris.

Env. c.v. Van Wieringen S.A.,
20, rue de Mogador,
75008 Paris.

Env. c.v. Van Wieringen S.A.,
20, rue de Mogador,
75008 Paris.

Env. c.v. Van Wieringen S.A.,
20, rue de Mogador,
75008 Paris.

Env. c.v. Van Wieringen S.A.,
20, rue de Mogador,
75008 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Valeo

L'Équipement Automobile
Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
27 500 personnes - C.A. 12,1 milliards de Francs dont
46 % réalisés à l'étranger.

Dans un objectif de renforcement de son potentiel, notre activité
ESSUYAGE recherche pour l'un de ses établissements de fabrication en
grande série de moteurs électriques situés en Région Centre-Ouest.

Ingénieur d'Affaires

Rattaché au responsable produit, cet ingénieur électromécanicien aura pour
mission de coordonner les actions du bureau d'études et du laboratoire. Il parti-
cipera à la définition du cahier des charges des produits et devra promouvoir
l'innovation technique tant pour le produit lui-même que pour les procédés
d'industrialisation.

Il prendra en charge progressivement certains aspects des relations techni-
ques avec nos clients étrangers. Pour cette raison, la pratique courante de la lan-
gue allemande ou anglaise est impérative. (Réf. IABM)

Ingénieur Electronicien

Au sein du service moyens de production, nous vous confierons la responsabi-
lité de la conception et de la réalisation des moyens techniques nécessaires à
une automatisation plus poussée de nos systèmes de production. Electronicien
de formation, vous possédez des connaissances polyvalentes en mécanique,
automatismes et informatique technique. (Réf. IEM)

Pour les deux postes, une première expérience dans des fonctions ou sur
des produits similaires est souhaitée. Notre politique de gestion des cadres
ouvre d'intéressantes perspectives d'évolution dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) en indiquant la
référence choisie à VALEO ESSUYAGE - Ateliers Sociales - Recrutement des
Cadres - 21 bd Gambetta - 92130 ISSY LES MOULINEAUX



LE CARBONE - LORRAINE

Groupe Industriel à vocation internationale
14 500 salariés dont 300 cadres, 1,4 milliard de F. de
CA, 37 établissements industriels dont 8 en France,
75% du CA réalisé à l'étranger!
recherche pour son établissement de Gennevilliers

Jeune ingénieur Arts et Métiers

1^{re} expérience

Responsable du bureau des méthodes et de l'atelier commandes
numériques, adjoint au chef du service usinage, le candidat rete-
nu se verra confier les missions suivantes :

- animer le bureau des méthodes : optimiser les gammes, réali-
ser le développement CN en cours, développer de nouveaux
moyens informatiques : DAO, CAO, FAO, planning ;
- gérer un atelier d'usinage 140 personnes ;

Spécialisation en machines commandes numériques indispen-
sable. Anglais exigé, allemand souhaité.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous référence LCL 09 au
Carbone Lorraine, Direction des Ressources Humaines et de la
Communication - Tour Manhattan Cedex 21 - 92095 PARIS-
LA DEFENSE.

SERVICE et DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

MIAGE + DEA
Ingénieurs grandes écoles,
Diplômés / 1^{re} expérience

pour
développement :
COMPTABILITÉ / COÛTS
TRÉSORERIE - PAIE
FACTURATION

GESTION DE PRODUCTION
INFORM. DOCUMENTAIRE
ARCHI. BASE DE DONNÉES
IBM VM/CMS : MVS-CICS

Langage évolué + L4G.

Boite : S.O.I.
78-80, avenue Gallieni,
Tour Galilée
93174 BAGNOLET CEDEX.

ACQUISITION ET TRAITEMENT D'IMAGES

INGENIEUR INFORMATIQUE TEMPS-REEL

La télé-surveillance, le traitement de l'image sont les principaux domaines d'activité dans lesquels cette PME fran-
çaise a acquis une position de leader notamment grâce à sa maîtrise technique en environnement sévère (industries
nucléaires, militaires et spatiales).

Ingénieur-informaticien de formation, vous avez acquis une première expérience réussie d'au moins 5 ans en infor-
matique Temps-Réel dans un contexte process industriel avec systèmes d'armes qui vous a permis d'acquies beau-
coup de rigueur au plan méthodologique et qualité.

Nous vous proposons de mettre en place le service Systèmes Surveillance et Sécurité au sein de l'entreprise, et de
constituer progressivement votre équipe qui aura pour mission d'intégrer des matériels et de concevoir et dévelop-
per des logiciels d'application.

Ce poste est basé en proche banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/2380 A à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs-Élysées - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Le Monde CADRES

Nous sommes un groupe de 300 personnes qui, depuis 20 ans, conseille et accompagne.
Nous recherchons, dans le cadre de notre développement et de futures diversifications, un

RESPONSABLE HF COMMUNICATION / DEVELOPPEMENT

Attaché directement au Président du Groupe, il sera chargé :
- d'étudier, définir et mettre en œuvre les actions de communication de nos différents
secteurs ;
- de promouvoir et participer personnellement à la réalisation de cycles de réflexion et de
formation sur l'évolution sociale et économique des Entreprises et de leurs membres ;
- d'assurer et superviser la gestion de la documentation du groupe et son exploitation ;
- 40 ans environ, diplômé d'Études Supérieures, justifiant d'une expérience précédente dans la
gestion des Ressources Humaines, le candidat est surtout une personnalité de communication
qui partage notre rigueur, notre clarté, nos idées ;
Envoyer votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous réf. 402.PA.002 M,
à notre Conseil Christiane JOGUET qui vous documentera avant de vous rencontrer.

centor 13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

analyste et programmeur

Connaissant parfaitement BASIC et TOLAS pour mise
au point et développement de programmes Matériel
DEC VAX 780.
Pour société française de renommée internationale
Produits de luxe C.A. 100 MF.
Poste basé à Paris centre.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en
précisant bien sur votre enveloppe la référence 25346 M
à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel, 94307 VIN-
CENNES CEDEX qui transmettra. Il sera répondu à
toutes les candidatures, la discrétion totale est assurée.

SFENA jeune analyste

et déjà responsable d'applications de gestion

Nous venons de fêter nos 40 ans d'existence dans l'industrie aéronautique civile et militaire,
et équipons notamment ARIANE et AIRBUS. Nous nous sommes diversifiés vers d'autres
secteurs (tests automatisés et informatique de réseaux). Pour nous, avoir un bon outil
informatique de gestion est capital ; nous renforçons donc notre équipe études à Vélizy.

Après une formation d'ingénieur ou d'Ecole Supérieure de Commerce, vous avez acquis une
expérience, même courte, sur des systèmes IBM/MVS.

Venez prendre en main notre application "Immobilisations comptables", de l'étude détaillée
jusqu'à la réalisation dans un environnement technique performant (IBM 3090 et 4381/MVS-XA,
IMS...). Et après ? Devenez chef de projet en titre !

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT,
vous remercie de lui écrire (réf. 5105 LM)
à "Carrières de l'Informatique"

ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Dans le cadre de nos projets informatiques et de nos développements d'outils, nous
recherchons :

Chefs de projets

basés à EVRY

Dynamiques et fortement motivés pour prendre la conception et la réalisation de systèmes
ou la gestion de données, vous travaillerez en coordination avec notre département
informatique interne.

Si vous avez une expérience de trois à cinq ans dans la conduite de projets et une
formation Ecole d'Ingénieurs ou Universitaires scientifiques ainsi qu'une connaissance
indispensable de l'anglais, contactez-nous en envoyant vos CV + lettre manuscrite,
sous référence MON 455 à Marie-Claire SAN QUIRCE - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE -
BP 136 - 2, rue Gaston Crémieux - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

هكذا من الاصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DECISION INFORMATIQUE
PREMIER HEBDOMADAIRE DE LA MICRO-INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE

Le succès de la nouvelle formule conduit le journal à accélérer le renforcement de ses équipes de rédaction et de fabrication. Il recherche en particulier :

3 Journalistes techniques

Les candidats devront se prévaloir : soit d'une excellente culture générale en informatique et/ou micro-informatique; soit d'une maîtrise des logiciels de productivité personnelle et de gestion d'entreprise; soit encore d'une solide compétence dans le domaine des réseaux locaux et, plus généralement, de la communication entre ordinateurs.

1 Secrétaire de rédaction

Le candidat retenu pour ce poste exploitera pleinement une expérience confirmée acquise dans l'exercice de la fonction.

Dans tous les cas, les qualités requises incluent : une excellente maîtrise de l'expression écrite; une capacité de synthèse; une ténacité et combativité; une bonne pratique de l'anglais; une culture générale de niveau universitaire. A des candidats de valeur, est offerte la possibilité d'exercer une activité particulièrement enrichissante : un journal constitue le carrefour privilégié d'un marché, dans une ambiance des plus motivantes, avec de réelles perspectives d'évolution. Le Groupe Testa, éditeur de Décision Informatique, est consacré depuis son origine pour la qualité de ses produits et sa créativité.

Merci d'adresser rapidement, sous référence BS 10/87, votre lettre manuscrite de candidature, CV et rémunération souhaitée à : Décision Informatique, 5, place du Colonel Fabien 75481 Paris Cedex 10.

Nous sommes un Groupe Industriel renommé, le Directeur des Achats de notre Société spécialisée dans le domaine aéronautique recherche son :

Responsable Gestion Informatique-Administration

VOS MISSIONS : Assurer le suivi actif des dépenses d'approvisionnement de la Société. Accroître la productivité par l'optimisation de nos outils informatiques. Gérer la Direction Achats (établissement de l'indice mensuel de performance de chaque service, préparation du plan à moyen terme, suivi des investissements...). Apporter une aide aux responsables quant à la gestion de leurs ressources.

VOS PRINCIPAUX ATOUTS : Gestionnaire de formation supérieure (ESSEC, ESC...), vous possédez une solide expérience de l'industrie. Vous êtes autonome et aimez innover.

Ce poste, basé en Région Parisienne ouvre de réelles perspectives de carrière dans le groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, rémunération souhaitée sous la référence 9875 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

Notre société, 1 200 personnes en France, 2 200 dans le Monde, est le leader mondial du Contrôle Qualité et de la Certification des échanges internationaux. Elle recherche :

DIRECTEUR de DIVISION

Appelé à succéder à l'actuel titulaire du poste, promu dans le groupe. Il dirige une petite équipe de contrôleurs spécialisés dans les charbons, minéraux, produits chimiques et engrais. Il est chargé du développement commercial de ces activités et de la gestion du centre de profit correspondant.

C'est un ingénieur (chimiste, géologue, etc.) qui a une expérience de 4 à 7 ans du contrôle qualité et de l'action commerciale.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser CV et prétentions à :

SGS QUALITEST
15 rue du Louvre - 75001 PARIS

Important Groupe de Distribution
recherche pour
SA FILIALE DE MARNE-LA-VALLÉE

UN JEUNE CADRE INFORMATICIEN

Outre la responsabilité informatique de la filiale, il sera chargé de concevoir de nouvelles applications, sans traiter leur réalisation et en piloter la mise en place. Il animera une équipe de 5 personnes d'exploitation.

Formation ingénieur ou MIAGE.

Vous justifiez d'une première expérience réussie de 3 ans environ dans un poste opérationnel en informatique.

Envoyer C.V., lettre man., photo et prétent. s/r 8086 M. LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, PARIS-7.

rhône-alpes

ingénieur développement

Vous êtes responsable de projet ou ingénieur d'affaires dans une entreprise industrielle. Diplômé d'une Ecole d'ingénieur, vous parlez anglais et avez au moins 3 ans d'expérience.

Rattaché au Directeur du Développement du Groupe, vous prendrez en charge des dossiers techniques (évaluation de machines et systèmes), analyser les marchés et la concurrence en fonction d'un projet, suivre la propriété industrielle.

Notre Société (900 personnes, 550 MF de CA) est spécialisée dans la fabrication de machines d'emballage et de conditionnement. Implantée dans 4 pays, c'est la filiale d'un Groupe important (13 Milliards de Francs).

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous référence 954-78 à notre Conseil :

ONOMA Tour du Crédit Lyonnais - 69431 Lyon Cedex 3.

BOSSARD CONSULTANTS
CABINET DE CONSEIL EN MANAGEMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

RECHERCHE

dans le cadre du développement de ses interventions intra-entreprises

UN CONSULTANT EN FORMATION

Débutant ou première expérience

De formation IEP, droit, sciences éco., 25 ans minimum, le candidat devra être disponible, avoir le sens du contact, une capacité d'investissement personnelle importante et faire preuve d'une bonne adaptation.

Sous la responsabilité d'un consultant expérimenté et après une période de formation, il prendra en charge la réalisation d'intervention.

Une connaissance du secteur de la distribution et une bonne pratique de la micro-informatique seraient appréciées.

Envoyer votre lettre manuscrite, photo et CV sous référence BCF 1 à
Alain Brulé
BOSSARD CONSULTANTS
12 bis, rue Jean-Jaures 93807 Puteaux Cedex

Sitintel
groupe Stéris

CHEF AGENCE MAINTENANT SUD-OUEST

Jeune vous disposez des qualités d'analyse, de dynamisme opérationnel, de la disponibilité qui vous permettent de prétendre aujourd'hui à un poste à responsabilité.

Votre expérience commerciale grande comptes et votre formation technique font de vous un interlocuteur apprécié dans la région SUD-OUEST.

Alors changez pour évoluer en adressant votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous réf. 44.1062 LM à notre conseil MERCURI URVAL, 14bis, rue Dars, 75008 Paris.

Mercuri Urval

UNE "AFFAIRE" DE SECURITE

FICHET BAUCHE : Groupe leader de la sécurité des biens et des personnes, recherche :

INGENIEUR D'AFFAIRES

Vous serez chargé de la promotion-commercialisation sur le marché bancaire de toute notre gamme de systèmes de sécurité.

De formation ESC, vous avez une première expérience du terrain, un intérêt pour l'électronique, la micro-informatique, le sens du contact et aimez le travail en équipe.

Incarniez et faites vivre le concept de sécurité.

Si vous souhaitez gérer votre carrière comme vous savez gérer vos responsabilités, envoyez-nous votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) s/réf. IA à FICHET BAUCHE - DRH 15/17, avenue Morane Sautier, 78140 Velizy.

FICHET

CRÉATION EDITION COMMUNICATION

RESPONSABLE STUDIO DE CREATION

Créé il y a 7 ans, nous sommes un studio dynamique et en pleine expansion.

Nous vous donnons l'occasion de travailler dans un cadre agréable, pour des clients très exigeants, dans des domaines d'activités aussi variés que le spectacle, l'édition ou l'industrie de haute technologie.

Votre expérience professionnelle devra refléter une maîtrise parfaite de la « chaîne éditoriale » ainsi qu'une solide formation graphique.

Vous savez diriger et animer notre équipe de maquettistes, établir les devis, faire respecter les plannings, contrôler la fabrication.

Merci de prendre contact avec Patricia ou : 40 26 21 26.

GIBERT JEUNE
recherche
VENDEUR/SE
Niveau Bac + 2 scientifique pour ces rayons sciences et techniques. Se présenter au 5, place Saint-Michel, Paris-5 (6^e étage).

Pour revue professionnelle, leader ayant bon portefeuille cherchons
CHEF DE PUBLICITE
Bon vendeur d'espaces. Libre de suite. Envoyer C.V. + photo + prétentions à EDIGRIS, S.P. 375, 75008 PARIS CEDEX 18.

Cabinet d'Avocats
PARIS-8
recherche
JURISTE
EN DROIT DES SOCIÉTÉS
3 ans d'expérience. Anglais souhaité. Envoyer C.V. à M^{me} RENAULT, 20, cours Albert-1^{er}, 75008 PARIS.

Le Centre d'Informations Financières organise un stage pour recruter à Paris et région parisienne
CONSEILLERS CIOAUX H.F.
- Formation assurée.
- Contacts à haut niveau.
- Rémunération importante.
Pr. r.-ve 45-53-20-00 p. 107.

POUR DIVERSIFIER SES ACTIONS ET ANIMER UNE ÉQUIPE DE FORMATEURS EXPÉRIMENTÉS

L'Ecole des parents et des éducateurs

recrute

1 CHEF DE SERVICE

3/5^e de temps.
Expérience marketing social.
Pratique de formation confirmée.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo au Directeur de l'EPE de l'Ile-de-France, 5, impasse du Bon-Secours, 75343 Paris Cedex 11.

Importante société pétrochimique
recherche pour ROUEN

UN ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

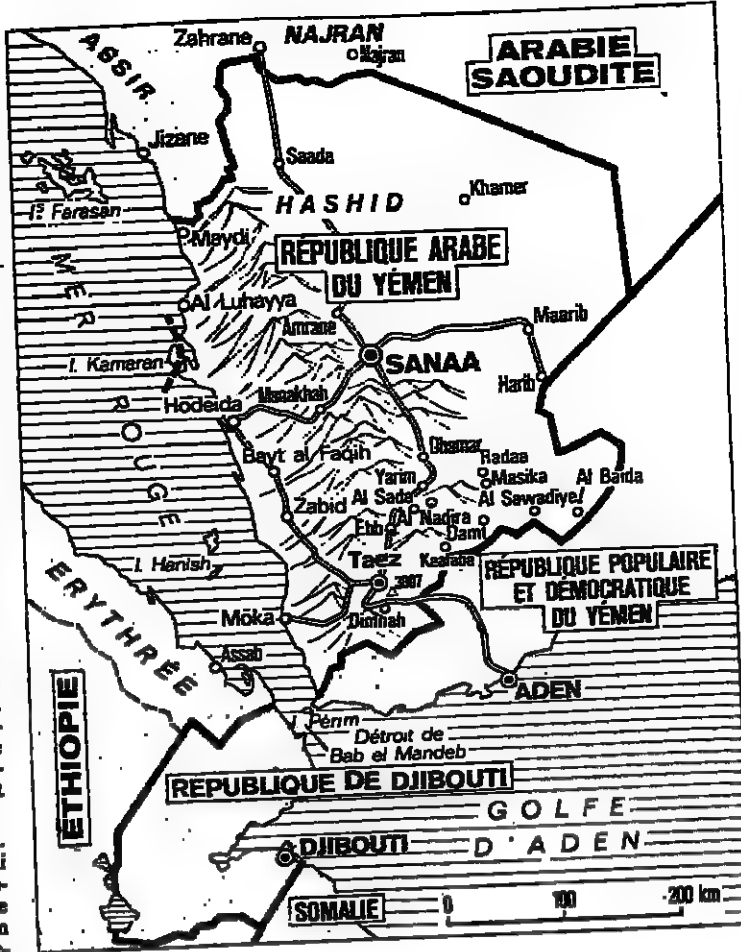
(25 ans minimum)
D.E.C.S., anglais lu et parlé.
Pour son service comptable informatisé.
Bonne perspective d'évolution.

Envoyer lettre man., photo et prétent. sous n° 8085 M. LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Proche-Orient

Les vingt-cinq ans de la République arabe du Yémen

Le colonel Saleh, champion du compromis



janvier 1986 ont laissé exsangue. Et ce même si l'on se défend officiellement à Sanaa de toute intention belliqueuse, estimant, comme M. Iriani, qu'une union par consentement mutuel est encore le meilleur moyen de concourir les éventuels obstacles que pourraient être tentés de dresser certaines « puissances régionales », que l'on évite soigneusement de désigner.

Reste également que le principal ennemi du régime d'Aden, l'extrémisme sud-yéménite Ali Nasser Mohammed, a pignon sur rue à Sanaa, qu'il ouvre grandes ses portes — gardées par des hommes en uniforme du Yémen du Nord — aux journalistes étrangers, multipliant les déclarations incendiaires contre les dirigeants du Sud, à l'heure où le président Alias est reçu par le colonel Saleh.

M. Ali Nasser accuse péle-mêle les autorités d'Aden d'intensifier la répression, d'avoir ruiné le pays, d'avoir perdu tout soutien populaire, de régner par le meurtre. Le chef d'Etat renversé en janvier 1986, qui se réclame de l'amitié du président Saleh et voit en ce dernier le futur chef du Yémen uni, se présente quant à lui comme l'homme providentiel, tout en faisant preuve d'une modération qui le conduit à ne revendiquer à l'avenir que le statut de citoyen du Yémen réuni.

Pour l'heure, il fait état de sa popularité grandissante parmi la population sud-yéménite, affirme compter des partisans au sein même

du régime d'Aden et entretenir des « contacts officiels et officieux » avec les dirigeants du Sud. Quant aux Soviétiques, assure-t-il en outre, ils se souviennent que c'est grâce à la « stabilité » qu'il était parvenu à maintenir quand il était au pouvoir qu'ils ont pu prendre pied dans la région.

Pour M. Ali Nasser, l'opposition d'Aden à l'unité ne fait aucun doute. Si les amis de M. Alias réclament un délai de cinq ans avant la réunification, estime-t-il, c'est uniquement pour gagner le temps nécessaire au renforcement militaire et économique qui leur permettrait d'inverser le rapport de forces.

M. Ali Nasser peut connaître les intentions cachées des autorités du Yémen du Sud. Mais il peut tout aussi bien se tromper. Quant à nous, nous ne pouvons pas fonder notre décision sur ce que dit M. Ali Nasser : M. Iriani marque quelque distance avec les déclarations du président déchu, mais pour souligner immédiatement que « c'est un ami ».

Au sud et au sud-est de Sanaa, plusieurs milliers de militaires sud-yéménites partisans de M. Ali Nasser et réfugiés au Nord en même temps que lui portent l'uniforme de l'armée nord-yéménite. Ils ont conservé leurs armes et tournent leurs regards vers les montagnes qui, à quelques kilomètres seulement de leurs camps, forment la frontière avec leur pays.

YVES HELLER.

Capitale d'un pays classé parmi les plus pauvres du monde, qui était il n'y a pas si longtemps l'un des plus fermés, aux influences extérieures et à tout progrès technique, Sanaa a, le temps de quelques nuits de la fin du mois de septembre, croisé sous les guirlandes multicolores, ruisselées d'une lumière qui n'épargnait pas une seule rue de terre battue.

Devantures repeintes, chaus-sées et trottoirs soigneusement balayés, maisons pavées aux couleurs nationales, il ne manquait pas une photo du président Ali Abdallah Nasser aux murs et aux réverbères de Sanaa en ce vingt-cinquième anniversaire de la révolution qui, le 26 septembre 1962, conduisit le Yémen du Nord de la monarchie à la république, au prix d'une longue et sanglante guerre civile.

SANAA
de notre envoyé spécial

Le colonel Saleh a décidément tout pour être un chef d'Etat comblé. En premier lieu, il peut se targuer d'un record notable dans un pays où il est courant qu'un établissement public recommande chaudement à ses clients de ne pas oublier de déposer leurs armes à la réception : celui de la longévité. Il y a déjà neuf ans que cet officier originaire de l'une des grandes tribus du pays préside aux destinées de la République arabe du Yémen, qui connaît actuellement une stabilité jamais égalée dans son histoire récente.

Le président Saleh peut s'enorgueillir d'autres records : une démocratie étroitement contrôlée — le chef de l'Etat à lui-même annoncé, le 25 septembre, l'élection dans les prochains mois d'une Assemblée consultative destinée à remplacer l'actuelle Assemblée constituante, — la maintien d'un équilibre délicat entre l'appareil d'Etat et des structures tribales toujours très solides, un développement dont nombre d'experts étrangers s'accordent à dire qu'il est prometteur en dépit de réelles difficultés, enfin des relations saines tout à fait harmonieuses, du moins pacifiques avec ses voisins.

Mais, fort de ces succès, le chef de l'Etat sait témoigner des deux qualités qui lui ont permis, une fois de plus cette année, de présider aux festivités du 26 septembre : prudence et pragmatisme. Une prudence à laquelle on se heurte, la nuit, à chaque carrefour de la capitale, personifiée par des sentinelles en armes scrutant l'intérieur des voitures. Une méfiance que l'on perçoit sur les hauteurs entourant Sanaa, couronnées de camps militaires, ainsi que sur les routes menant à la capitale et soigneusement contrôlées.

Le grand frère
du Nord

Aux portes mêmes de la ville, une longue muraille hérissée de barbelés électrifiés, de caméras et de miradors, ceinture une petite cité à l'intérieur de laquelle réside, à l'abri de quelques chars à demi enterrés, le chef de l'Etat entouré de sa famille. Et c'est sous la bruyante protection d'une volée d'hélicoptères effectuant des cercles à quelques mètres au-dessus d'un ballet de Mercedes noires bourrées de soldats que l'on a pu voir se déplacer brièvement le colonel Saleh lors des cérémonies du 26 septembre.

Il est vrai que celui-ci a quelques raisons de bien s'entourer. Selon de nombreuses sources à Sanaa, le président a été la cible de plusieurs tentatives d'attentat — trois au moins — depuis juin dernier. Le colonel Saleh a sans doute constamment à l'esprit le sort de ses deux prédécesseurs, Ibrahim Hamdi, tué en octobre 1977, et Ahmed Ghachemi, victime en juin 1978 d'une valise piégée.

Si le gouvernement nord-yéménite a su manier avec une habileté sans égale l'art du compromis pour maintenir, à l'intérieur, la cohésion d'une société où tradition et prémices de modernité font encore bon ménage et où un pouvoir central reposant largement sur l'armée sait cohabiter avec de puissantes tribus, c'est peut-être en politique étrangère qu'il exerce le mieux son pragmatisme.

Le ministre des affaires étrangères, M. Abdelkarim Al Iriani, peut affirmer que son pays entretient d'excellentes relations avec tout le monde. Non loin de ses bureaux, les diplomates soviétiques ont porté ouverte au ministère de l'Information. A l'ambassade des Etats-Unis, inquisite des rumeurs sur

l'éventuelle venue du colonel Kadhaï pour le 26 septembre, il fut assuré qu'« aucune délégation ne serait mise dans l'embarras par la composition d'une autre délégation ». Le dirigeant libyen n'est effectivement pas venu. Mais, dans le même temps, des informations concordantes font état du vif intérêt de Tripoli pour les qualités guerrières des Yéménites, que le colonel Kadhaï aimerait bien voir s'exercer à l'encontre des Tchadiens.

Là, cependant, où le jeu d'équilibre mené par le gouvernement du président Saleh tient de l'acrobatie, c'est à l'égard de « la puissance régionale », du grand frère du Nord aussi encombrant que nécessaire, que tout Yéménite bien né déprime, mais dont aucun gouvernement à Sanaa ne peut se passer : l'Arabie saoudite. Couramment accusés en privé des plus noirs desseins — allant du financement des tribus du Nord, afin de limiter l'influence du pouvoir central aux difficultés éprouvées par le Yémen dans la prospection pétrolière, en passant par certaines tentatives d'attentat — pour garder le pays sous tutelle, les Saoudiens sont pourtant parmi les principaux pourvoyeurs d'une aide vitale pour le Yémen du Nord. Ambiguës, les relations entre Sanaa et Ryad ne cessent de rencontrer des hauts et des bas.

Aujourd'hui, c'est la lune de miel. Du moins à en croire M. Iriani, qui efface devant nous d'un geste généreux l'un des principaux motifs de ressentiment entre les deux pays : un conflit frontalier vieux de soixante-trois ans et pourtant jamais formellement réglé. Oublié en un instant l'annexion par l'Arabie saoudite d'une belle portion de territoire yéménite avant 1934 et qu'aucun gouvernement du Yémen du Nord n'a jusqu'à présent osé entériner.

Ambitions
régionales

Debout devant une carte murale en bonne place dans son bureau, le ministre suit de sa règle un trait sinueux courant entre les deux Etats. « La frontière est ici », assure-t-il, écartant d'un « c'est vieux » l'annexion de 1934 par laquelle Sanaa permettait de s'étendre vers le sud. Ou, reconnaît-il, il reste bien à délimiter la frontière nord-est, mais il ne s'agit « que d'un vaste désert » et si « la question doit être résolue par la discussion », « il n'y a rien d'urgent ». Quant aux incidents armés qui ont récemment opposé Saoudiens et Yéménites aux confins des deux pays, M. Iriani tient avec autant de ferveur à les minimiser pour les réduire à l'état de simples problèmes de « contrebandiers ».

Cette modération, cette sollicitude, ne sont pas étrangères à l'ambition avouée du Yémen du Sud de devenir à son tour une puissance régionale — « J'espère que tout le monde sera convaincu de l'importance du Yémen », insiste M. Iriani. Mais une ambition qui repose sur un double pari loin encore d'être gagné : assurer la véritable indépendance du pays par le pétrole et réali-

ser enfin le vieux rêve d'un grand Yémen uni. Deux objectifs pour lesquels Sanaa a besoin d'un élément indispensable, le temps. Ce qui fait dire au ministre des affaires étrangères que « le principal souci du Yémen est la stabilité régionale ».

Car on est loin des cris de victoire qui ont accompagné l'annonce de la découverte de pétrole au Yémen du Nord. Les chiffres ont été révisés à la baisse et, selon les estimations des milieux économiques occidentaux, les exportations de pétrole yéménite ne devraient pas dépasser deux cent mille barils par jour à partir d'avril 1988, après une période de « rodage » à cent mille barils/jour à partir du tout début de 1988. Or au prix actuel de 18 dollars le baril, les quelques 600 millions de dollars de revenus pétroliers annuels sont prévisibles, ajoutés aux autres recettes en devises — d'un montant sensiblement égal — devraient tout juste permettre de « couvrir » les importations essentielles du Yémen.

En revanche, l'optimisme est de rigueur — fût-il seulement de façade — en ce qui concerne la réunification des deux Yémens. Une opinion qui pousse M. Iriani à citer une échéance possible de deux à trois ans. Tout sourire, il réduit, là aussi, toutes les objections, aplatis les obstacles qui ont toujours empêché de concrétiser cette unité.

Aden et Sanaa, explique-t-il, ayant approuvé le projet de Constitution commune de 1981 — resté lettre morte jusqu'ici —, les discussions ont maintenant trait aux modalités d'application. Le seul point impor-

tant encore en suspens porte sur la date à laquelle le Yémen uni devrait entrer dans l'histoire. Le régime — marxiste — de la République démocratique et populaire du Yémen demande un délai de cinq ans, soit trois à quatre années de plus que ce que propose Sanaa. « Mais, conclut le ministre, ce n'est pas à prendre ou à laisser, et les discussions avancent ».

Le petit frère
du Sud

En privé, les officiels nord-yéménites se montrent beaucoup plus prudents, confiant que « sans accident historique, l'unité ne se fera qu'à long terme » et que « la réunification ne se réalisera pas à coups de grandes discussions mais plus sûrement en faisant lentement des liens concrets, à commencer modestement par des domaines comme le commerce ou le tourisme ». Des déclarations qui font écho à celles de l'un des principaux intéressés, le président du Yémen du Sud, M. Haydar Abou Bakr Al Attas, qui, venu à Sanaa représenter son pays aux cérémonies du 26 septembre, s'est référé à la nécessité d'un « travail en commun, en coordination et en complémentarité ».

Reste que le rapport des forces joue en faveur du Yémen du Nord. Celui-ci peut se permettre aujourd'hui de jeter un regard condescendant sur le petit frère du Sud, que les combats intérieurs de

Des « réfugiés » encombrants...

SANAA
de notre envoyé spécial

« La présence en République arabe du Yémen de réfugiés armés sud-yéménites peut devenir un élément de déstabilisation », le ministre des affaires étrangères du Yémen du Nord, M. Abdelkarim Al Iriani, affiche un air préoccupé en évoquant le problème de ces « réfugiés », dont il est impossible de connaître le nombre exact, les chiffres oscillant, selon les sources, entre quinze mille et quarante mille.

Sur place, pourtant, à quelque 250 kilomètres au sud de Sanaa, rien ne distingue a priori ces « réfugiés » des militaires nord-yéménites. Ils portent les mêmes armes, la même uniforme, le même insignes sur un béret — rouge — identique. Ils se nourrissent des mêmes rations, le Nord assurant l'intendance. Les portraits du président du Yémen du Nord, le colonel Ali Abdallah Saleh, ornent le paroi-brise de leurs Jeep, qui ralentissent à peine devant les contrôles routiers, le temps d'un salut réciproque.

A l'entrée du camp de Dimnah, deux drapeaux flottent sur le poste de garde mixte : ceux des deux Yémens. La frontière de la République démocratique et

populaire du Yémen n'est qu'à une trentaine de kilomètres : une frontière que les deux mille soldats et officiers du camp ont franchie il y a près de deux ans, talonnés par les forces qui venaient de renverser l'extrémisme Ali Nasser Mohammed et qui règnent maintenant à Aden.

Aujourd'hui, les « réfugiés » vivent en unités constituées sur leurs collines rocailleuses piquées de tentes beiges, entre les corvées et l'entraînement sur les quelques chars de fabrication soviétique dont dispose — outre un nombre réduit de canons également soviétiques — le colonel Abdallah Mansour, le chef du camp.

« Militaires, nous obéissons aux ordres des politiques », la quarantaine, raide dans son treillis impeccable, le colonel Mansour vante la discipline de ses troupes, soumissionnées, insiste-t-il, aux instructions de M. Ali Nasser. « Il nous a demandé d'attendre ; nous avons attendu. S'il nous ordonne de marcher sur Aden, nous sommes prêts », affirme-t-il. Propos qu'il atténue bientôt par une profession de foi pacifiste : « Notre retour au Sud ne doit pas se faire par la force, mais doit résulter du dialogue ».

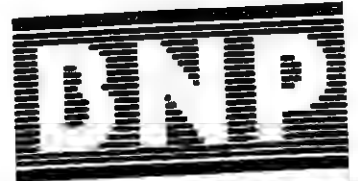
Y. H.



UN COUP DE FOLIE ? FONCEZ.

CRÉDISPONIBLE

Vous offrir ce que vous désirez quand vous le désirez, c'est désormais possible avec le Crédispensible de la BNP. Le Crédispensible, c'est une ligne de crédit d'un montant adapté à votre budget, et qui se reconstitue au fur et à mesure de vos remboursements. Le Crédispensible est accordé immédiatement sur quelques critères simples aux détenteurs d'une carte bleue ou d'une carte Premier BNP Rapide et souple, le Crédispensible vous permet d'étaler le règlement de vos dépenses à des conditions intéressantes. Désormais, n'hésitez plus. Avec la BNP, cédez à vos coups de folie !



LA BANQUE EST VOTRE MEILLEUR ALLIÉ

صكنا من الامم

Proche-Orient

Le conflit du Golfe

Un nouveau missile iranien sur Bagdad fait de nombreuses victimes

Bagdad a de nouveau été touché, le mardi 13 octobre, par un missile iranien qui, selon des témoins, s'est abattu sur une école cinq minutes avant le début des cours et alors que les enfants allaient rejoindre leur classe. Trente personnes ont été tuées et deux cents blessées, selon un porte-parole irakien. L'Irak a, en huit jours, tiré quatre missiles sur la capitale de l'Irak - dont le dernier en date dimanche matin - parallèlement à une intensification des opérations menées par l'aviation irakienne contre le trafic maritime dans le golfe Arabo-Persique.

Lundi encore, un pétrolier battant pavillon panaméen et affrété par l'Irak, le *Mariani*, a été attaqué et endommagé par la chasse irakienne. Un membre d'équipage au moins a été tué. Dans la soirée, c'était au tour d'un pétrolier saoudien, le *Petroshi B* d'être attaqué, mais par des vedettes irakiennes. Le navire a pu poursuivre sa route et quitter le Golfe par ses propres moyens.

L'aviation irakienne a, en outre, lancé six raids, lundi, contre des objectifs économiques en territoire iranien, bombardant notamment la raffinerie d'Isfahan et une centrale électrique de cette ville du centre de l'Irak, ainsi qu'une autre centrale, à Tabriz (nord-ouest). L'artillerie iranienne a, pour sa part, pilonné Basorah - deuxième ville d'Irak - lundi, pour la deuxième journée consécutive. - (AFP, AP, Reuters.)

● **IRAQ** : trois Italiens enlevés par des miliciens kurdes. - L'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPKI), dirigée par M. Jalal Talabani, a revendiqué le lundi 12 octobre, dans un communiqué diffusé à Beyrouth, l'enlèvement de trois Italiens travaillant en Irak. L'organisation, proche de l'Irak et de l'opposition irakienne, affirme que ces enlèvements ont été organisés « en signe de protestation contre l'aide de l'Italie au régime irakien et la présence de la flotte militaire italienne dans les eaux du Golfe ». - (AFP.)

Les incidents dans les territoires occupés

Une Palestinienne tuée à Ramallah

Commencée il y a une douzaine de jours à la suite d'un incident dans la bande de Gaza, la vague de violences continue à secouer les territoires occupés.

Lundi 12 octobre après-midi, plusieurs centaines d'étudiants palestiniens de l'université de Bethléem, en Cisjordanie occupée, ont manifesté après la mort d'une Palestinienne, tuée le matin lors d'affrontements à Ramallah avec des militaires israéliens. Les étudiants ont accroché une immense drapée palestinienne sur le bâtiment principal du campus de l'université et s'y sont barricadés pendant plusieurs heures. L'armée israélienne a lancé des grenades lacrymogènes, avant de se retirer à proximité du campus. Les étudiants ont quitté le campus dans le calme au cours de la soirée.

Isayeh Samir Hindi, trente-cinq ans, avait été tué lundi matin d'une balle dans la poitrine alors qu'elle venait chercher son fils dans une école secondaire de Ramallah. Six lycéens avaient été également blessés lors de la dispersion de manifestants, qui protestaient contre la présence, dimanche, d'un groupe israélien ultra-nationaliste sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem. Le commandant militaire de la Cisjordanie a déclaré que la mort de la jeune femme était un « incident regrettable », mais « difficile à éviter lorsque de petits groupes de militaires affrontent des manifestations violentes ».

A Tunis, l'OLP a lancé un appel aux pays arabes et islamiques ainsi qu'à l'ONU et aux organismes de défense des droits de l'homme pour qu'ils « assurent leurs responsabilités » face à la dégradation de la situation dans les territoires occupés. - (AFP.)

LE MONDE diplomatique

octobre EST PARU

L'exportation des produits palestiniens vers l'Europe

La négociation entre Israël et la CEE piétine

JÉRUSALEM de notre correspondant

Les Palestiniens des territoires occupés pourront-ils exporter leurs productions agricoles sur le marché européen, comme la CEE leur en a donné le droit ? La question, autant politique qu'économique, a été au centre des conversations que M. Claude Cheysson, commissaire européen, a eues ces dernières semaines avec les autorités israéliennes à Jérusalem. M. Cheysson a lui-même annoncé les résultats de ses entretiens avec les ministres des affaires étrangères et de l'agriculture : « Je serais malhonnête, s'il n'y avait eu lundi 12 octobre à la presse, si je vous disais qu'on est parvenu à un accord formel ».

De fait, le moins qu'on puisse dire est que les Israéliens sont peu enthousiastes - notamment au ministère de l'Agriculture - même s'ils paraissent aujourd'hui un peu moins réticents qu'ils ne l'étaient au moment où la CEE a lancé son initiative. Elle remonte au 27 octobre 1986. La Communauté décide alors d'attribuer aux productions agricoles de Cisjordanie et de Gaza le régime douanier préférentiel semblable à celui dont bénéficient les pays de la région (Israël, Syrie, Jordanie, Égypte). L'intention est louable, mais suppose, pour avoir la moindre chance de se traduire dans les faits, qu'Israël soit d'accord. Pour une raison toute simple : les exportations via la Jordanie sont longues et difficiles, du fait notamment des contrôles de sécurité. Et le chemin le plus direct passe donc par les ports israéliens.

Côté israélien on affichait, au moins avant la visite de M. Cheysson.

● Le président Assad participera au sommet d'Amman. - Le président syrien Hafez El Assad participera au sommet arabe extraordinaire prévu le 8 novembre à Amman, a indiqué, lundi 12 octobre, à Damas, le porte-parole de la présidence de la République Gibrans Kureih. - (AFP.)

son une franche mauvaise volonté. Il y a ceux dans les milieux proches du Likoud (droite) qui ont tout bonnement vu dans la décision de Bruxelles « le début de la reconnaissance d'un Etat palestinien ». Moins catégoriques, d'autres responsables reprochent à Bruxelles d'avoir « édicté » une mesure sans aucune consultation préalable avec Israël, qui, disent-ils, « reste, qu'on le veuille ou non, chargé des territoires ». Ils estiment que la décision de la Communauté est sinon hypocrite, du moins parfaitement « irréaliste », sur les plans technique et économique, les agriculteurs des territoires n'ayant ni la qualité ni la variété de produits, encore moins la logistique, leur permettant de pénétrer sérieusement le marché européen.

Estampillés « made in Israël »

A l'appui de ces affirmations, les mêmes responsables avancent les chiffres de l'an dernier. Les Palestiniens ont exporté pour 43 millions de dollars vers la Jordanie et seulement 1 million de dollars vers l'Europe, à travers le monopole d'exportation israélien AGREXCO.

C'est précisément là qu'il y a anomalie et même illégalité au regard des règlements communautaires, a souligné M. Cheysson. Car les marchés palestiniens, qui gagnent le marché communautaire par le biais

de AGREXCO, sont estampillés « made in Israël ». Ce système, outre ses connotations politiques, est contraire à la réglementation européenne sur les certificats d'origine. Pour y échapper, on souhaitait à Bruxelles que les Palestiniens puissent se doter de leur propre société de commercialisation et que celle-ci ait bien sûr accès aux ports israéliens.

On n'en est pas là. « Nous sommes arrivés à un accord de principe », a dit M. Cheysson, sur un étiquetage propre aux produits palestiniens et sur l'attribution de certificats d'origine, vraisemblablement par les chambres de commerce des territoires. « Les difficultés restent sérieuses mais elles sont d'ordre purement technique et non politique », a assuré l'ancien ministre des relations extérieures, en ajoutant qu'il n'était pas du ressort de la Communauté de s'occuper des problèmes de commercialisation et de transport qui se posent ensuite aux Palestiniens.

Il y a donc apparemment un très léger progrès. Et, en tout état de cause, la Commission de Bruxelles ne manque pas de moyens de pression : elle peut toujours menacer de retarder la mise en application du protocole conclu l'an dernier avec Israël pour que les exportations de ces pays ne souffrent pas de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté. La partie de bras de fer ne fait que commencer.

ALAIN FRACHON.

ABONNEMENT SPÉCIAL LE MONDE DU VIN

Pour avoir tous les numéros de concours avec les questions et toutes les vignettes de participation, abonnez-vous au Monde du numéro daté 13 octobre au numéro daté 30 novembre 1987, au prix spécial de 190 F (pour l'étranger, nous consulter).

ABONNEMENT LE MONDE DU VIN

DU 13 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE 1987

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement à :

Le Monde, service des abonnements, BP 80709, 75422 Paris cedex 08

ou par MINITEL 36.15 LEMONDE puis ABO.

Le Monde

A PARTIR DU VENDREDI 16 OCTOBRE 87
numéro daté 17 octobreGRAND CONCOURS
LE MONDE DU VIN

TESTEZ VOS CONNAISSANCES

A partir du 16 octobre 1987 et durant quatre semaines, « le Monde » vous propose de tester vos connaissances en répondant chaque jour à deux questions concernant le vin. Au total 48 questions seront proposées sur les thèmes suivants : Les vins dans l'histoire, la culture et les religions ; l'origine des vins ; les techniques de vinification ; le vin et la littérature.

POUR VOUS AIDER : l'indice RTL.

Ecoutez RTL chaque jour, du lundi au samedi : à 10 heures, Jean-Pierre IMBACH dévoile l'indice RTL.

Vous pouvez également accéder à ces indices en tapant sur votre minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL.

600 PRIX EN JEU.

Des caves exceptionnelles composées des vins les plus prestigieux

Des sélections de nombreux grands crus

Des week-ends dans les plus grands relais et châteaux en France et à l'étranger.

RELAIS & CHATEAUX

600 PRIX
2.000.000 F EN JEU

COMMENT PARTICIPER

Répondez aux 48 questions posées dans « le Monde » ainsi qu'à la question subsidiaire qui permettra de départager les éventuels ex aequo. Découpez chaque jour la vignette-jeu dans « le Monde ». Ces vignettes devront être collées sur le bulletin-jeu que vous trouverez dans « le Monde » à l'issue des 48 questions.

TOUS LES JOURS DANS

Le Monde

avec
RTLLE MONDE
avec le patronage de l'INAO
et de la SOPEXA

C'est à ce moment que je lui ai dit que j'avais acheté un... au lieu du... de Victor avec la carte amovible ADD-PAK.

Tant qu'il me disait le microprocesseur Ram et le système 32" (comme... du moment acheté... Victor. C'est le VPC3...

entre Israël et la CEE piétine

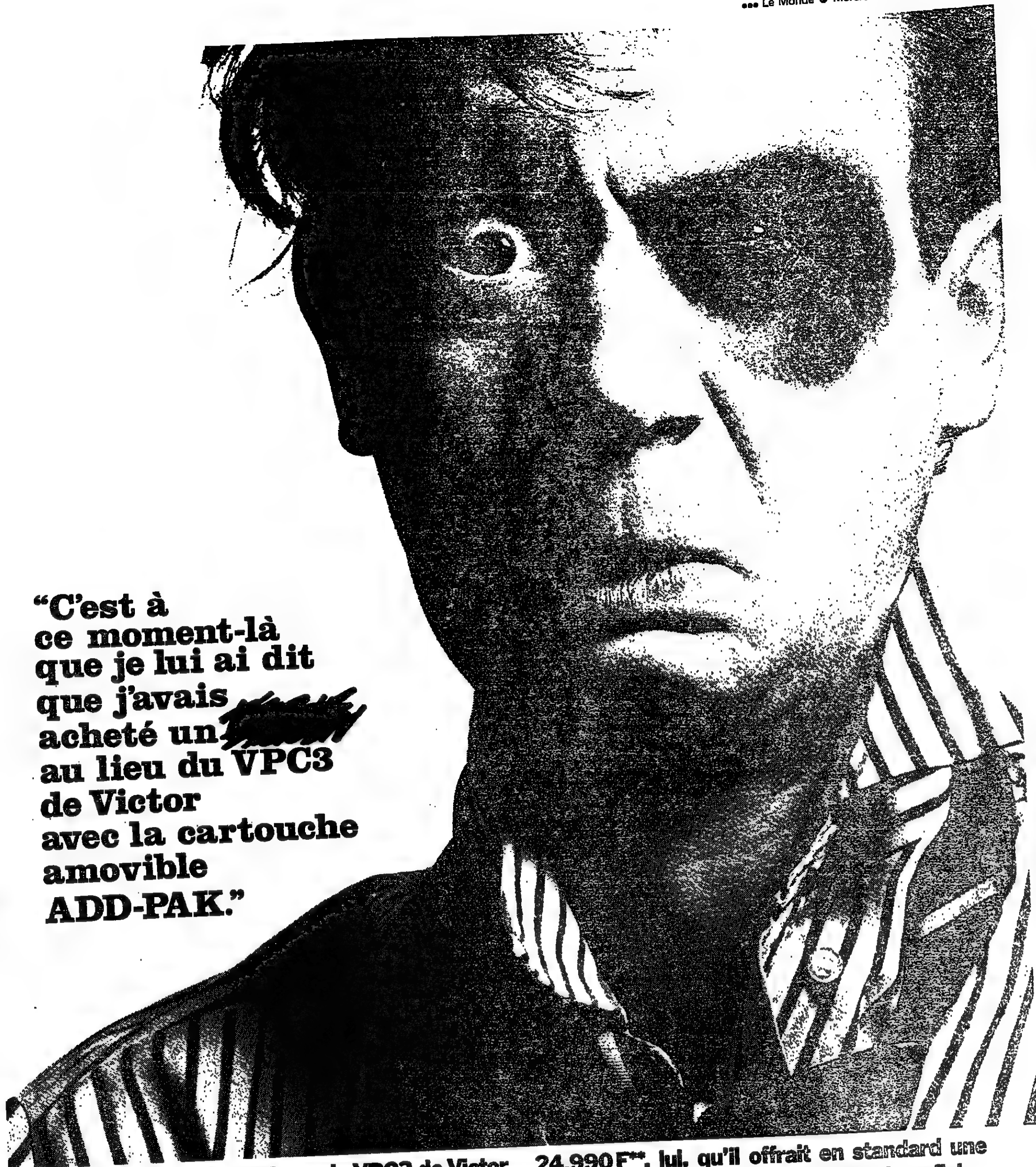
Exemple
- dans la forêt -

Le Monde
sur minitel
L'AFFAIRE CHAUMI
REBONDIT
3615 747 LEMONDE

COURS
DU VIN

ENCIPER

LES JOURS DANS
Monde
LE MONDE



"C'est à ce moment-là que je lui ai dit que j'avais acheté un ~~XXXX~~ au lieu du VPC3 de Victor avec la cartouche amovible ADD-PAK."

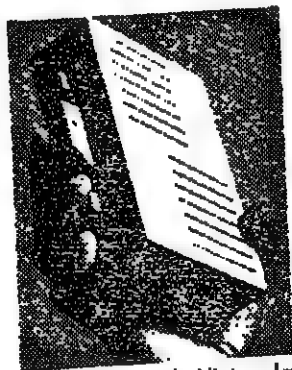
Tant qu'il me disait que le VPC3 de Victor utilisait le microprocesseur 80286 avec 640 Ko Ram et le système d'exploitation MS DOS 3.2* (comme ~~XXXX~~), ça allait encore.

Mais tout a dégénéré à partir du moment où je lui ai avoué avoir acheté un ~~XXXX~~ au lieu du VPC3 de Victor. C'est alors qu'il m'a dit que le VPC3 de Victor ne coûtait que

24.990 F**, lui, qu'il offrait en standard une interface pour disque de sauvegarde enfichable ADD-PAK de 30 Mo, en exclusivité, pour couronner le tout (et ça, bien sûr, ~~XXXX~~ ne peut pas l'avoir!). C'en était trop! C'est à ce moment-là que c'est arrivé.

Si j'avais su, je serais allé voir les 650 revendeurs agréés Victor. Ils m'auraient prévenu, eux!

* Marque déposée. ** Prix moyen hors taxes.



Exclusivité de Victor: la cartouche amovible ADD-PAK de 30 Mo, intégrable à l'unité centrale.

VICTOR

Comme ~~XXXX~~ moins cher qu' ~~XXXX~~

Victor Technologies - BP 209 - 92502 Rueil-Malmaison cedex
Tél.: (1) 47.52.22.22

Nom: _____ Fonction: _____
Société: _____ Code postal: _____
Adresse: _____ Ville: _____ Tél.: _____
Application: _____

صكزا من الاصل

Politique

Ripostes contrastées à la suite des incidents au Palais-Bourbon

Le président de la République et le premier ministre mesurent leurs critiques envers le Front national

Selon l'entourage de M. Jacques Chirac, l'assaut mené par M. Le Pen et ses amis contre le fonctionnement de l'Assemblée nationale, dans la nuit du 9 au 10 octobre, procédait d'une opération préméditée dont l'objectif était d'essayer de faire oublier l'affaire - du point de détail - qualitatif attribué par M. Le Pen aux chambres à gaz. Si tel était bien le calcul du Front national, la maîtrise de l'opération a complètement échappé à ses instigateurs, puisque ceux-ci s'employaient depuis lundi à réviser l'histoire des violents incidents de la semaine dernière au Palais-Bourbon, M. Le Pen allant jusqu'à se poser en champion de la démocratie parlementaire.

Les explications du président du Front national ont eu du mal à convaincre ses propres partisans : deux des élus de son parti au conseil régional du Languedoc-Roussillon, MM. Jean-Pierre Armengol (Pyrenées-Orientales) et Alain Champ (Gard), ont annoncé lundi leur démission du comité central du Front national en dénonçant la « dérive » de leur mouvement. Ils ont ajouté qu'« à force de surenchères » leurs dirigeants nationaux « prennent le risque de la marginalisation, qui ne peut que favoriser le retour de la gauche ».

Ce point de vue est partagé par l'Hôtel Matignon. On y estime que M. Le Pen, voué aux gémonies par le RPR et par l'UDF, va s'employer maintenant à faire gagner... M. François Mitterrand si celui-ci sollicite un nouveau mandat.

M. Le Pen n'a jamais « roulé » que pour lui seul, et si M. Chirac est depuis longtemps sa cible principale, c'est uniquement parce que le président du RPR est son principal rival politique.

M. Chirac l'a bien compris. Voilà pourquoi il adopte un profil bas depuis le début de cette nouvelle « affaire ». Le premier ministre se bornait à souhaiter, lundi, que les débats de l'Assemblée nationale retrouvent « dignité » et « sérénité ». Le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, voit d'ailleurs dans tout cela « un piège des socialistes » et il ne veut pas « accorder trop d'importance » aux incidents en question, alors qu'il a même nommé le président du groupe RPR au Palais-Bourbon, M. Pierre Messier, à l'affaire, qu'on ne peut pas « laisser passer une affaire comme celle-là » et qu'il faut, au contraire, tout faire pour empêcher M. Le Pen de recueillir les cinq cents signatures requises pour être candidat en 1988.

Très attentif à toutes ces manœuvres, M. Mitterrand n'en fait pas, lui non plus, tout un plat. De retour de son voyage en Amérique du Sud, le président de la République s'est gardé de dramatiser : « Depuis 1945, a-t-il dit, j'ai vu beaucoup d'incidents de ce genre. Cette fois-ci, ils sont allés un peu loin, c'est devenu ordurier. Mais, dans la vie parlementaire, ceux qui sont responsables de ces phases n'en tirent jamais avantage ».

Ces réactions mesurées de MM. Chirac et Mitterrand contrastent avec la virulence de la

plupart des autres commentaires, toujours aussi nombreux. Au nom du Parti communiste, M. André Lajoinie réaffirme qu'« il faut isoler Le Pen » et faire en sorte « qu'il cesse d'empoisonner l'atmosphère politique ». Le président d'honneur du Mouvement des radicaux de gauche, M. Jean-Michel Baylet, réclame « les sanctions les plus dures contre les députés du Front national ». Le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, souligne qu'« en un mois les Français ont eu un raccourci saisissant de la nature du Front national : le racisme, l'antisémitisme et l'antiparlementarisme », rappelant « les mouvements de type fasciste et nazi des années 30 ». Le secrétaire général de la CFDT, M. Edmond Maire, relève que les élus d'extrême droite « sont passés des immigrés à la mer aux députés à la mer ».

Et si, de son côté, le secrétaire général du CNL, M. Yvon Briant, a adressé mardi à M. Le Pen une « lettre ouverte » relativement conciliante pour lui demander de se désolidariser de ceux de ses compagnons « qui croient que leur avenir passe par la défaite contre que celle de Jacques Chirac et de Raymond Barre », c'est uniquement parce que, au-delà des besoins de la polémique, tous les États-majors des autres partis politiques « petits et grands » ont la même préoccupation : comment récupérer les premiers « déçus » du lepénisme... alors même que M. Le Pen cherche, pour sa part, à capter « on aura décidé tout vu ! » l'héritage... du gaullisme.

A. R.

Erreurs et vérités

dence « sans son autorisation et, celle-ci obtenue, ne leur donnait pas un rôle de contrôle du président alors qu'ils sont chargés de l'assister ».

● Y a-t-il eu vote de fait ? Incontestablement, sur la personne de M. François de Panafieu (RPR, Paris) qui a déclaré qu'elle avait été « très fortement bouclée » au moment où les députés du Front national envahissaient les autres bancs pour utiliser les clés de vote de leurs collègues. Ni elle ni le président de séance, M. André Billardon (PS, Saône-et-Loire), n'ont pour autant signalé cet incident dans l'hémicycle.

● Existe-t-il des preuves floues ? Le Pen affirme que les incidents n'ont pas eu lieu puisqu'ils n'ont pas été filmés. Effectivement, aucune des chaînes de télévision n'avait caméra au Palais-Bourbon cette nuit-là. Les services du Front national envahissaient les autres bancs pour utiliser les clés de vote de leurs collègues. Ni elle ni le président de séance, M. André Billardon (PS, Saône-et-Loire), n'ont pour autant signalé cet incident dans l'hémicycle.

● Le procès-verbal officiel sera-t-il plus précis ? Pas forcément. Rédigé par les sténographes et publié au Journal officiel, il rend compte théoriquement de l'intégralité des débats. Mais dès que le

tumulte prend une trop grande ampleur, ces sténos — malgré leurs grandes qualités — ne peuvent tout saisir. Des échanges de quolibets peuvent ainsi être résumés par un sibilin « rumeurs ». De plus, dès qu'un scrutin est ouvert, il n'est plus rendu compte, en règle générale, de ce qui se passe dans l'hémicycle. Or c'est à ce moment qu'ont eu lieu les plus graves incidents. Il est vrai que lorsque ceux-ci ont des conséquences sur la suite des débats, la « steno » en rend compte pour la bonne compréhension du compte rendu. Il arrive aussi que sur demande certaines injures soient gommées.

Dans les circonstances actuelles, le texte de ce compte rendu est si important — ce devrait être le document essentiel mis à la disposition du bureau de l'Assemblée — que sa rédaction a occupé les services pendant de longues heures et qu'il n'a pas été rendu public avant la réunion du bureau.

● Peut-il y avoir commotion d'ensemble ? Non, car ce n'est pas son rôle. Ces commissions ne sont prévues que pour contrôler la gestion de l'administration publique et non pour enquêter sur ce qui se passe à l'Assemblée. La demande du Front national devait être jugée irrecevable.

En tout état de cause, trois journalistes ont été témoins de l'ensemble de ces événements : celui de l'AFP, celui de l'Agence centrale de presse et celui du Monde.

Th. B. et P.S.

« La classe politique trahit la volonté populaire » affirme M. Jean-Marie Le Pen

Au cours d'une conférence de presse donnée le lundi 12 octobre au siège du Front national, M. Jean-Marie Le Pen s'en est pris « à la classe politico-médiatique » et « à certains désinformateurs qui se sont mis à l'œuvre pour tenter de dénaturer et de caricaturer l'action et le comportement » des députés du Front national. « La vérité, a répondu M. Le Pen, c'est que le Front national a voulu, par une manifestation publique, dans le strict respect du règlement et totalement exclusive de quelque vote de fait, défendre la démocratie, donner la parole au peuple » et « dénoncer la dérive du système parlementaire ». « Les Français trouvent-ils normal, a-t-il poursuivi, de voir des députés de la gauche se comporter comme des députés de la droite ? » « Les Français trouvent-ils normal, a-t-il poursuivi, de voir des députés de la droite se comporter comme des députés de la gauche ? » « Les Français trouvent-ils normal, a-t-il poursuivi, de voir des députés de la gauche se comporter comme des députés de la droite ? » « Les Français trouvent-ils normal, a-t-il poursuivi, de voir des députés de la droite se comporter comme des députés de la gauche ? »

« Les Français trouvent-ils normal, a-t-il poursuivi, de voir des députés de la gauche se comporter comme des députés de la droite ? » « Les Français trouvent-ils normal, a-t-il poursuivi, de voir des députés de la droite se comporter comme des députés de la gauche ? » « Les Français trouvent-ils normal, a-t-il poursuivi, de voir des députés de la gauche se comporter comme des députés de la droite ? » « Les Français trouvent-ils normal, a-t-il poursuivi, de voir des députés de la droite se comporter comme des députés de la gauche ? »

ment de l'Assemblée nationale limite les délégations à une par député ».

« Les Français trouvent-ils normal, a-t-il poursuivi, de voir des députés de la gauche se comporter comme des députés de la droite ? » « Les Français trouvent-ils normal, a-t-il poursuivi, de voir des députés de la droite se comporter comme des députés de la gauche ? » « Les Français trouvent-ils normal, a-t-il poursuivi, de voir des députés de la gauche se comporter comme des députés de la droite ? » « Les Français trouvent-ils normal, a-t-il poursuivi, de voir des députés de la droite se comporter comme des députés de la gauche ? »

« Face à la classe politique qui trahit la volonté populaire, a encore affirmé M. Le Pen, le Front national se pose en défenseur des intérêts du peuple français (...). Au-delà des questions de procédure, le Front national a conscience, par son action à l'Assemblée nationale, d'agir au nom du peuple, avec le peuple et pour le peuple. »

● Le retour de M. Régis Debray à l'Elysée. — M. Régis Debray a été nommé chargé de mission auprès du président de la République par décret en date du lundi 12 octobre et publié par le Journal officiel du mardi. Il s'occupera du bicentenaire de la Révolution de 1789. M. Debray, quarante-sept ans, avait déjà occupé cette fonction au secrétariat général de l'Elysée de juin 1981 à avril 1984, puis auprès du chef de l'Etat d'avril 1984 à février 1985. Il avait alors quitté l'Elysée pour le Conseil d'Etat, où il avait été nommé maître des requêtes au tour extérieur.

Candidat à l'élection présidentielle

M. Juquin est menacé d'être exclu du PCF

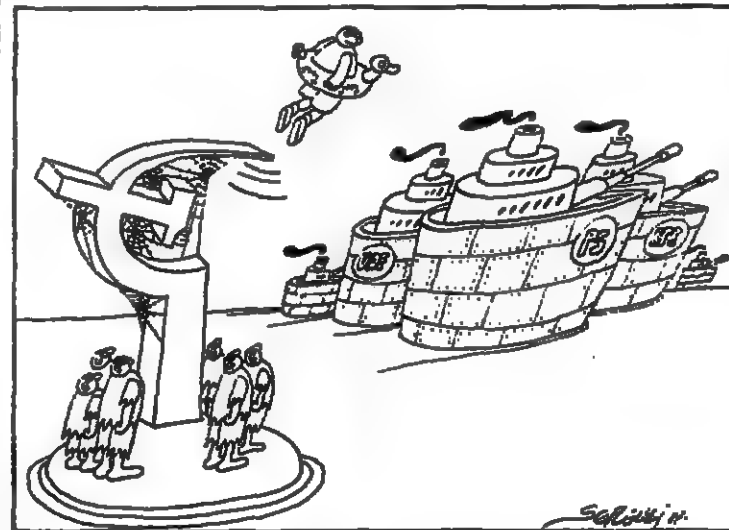
M. Pierre Juquin, chef de file des rénovateurs communistes, a annoncé officiellement, le lundi 12 octobre au journal d'Antenne 2, sa candidature à l'élection présidentielle (le Monde du 13 octobre). A 20 h 30, le secrétaire du comité central du PCF a publié un communiqué de convocation du comité central mercredi 14 octobre « afin de prendre les décisions qui découlent de cette situation ». Citant ce communiqué, l'agence soviétique Tass a annoncé, lundi soir, la candidature de M. Juquin à l'Elysée.

« Oui, j'ai décidé d'être candidat à cette élection », M. Juquin s'est dit renforcé dans sa décision par « la bataille de rue à l'Assemblée nationale [conduite] à l'initiative de Le Pen » et par « une série d'affaires, de scandales », qui, selon l'ancien porte-parole du PCF, ne sont pas « les vrais problèmes des Français ». Prenant l'exemple « d'une jeune secrétaire de vingt ans qui se demande si elle passera toute sa vie dans le même boulot à 3 500 francs par mois », citant les interrogations « d'un

tionnaire (LCR). — M. Juquin a affirmé qu'il « continuera son combat » même si le PCF l'exclut.

Si le candidat officiel du PCF, M. Lajoinie, a souligné, le soir même à Calais, qu'il ne se sentait « pas concerné » par la candidature de M. Juquin, le secrétaire du comité central, en revanche, a publié immédiatement un communiqué convoquant — exceptionnellement — le « parlement communiste ». « En violation de toutes les règles de fonctionnement du PCF, et alors que celui-ci a démocratiquement désigné André Lajoinie comme candidat communiste à l'élection présidentielle, indique le texte de la direction, Pierre Juquin vient d'annoncer à la télévision sa propre candidature à cette élection. Les membres du comité central sont donc invités, dès mercredi, à prendre les décisions qui s'imposent. L'agence Tass cite ce communiqué en indiquant que M. Juquin est « membre du comité central du PC français, dirigeant des prétendus rénovateurs (1) ».

Selon un membre du comité central, cette réaction rapide de la direc-



jeune de quinze-seize ans d'un LEP », « d'un immigré OS depuis vingt ans chez Renault », « d'un jeune créateur d'entreprise à qui les banques proposent des prêts à 11 % », il a déclaré : « Je vais essayer d'élaborer avec les gens eux-mêmes un certain nombre de réponses précises et concrètes ».

Souhaitant que « André Lajoinie fasse toutes les voix qu'il peut faire », M. Juquin a toutefois estimé que « le compte n'y sera pas pour le courant auquel j'appartiens », ni « pour la gauche en général ». Considérant que le PCF « a couru de tout ce qui bouge dans la société », il a ajouté : « On ne peut pas être communiste et sourd à ce qui se passe chez les gens ».

Le dernier candidat déclaré à la course présidentielle a indiqué que son choix est « le signe d'un échec du Parti communiste qui n'est pas parvenu à se renouveler ». Soulignant qu'il n'était « le candidat d'aucun groupement, d'aucune organisation, d'aucun parti », — hormis la Coordination nationale des rénovateurs communistes, il a le soutien annoncé du PSU, celui implicite de la Fédération de la gauche alternative (FGA) et celui virtuel de la Ligue communiste révolu-

tion du PCF semble montrer qu'il ne veut pas constater simplement que M. Juquin s'est mis « hors parti », mais « elle prend le chemin d'une exclusion dans laquelle elle veut mouiller tous les membres du CC ». Pour un autre, il s'agit de « souligner la décision afin d'éviter un certain laisser-aller au bas ». Un troisième considère qu'il faut « créer une situation de rupture » tout en ajoutant : « Il faut croire que le coup de Marchais à la conférence nationale (2), ça n'a pas suffi ».

Le PCF n'a pas prononcé d'exclusions formelles depuis quelques années. Lors des exclusions de fait de M. Henri Fiszbin et de ses amis ainsi que de M. Jean Elie, le comité central avait « constaté » leur auto-exclusion. Ces responsables communistes n'avaient pas franchi, eux, le pas ultime d'une contre-candidature.

O. B.

(1) M. Juquin n'est plus membre du comité central depuis juin 1987.
(2) M. Marchais avait lui-même soumis au vote la candidature de M. Juquin qui n'était pas candidat.

Devant les cadres du RPR

M. Chirac a esquissé les thèmes de sa future campagne

« Le RPR est prêt mais il n'est pas en campagne électorale », Ce principe posé par le secrétaire général du mouvement, M. Jacques Toubon, veut être le reflet très fidèle au niveau du parti d'un autre principe que M. Chirac souhaite incarner et qui peut s'énoncer ainsi : « Le premier ministre sera candidat mais, pour le moment, il gouverne ».

L'attachement à ces positions formelles a été encore souligné, dimanche 11 octobre, à l'occasion d'une réunion à Paris des parlementaires et des cadres locaux du RPR, qui regroupait de nombreux responsa-

bles.

« Répondre, expliquer, élargir »

Dans son intervention, M. Jacques Chirac a tout d'abord rappelé qu'il maintenait sa décision de ne faire connaître sa candidature à l'élection présidentielle que le plus tard possible, c'est-à-dire courant fin janvier. Il a insisté sur la nécessité pour le gouvernement d'« exercer toutes ses responsabilités le plus longtemps possible » et pour le RPR de « ne pas entamer une campagne électorale prématurée ». Le premier ministre a chaque fois parlé non pas de sa propre candidature mais de celle du « candidat qui soutiendra le RPR », pour mieux souligner qu'il n'est pas encore celui-là.

M. Chirac a toutefois esquissé les grandes lignes de sa future campagne. Celle-ci, a-t-il dit, ne sera pas uniquement fondée sur le bilan de l'action du gouvernement depuis mars 1986, mais surtout sur les « thèmes d'avenir ». Parmi ceux-ci,

une part importante sera réservée aux « valeurs de société ». Il a ainsi évoqué le respect des minorités et notamment le problème de l'intégration des immigrés qui le soulaient. Il a également traité du « rôle humaniste » de la France dans le monde qui sera notamment fonction du « redressement que le pays aura opéré ».

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, avait auparavant analysé la conjoncture électorale. Se référant aux enquêtes d'opinion que possède le ministère de l'Intérieur, M. Pasqua a affirmé que « le candidat de la gauche, quel qu'il soit sera battu par celui de la majorité ». Il a souligné qu'il existe une grande différence entre les notions de cote de popularité et d'intentions de vote. Le ministre estime qu'au premier tour la droite totaliserait 56 % des voix contre M. Mitterrand et 62 % contre M. Rocard. Il s'est toutefois inquiété des reports pour le deuxième tour, qui, par référence aux élections cantonales partielles, peuvent inverser le résultat final. Ainsi, a-t-il rappelé que, bien qu'elle ait obtenu 55,1 % des suffrages en 1986 et 58,4 % en 1987 au premier tour, la droite a perdu huit cantons sur quatre-vingt-huit. Il a en conséquence appelé à davantage d'union dans la majorité affirmant : « Les bases pour gagner existent. » M. Billaud, ministre d'Etat, avait essentiellement parlé des controverses concernant les privatisations, les prélèvements obligatoires et la sécurité sociale.

Les travaux avaient été ouverts par une intervention de M. Jacques Toubon, qui a demandé aux cadres

du RPR « de développer leurs efforts vers l'extérieur, de multiplier les contacts, réunions et tournées, d'effectuer un travail de rayonnement vers le plus large électoral en faveur de M. Chirac ». Il a insisté sur trois actions politiques : « répliquer aux socialistes, expliquer les sujets controversés, élargir leur audience aux milieux professionnels ».

Le secrétaire général du RPR, qui a quitté la présidence de la commission des lois à l'Assemblée nationale, va effectuer plusieurs visites aux fédérations de son parti. Il réunira en décembre une commission de cadres en vue de la campagne électorale et ensuite un congrès extraordinaire, pour apporter le soutien officiel du RPR au candidat déclaré.

M. Chirac, lorsqu'il aura fait connaître sa décision, se mettra alors en « course » pour la présidence du RPR. Au cours de la réunion de dimanche, les incidents provoqués par M. Le Pen à l'Assemblée nationale n'ont été évoqués que brièvement par M. Pasqua, qui a incité ses amis à « faire campagne sur nos idées, à développer notre propre action et à ne pas nous occuper des autres ». Plusieurs participants constataient en privé : « Les idées de Le Pen ne marchent plus chez nous. » Ou encore : « Ce que l'extrême-droite a fait révéler sa vraie nature. Avant de se séparer, les cadres RPR ont écouté le chanteur Eric Charden chanter son nouveau « tube » sur la France : Epinglée en bleu.

A.P.

Politique

Les socialistes saisis par la fièvre de 1988

« Mitterrand, Mitterrand ! »

Que deviendront les socialistes si M. Mitterrand n'est pas candidat ? La question mérite d'être posée, car les références au président de la République sont désormais omniprésentes dans les déclarations des dirigeants socialistes (en dehors du courant rocardien) et aussi, semble-t-il, dans les réactions de la base militante : lors du meeting de rentrée parisienne de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, le samedi 10 octobre, les militants présents se sont mis spontanément à scander le nom du président à la fin de la réunion. Auparavant, M. Jospin avait lui-même abondamment rendu hommage à M. Mitterrand.

L'accord tacite passé avec les rocardiens lors du congrès de Lille du mois d'avril fait décidé-

ment partie du passé : M. Rocard s'était alors engagé à respecter la discipline du parti. En contrepartie, les autres socialistes s'abstenaient de soulever publiquement une nouvelle candidature de M. Mitterrand.

Paradoxalement, c'est aujourd'hui M. Rocard qui respecte le mieux la partie de l'accord qui l'intéresse directement. Tout en continuant sa précampagne - il vient de terminer une série de cinq meetings thématiques et sort son livre *Le Cœur à l'ouvrage* - il multiplie depuis quelque temps les signes d'attachement au PS. Ainsi, dans une interview accordée au *Courrier de l'Ouest*, affirmait-il récemment : « Ce qui pourrait m'amener à me retirer, c'est la même

chose que ce qui pourrait conduire François Mitterrand à se représenter : ce que je jugerai être l'intérêt de la France. »

Face à M. Rocard, au cas où M. Mitterrand ne serait pas candidat, seul M. Jean-Pierre Chevènement s'est aujourd'hui déclaré candidat à la candidature. Il affirme sa volonté d'aller « jusqu'au bout » de cette primaire. Celle-ci, sur tout si M. Fabius entraine en lice, serait assez ouverte : la perte de terrain de M. Rocard dans les sondages, ses démentis récents avec le PS, ne font plus automatiquement de lui le « vice-candidat » du PS.

La référence constante à M. Mitterrand prend le pas, au PS, sur l'explication et la promotion des propositions socialistes pour 1988. Est-

ce la meilleure façon de préparer l'échéance ? M. Jospin s'est plaint samedi que les médias ne s'intéressent guère à ces propositions. Mais il a reconnu qu'il faudra attendre qu'elles soient, en quelque sorte, incarnées par un personnage, et « synthétisées » pour qu'elles acquièrent une « dimension entraînée ».

Pendant ce temps, les socialistes des Bouches-du-Rhône continuent de s'entre-déchirer autour de la lutte pour la mairie, alors même que, si le FN est maintenant susceptible de subir des revers à l'échelon national, Marseille constitue désormais l'un de ses bastions.

J.L.A.

M. Jospin voudrait profiter du « recul » du libéralisme

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a lancé la campagne d'explication des socialistes sur leurs propositions pour 1988 lors d'une réunion publique, le samedi 10 octobre, au Pré-Saint-Gervais, ville dont le maire est M. Marcel Debarge, sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis et membre du secrétariat national du PS chargé des fédérations. M. Jospin a reproché à la droite, mais aussi à la gauche, d'affirmer que le PS n'a pas de propositions. Selon lui, ces propositions, « on ne les lit pas et on ne les analyse pas » dans la presse.

Le premier secrétaire du PS a longuement détaillé le contenu de l'avant-projet de programme actuellement en discussion au PS. Mais il a reconnu que ce texte ne contient pas « des mesures aussi fortes symboliquement » que celles de 1981. Il a remarqué que, en exerçant le pouvoir, les socialistes ont « appris à [se] méfier des idées simples ». « Des idées, a-t-il ajouté, simples [...] fortes, mais qui doivent rester des idées justes et des idées qui colent au réel, nous les trouvons dans la phase ultérieure au cours de laquelle ce document sera « synthétisé ». Selon lui, il reviendra au candidat du PS de donner sa « charge émotionnelle » à un programme pour le moment « dépourvu d'une dimension entraînée ». Il a aussi affirmé que son parti est le seul à faire « un tel effort de réflexion et de proposition collective », et a regretté que le RPR et l'UDF, selon lui, ne formulent pas de propositions, ne soient pas « interpellés » de la même manière.

M. Jospin a dénoncé la politique du gouvernement, et notamment « la répression syndicale menée de façon systématique ». Il a jugé que, si les propositions de la droite tiennent dans sa pratique actuelle, « les Français n'en voudront pas en 1988 ». Selon lui, l'opinion commence à « reculer » face à l'excès de libéralisme en action et face à l'excès d'injustice dans la politique menée. C'est pourquoi, juge-t-il, « la droite hérite actuellement sur ce que doit être sa ligne politique et sa stratégie ». Il a pronostiqué une « lutte féroce » entre M. Jacques Chirac, « l'homme-clan », et

M. Raymond Barre, « l'homme seul ». Selon lui, M. Chirac représente « un risque de capture de la démocratie », tandis que le député de Lyon « découvre le risque (...) de l'isolement ».

Le premier secrétaire du PS a encore estimé que M. Barre ne sera pas élu en 1988 et que, même s'il l'était, « il ne serait pas capable de faire face aux événements ». M. Jospin juge, en effet, que le système de la V^e République ne peut fonctionner que si le président de la République « peut s'appuyer sur un « grand parti » qui « aide à résister ».

« M. Barre, a-t-il insisté, n'a pas à sa disposition un tel courant. M. Jospin a continué : « Il a contre lui la gauche, qui n'oublie pas (...) l'homme de la bourgeoisie, l'homme de l'extrême droite (...) ; il a contre lui l'extrême droite (...) ; il a contre lui, outre le RPR, des forces importantes au sein de sa propre famille. »

A gauche, M. Jospin a estimé qu'il y a « deux forces essentielles pour la présidentielle : l'une, c'est le président de la République, l'autre, c'est le PS ». A propos d'une éventuelle baisse de la cote du président dans les intentions de vote à l'approche de l'élection, il était candidat, M. Jospin a affirmé : « François Mitterrand, qui n'est pas engagé plus qu'il ne l'est dans la bataille politique, est le seul à avoir un poids, s'appuyant sur un courant d'opinion structuré (...) lui-même en progression, ce qui lui interdit, dans l'éventualité d'un premier tour, de descendre. Et la question que certains feraient bien de se poser, c'est : si, par hypothèse, il s'engageait davantage, est-ce que, au contraire, il ne monterait pas ? »

M. Jospin a conclu en appelant les socialistes à tenir aux autres sensibilités de gauche (sous-entendu : le PCF) un langage « ferme, sans complaisance (...) mais en même temps suffisamment fraternel ». Après la « formidable bataille défensive » que, selon lui, les socialistes ont livrée en 1986, M. Jospin veut que son parti s'engage dans « une formidable bataille offensive ».

J.L.A.

A Marseille, M. Pezet relance la bataille pour les municipales

Le groupe socialiste de la mairie - que préside désormais M. Pezet - menace alors le maire de le mettre publiquement en minorité, en déposant un amendement à sa motion, s'il n'inclut pas une condamnation de ces alliances. Le maire finira par s'incliner, sans « clash » public. Mais la majorité de gauche et l'opposition de droite du conseil municipal ne pourront pas se rejoindre, comme M. Vigoroux le souhaitait sans doute, sur un même texte, dans une condamnation unanime de M. Le Pen.

Deuxième offensive lancée par les amis de M. Pezet : dès le lendemain, le mardi 29 septembre, le comité de ville de Marseille (qui regroupe des députés des sections socialistes) se réunit. A une écrasante majorité, ce comité adopte un texte qui affirme qu'« il faut désormais connaître rapidement le nom de la personnalité qui, au mois de mars 1989, conduira la liste du PS aux municipales » afin de créer une « dynamique » qui permette de « bénéficier des différentes campagnes électorales » (le Monde du 3 octobre). Ce texte, qui cite le nom de M. Pezet

mais pas celui de M. Vigoroux, souligne qu'il ne faut pas se contenter de « la seule gestion au quotidien de la municipalité, même si cela est capital ». Cette personnalité, ajoute le comité de ville, devra animer avant la fin de l'année une équipe capable de bâtir un programme pour Marseille.

Sous l'œil des présidentiables

Il s'agit, après plusieurs tentatives de désattribution de M. Vigoroux, d'une nouvelle attaque qui suppose le bouleversement d'un calendrier fixé par le PS national. C'est pourquoi la réaction de M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS chargé des fédérations, ne s'est pas fait attendre. Le sénateur de Seine-Saint-Denis a rapidement fait savoir que la direction du PS n'a pas lancé la procédure de désignation des candidats socialistes pour les municipales et qu'il n'y aura pas de cas particulier. M. Debarge, en outre, a fait remarquer que Marseille a toujours un quer que Marseille a toujours un quer que Marseille a toujours un quer

font depuis plusieurs mois, que Paris prenne ses responsabilités.

Les grandes figures socialistes, et notamment les présidentiables, ne peuvent rester indifférents à la situation dans une fédération qui représente à elle seule près de 10 % des mandats au PS. Bien que mitterrandiste, M. Pezet n'a jamais caché ses sympathies pour M. Rocard, qu'il avait accueilli chaleureusement dans son département il y a quelques mois. Mais M. Pezet, « bluffé », comme beaucoup de socialistes par M. Mitterrand, a fait savoir publiquement que sa fédération souhaite une nouvelle candidature du président sortant. M. Chevènement s'est, lui, clairement rangé dans le camp de M. Vigoroux, à qui son courant s'est joint. M. Edmond Charles-Roux et M. Philippe Sanmarco, tous deux ennemis jurés de M. Pezet - fournit, sur place, l'essentiel de ses soutiens. Quant à M. Laurent Fabius, il a profité de son récent voyage pour rééquilibrer quelque peu sa propre position.

Depuis l'origine du conflit, M. Fabius, notamment par fidélité à la mémoire de Gaston Defferre, soutenait le camp des « déferriéristes ». Mais, comme le dit un proche de M. Pezet : « Laurent Fabius est un homme politique, Michel Pezet aussi, et chacun sait qu'il peut avoir besoin de l'autre. » C'est pourquoi, la semaine dernière, lors de sa visite dans les Bouches-du-Rhône, il s'agit de M. Fabius, sans pour autant « lâcher » M. Vigoroux, de renouer les fils du dialogue avec M. Pezet. De se retrouver, en somme, à égale distance des deux hommes, sans prendre un parti public dans ces querelles fratricides.

D'où un programme étudié au millimètre, qui a mené successivement M. Fabius sur le territoire de M. Pezet, puis sur celui de M. Vigoroux, à la mairie du Vieux-Port, où l'ancien premier ministre a été accueilli par des militants scandant, comme pour conjurer le sort : « Fabius-Vigoroux ! »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Une condamnation unanime de M. Le Pen

Première offensive, le lundi 28 septembre, à l'occasion du conseil municipal de Marseille. Deux semaines auparavant, M. Jean-Marie Le Pen a fait, au micro du « Grand-Jury RTL-le Monde », ses déclarations sur les chambres à gaz. M. Vigoroux a préparé une motion qui condamne ces déclarations. Mais cette motion ne fait pas référence aux hommes politiques de la majorité nationale qui ont passé des alliances avec le FN, alors que c'est le cas de M. Jean-Claude Gaudin au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

M. Chevènement, candidat « jusqu'au bout », si...

Invité, le dimanche 11 octobre, du club de la presse d'Europe 1, M. Jean-Pierre Chevènement a affirmé que, si M. Mitterrand n'est pas candidat, il le sera « jusqu'au bout », dans le cadre des procédures du PS. A propos d'un « nouvel équilibre » prôné par M. Jospin à l'heure de vérité d'A2, l'ancien ministre de l'éducation nationale a affirmé : « On peut souhaiter que les Français se rassemblent, mais il s'agit de faire de l'équilibre entre la droite et la gauche, je ne suis pas pour. »

A Valence, M. Rocard se prononce pour un « conseil supérieur de la sécurité publique »

VALENCE
de notre correspondant

M. Michel Rocard a tenu, vendredi soir 9 octobre, à Valence, devant près de deux mille personnes, rassemblées au Palais de la foire (à l'endroit même où, il y a six ans, le Parti socialiste avait tenu son fameux congrès), le quatrième et dernier meeting de sa précampagne. Le candidat à la candidature...

L'image de la cohabitation se dégrade

Selon un sondage réalisé par la SOFRES et publié, le 10 octobre, dans le *Figaro-Magazine* (1), 48 % des personnes interrogées (dont 56 % d'électeurs de gauche) estiment que la coexistence entre M. François Mitterrand et la majorité parlementaire UDR-RPR fonctionne bien, alors qu'en septembre 56 % (dont 61 % des partisans de la gauche et 60 % de ceux de la droite) partageait cet avis, selon l'enquête SOFRES-journaux de province : 44 % des sondés (dont 53 % de sympathisants de droite) expriment une opinion négative sur son fonctionnement. Néanmoins, 45 % des sondés (dont 48 % d'électeurs de la gauche et 47 % de partisans de droite) estiment que la cohabitation constitue une expérience plutôt posi-

tive pour la France, 39 % jugeant le contraire.

56 % des personnes interrogées (dont 52 % de sympathisants de la gauche et 68 % de ceux de la droite) souhaitent que la coexistence soit une parenthèse et que l'on revienne au fonctionnement classique des institutions de la V^e République, tandis que 33 % préféreraient qu'elle ait des effets durables sur celles-ci. Enfin, 41 % des personnes interrogées jugent que M. Barre « a eu raison » de prendre position contre la cohabitation, 39 % sont d'un avis contraire.

(1) Sondage effectué, par téléphone, les 1^{er} et 2^e octobre, auprès d'un échantillon représentatif de 800 personnes.

G. M.

Le MJS réclame son autonomie

Les membres du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) qui se sont regroupés pour demander une autonomie réelle de leur mouvement (le Monde daté 23-24 août) ont tenu leur première réunion à Paris, le samedi 10 octobre. Sur les quelque 110 signataires de l'appel, une cinquantaine étaient présents, venus de 27 départements.

Ces jeunes socialistes se retrouvent dans le programme préparé par le PS, mais ils voudraient y insuffler leur sensibilité propre. Ils estiment que le MJS est « laissé à l'abandon ». Ils font remarquer qu'ils représentent la génération de l'après-congrès de Valence et ne souhaitent pas se retrouver dans une logique de courants, mais veulent prendre part à la recomposition du PS.

Selon eux, tous les courants du PS sont représentés parmi ces jeunes contestataires. Les amis de M. Popper soutiennent ouvertement cette initiative, tandis que Socialisme et République (ex-CERES) y est très favorable, mais ne veut pas intervenir en tant que courant afin de préserver l'originalité de ce regroupement.

En Nouvelle-Calédonie

Des miliciens du RPCR brisent une grève

NOUMÉA
de notre correspondant

Beaucoup d'observateurs locaux avaient pronostiqué, pour la période de l'après-référendum, un durcissement du climat social en Nouvelle-Calédonie, suite à une longue mise en sommeil de l'action syndicale, les délégués professionnels n'ayant pas voulu ajouter à la tension politique.

Mais les incidents qui ont éclaté, le vendredi 9 octobre, à Nouméa, devant le siège de la banque Indosuez, ont pris tout le monde de court. Une milice privée est, en effet, intervenue manu militari contre des piquets de grève installés à l'initiative d'une inter-syndicale (Force ouvrière, Union des syndicats de travailleurs et des Kanaks exploités, Confédération syndicale de Nouvelle-Calédonie) en conflit avec la direction de cette banque depuis l'échec des négociations salariales.

Les grévistes avaient cadenassé, avec des chaînes, les deux entrées de la banque Indosuez, conduisant la direction à saisir la justice pour obtenir l'évacuation des lieux. En fait d'intervention de la police urbaine, c'est un commando dirigé par M. Henri Morini - responsable du service d'ordre du Rassemblement pour la Calédonie et composé d'une dizaine de Wallisians, qui a forcé le passage afin de permettre

au personnel non gréviste de rejoindre son poste de travail. Plusieurs grévistes ont reçu des coups dans la bousculade, les certificats médicaux signés pour certains d'entre eux faisant foi.

Ce n'est que dans un second temps que la police urbaine - présente sur place au moment de l'échauffourée, mais qui n'a pas réagi - a ordonné la dispersion des manifestants, laquelle s'est déroulée sans incidents.

Cette opération de commando a visiblement porté ses fruits, puisque les syndicats, échaudés par de telles méthodes, ont décidé la reprise du travail. Cependant, plusieurs personnes blessées envisageaient - indique-t-on de source FO - de porter plainte contre M. Morini.

FREDERIC BOBIN.

● CORSE : attaque d'un fourgon postal par deux hommes se réclamant du FLNC. - Agissant à visage découvert, deux hommes se réclamant du FLNC ont attaqué un fourgon transportant des sacs postaux, lundi vers 9 heures, à Leca (Corse-du-Sud). Menaçant le conducteur avec un revolver, ils l'ont ligoté et se sont emparés des sacs postaux qui se trouvaient dans le véhicule. Les deux hommes ont pris la fuite dans une voiture volée, qui a été retrouvée une heure plus tard. Le montant du butin n'était pas connu lundi soir.

سكنا من الامم

THÉÂTRE

« Une chambre sur la Dordogne », de Claude Rich

Une dompteuse d'hommes-objets

Claude Rich, qui porte toujours les traces de l'adolescence, écrit une pièce où il joue un député fatigué. Ce n'est pas autobiographique.

« J'aimerais que chacun puisse raconter sa pièce à sa façon », dit Claude Rich. Racontez une chambre sur la Dordogne, avec la permission de l'auteur.

Blanche Séjourné est née à Poitiers. Dès seize ou dix-huit ans, elle s'est révélée une femme hors du commun, très belle, intelligente, et d'un caractère très marqué. Une voix prestante, des dons d'actrice.

Sans doute par la médiation d'habiles liaisons successives, elle devient, à vingt-cinq ans, une star du music-hall, style Mistinguett ou Joséphine Baker. Elle danse et chante, avec des « boys ».

Aujourd'hui, ce sont plutôt des femmes qui soutiennent les shows des hommes, Claude François ou Collaro. Naguère, c'était l'inverse, et il y avait une certaine mythologie de ces « boys », parce qu'ils étaient des hommes-objets, de belles bêtes de complément.

Comme Marilyn Monroe à Washington, Blanche chatouille ici la libido des messieurs de la

politique, que son anatomie superbe fait rêver.

Elle abandonne le music-hall, et fait l'acquisition, en Dordogne, d'un château, où viendront se reposer, quelques jours, les ministres, députés, et décideurs économiques, lorsqu'ils craquent.

Mais elle ne balance pas pour autant ses « boys » au chômage. Dans une dépendance du château, une sorte de niche géante, elle parque la meute de ces hommes-bêtes. Ils ne peuvent se passer d'elle. Elle vient, chaque nuit, leur accorder quelques séances de dressage.

Un éclairage cruel et féérique

Claude Rich imagine qu'un député, arrivé plus tard que prévu parce que le train a été pris dans un orage, se trompe de porte, et vient se jeter, en pleine nuit, dans la cage aux fauves, où Blanche, qui le prend pour un vagabond, le traite comme un homme-objet à peine différent des autres.

Dans l'imagination première d'Une chambre sur la Dordogne, il y a, c'est clair, quelque chose de tout à fait dément, un écho du marquis de Sade, de Baudelaire, de Raymond Roussel. Nous déhalons carrément hors du réel, les lieux et les données de l'action permettent d'éclairer les choses

de la vie sous un jour inhabituel, cruel, mais féérique aussi.

Nous retrouvons d'emblée l'imagination si singulière de Claude Rich, dont la première pièce, le Zouave, en 1975, annonçait un auteur à part, rêveur, aigu, fin, chimérique, plus pervers qu'à première vue. Jouée par Sabine Azéma et Catherine Rich, cette pièce a laissé le souvenir d'une œuvre rare, une île de poésie pure ; la mise en scène, vraiment magique, était de Jean-Louis Thamin. Puis, en 1979, Georges Wilson présente, avec Claude Piéplu, une autre belle pièce de Rich, Un habit pour l'hiver.

C'est Jorge Lavelli, qui orchestre aujourd'hui la troisième pièce de Claude Rich, laquelle se danse, se chante, s'envole, autour de l'image fascinante de cette Blanche, interprétée avec un abattage fou par Anne Alvaro, la star-dompteuse, la reine de la nuit dominant ses esclaves.

Comme dans toutes ses pièces, l'acteur Claude Rich est là sur scène, débordant comme en sourdine des monologues irrésistibles, qui sont comme des rideaux d'une fumée scintillante ayant pour objet de camoufler des diables, des effrois, des douleurs, qui sont le vrai cœur de ce théâtre.

MICHEL CURNIOT.

* Théâtre des Arts-Hébertot, 11 heures.

Talents

Ecrire, dit-il, c'est une ouverture sur le monde. Claude Rich joue une chambre sur la Dordogne, sa troisième pièce.

Plus qu'au cinéma — quelques scénarios dorment dans ses tiroirs — Claude Rich est un auteur heureux. Une chambre sur la Dordogne compose ce qu'il définit, un peu amusé, comme « une trilogie sur la peur de l'enfermement, de l'habitude ». La voix a changé, imperceptiblement, a perdu un peu de son lyrisme voilé, mais ensoleillé. Claude Rich chesse avec une ironie enjouée les assimilations autobiographiques hétéro entre son personnage et lui-même. L'écrivain pense à tout autre chose qu'à son rôle d'acteur. Au mot, au rythme juste. À la construction. Et c'est, plus qu'un personnage, une image, un son, un souvenir qui suscite l'écriture. Ici un hôtel, sorte de maison de repos pour hommes désemparés. « Un lieu étrange et en même temps, je crois, d'une actualité brûlante. Il en existe en Suisse. » Après,

l'acteur « profite » de la situation, même si, et l'auteur se fait modestes, il a parfois joué des rôles beaucoup plus beaux que ceux qu'il écrit. « Ça m'amuse de dire : on peint une toile, on y a mis les couleurs, l'atmosphère, et puis tout à coup on rentre dans le tableau. Je joue simplement une musique que je comprends, ressens bien, avec des interprètes qui font des variations sur mes thèmes, en empruntant ou non les chemins de traverses. Pendant les répétitions, j'ai oublié ce qui m'a poussé à écrire telle ou telle scène. Je ne pensais pas, d'ailleurs, jouer Nicolas. Ce qui m'intéresse, c'est d'écrire des rôles qui ne sont pas les miens. » Ton de la confiance : « La vérité, c'est qu'on s'enferme dans la théâtre, le cinéma. On est prisonnier de soi, de sa voix, de son physique. Je ne pourrais jamais jouer un boxeur, je n'ai pas les muscles, mais je peux l'écrire, chercher à trouver son langage, ses préoccupations. Les reportages à la télévision me passionnent. On rentre chez des gens qu'on ne connaît pas, on voit le monde. Et l'écriture redouble la curiosité, car on peut faire quelque chose de tout ce

matériau, dire parfois sa vérité... » Sortir de soi. L'écriture à ce titre lui est devenue un exercice amusant et indispensable. Qui participe de ce qu'il hésite pas à qualifier de « recherche ».

Il affirme qu'en vieillissant « les nerfs sont moins solides ». On le regarde, incrédule. Vieillesse, Claude Rich ? Peut-être. Mais en éternel jeune homme. Et même s'il ne ralle plus comme autrefois le théâtre en vingt minutes depuis sa campagne, traînant quand il était en avance, jusqu'au dernier moment au bistro du coin « pour garder l'infus », sa méthode de concentration est restée la même que lorsque, pour son premier rôle, dans la Corda, il sautait vingt fois avant chaque représentation au-dessus du coffre où il était enroulé à lever du rideau : « J'étais essouffé, mais ça ne se voyait pas. Les répliques arrivaient, j'étais déjà chauffé. C'est comme lorsqu'on se parle, c'est plus facile au bout d'un moment qu'au début. »

Propos recueillis par ODILE QUIROT.

* Chez Calmann-Lévy.

« La Serva amorosa » à Nanterre



Riccardo Bini et Paola Bacchi

Le Festival d'Automne a invité pour quatre représentations, du 13 au 17 octobre, au Théâtre des Amandiers, à Nanterre, la Serva amorosa, une pièce (jouée en italien) de Goldoni, sous l'éclairage cruel et névrotique que Luca Ronconi donne à sa mise en scène. Quant aux marionnettes de la famille Cola, salle Gémier, elles changent de répertoire et présentent des extraits de la Cenerentola, de Rossini, et d'Aïda, de Verdi, du 13 au 18 octobre. Puis jusqu'au 25 octobre, ce sera une féerie le Chat botté.

* 20 h 30.

PATRIMOINE

Zola à l'encan

(Suite de la première page.)

Enfin, il sera également dispersé, ce jour-là, une considérable correspondance : celle de Zola avec son ami Cécile, une cinquantaine d'envois ; trente-trois missives de Flaubert au père de Nana (« un livre énorme, mon bon... ») et, surtout, trois cent soixante-quatre lettres, en grande partie inédites, adressées par Emile à sa femme Alexandrine. Bref, plus de mille pages échelonnées de 1876 à 1877 et de 1895 à 1901, qui nous permettent de suivre jour après jour le drame qui ébranle la jeune République française.

Au moment de la condamnation du capitaine Dreyfus, à l'automne de 1894, Zola est en Italie pour y préparer son prochain roman : Rome. De retour en France, il ne prête guère d'attention au jugement. Dans les lettres qu'il envoie presque tous les jours à sa femme, on mesure fort bien le cheminement de son engagement tardif.

En novembre 1897, il reçoit Bernard Lazare, l'un des animateurs du « syndicat » dreyfusard, qui le pousse à prendre part. « Je préfère m'en tenir à l'écart », écrit-il à Alexandrine. « La place est trop envieux. » Ensuite l'avocat Leboucq, qui a reçu les confidences du colonel Picquart, le convainc de l'innocence de Dreyfus. « La scandale va être effroyable. Une sorte de Panama militaire, soupire-t-il auprès de sa femme. Je ne me voyais pas. Les répliques arrivaient en avant que si je dois le faire. » Et quand il apprend, un peu plus tard, le nom du vrai coupable, le colonel Esterhazy, il note encore à l'adresse de sa femme : « Je n'interviendrais pas car je n'ai, en somme, aucune qualité pour le faire. »

Pourquoi se jette-t-il soudain dans la bagarre ? Henri Guillemin

a vu là un besoin de rachat, un moyen de compenser toute une vie de réussite et de fortune dans le scandale littéraire. Rien n'est moins sûr. Son engagement est lent, hésitant, progressif, réfléchi. On le sent bien dans les confidences écrites qu'il adresse à sa femme. C'est l'acquiescement d'Esterhazy qui fait déborder la coupe : « Alors la résolution de tout dire contre l'état-major, contre les experts, dans un cri de colère indigné. »

Le cri de colère, ce sera sa « Lettre ouverte au président de la République » que Clemenceau publiera dans l'Aurore, le 13 janvier 1898, avec un titre plus musclé que l'original : « J'accuse » devient une affaire dans l'affaire. Le déferlement de haine est tel que Zola demande à sa femme de la rejoindre : « Les passions sont tellement montées qu'il faut s'attendre à tout ; et l'on s'étonnerait que tu ne fusses pas à mes côtés. »

« Mon rêve réalisé par la tempête »

Son procès, pour diffamation, qui a lieu un mois plus tard devant les assises de la Seine, est pour lui une épreuve. Il note sur des feuilles volantes son arrivée au Palais de justice « au milieu d'un Paris vide et noir », la férocité de la foule, les « affres » dans l'attente de la condamnation. « Les détails avant le combat... La presse immonde, l'opinion publique soulevée, les manifestations préparées... »

On lui jette comme une injure l'origine italienne de son père, né à Venise. Devant ses juges, il précisera qu'il a été élevé « par ses grands-parents beaucerons », avant de déclarer : « Et même si je n'étais pas français, est-ce que les quarante volumes de langue française que j'ai jeté par millions d'exemplaires dans le monde entier ne suffiraient pas à faire de moi un Français utile à la gloire de la France. »

Ce procès, il l'a voulu : « J'ai choisi un journal au lieu d'une brochure, pour me faire un procès de presse, note-t-il fébrilement entre deux audiences. Tout a été calculé par moi... Je savais ce que je risquais. » Il est condamné à un mois de prison et 3 000 francs d'amende. Il s'exile alors en Angleterre, où il passera onze mois. Dans les carnets qu'il rédige à cette époque, il se félicite de son sort en dépit de la solitude à laquelle le condamne son ignorance des mœurs et de la langue du pays où il vit.

Il décrit sa solitude avec des accents quasi hugoliens mâtinés de M. Prud'homme : « Mon rêve réalisé par la tempête : être tout seul, couper le monde derrière moi. Vivre incognito : n'être plus personne dans la foule, une foule

dont on ne parle pas la langue (les premiers temps surtout). Pas de journaux, pas de lettres, aucune réponse à faire. Pas de coup de sonnette à craindre, aucune visite. Seul absoluement, n'avoir que son travail. Des domestiques à qui l'on doit parler par signe. Le silence et la paix du cloître. »

Les lettres qu'il adresse à sa femme — sans signature — sont nettement plus pessimistes. « L'abandon de ce qui se passe me laissera longtemps le tremblement intérieur dont je souffre. » Il prévoit que la révision du procès du capitaine après le suicide d'Henry ne changera rien : « Lorsque Dreyfus reparaitra devant un nouveau conseil de guerre, ce conseil le condamnera à nouveau. »

Mais cette correspondance, fluide, quotidienne, minutieuse, qui s'étale sur une demi-douzaine d'années, montre aussi toutes les facettes de la personnalité de Zola. Le bourgeois économe qui s'inquiète d'une trop grande consommation d'électricité. L'auteur soucieux de la vente de ses livres et des dîners avec ses confrères. Le mari partagé entre deux foyers, qui rassure sa femme légitime : « Je ne puis dire que je suis très gai, et je crains fort de ne jamais l'être, car le partage du cœur m'est aussi douloureux que l'abandon où tu es pu le croire. »

Le photographe distingué qui donne des conseils : « Tâche de prendre des photos des rues et des places avec beaucoup de monde, au soleil. » L'homme d'intérieur qui se débat avec les mêmes questions domestiques. Il a beau, à Paris, faire changer les tuyaux de son calorifère, celui-ci fume toujours. En octobre 1899, Zola demande qu'on lui fasse un cabinet : « Bien que Jules ait relevé la trappe, raconte-t-il, il s'est produit une telle fumée qu'il a fallu s'enfuir en ouvrant toutes les fenêtres. Dans la rue, on a cru à un incendie... Desmoulin prétend que des antidreyfusards sont montés sur le toit pour boucher nos cheminées. » C'est ce qu'on répètera quand, deux ans plus tard, on retrouvera Emile Zola et sa femme asphyxiés dans leur lit. On ne put ramener l'écrivain.

Toutes ces lettres, ces notes, confortent l'image d'un homme lent, appliqué, courageux, formidablement boniste et parfaitement conscient de lui-même : « Je n'ai pas de secret, écrit-il à Cécile en 1884, les clefs sont sur les armoires. On peut publier toutes mes lettres un jour ; elles ne démentiront ni une de mes amitiés, ni une de mes idées, ni une de mes assertions. » La publication de cette correspondance est en cours au Canada. Son responsable, Henri Michérand, n'a pas trouvé d'éditeur français pour l'assurer.

EMMANUEL DE ROUX.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

ÉGLISE	Mairie du V ^e	Lundi	QUATUOR HAGEN
ST-JACQUES DU HAUT-PAS 252, rue Saint-Jacques Jeu 15 octobre à 20 h 45 (p.a. Valmécia)	FÊTES D'AUTOMNE ENSEMBLE ORCHESTRAL CLAUDE RAYMOND VIVALDI, ROCCHERINI STARAT MATER DE PERGOLESE Sol : N. MAISON, sop. L. DELFANT, mss. esp.	19 octobre 21 heures	et HATTO BEYERLE WOLFF, MOZART, BEETHOVEN
ÉGLISE DES BELLETTES 24, rue des Archives Dimanche 18 octobre 17 heures (p.a. Kluge)	ENSEMBLE PERCEVAL Direction GUY ROBERT MILLÉNAIRE CAPÉTIEN Chœurs des rois et princes du Moyen Âge	Mardi 20 octobre 21 heures	QUATUOR CARMINA MOZART, BERG, HAYDN
INSTITUT NÉERLANDAIS 121, rue de Lille Lundi 19 octobre 20 h 30 Rem. 47-05-05-06 (p.a. Valmécia)	ENSEMBLE LES NATIONS-AMSTERDAM BACH, RAMEAU	Mercredi 21 octobre 21 heures	ENSEMBLE SEQUENZA REGIS PASQUER HATTO BEYERLE JULIUS BERGER BEETHOVEN, SCHUBERT, MOZART
PORT D'ORSE Salle Pleyel (M. Torsini) 18/20/21/22 et 23 octobre 87 à 18 heures Emile Lora H45-53-38-39 (p.a. Mondial Musique)	CONCERT DE MUSIQUE ENREGISTRÉE GLENN GOULD BACH : Violoncelle GOLDBERG Piano YAMAHA	Vendredi 23 octobre 20 heures	QUATUOR ALBAN BERG ENSEMBLE AMADEUS BEETHOVEN, BRAHMS
THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA SALLE FAVART	SEMAINE DE MUSIQUE DE CHAMBRE EN HOMMAGE AU QUATUOR AMADEUS	Samedi 24 octobre 21 heures (p.a. Valmécia)	ENSEMBLE AMADEUS et G. PLÜRMACHER MOZART, BEETHOVEN, BRAHMS
		GAVEAU Vendredi 23 octobre à 20 h 30 (p.a. Mondial Musique)	ACTION MUSICALE PHILIPPE MORRIS présente Violon : ISABELLE FLORY ENSEMBLE ARPEGGIONE RAYEL - FAURE DE FALLA - CHAUSSON CONCERT MOZART avec les orchestres de L'OPÉRA NATIONAL DE L'OPÉRA Dir. LOTHAR ZAGROSEK
		THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA SALLE FAVART Lundi 26 octobre à 20 heures (p.a. Valmécia)	

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur musical
Daniel Barenboïm
MUSIQUE SYMPHONIQUE
SALLE PLEYEL 20 H 30

26 octobre
Andras Schiff, piano
Bach

28, 29 octobre
Zubin Mehta, direction
Roger Woodward, piano
Messiaen, Xenakis, Mahler

31 octobre à 16h30
Zubin Mehta, direction
Ivry Gittis, violon
Bartok, Mahler

RENSEIGNEMENTS - LOCATION :
SALLE PLEYEL - 45 63 07 96

ORCHESTRE COLONNE

Lundi 19 octobre à 20h30
SALLE PLEYEL

PIERRE D'ERVAUX
GABRIEL TACCHINO

VILLA-LOBOS
GERSHWIN
RAVEL

42.33.72.89

DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT

un esprit d'

centor

CTE

DE FILIALE

RESPON

ORDONNANC

ATTACHÉ(E)

ARRONDISSEMENT

ENODACTYLO

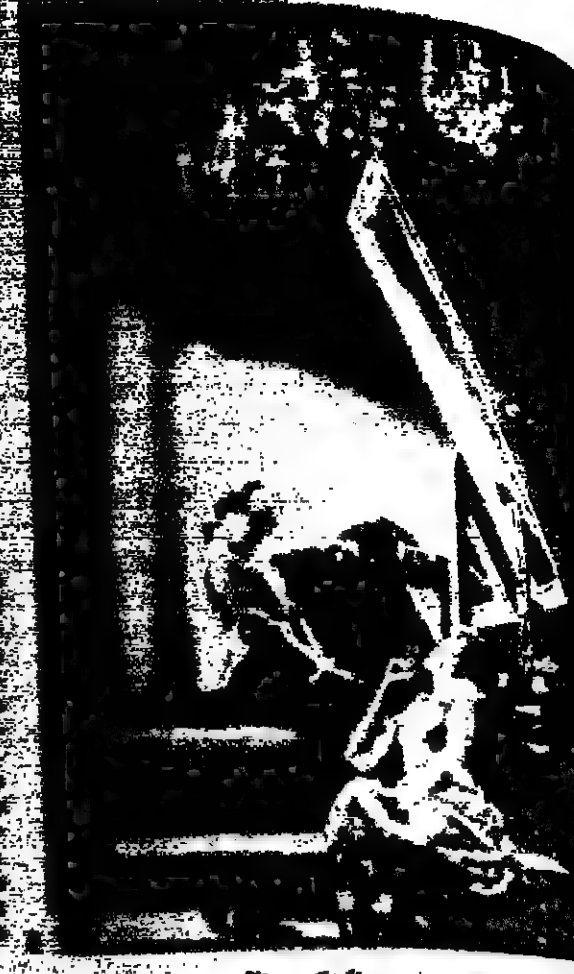
DE-COMPTABLE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

« amorosa » à Nanterre



Zola à l'encan

Il y a eu un moment où Zola, le grand écrivain français, a été vendu aux enchères. C'était en 1904, à la vente de la bibliothèque de la Comédie-Française. Les œuvres de Zola, qui étaient alors considérées comme des trésors littéraires, ont été achetées par des collectionneurs et des bibliothèques. Cette vente a marqué un tournant dans l'histoire de la littérature française, car elle a permis de préserver une grande partie de l'œuvre de Zola, qui aurait autrement pu être dispersée ou perdue.

Les œuvres de Zola, qui étaient alors considérées comme des trésors littéraires, ont été achetées par des collectionneurs et des bibliothèques. Cette vente a marqué un tournant dans l'histoire de la littérature française, car elle a permis de préserver une grande partie de l'œuvre de Zola, qui aurait autrement pu être dispersée ou perdue.

Les œuvres de Zola, qui étaient alors considérées comme des trésors littéraires, ont été achetées par des collectionneurs et des bibliothèques. Cette vente a marqué un tournant dans l'histoire de la littérature française, car elle a permis de préserver une grande partie de l'œuvre de Zola, qui aurait autrement pu être dispersée ou perdue.

DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT... Oui mais surtout... un esprit d'entreprise.

Notre société de prestations de services est implantée en France et à l'étranger, elle est filiale d'un groupe industriel important. Nous recherchons pour l'un de nos établissements son DIRECTEUR. A la tête d'une unité de plus de 100 personnes et, en synergie avec les services du siège, il dirige son établissement avec pour objectifs principaux : une gestion rigoureuse afin d'optimiser les marges, une logistique efficace permettant d'assurer une qualité de services maximale, l'animation et la dynamisation de son équipe, des relations suivies avec la clientèle. Homme d'action et de réflexion, ses capacités d'adaptation doivent lui permettre d'être le coordinateur et l'animateur d'un personnel compétent et motivé. Une expérience réussie dans une fonction logistique Transport serait un atout. La connaissance du secteur de la prestation de services industriels ou de poids lourds est indispensable. Votre candidature sera traitée confidentiellement, adressez-la sous référence 701.PA502 M, à notre Conseil Français BARS.

EMPLOIEUR **centor** 13 bis, rue Henri Mosaier 75009 PARIS

DIRECTEUR DE FILIALE

Nous sommes un groupe français de dimension internationale. Dans le cadre de notre activité en AFRIQUE et au MOYEN-ORIENT nous recherchons aujourd'hui un cadre à fort potentiel pour prendre en charge la direction de nos activités sur une zone. Nos structures sont très décentralisées et vous serez rapidement placé en position d'entrepreneur. Avec une grande autonomie vous gèrerez et développerez nos activités, animeriez des équipes importantes. Vous êtes un patron, et vous l'avez prouvé au cours d'une expérience de direction d'une structure décentralisée. Votre profil d'entrepreneur et vos qualités humaines seront des atouts déterminants pour mener à bien cette mission. Une expérience de l'Afrique ou du Moyen-Orient serait un atout supplémentaire. Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou ingénieur, vous parlez parfaitement l'anglais. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prêt.) sous réf. 30964 à Contesse Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

RESPONSABLE ORDONNANCEMENT ACHATS

Nous sommes la filiale française (2000 personnes, 1,5 milliard de CA dont 30 % à l'étranger) d'un groupe leader mondial pour certains biens d'équipement. Nous recherchons un Responsable Ordonnancement/Achats pour une de nos unités, basée en Proche Orient. Sous la responsabilité du Directeur de Division, vous assurerez l'ordonnancement et les achats de votre unité, assisté d'une équipe de 10 personnes, en relation étroite avec les services production et commercial. Ingénieur diplômé ENSAM ou équivalent, vous avez une première expérience de 2/3 ans en informatique. Ce poste peut évoluer vers des responsabilités en fabrication et nécessite en outre des qualités de négociation et une parfaite connaissance de l'anglais, du fait de notre appartenance à un groupe multinationnel. Envoyez C.V. + photo et prétentions sous réf. 40861 à :

HAVAS CONTACT
1, place du Palais Royal 75001 PARIS

Ville de Martigues
(BOUCHES-DU-RHÔNE)
45.000 habitants

recrute d'urgence par voie de mutation ou inscription sur liste d'aptitude de C.F.P.C. :

ATTACHÉ(E)

pour assurer la Direction du SERVICE DU CONSEIL MUNICIPAL ET DE LA RÉGLEMENTATION ADMINISTRATIVE. Formation juridique exigée.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V., sont à adresser à Monsieur le Maire, SERVICE DU PERSONNEL, B.P. 01, 13694 MARTIGUES CEDEX.

14^e ARRONDISSEMENT

recrute

STÉNOGRAPHY AIDE-COMPTABLE

secrétariat

Adressez c.v. : Maison de la poésie, 228, bd Raspail, 75014 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE Centre de Paris recrute

JOURNALISTE

Excellente formation économique pour information macro-économique. Bonnes connaissances techniques industrielles et/ou mécaniques. Disponibilités immédiates.

Adressez C.V. + photo sous n° 8084 M. LE MONDE PUBLICITÉ 8, rue de Montessuy, Paris-7^e.

VILLE DE THONON-LES-BAINS (74.200)

recrute

DIRECTEUR S.C.

POUR MAISON DES ARTS ET LOISIRS (centre culturel) à partir du 1^{er} juillet 1988. - Qualités de gestionnaire et d'animateur culturel. - Références exigées.

Candidature et C.V. à MONSIEUR LE MAIRE 74203 THONON-LES-BAINS AVANT LE 15 NOVEMBRE.

Ecole Supérieure de Commerce et de Gestion rech. PROFESSEUR expérimenté en droit fiscal et social. 43-47-44-75.

Futur directeur industriel de PME en développement

LA ROCHELLE



Compagnie ANGBAUD. Nous sommes le 1^{er} producteur de fertilisants organiques en Europe, société de 200 personnes, 3 usines de 10 à 30 personnes et 2 filiales, CA 200 millions, rattachée à un grand groupe français. Nous offrons le poste de futur Directeur Industriel à un ingénieur ENSI, HEI, INSA ou équivalent. Ce poste s'adresse à un candidat d'au moins 30 ans, ayant de très solides connaissances en mécanique et électrotechnique et une expérience de production d'au moins 3 ou 4 ans. Ses missions concerneront l'entretien, l'exploitation et l'amélioration des unités existantes et la conception et la réalisation de nouvelles unités de production. Directement rattaché au Directeur Général, il pourra, après une expérience réussie de 2 ans, prendre le poste de Directeur Technique et d'Exploitation qui prendra sa retraite. Ce poste nécessite une personnalité affirmée, des dons réels d'animation et de formation, de bonnes capacités de conception et d'organisation. Lieu de travail : La Rochelle, nombreux déplacements. Prière d'adresser lettre man. et CV détaillé en précisant votre niveau actuel de rémunération sous réf. 11753/M à D. de LARIVIERE, qui étudiera votre dossier en toute discrétion Sélé-CEGOS - Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE.

Sélé CEGOS

SOCIÉTÉ DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES Leader Européen dans sa spécialité recherche CHEF DE SERVICE EXPORT

Profil :
- de formation supérieure technique, vous avez réussi une première expérience commerciale à l'exportation comme Chef de Zone Export.
- Vous connaissez les procédures export de paiement, de transport, etc...
- Vous avez pratiqué la négociation de contrats d'agence et de distribution.
- Vous parlez couramment l'anglais et l'espagnol et vous êtes prêt à vous déplacer fréquemment.
Mission :
- Vous aurez à animer un ensemble de services exportation (chefs de zone, réseau d'agents et de distributeurs, ventes internes) et vous suivrez en direct certains pays.
Le poste présente de fortes possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.
Adressez C.V. et prétentions en précisant bien sur votre enveloppe la réf. 26515 M à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94307 VINCENNES CEDEX



LE GROUPE S.I.T.A.
Leader européen dans le domaine de la propreté urbaine (40 filiales)

recherche pour son siège social situé à Paris

UN(E) JURISTE SPÉCIALISTE EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Rattaché à notre Secrétariat Général.

La mission qui vous sera confiée consistera, sous l'autorité du chef de service, à assurer le fonctionnement sur le plan juridique de l'ensemble des Sociétés du Groupe (conseils, assemblées...) ainsi qu'à conseiller les Responsables des Filiales en matière administrative (baux, assurances...).

Votre diplôme (maîtrise de droit des affaires ou équivalent), vos 2 à 3 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise, votre sens des contacts et votre disponibilité, vous désignent à ce poste comportant de réelles responsabilités. Des notions de droit fiscal seraient appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : S.I.T.A. - Service D.P.R.H. - 7, rue de Logelbach, 75017 PARIS.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER PARIS (GROUPE SUEZ)

RECRUTE

ANALYSTES DE CRÉDIT

N° 1 sur notre marché, service financier aux P.M.E., notre établissement vous propose de rejoindre son équipe chargée de participer à la décision et à la surveillance de nos engagements.

Outre un aspect étroit axé sur l'évolution économique et financière des entreprises du ou des secteurs dont vous aurez la charge, vous devrez développer les indispensables contacts nécessaires à la réussite de votre mission (établissements financiers, organisations professionnelles, institutions publiques...).

Deux postes sont actuellement à pourvoir pour lesquels nous recherchons des jeunes cadres de formation supérieure du type Ecole Supérieure de Commerce ou Université avec une spécialisation financière.

POSTE 1 : Analyste junior. Il assumera les responsabilités générales décrites ci-dessus, appliquées à la gestion d'un portefeuille d'entreprises d'un secteur économique spécifique. Une première expérience de 1 à 2 ans est indispensable.

POSTE 2 : Analyste senior. Outre les responsabilités générales décrites ci-dessus, il supervisera une équipe de trois personnes dont deux Analystes juniors. Une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire est indispensable.

Ces deux postes basés à Paris nécessitent quelques déplacements de courte durée, la rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience.

Envoyer C.V., photo et prétentions au MONDE PUBLICITÉ s/r 8082 M, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Je n'en ai jamais vu d'équipe de combattants de SODERHU. Sa réputation n'est pas à faire dans le monde, mais mon professionnalisme s'exprime aussi dans d'autres secteurs d'activité !...

A. Brault-Rodière-Pellier

SODERHU
22, rue Saint-Augustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTHEC

Société d'Ingénieurs-Conseils

recherche

INGÉNIEUR-RÉSIDENT

pour contrôle et surveillance de construction de barrages et ouvrages hydrauliques.

5 ans expérience minimum.

Expérience travaux similaires nécessaire.

Env. C.V. + photo + prétentions à : SAFEGE,

76, rue des Suisses, B.P. 727, 92007 NANTERRE CEDEX.

سكنا من الامم

Société

ÉDUCATION

Un rapport du conseil économique et social

Le mauvais fonctionnement de l'école coûte 100 milliards de francs par an

Cent milliards de francs par an : tel est le coût pour la société française des « mauvais fonctionnements » de son système éducatif que constituent les redoublements, les sorties d'élèves sans diplôme vers la vie active et les réorientations consécutives à de mauvais choix. A l'heure où les discours sur l'école préfèrent annoncer un futur radieux avec les « 80 % d'élèves au niveau du baccalauréat », ce chiffre énorme — un tiers des dépenses d'éducation figurant au compte économique de la nation — révèle par un rapport du Conseil économique et social (CES), publié ce mardi 13 octobre, marque le poids des échecs présents (1).

Ce document intitulé « Les perspectives d'évolution des rapports de l'école et du monde économique face à la nouvelle révolution industrielle », et présenté par M. Jean Andrieu, ancien président de la Fédération des conseils de parents d'élèves de l'enseignement public (FCPE), au nom de la section des affaires sociales du Conseil économique et social, est complété par un projet d'avis qui formule une série de propositions.

« Ce n'est pas le prix du savoir qui est trop élevé, mais bien celui de l'échec », commente le CES en présentant l'addition : 25 milliards de francs pour les redoublements, du cours préparatoire aux classes terminales, 60 autres pour les deux cent mille jeunes qui quittent chaque année le système scolaire avant la fin d'un cycle, plus de 4 milliards pour les opérations destinées à donner une chance d'insertion professionnelle aux seize-dix-huit ans sans

diplôme et enfin le coût des « fuites » d'étudiants au cours du premier cycle universitaire, évalué à 2 milliards. « L'échec à l'école », que M. Andrieu prend soin de distinguer de « l'échec de l'école », « voilà l'ennemi public numéro un de nos sociétés technologiques et de nos démocraties modernes ».

Dès lors, si le rapport se félicite qu'une certaine majorité d'idées semble se constituer aujourd'hui autour du projet d'un vaste effort éducatif, il souhaite que ce « consensus », s'il existe, fasse du refus de toute discrimination et exclusion un « prioritarisme ». Le document propose qu'une « charte éducative » fixant les grands objectifs nationaux de formation considérés comme « priorité absolue » soit arrêtée dans le cadre d'une loi de programmation ou de plan, après une large concertation.

Qualité totale

Pour mener à bien cette « mission de salut public », qu'est la lutte contre l'échec scolaire, le Conseil économique et social, s'inspirant explicitement de l'expérience des cercles de qualité dans les entreprises, souhaite que le système éducatif adopte une stratégie de « qualité totale ». Il s'agit de tenir compte, dès l'école élémentaire, de la diversité des élèves et de leur rythme de progression, en rompant avec la gestion uniforme des classes par âge et en généralisant « une stratégie de compensation et de vigilance précoce », qui permette, à

terme, de « bannir le redoublement ».

L'importance des premières acquisitions et de leur continuité conduirait à nommer quatre enseignants pour l'ensemble des trois niveaux que sont la grande section de maternelle, le cours préparatoire et le cours élémentaire première année. Coût : trente mille postes d'enseignants en quinze ans.

Pour le secondaire, le document insiste sur l'instauration de rapports nouveaux avec le monde du travail. Il préconise, dès le collège, des séquences éducatives organisées conjointement par les enseignants et des professionnels et prolongées au lycée par des stages en entreprise. Cette petite révolution, inspirée du « système dual » allemand que le CES pose modèle, aiderait à mettre en œuvre une « combinaison nouvelle » entre les enseignements généraux, techniques et professionnels.

Le Conseil suggère même que les partenaires du monde du travail puissent, aux côtés des enseignants, conseiller les élèves pour leur choix d'orientation (la décision relevant uniquement des jeunes et de leur famille). Un ultime « conseil d'orientation » excluant la sélection, serait formé avant l'entrée dans l'enseignement supérieur, à propos duquel le CES « accepte a priori le défi du plus grand nombre », c'est-à-dire la perspective d'un doublement de l'effectif des étudiants d'ici au début du vingt et unième siècle.

Des gagners compétents

Qui seront les artisans de cette « qualité totale » ? Le CES entend profiter de la nécessité de renouveler quatre cent mille enseignants dans les quinze ans à venir pour peupler l'école de l'an 2000 de « gagners compétents ». Autrement dit, d'enseignants dont l'adhésion au pari national de la formation aura été acquise, et dont la crédibilité nouvelle serait notamment basée sur « la reconnaissance d'un statut économique décent ».

Le prix du savoir est aussi celui que l'on accepte de payer à ceux qui le dispensent. — Il est dans le rapport du Conseil économique et social qui déclare l'affaire « urgente » et met en garde contre la tentation de recourir à des expédients « qui nous ramèneraient vingt ans en arrière, au temps des improvisations, des

recrutements les plus inégaux, qui n'ont pas été sans influence sur les performances du système... ».

Mais les super-enseignants du futur devront partager le pouvoir avec des « intervenants » extérieurs, venus des « activités de production, de communication et de services » et qui entreraient dans l'école « par une sorte de réciprocité négociée ». Ils devront aussi prendre l'habitude des années sabbatiques qui les obligent à « se confronter (...) aux réalités techniques, sociales, culturelles, professionnelles des autres acteurs économiques » et permettront de rendre l'école plus perméable au « vent du large ».

Cette nouvelle forme de relations conduirait à faire de l'entreprise « un partenaire à part entière » du système éducatif et non plus « un partenaire à part ». Elle devrait aider l'école à mieux prendre en compte les nouvelles compétences qu'exigent les mutations technologiques.

Mais la qualité de l'école passe aussi par un accroissement spectaculaire des dépenses consacrées à l'éducation et à la formation. De 7,1 % du produit intérieur brut aujourd'hui, ce budget devrait passer à 10 % dans les quinze prochaines années, recommande le CES qui lance ainsi le débat sur l'investissement éducatif à consentir pour l'an 2000. Un thème dont le ministre de l'Éducation nationale, qui doit rendre public d'ici à la fin de l'année son « plan prospectif », veut faire un axe de campagne dans la perspective de l'élection présidentielle.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Le CES estime à 306 milliards de francs l'ensemble des dépenses consacrées à l'éducation : 205 par l'État (budget de l'éducation nationale et des autres ministères) ; 50,6 par les collectivités locales ; 14 par les entreprises et 34,7 par les ménages.

● M. David Assolène a retrouvé un poste. — L'ancien porte-parole de la coordination étudiante du mouvement de novembre-décembre 1986, M. David Assolène, qui ne s'était pas vu confier de poste par le rectorat de Paris à la rentrée 1987, en a finalement obtenu un. Il vient d'être nommé à Paris.

MÉDECINE

L'attribution du prix Nobel Tokyo contre Kyoto

Le prix Nobel de médecine et de physiologie 1987 a été attribué, lundi 12 octobre à Stockholm, à un Japonais, le professeur Susumu Tonegawa. (Nos dernières éditions.)

TOKYO de notre correspondant

Les Japonais ont certes accueilli avec une certaine satisfaction d'amour propre l'annonce de la remise du prix Nobel de médecine et de biologie à l'un de leurs chercheurs, le professeur Susumu Tonegawa.

Le Japon n'a obtenu jusqu'à présent que relativement peu de prix Nobel (six, dont trois en physique et un en chimie) et souffre d'une image de « copieur », certes quelque peu dénuée mais encore prégnante. Ce prix n'en a pas moins aussi avivé la rivalité entre le Kanto (région de Tokyo) et le Kansai (région de Kyoto-Osaka) et en particulier des deux grandes universités : l'université de Tokyo et l'université de Kyoto (d'où est sorti M. Tonegawa).

La rivalité entre les deux régions est séculaire : les habitants du Kansai ont toujours ressenti une certaine frustration à l'égard de ceux de Tokyo depuis que la capitale a tendu à concentrer sur elle toutes les activités, contribuant ainsi au déclin d'une région non seulement berceau de la culture nationale mais encore de son économie (par le développement du capitalisme marchand).

Les habitants de Tokyo ont d'ailleurs tendance à considérer les gens du Kansai avec un certain dédain. Derrière cette « querelle de clocher » se pose un problème plus profond que révèle l'obtention d'une nouvelle fois d'un prix Nobel par un chercheur de Kyoto.

Le fait que les prix Nobel en science aient été pratiquement monopolisés (cinq sur sept) jusqu'à présent par Kyoto est révélateur de méthodes d'enseignement qui, dans un cas, favorisent la créativité et l'originalité et, dans l'autre, tendent à produire des esprits certes brillants mais conformistes.

Toutefois, qui a hérité du prestige de l'université impériale de Tokyo,

créée à l'époque Meiji (1868-1912) pour former l'élite du nouveau Japon, bénéficie aujourd'hui d'une rente de situation. « C'est une usine à production de masse de grosses têtes », disent certains. « Le niveau intellectuel est peut-être supérieur à l'école de Kyoto, mais les génies viennent de Kyoto, qui sait les faire fleurir, alors qu'à l'école de Tokyo on aime pas les esprits dissidents, fussent-ils géniaux », estime un professeur sorti de l'école de Kyoto mais qui enseigne à Kyoto. « A Tokyo, il est toujours difficile d'ouvrir un nouveau domaine de recherche, Kyoto est beaucoup moins bureaucratique », ajoute-t-il.

Querelle de chapelle ? Sans doute. Mais il y a aussi des faits : par exemple, en cinq ans, le nombre des brevets en biotechnologie obtenus par Kyoto a doublé. Autre indice : les universités américaines, conscientes, semble-t-il, de l'importance de la recherche dans le Kansai, viennent de passer une série d'accords avec Kyoto. A l'automne 2000, le Kansai a pour projet la mise en place d'une cité scientifique, comportant notamment la fusion des universités d'Osaka et de Kyoto.

PHILIPPE PONS.

Raisonnement en anglais

Les déclarations faites le lundi 12 octobre par le nouveau Prix Nobel de médecine, le professeur Susumu Tonegawa, vont faire sauter plus d'un Japonais.

Constatant le manque d'engagement de ses compatriotes pour la recherche scientifique, le professeur Tonegawa a souligné qu'historiquement c'est en Occident que la science s'est développée.

Selon lui, les Japonais doivent modifier leur méthodologie en conséquence : « Pour être, et être dit, doit-on nous même servir de changer notre façon de penser dans le domaine scientifique en essayant de raisonner en anglais. »



L'école des patrons

Un tiers des anciens de l'ENA et 20 % des ex-polytechniciens estiment que la formation qu'ils ont reçue leur est de peu d'utilité dans leur activité professionnelle. Un tiers seulement des X considèrent que leur école est celle qui prépare le mieux à des fonctions de management et de direction. Ce sondage, réalisé par IPSOS pour Heidrick et Struggles auprès de cent anciens élèves de cinq établissements (X, ENA, HEC, Sup de Co Rouen, Mines de Nancy) travaillant en entreprises, montre que, si les diplômés des plus grandes écoles ont une influence considérable sur le premier emploi, le salaire, la carrière et le carnet d'adresses, leur efficacité dans la préparation de managers adaptés au monde moderne n'est pas évidente.

Ce constat rejoint celui de Michel Bauer et Bénédicte Bertin-Mourrot dans un livre qui vient de paraître : les 200. Comment devient-on un grand patron ? Ils montrent que, les entreprises françaises ne s'étant jamais intéressées à la formation de leurs dirigeants, il n'existe pas d'école de patrons. Elles délèguent cette tâche à l'État, puisent, pour recruter leurs responsables, dans le vivier des hauts fonctionnaires. Le quart des deux cents grands patrons français sont des polytechniciens (pour la plupart passés par les grands corps) et 70 % des dirigeants des vingt-quatre plus grosses boîtes sont d'anciens hauts fonctionnaires qui ont « pantofoqué ». Mais, demandent les auteurs, peut-on former de la même façon des supertechocrates serveurs de l'État et des managers, lancés seuls dans la guerre économique ?

F.G.

Les 200. Comment devient-on un grand patron ? par Michel Bauer et Bénédicte Bertin-Mourrot. Le Seuil, 318 p., 110 F.

Monétique

La carte à mémoire brouille les habitudes et entraîne de profondes mutations des règles de paiement. La création par l'Institut supérieur d'informatique d'une troisième année de spécialisation, « monétique et systèmes », répond à cette évolution : son objectif est de former des monéticiens capables de traiter les applications de ces cartes à mémoire. Cette année de spécialisation est ouverte aux étudiants de niveau Bac + 2, titulaires d'un BTS ou d'un DUT. La première session débutera le 15 février 1988. Au programme : l'information des banques, la monétique, l'impact socio-économique des nouveaux moyens de paiement et la « carte à puce ».

Institut supérieur d'informatique, 18 rue d'Athènes, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-81-08-22.

Juristes d'affaires

L'université de Toulouse-I vient de mettre en place un diplôme de juriste d'affaires (DJA) pour former des juristes conseillers d'entreprise. Cette formation est accessible aux titulaires d'une maîtrise en droit. Les étudiants doivent préparer simultanément l'un des trois DESS suivants : droit des affaires (mention internationale), droit fiscal ou gestion du personnel et des relations humaines. Cette université a créé également un diplôme de troisième cycle s'adressant aux

notaires en exercice ayant cinq ans d'expérience professionnelle.

Université des sciences sociales, place Anatole-France, 31042 Toulouse Cedex. Tél. : 61-23-11-48 (poste 494).

Communiquer

Faire circuler l'information avec des mots, des gestes et des images, tel est le thème retenu par l'Institut national de recherche pédagogique pour ouvrir, mercredi 21 octobre, une journée de projections-débats sur : « Communiquer dans l'entreprise ». Cette journée est organisée en liaison avec le bureau de l'innovation pédagogique et des technologies nouvelles de la direction des lycées et collèges du ministère de l'Éducation nationale.

Salle Jules-Ferry, 29, rue d'Ulm, 75005 Paris, de 9 h 30 à 17 h 30. Tél. : 45-34-90-01.

Bachelard

L'Association des amis de Gaston Bachelard organise, en collaboration avec la faculté des lettres et de philosophie de Dijon, un concours ouvert aux étudiants de maîtrise et de DEA en lettres et philosophie, ayant rédigé un mémoire sur l'œuvre du philosophe « conformément aux textes en vigueur pour l'année de maîtrise ou de DEA ».

Association des amis de Gaston Bachelard, hôtel de ville, 10200 Bar-sur-Aube. Tél. : 25-27-04-21.

SIDA

Préservatifs

à la mairie de Paris

Un distributeur de préservatifs masculins va être installé à la mairie du 4^e arrondissement de Paris. Contre une pièce de 10 francs, le machine délivrera une pochette de trois préservatifs. La décision d'installer l'appareil dans ce lieu public où cinq cents personnes passent chaque jour a été prise par le conseil d'arrondissement au cours d'une réunion consacrée à la lutte contre le SIDA.

Intempéries

Eboulements meurtriers en Andorre

L'énorme éboulement de terre et de blocs de pierre qui s'est abattu le 11 octobre en début de soirée sur la grande route traversant la principauté d'Andorre, a tué au moins deux personnes et en a blessé trois autres.

Environnement

M. Yves Bétolaud président du parc de la Vanoise

Réuni à Chambéry le 12 octobre, le conseil d'administration du parc national de la Vanoise (Savoie) a élu comme président M. Yves Bétolaud, soixante et un ans, ingénieur agronome, ancien directeur général de l'Office national des forêts. Il succède à M. Eloi Chardonnet, maire

(PS) d'Aussais-en-Maurienne. C'est la première fois, depuis la création du parc en 1962, qu'un haut fonctionnaire prend le titre de l'établissement.

Le parc de la Vanoise avait toujours été présidé par un élu local : MM. Joseph Fontanet, Pierre Dumas et Eloi Chardonnet. Cette élection confirme une évolution amorcée avec l'arrivée d'un haut fonctionnaire à la tête du parc national des Cévennes (le Monde du 18 février 1987), en remplacement d'un élu local appartenant PS. — (Corresp.)

Toxicomanie

Un film pour les écoliers parisiens

Au cours d'une visite dans une école primaire du quatrième arrondissement de Paris, M. Jacques Chirac a annoncé le 12 octobre que l'effort entrepris par son gouvernement en faveur de la lutte contre la toxicomanie serait poursuivi en 1988. Le premier ministre a révélé qu'il avait l'an dernier accordé 250 millions de francs à la lutte contre la toxicomanie.

La Ville de Paris a, pour sa part, engagé une campagne de prévention, à l'intention des élèves parisiens de CM 2 et comprenant un film vidéo de quinze minutes et un manuel et un manuel intitulé « Attention danger ». M^{me} Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'État chargée de l'enseignement, a enfin indiqué qu'une brochure d'information tirée à 750 000 exemplaires serait distribuée à partir de décembre aux enseignants dans sept académies.

Religions

Le patriarcat de Moscou renoue avec Rome

Interrompues depuis 1980, les relations ont repris entre le Vatican et le patriarcat orthodoxe de Moscou. Le lundi 12 octobre, à Venise, une délégation de huit personnes conduite par le métropolite Philaret de Kiev, curé de deux de la hiérarchie patriarcale à Moscou, a rencontré le cardinal Johannes Willebrandt, président du secrétariat romain pour

l'Unité des chrétiens, entouré, lui aussi, de sept collaborateurs.

Espace

Le Biospoutnik

manque sa cible

La biostation soviétique Cosmos-1887, à bord duquel un singe macaque, Yeroche, s'était livré à quelques fantaisies (le Monde du 10 octobre), a atterri, lundi 12 octobre, en Yakoutie (Sibérie), à 3 000 kilomètres de l'endroit prévu. Aucune information n'a été donnée sur l'état des « passagers ».

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

VENTE au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 29 OCTOBRE 1987, à 14 heures EN UN SEUL LOT : UN APPARTEMENT DE 7 PIÈCES PRINC. au 2^e étage - 2 CAVES au sous-sol TROIS CHAMBRES au 6^e étage - LOCAL À USAGE SANITAIRE, au 6^e étage NEUILLY-SUR-SEINE (Hts-de-Seine) 10, bd Maillot et 1, rue Raoul-Nordling MISE A PRIX : 900 000 F S'adresser à Maître Michel POUCHARD, avocat à ASNIÈRES (Hauts-de-Seine) 9, rue Robert-Lavigne, Tél. 47-99-04-14 - Tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE - Sur les lieux pour visiter le LUNDI 19 OCTOBRE 1987 de 10 h à 12 h et le VENDREDI 23 OCTOBRE 1987, de 14 h à 16 h.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 29 OCTOBRE 1987, à 14 h 30 APPARTEMENT de 2 P. - 47, R. ST-SAUVEUR à PARIS (2^e) - au 1^{er} étage M. à P. : 170 000 F S'adr. M^{me} SAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats à Paris (1^{er}) 18, rue Dauphine - Tél. 42-60-35-13 - Tous avocats pour Tribunal de Grande Instance de PARIS - Sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL le JEUDI 29 OCTOBRE 1987, à 9 h 30 - EN UN LOT APPART. DE 3 P. P. en DUP. à VINCENNES (94) 15, avenue du Petit-Paris - 20-22, rue des Vigierons aux 4^e et 5^e ét. Bât. E, local E - 2 EMPACEMENTS de PARKING M. à P. : 200 000 F S'adr. M^{me} CASTAGNEAU, MALANGEAU, avocats à PARIS (1^{er}) 29, rue des Pyramides - Tél. 42-60-46-79 - Tous avocats pour Tribunal de Grande Instance de CRÉTEIL - Sur les lieux pour visiter.

PREPA Sc.PO.

Préparation annuelle pour jeunes bacheliers
Début des cours : 20 octobre 1987
11 ans d'expérience
dans la préparation des grandes écoles.

PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

PCS 48, rue de la Fédération 75015 Paris Tél. : (1) 45-66-59-98

ANTENNE 2. LES FRUITS DE LA PASSION.

ANTENNE 2
MEILLEURE EMISSION DE VARIETES
Bravo Michel Drucker, merci pour "Champs-Élysées"

ANTENNE 2
MEILLEUR ANIMATEUR DE VARIETES
Bravo Michel Drucker, merci pour "Champs-Élysées"

ANTENNE 2
MEILLEUR MAGAZINE CULTUREL
Bravo Bernard Pivot, merci pour "Apostrophes"

ANTENNE 2
MEILLEUR ANIMATEUR DE DEBAT
Bravo Bernard Pivot, merci pour "Apostrophes"

ANTENNE 2
MEILLEURE EMISSION MUSICALE
Bravo Jacques Chancel, merci pour "Le Grand Echiquier"

ANTENNE 2
MEILLEUR JEU TELEVISE
*Bravo Armand Jammot et Patrice Laffont,
merci pour "Des Chiffres et des Lettres"*

ANTENNE 2
MEILLEUR PRESENTATEUR DU JOURNAL TELEVISE
Bravo Bernard Rapp, merci pour le Journal

ANTENNE 2
MEILLEUR JOURNALISTE SPORTIF
Bravo Robert Chapatte, merci pour "Le Tour de France"

ANTENNE 2
MEILLEURE COMEDIENNE
Bravo Rosy Varte, merci pour "Maguy"

ANTENNE 2
MEILLEUR AUTEUR
*Bravo Jean-Claude Carrière, merci pour
"Les étonnements d'un couple moderne"*

ANTENNE 2
MEILLEUR TELEFILM
*Bravo Pierre Boutron et Jean-Claude Carrière,
merci pour "Les étonnements d'un couple moderne"*

ANTENNE 2
MEILLEUR FEUILLETON TELEVISE
*Bravo Sylvain Joubert et Michel Wyz,
merci pour "Félicien Grevéche"*

ANTENNE 2
MEILLEURE EMISSION SPECIALE
Bravo Guy Job, merci pour "L'hommage à Coluche"

ANTENNE 2
MEILLEURE SPEAKERINE
Bravo Gillette Abo, merci pour les Programmes

*Bravo les techniciens, merci pour la photo, le son,
les décors, le montage*
*Bravo la passion, merci au jury des 2900 professionnels
de l'Académie des Arts et de la Télévision*

ANTENNE 2 PROFESSION PASSION

LA NUIT DES 7 D'OR



هكذا من الامل

Edition

A la 39^e Foire du livre de Francfort

Gorbatchev superstar

La Foire du livre de Francfort, qui a fermé ses portes le lundi 12 octobre, a été marquée par les discussions autour de la publication en Occident d'un livre de Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka*.

Qui dira encore qu'il ne se passe plus rien à la Foire du livre de Francfort ? La trente-neuvième édition, consacrée à la vente mondiale de livres, a été marquée par la publication de *Perestroïka* dans le domaine de la politique, et qui, depuis moins d'une semaine, est devenue la star incontestée du monde de l'édition. Un auteur à succès, secrétaire général du Parti communiste de l'URSS, dont tout l'Occident compte bien faire un best-seller, qu'on estime qu'il devrait rapidement y atteindre un million d'exemplaires. Pour ne rien dire de l'énorme tirage de *Perestroïka* dans les pays de l'Est, pour lesquels Mikhaïl Gorbatchev a gardé ses droits, le livre devant paraître en Union soviétique à la veille du cinquante-dixième anniversaire de la révolution d'Octobre.

Révisée la semaine dernière, au moment même où allait s'ouvrir la Foire du livre, l'existence de l'ouvrage, dit-on, pendant les « longues vacances » du numéro soviétique, a fait l'effet d'une bombe, car la stratégie de lancement inventée par les Américains et les Soviétiques est une savante orchestration publicitaire. (A ce sujet, il serait temps de réviser aux « non-russophones » que, contrairement à une idée cristalline mais préconçue, « glasnost » ne signifie pas « transparence », mais plutôt « publicité ».) La genèse de *Perestroïka* (ce sera le titre du livre, plus euphonique que « réorganisation », ou « restructuration » qui en pourrait être la traduction...) commence quelques mois après la venue au pouvoir de Gorbatchev, lorsqu'un éditeur américain, Michael Bessie, a l'idée d'envoyer une lettre au nouveau secrétaire général par l'entremise de l'ambassade soviétique de Washington pour lui demander un livre qui serait publié par Harpers and Row en Amérique et par Collins en Angleterre.

Pendant plus d'un an, aucune réponse ne sera donnée et ce n'est qu'en 1987 que des messages sont soudain arrivés indiquant que le projet pourrait aboutir. Michael Bessie se rend à Moscou en septembre, négocie un contrat dont les conditions ne sont pas connues, qui lui accorde les droits mondiaux — à l'exception des pays socialistes — à condition, sans doute, de distribuer l'ouvrage le mieux possible et le plus cher possible dans le monde entier. Un contrat est passé alors avec la VAAP, l'agence soviétique chargée de recevoir les droits des auteurs — qui d'ordinaire retiennent 94 % en moyenne des devises. « Je ne connais pas les arrangements entre la VAAP et l'auteur, nous a dit Michael Bessie. Nous avons versé un à-valoir normal pour un auteur important. »

500 millions de centimes

Le manuscrit arrive vers le 16 septembre et l'éditeur organise des enchères, à Londres chez Collins (qui appartient au même groupe que Harpers and Row) et à Munich à l'Hotel des Quatre-Saisons, selon un cérémonial employé de plus en plus rarement : on enferme les acheteurs potentiels avec un manuscrit pour qu'ils se décident immédiatement. Une quinzaine de pays ont déjà acquis les droits de *Perestroïka*, certains pour des sommes considérables, comme Dromer, de Munich, qui aurait payé, pour les droits allemands, 1 500 000 DM (soit 500 millions de centimes). En France, c'est Flammarion qui l'emporte pour quelque 600 000 F... seulement. Les tirages de départ prévus sont impressionnants : 20 000 exemplaires chez Harpers, 70 000 chez Flammarion.

Une date commune de sortie est prévue — mais non encore fixée — autour du 20 novembre. Des droits de prépublication sont vendus en

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 12 et mardi 13 octobre 1987 :

UN DÉCRET

• N° 87-833 du 12 octobre 1987 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse nationale de prévoyance.

UN ARRÊTÉ

Du 30 septembre 1987 relatif à l'autorisation d'utilisation du furet pour la chasse au lapin.

même temps à des journaux en Angleterre, en Italie, en Allemagne surtout, puisqu'on dit que le *Spiegel* aurait payé 800 000 DM pour trois prépublications à partir du 1^{er} novembre. Mais chacun des acheteurs souhaite publier l'ouvrage le plus vite possible, dès qu'il aura la traduction : chez Flammarion, deux spécialistes de russe ont déjà traduit les deux tiers des quelque 300 pages du manuscrit. Les Néerlandais annoncent sur leur stand la sortie pour le 6 novembre. Tous peuvent être prêts dès le début du mois. C'est là que les intérêts divergent, ce qui explique les conversations et les gestes plutôt vifs sur le stand Harpers où, jeudi, les acheteurs étaient conviés à s'abriter le champagne.

Superbe tactique des grands joueurs d'échecs que sont les Soviétiques : en faisant faire le travail par des Américains, et non par la VAAP, ils obtiennent un maximum de devises et de publicité ! Mais on ne sait pas encore si le ton « libre » du secrétaire général dans son livre, qui dénonce corruption, alcoolisme, gâchis, révèle davantage que ses divers discours. A propos de discours, la confusion règne chez les germanophones, chez qui plusieurs titres ont déjà paru sur les « chances pour l'Europe » du réformisme gorbatchévien ou sur la « littérature de la perestroïka » et qui exposaient à la Foire un choix des « meilleurs articles » (chez Pabst-Rugenstein de Cologne) ainsi qu'un livre, signé et approuvé par Gorbatchev, intitulé *Ce que je veux vraiment. Réponses aux questions du monde (Was ich wirklich will. Antworten auf die Fragen der Welt)* (chez Orac de Vienne). Trois livres signés du même auteur en même temps...

Günter Grass

sans éditeur

D'autres auteurs, célèbres en littérature, vendus par leur éditeur en même temps que le fonds de commerce, n'étaient pas aussi heureux. C'était le cas de Peter Hühner, Günter Grass, Christopher Hein, Christa Wolf qui, à la suite de la vente de Luchterhand de Darmstadt à un important groupe néerlandais il y a deux mois, ont repris leur indépendance et, avec d'autres moins connus, se retrouvent sans éditeur, ce que fit savoir avec une certaine

colère Günter Grass, qui était justement son sixième anniversaire le jour de l'ouverture de la Foire devant plusieurs centaines d'invités...

Tandis que les quelque sept mille éditeurs présents — répartis sur 93 000 mètres carrés — se visitaient les uns les autres au rythme parfois de quatre-vingt-cinq rendez-vous à l'heure, les Américains vantaient Ron Hubbard, inventeur de la scientologie, ou Shirley Mac Laine, présente à Francfort avec son *New Age*. Diogenes, l'éditeur suisse, tentait de vendre un superbe *Album Kafka*. Michael Klett, qui était ses dix ans d'édition, patronnait une campagne pour le sauvetage des fresques dans la chapelle dei Scrovegni à Padoue et présentait un projet de Maurice Guillaud pour protéger l'ensemble des murs. On vendait des biographies de Helmut Schmidt à Kirk Douglas en passant par Arthur Miller ou un autre *Kafka* de l'Italien Pietro Citati.

Surtout, on remarquait, dans toutes les travées, l'extension de très grands stands à éditeurs multiples, résultant de la formation de conglomérats de plus en plus impressionnants et envahissants : les Français s'interrogeaient surtout sur les objectifs des Presses de la Cité qui, sous l'égide de la COE et des frères Bourgeois, donnaient l'impression de faire de l'édition « à l'américaine » et réunissaient les meilleurs éditeurs mondiaux en leur donnant leur bilan dans l'assiette comme hors-d'œuvre lors d'un grand dîner : ils achetaient deux romans de Toni Morrison (*Sula* et *Beloved*) pour quelque 20 000 F, les deux volumes de la saga d'Anthony Powell et beaucoup d'autres. Un peu partout on sentait une réelle inquiétude pour l'avenir : « En vingt-cinq ans d'édition, je n'ai jamais vu autant de fusions, de conglomérations », nous disait le directeur de Pantheon, André Schiffrin. On achète tout, on garde les maisons les plus rentables et on sabote les autres... Même le puissant Peter Mayer, directeur de Penguin, (cad. Hamish-Hamilton, Dutton, NAL, etc.) pouvait s'interroger sur les intentions de Rupert Murdoch, qui semble combattre Robert Maxwell et vient d'acheter 14,9 % des actions du groupe.

La Foire du livre, finalement, c'est toute l'année.

NICOLE ZAND.

DÉFENSE

M. Giraud restreint les pouvoirs du contrôle général des armées

Le ministre de la défense, M. André Giraud, a rayé d'un trait de plume, par une décision notifiée aux états-majors, le droit reconnu, par décret et par une circulaire, au contrôle général des armées de donner son avis *a priori* à tous les actes de l'administration militaire qui nécessitent jusqu'à présent son avis préventif. Seul demeure l'avis donné après-coup par ce même contrôle général des armées à tous les actes des autorités du ministère de la Défense.

Publié au Bulletin officiel des armées, la décision de M. Giraud indique que le contrôle général des armées n'exercera plus de contrôle préventif des projets d'actes et de décisions émanant de divers responsables militaires. Sont concernés : l'état-major des armées, la délégation générale pour l'armement, l'état-major de l'armée de terre, l'état-major de la marine, l'état-major de l'armée de l'air, la direction générale de la gendarmerie, la direction des centres d'expérimentations nucléaires, la direction de la fonction militaire et des relations sociales, la direction des services financiers et, enfin, la direction de l'administration générale à la Défense.

Décentralisation

En conséquence, ajoute M. Giraud, les services du ministère de la Défense correspondront directement avec le contrôle financier pour recueillir son visa dans le cas où celui-ci est requis. Les hautes autorités militaires concernées pourront, sur leur initiative et sans qu'une telle procédure soit la règle, prendre l'avis du contrôle général des armées sur les projets d'actes si elles le jugent utile.

Sous son appellation actuelle, le contrôle général des armées, créé il y a près d'un quart de siècle, intervient *a priori* et *a posteriori* sur tout ce qui touche la gestion du ministère de la Défense. Il vérifie l'observation des lois, des règlements et des instructions ministérielles. Il s'assure de l'opportunité des décisions et juge de l'efficacité des résultats en fonction des objectifs fixés et du bon emploi des crédits publics. Ainsi, à titre préventif, le contrôle général des armées était saisi jusqu'à présent de toutes les directives ministérielles en matière administrative, économique et financière.

RÉSULTATS COMPLETS N° 25	
LOTTO SPORTIF	
1 ^{er} 97 983 000 F	2 ^{es} 7 602 000 F
3 ^{es} 620 000 F	4 ^{es} 104 000 F
5 ^{es} 94 000 F	

Échecs



Première partie

Le retour de la Gruenfeld

Dans ses trois premiers matchs contre Kasparov, Karpov avait tiré les Blancs, pour la première partie, deux fois déjà. Cela lui avait valu deux nuls. Jamais deux sans trois, et le lundi 12 octobre, à Séville, c'est lui qui a proposé à Kasparov d'arrêter les hostilités en trentième coup, proposition vite acceptée par le champion du monde.

Karpov (qui a eu les Blancs en premier lors du second match et a gagné) a provoqué une certaine surprise en choisissant à nouveau la défense Gruenfeld, défense qui ne lui avait pas franchement réussi l'année dernière, lui coûtant trois défaites et ne lui rapportant que six nuls. Lundi, il a assez facilement ajouté une nulle supplémentaire, bénéficiant d'une certaine passivité de Karpov qui ne profita pas du léger avantage spatial acquis dans l'ouverture.

Devant le contre-jeu de Kasparov, qui menaçait de prendre le contrôle de la colonne g après l'échange des dames, le challenger préféra bloquer la situation par répétitions de coup.

Score : 0,5-0,5. Deuxième partie le mercredi 14 octobre.

B. de C.

Blancs : KARPOV

Noirs : KASPAROV

Première partie

Défense Gruenfeld-Slaw

1. e4	c6	16. Tg1 (33) Fb7 (62)
2. d4	g5	17. Fb3 (56) Tg7
3. g3	g6	18. Kc2
4. Cf3	Fg7	19. Dd2 Cg6
5. Fg2	d5	20. Dd2 a6
6. cxd5	cxd5	21. Fg2 Dd7
7. Cg5	e4	22. Cf1 Cg4
8. Cc2	e6	23. Cc3 Cg6
9. a4	Cb7	24. Cf1 Cg4
10. f4	Cg6	25. Te5 Cg7
11. Fg3	Cb6	26. Tg7 Tg7
12. Fd3	Fg7	27. Cg3 Cg6
13. h4 (14)	Fg7	28. Cf1 Cg4
14. Cg7 Dxd7 (16)	29. Cc3	
15. h5 (33) Tg1 (28)	30. Cf1	Nuls

Les chiffres entre parenthèses représentent le nombre de parties jouées jusqu'à la fin de la partie.

PARIS

M. Mitterrand a inauguré le parc de La Villette

M. François Mitterrand a inauguré, le lundi 12 octobre, les premiers aménagements du parc de La Villette. Après l'ouverture du Zénith et de la Grande Halle, après celle du Musée des sciences, et avant celle de la Cité de la musique, l'ensemble imaginé par l'architecte Bernard Tschumi et qui doit donner sa cohérence à un regroupement d'activités, assez dispersées, commence donc à devenir réalité. Le futur parc, le plus grand de Paris intra muros, fera 35 hectares.

Cette première phase, dont le coût aura été de 585 millions de francs, a permis l'ouverture de la Maison de la Villette (l'ancienne rotonde des vétérinaires), consacrée à l'histoire et à la vie du site, une folie-point d'information, et un tronçon de la Galerie de la Villette qui permet le franchissement du canal, au nord ; au sud, deux folies qui accueillent les activités de la Maison des enfants. Le premier des jardins thématiques, conçu par l'architecte-paysagiste Alexandre Chemetoff, est également accessible au public.

Notons toutefois qu'une première partie de cette « première » phase avait déjà permis l'ouverture de deux folies, le Café de la ville et le Belvédère, ainsi que 6 hectares de terrain. Inauguration de la prochaine phase : printemps 88.

F.E.

La Librairie, Les Cahiers de Colette et les éditions Denoël vous invitent à rencontrer

JOEL DOR

auteur de Structures et Perspectives

le mercredi 14 octobre 1987 de 18 heures à 20 heures

28, rue Bonaparte, 75003 Paris Tél. (1) 42-72-35-06

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde Éducation

Le Carnet du Monde

Mariages

M. et M^{me} Thérèse FREDIN, M. Bernard PICARD, M^{me} Michèle LALITTE sont heureux de faire part du mariage de

Suzanne FREDIN et Serge PICARD,

qui a eu lieu le 26 septembre 1987, à Paris.

47, rue Daudouville, 75018 Paris.

Décès

Chartres.

M^{me} Alain DRAMARD,

son épouse,

Ses enfants

Et toute la famille

M. Pierre Firmin-Didot,

Le conseil d'administration

Et le personnel du Centre international de Chartres,

ont la douleur de faire part du décès

accidentel de

M. Alain DRAMARD,

directeur du CIV,

survenu le 9 octobre 1987.

La célébration aura lieu le mercredi

14 octobre, à 15 h 30, en l'église Saint-Chéron (Eure-et-Loir).

L'inhumation sera faite dans l'intimité familiale.

Un hommage lui sera rendu lors de l'ouverture de l'exposition « Première biennale du vitrail », le jeudi 15 octobre, 17 heures, au Grenier de Loire, à Chartres.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Jean Florant,

M^{me} Marie Florant,

Le docteur Antoine Florant,

Michèle

et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Lyse FLORANT,

née Delort,

survenue à Paris, le 3 octobre 1987.

Les obsèques ont eu lieu le 6 octobre

1987, à Orgeval, dans la plus stricte intimité.

7 bis, place du Président-Mithouard, 75007 Paris.

M^{me} Jacques Folscheid,

Le commissaire lieutenant-colonel et

M^{me} Marie Folscheid

et leurs enfants,

M. Olivier Folscheid,

M. et M^{me} Pierre Folscheid

et leurs enfants,

M. Michel Folscheid,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques FOLSCHIED,

survenue le 9 octobre 1987, dans sa

soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu en

l'église d'Étigny (Fuy-de-Dôme), le

lundi 12 octobre, à 15 h 30, suivie de

l'inhumation au cimetière d'Étigny.

M^{me} Maurice GERRY,

docteur et M^{me} François GERRY,

Olivier, Patrick, Frédérique et Stéphane,

M. et M^{me} Dominique GERRY,

Christophe et Marion,

M^{me} Claudine GERRY,

M. Ali Touati,

Aïcha, Sylvain et Bruno,

M. et M^{me} Michel L'Hôte,

Rémi, Lucille et Fanny,

M^{me} Gaston Galtier,

M^{me} L. Boiret,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maurice GERRY,

ingénieur civil G.R., (I.N.A., E.S.E.,

docteur en sciences économiques,

architecte,

survenue le 7 octobre 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la

stricte intimité familiale.

54, rue de Verano, 19007 Paris.

M. Guy JULY,

Ses enfants et petits-enfants,

M. Fortuné JULY,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Guy JULY,

née Mouton,

dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux sera célébré le

jeudi 15 octobre, en l'église Saint-

Médard, Paris-5^e, à 13 h 45. L'incinération aura lieu le même jour à 15 h 30, au

cimetière du cimetière de la Villette.

Le crématorium du cimetière de la Villette, et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Paris : 42-47-35-03.

Nos abonnés, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions du « Carnet

du Monde », sont priés de joindre à leur

envoi de texte une des dernières

bandes pour justifier de cette qualité.

M^{me} Henri Magnaschi, M. et M^{me} Jean Babaud et Magali, M. et M^{me} Alexis Westermann et leurs enfants, M. et M^{me} Georges Magnaschi, M. et M^{me} Emilie Magnaschi, Les familles Magnaschi, Rasmussen, Messari, Baillou, Loubesac, Vergnaud et Subra, ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian MAGNASCHI, chevalier de la Légion d'honneur, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes.

décédé le 10 octobre 1987, à l'âge de

soixante-six ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu à Courmou (Charente), le mercredi 14 octobre, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

19, boulevard Séguin, 19013 Marseille.

2, avenue de Procon, 83120 Sainte-Maxime.

M^{me} René Riegel-Baltzer,

son épouse,

Ses enfants

Et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. René RIEGEL,

survenue le 6 octobre 1987, dans sa

soixante-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu le 12 octobre

1987, dans l'intimité familiale.

— M^{me} Hubert Yencesse,

M. et M^{me} Mario Malandra,

M^{me} Marie-José Malandra,

M. Serge Adonis

Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Hubert YENCESSE,

sculpteur,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier des Arts et Lettres,

membre de l'Institut,

survenue en son domicile le 4 octobre

1987.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— La famille de Gérard Seul

très touchée de la

Economie

SOMMAIRE

- Le néerlandais KNP pose ses conditions à la reprise de la Chapelle-Darblay (lire ci-dessous).
- L'éventualité d'un changement de statut de Renault n'est pas sans poser de problèmes au ministre de l'Industrie. La vigilance et l'hostilité du PDG de Peugeot, notamment à propos de dotations en capital, ajoutent aux difficultés de M. Madelin (page 40).
- L'Assemblée nationale entame, le mardi 13 octobre, l'examen du projet de loi de finances pour 1988. Un budget pour le court terme, considère M. Michal Rocard (page 41).
- Les valeurs sont en baisse à la Bourse de Paris où l'indice des agents de change est presque revenu à son niveau du début de l'année. La hausse des taux d'intérêt provoque la chute des cours sur le marché à terme des instruments financiers (voir ci-dessous).

BILLET

Restructurations dans la finance

La finance licencie ? Symbole de ces activités de services dans lesquelles certaines voient l'industrie de demain, les entreprises financières commencent à leur tour à annoncer des plans de restructuration, voire des plans de licenciements. Il ne faut pas s'y tromper : les réductions d'effectifs annoncées ces derniers jours par des sociétés financières parmi les plus prestigieuses du monde sont davantage le signe d'une adaptation que ceux d'une crise. Pour l'instant.

La banque américaine Chemical Bank va réduire son équipe londonienne de 950 personnes à 780, soit 18 %, apprend-on ainsi lundi 12 octobre à la City. La banque avait déjà annoncé, il y a quelques semaines, son intention de réduire, au niveau mondial, ses effectifs de près de 10 %. La Chemical suit une voie déjà ouverte par d'autres établissements financiers américains.

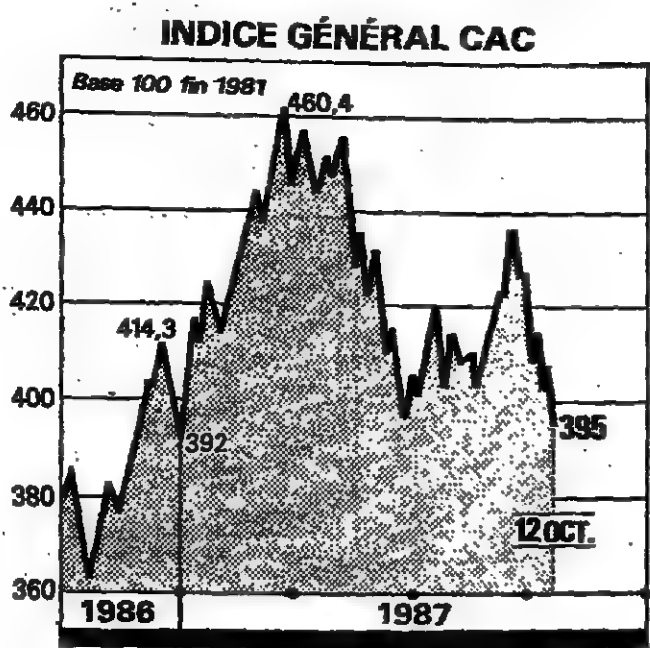
Il y a quelques mois, Shearson Lehman Brothers a décidé de réduire de 11 % son « staff » londonien et d'y abandonner son activité sur le marché des actions. Salomon Inc. confirmait lundi à New-York son projet de se séparer de quelque 800 personnes au niveau mondial et de se retirer des compartiments les moins rentables des marchés de l'argent. Après Londres et New-York, Paris est aussi touché par ces mouvements. Les marchés financiers bruissent, lundi, d'une rumeur sur un retrait du groupe britannique Standard Chartered de la place de Paris. En fait, la banque française Stan-

dard Chartered a indiqué que le groupe en question, qui s'est fortement engagé sur les marchés financiers français, souhaitait se concentrer sur ses métiers de base. Sept mois après son installation à Paris, le groupe se réorganise en France. S'il se retire de certaines activités de marché, il n'en considère pas moins que « le développement à partir de la France de ses activités de banque d'affaires et de banque commerciale est un objet prioritaire » et qu'il « veillera à favoriser les synergies avec son réseau international », selon un communiqué publié le 13 octobre.

Le secteur financier — compris dans son sens le plus large — est en pleine mutation. Chaque année de sa place au mieux dans une compétition dont l'issue est incertaine. La concurrence s'opère sur des marchés plutôt moroses, ceux des obligations comme ceux, aujourd'hui, des actions. Les frais supportés par les entreprises sont très élevés, qu'il s'agisse des salaires des « golden boys » ou des investissements en locaux ou en informatique. Les « com » (les commissions, dans le jargon bancaire) ont tendance, sous l'effet de la concurrence mondiale, à se contracter. L'annonce de réductions d'effectifs indique que les entreprises cherchent à ajuster leur tir. Une détermination de la situation des marchés pourrait cependant conduire à des licenciements qui ne seraient plus le simple signe d'une mutation mais celui d'une vraie crise.

ERIK IZRAELECZ.

Baisse des valeurs à la Bourse de Paris Retour à la case départ



Le repli amorcé à la Bourse de Paris depuis cinq semaines s'est amplifié lundi 12 octobre. En perdant 2,11 %, la Bourse a quasiment effacé tous ses gains enregistrés depuis le début de l'année. L'indice CAC de la Compagnie des agents de change, qui est calculé à partir de 210 valeurs françaises cotées au règlement mensuel et au comptant, est revenu à un niveau proche de celui du début de l'année. Il a débuté à 395 contre 392 le 2 janvier.

Dans sa chute, ce baromètre de l'activité boursière a « cassé » la barre des 400 qui était considérée par de nombreux analystes comme un important palier de résistance.

La raison principale de la dégradation du climat boursier est évidemment la hausse des taux d'intérêt dans le monde. Le réajustement du coût de l'argent a entraîné un mouvement de déprime sur le marché obligataire.

L'absence et le départ de certains investisseurs étrangers contribuent à assombrir l'atmosphère sous les lambris. A eux seuls, ces opérateurs représentent plus du quart de la capitalisation boursière de la place parisienne. Et ils raisonnent à l'échelle mondiale. Quand un marché est déprimé comme actuellement, ils le quittent pour s'intéresser à d'autres Bourses, amplifiant alors la tendance au repli. Ce phénomène de « boule de neige » s'étendra-t-il aux petits porteurs ou aux souscripteurs de SICAV ? Voilà la question que tout le monde se pose au palais Brongniart. Ce serait la grande glissade. Au contraire, assisterait-on à une certaine reprise technique ? Tout mouvement de baisse a ses limites, aiment à rappeler les gérants soulignant que la baisse ne doit pas faire oublier l'amélioration considérable des résultats des entreprises cotées. Leurs bénéfices devraient en effet, progresser en moyenne de 17 à 20 % cette année et encore de 13 % en 1988.

Quoi qu'il en soit, la reprise du marché immobilier en est un inquiétant indice. Les actionnaires préféreraient réaliser les plus-values pour les investir dans la pierre. Au moins jusqu'à ce que la tempête se calme.

D. G.

La hausse des taux d'intérêt se poursuit

La remontée des taux d'intérêt s'est poursuivie à Paris en début de semaine, tant à court terme qu'à long terme. A court terme, le Trésor a dû payer, lundi 12 octobre, 7,65 % pour ses bons à treize semaines, contre 7,49 % huit jours auparavant, 9,71 %, contre 9,08 % le 21 septembre pour les bons à deux ans et, surtout, 10,39 %, contre 9,61 % également le 21 septembre. C'est la première fois que le Trésor paie plus de 10 % à cinq ans depuis 1985.

A long terme, le rendement des emprunts d'Etat à plus de sept ans a dépassé 10,80 % et celui des emprunts à vingt-cinq ans atteint 11,30 %. Sur le marché à terme des instruments financiers (MATIF), littéralement sinistré, la désolation régnait lundi, avec une chute des cours de 1 %, faisant suite à un repli du même ordre le vendredi précédent. Sur ce marché, qui préfigure la tendance à moyen terme, l'échéance de décembre était tombée, lundi soir, à 93,50 sur une base 100 en février 1986, soit, pour les emprunts d'Etat à long terme, des rendements supérieurs à

11,30 %, taux que le Trésor devrait accepter s'il émettait cette semaine.

Cette accélération de la hausse des loyers de l'argent, à caractère éminemment spéculatif tout au moins au début de la semaine, s'effectue dans un contexte mondial également haussier. Aux Etats-Unis, l'emprunt du Trésor à trente ans a frôlé 10 % lundi soir, contre 7,50 % au printemps, et, en Allemagne, les emprunts fédéraux à dix ans dépassaient 7 %.

Un Français sur quatre intéressé par le PER. — Moins d'un Français de plus de trente ans sur quatre (23 %) souhaite ouvrir prochainement un plan d'épargne en vue de la retraite (PER) selon les dispositions nouvelles, indique un sondage de la SOFRES et du CREP (Centre de recherche économique sur l'épargne) : les plus intéressés sont les quarante-quatre/vingt-cinq ans gagnant de 10 000 à 12 000 F par mois. En revanche, plus d'une personne sur deux (54 %) n'est pas intéressée.

SOCIAL

Le néerlandais KNP pose ses conditions à la reprise de la Chapelle-Darblay

La proposition du PDG de la Chapelle-Darblay, M. John Kila, d'ouvrir le capital du groupe papeter français au néerlandais KNP (le Monde du 13 octobre) n'a pas provoqué de réaction officielle des pouvoirs publics. Le ministre de l'Industrie, qui procède actuellement à un examen minutieux des comptes de la Chapelle-Darblay, devrait émettre un avis d'ici à la fin de la semaine. De son côté, le groupe KNP a signé une lettre d'intention dans laquelle il subordonne son éventuelle participation à trois conditions : l'accord préalable du gouvernement français, la pratique d'un audit comptable et d'un audit technique de l'entreprise. Ces audits devraient nécessiter un délai de deux à trois semaines avant que le KNP soit en mesure de formuler sa réponse.

On apprendrait par ailleurs, le 12 octobre, que l'échéance de 97 millions de francs que le groupe papeter français devait honorer à son tour le 10 octobre a été assumée par le pool bancaire de la Chapelle-Darblay, conduit par Paribas et le Crédit lyonnais. « Le pool a décidé de ne pas mettre le groupe en difficulté », a-t-il été dit. On a aussi annoncé un projet de plan industriel avec KNP, précisait-on au siège de la Chapelle-Darblay. Ce plan, d'un montant de 640 millions de francs, prévoit essentiellement un apport de 250 millions de francs de KNP, auxquels s'ajouteraient 50 millions de francs fournis par l'Etat et 200 à 300 millions de francs de crédits bancaires divers.

Le licenciement d'Alkita Ghazi autorisé. — Le Conseil d'Etat a définitivement autorisé le licenciement de trois délégués CGT de l'usine Citroën d'Aulnay, à la suite de bagarres entre grévistes et non-grévistes en février 1983. L'inspection du travail et le ministre des affaires sociales avaient refusé le licenciement des trois délégués, mais, en 1985, le tribunal administratif de Paris, à la demande de Citroën, avait annulé la décision. Les trois délégués avaient fait appel auprès du Conseil d'Etat, qui a rejeté leur requête. Parmi les délégués, qui ne travaillent plus chez Citroën, figure notamment M. Alkita Ghazi, leader de la CGT à l'usine d'Aulnay, qui est depuis septembre 1984 député marocain (USFP) représentant ses compatriotes installés dans le nord de la France.

Revalorisation des allocations de chômage. — Les allocations d'assurance-chômage ont été réévaluées à compter du 1^{er} octobre par une décision du conseil d'administration de l'UNEDIC. La partie fixe de l'allocation de base passe de 45,55 F par jour à 46,32 F, le minimum journalier pour la prestation globale de 109,85 F à 111,51 F. Le salaire de référence est revalorisé de 1,7 %. L'allocation de base exceptionnelle, servie aux jeunes ayant peu d'ancienneté dans l'emploi, est fixée à 34,74 F contre 34,16 F avec un minimum de 83,51 F (contre 82,11 F). L'allocation de fin de droits est relevée de 66,80 F par jour à 67,94 F. Elle est portée à 94,17 F contre 92,80 F pour certains chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans.

Les syndicats engagent la procédure du droit d'alerte chez Dassault-Breguet

Lors de la réunion, lundi 12 octobre, du comité central d'entreprise du groupe aéronautique Dassault-Breguet, les syndicats, toutes tendances confondues, ont engagé la procédure dite du « droit d'alerte » avant l'application, par la direction, des mille deux cent soixante et une suppressions d'emplois exigées, selon elle, par la situation de la société.

Du fait de cette procédure, un expert sera nommé afin de rédiger, pour le comité économique du comité central d'entreprise, un rapport d'activités sur Dassault-Breguet qui devrait servir, ensuite, de base de négociations sociales.

Le comité central d'entreprise a entendu la présentation, par M. Jacques Estèbe, vice-président de Dassault-Breguet, d'un plan qui prévoit, outre des départs volontaires et des départs non volontaires, la fermeture de quatre sites industriels dans la banlieue parisienne et en province.

L'Amérique ne s'arrête pas à New York, British Airways non plus.*



Avec 18 villes en direct de Paris-Londres, British Airways est la première compagnie européenne sur l'Amérique du Nord. New York, ce n'est pas l'Amérique, et il n'est pas rare que vous vous rendiez à Los Angeles, Chicago ou Boston, pour affaires notamment. Quoi de plus aigacant, alors, que de s'arrêter à Kennedy Airport pour un transit infernal ou d'affronter les embouteillages entre Kennedy et La Guardia ou Newark. Avec British Airways, tout se passe à Londres Heathrow, par le Terminal 4, rapidement et simplement. Après tout, pourquoi aller à New York, si vous n'y allez pas ?

* Au cas où vous voudriez vous rendre à New York, sachez que chaque semaine, British Airways assure plus de vols sur New York que n'importe quelle autre compagnie européenne.

BRITISH AIRWAYS

هكذا من الاجل

Economie

AUTOMOBILE

Devant les menaces de Peugeot

Le gouvernement hésite à changer le statut de Renault

Le gouvernement est-il en train de renoncer à changer le statut de Renault ? Les effets politiques que certains espèrent tirer de la transformation de la Régie en société anonyme sont-ils moins évidents

qu'à l'origine ? Le ministère de l'économie et des finances, en tout cas, s'attache à réaffirmer qu'il ne s'agit toujours que d'un projet. Comme si l'offensive menée

par M. Jacques Calvet pour en bloquer la réalisation trouvait quelque écho Rue de Rivoli, malgré l'engagement officiellement affiché par M. Edouard Balladur devant les attaques du patron de Peugeot SA.

Le changement de statut de Renault comporte deux volets. Le premier consiste en un texte de loi permettant de transformer la Régie, issue de l'ordonnance du 16 janvier 1945, en une société anonyme qui resterait nationalisée. L'hypothèse d'un holding, propriétaire de la société Renault (à l'image de l'ERAP, actionnaire d'ELF) avait été envisagée à l'origine parce que moins coûteuse. Actuellement, la réflexion gouvernementale porte sur un système « à un seul étage », la création directe d'une SA Renault. Mais, pour l'heure, le Conseil d'Etat n'a été officiellement saisi d'aucun texte. S'il était déposé, le projet ne pourrait être, au mieux, débattu à l'Assemblée nationale qu'au début de décembre, à l'issue de la discussion budgétaire.

Mais le nœud du problème réside dans le deuxième volet : l'apport financier de l'Etat à Renault. Etant donnée la situation nette négative de la Régie (moins 16 milliards de francs à la fin de 1986), la transformer en société anonyme revient à la condamner au dépôt de bilan, sauf à reconstituer, dans un délai maximum de deux ans, ses fonds propres. De combien Renault a-t-il besoin, compte tenu des bénéfices attendus pour 1987 et de divers éléments (amortissements, réévaluation d'actifs) qui peuvent résorber une partie de sa situation négative ? Une dotation en capital d'une dizaine de milliards de francs paraîtrait le plus vraisemblable.

Renault demande évidemment que cet apport lui soit fait immédiatement de manière à ne pas handicaper la nouvelle société dès sa naissance. Un point de vue partagé par M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, qui veut faire de cette dotation une opération pour soigner tous comptes. Avec cet argent, Renault réduirait son endettement (évalué à près de 55 milliards de francs) en remboursant une dizaine de milliards de prêts reçus au titre du Fonds de développement économique et social.

Casser les prix

Mais M. Calvet ne croit pas au comportement vertueux de Renault. Créer une société anonyme tout en la laissant dans le sillon de l'Etat lui paraît encourager Renault à ne pas se conduire en entreprise guidée par son seul compte d'exploitation. D'où sa crainte de voir l'argent versé par

l'Etat permettre à son concurrent de casser les prix et d'acheter ainsi des parts de marché comme par le passé. Le patron de Peugeot SA a exprimé ses craintes avec suffisamment de virulence pour avoir impressionné. Sa menace de démission et la perspective de son audition par des commissions parlementaires où il compte quelques amis, si le projet de loi sur Renault est déposé, semblent mettre quelque peu le gouvernement dans l'embarras.

Du côté du ministère de l'Industrie, on cherche à lui donner des assurances, voire des compensations. On souligne l'engagement que la France devra prendre à l'égard de Bruxelles de ne pas aider Renault.

On étudie les parts de marché respectives des deux firmes automobiles au cours des années passées et leur pratique commerciale, pour en tirer éventuellement une méthode qui permettrait de contrôler les agissements de Renault. Enfin, la Rue de Grenelle serait, semble-t-il, tentée de ne pas faire bénéficier la future société anonyme Renault de tout ou partie des reports fiscaux déficitaires de la Régie. Ceux-ci s'élevaient à 38 milliards de francs et sont à 90 % indéfiniment reportables, car liés aux amortissements. Ce qui signifie que Renault peut être bénéficiaire pendant de nombreuses années avant de payer des impôts.

Empressement politique

L'influence de M. Calvet peut-elle faire renoncer le gouvernement ? M. Madelin, pour des raisons idéologiques — faire de Renault une entreprise comme les autres, — est fermement attaché au projet. Tout en préconisant l'opportunité économique, il fait profiter Renault de l'argent des privatisations au moment où le groupe automobile amorçait son redressement. Rue de Rivoli, les convictions ne sont pas les mêmes. M. Balladur n'est sans doute guère enclin à consacrer une partie importante des recettes des privatisations à Renault. Sa priorité affichée a toujours été la réduction de la dette publique. Mais la sollicitation de Matignon et les concessions à faire à un ministre de l'Industrie, par ailleurs malmené, peuvent expliquer un assouplissement de sa position. D'autant que le dossier peut être un bon atout pour redorer le blason d'un programme de privatisations qui s'essouffait. Accusé de détourner

par les privatisations des capitaux qui traient autrement s'investir dans les entreprises, M. Balladur peut faire de Renault un contre-exemple. Alibi pour les privatisations, Renault pourra également servir d'alibi industriel. Au moment où la France affiche un solde industriel alarmant, M. Chirac pourra toujours se targuer d'avoir fait quelque chose.

Le gouvernement peut-il donc se priver des avantages qu'il pourrait tirer du changement de statut ? Pareille renonciation ne serait pas du meilleur effet à la veille des élections. Mais on ne peut que regretter une fois de plus que l'intérêt et l'empressement mis à traiter cette affaire aient été politiques avant d'être économiques.

CLAIRE BLANDIN.

L'effet de la baisse de la TVA sur les ventes de septembre

Les immatriculations de voitures neuves ont progressé moins vite en septembre (+ 1,6 %) en France, reflétant l'attente créée chez les acheteurs par l'annonce d'une baisse de la TVA sur les automobiles, appliquée le 17 septembre.

Selon les derniers chiffres mensuels de la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, les immatriculations se sont élevées le mois dernier à 130 053 unités. Sur les neuf premiers mois de l'année, elles atteignent 1 467 360 unités, soit une hausse de 7,6 %.

Les automobiles françaises ont continué de regagner du ter-

rain, affichant une progression de 4,1 % en septembre et de 9,4 % sur les neuf premiers mois. Le taux de pénétration des automobiles étrangères a donc régressé en septembre à 35,9 % (contre 37,4 % en septembre 1986).

Le groupe PSA (Peugeot et Citroën) s'est mieux comporté le mois dernier que son rival Renault, affichant une progression de 8,8 % en septembre contre une baisse de 0,2 % pour Renault. Sur les neuf premiers mois de l'année, le groupe privé confirme donc son avance, en occupant 33,2 % du marché national contre 30,4 % pour la Régie.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



publicis

RESULTATS SEMESTRIELS - PERSPECTIVES 1987

Les revenus financiers de PUBLICIS S.A. se sont élevés au 30 juin 1987 à F. 34 819 734 contre F. 34 438 856 au 1er semestre 1986 et son bénéfice net s'établit à F. 28 698 968 contre F. 28 476 207.

Les revenus prévisionnels de PUBLICIS S.A. pour l'exercice 1987 devraient atteindre F. 45 000 000 pour un bénéfice net après impôts de F. 34 300 000.

Le Groupe PUBLICIS a réalisé au 30 juin 1987 un chiffre d'affaires consolidé de F. 3 585 193 000, en progression de 10,27 %, et un bénéfice net après impôts de F. 50 242 000. La part du Groupe dans ce résultat s'établit à F. 44 732 000 en hausse de 12,12 %.

Les tendances actuelles pour le 2ème semestre 1987 permettent d'estimer aujourd'hui, à titre prévisionnel, que le chiffre d'affaires annuel consolidé 1987 pourrait s'élever à F. 7 000 000 000, en augmentation d'environ 7,5 %.

Dans ces conditions, le résultat courant consolidé après impôts (hors plus-values exceptionnelles) pourrait s'établir à F. 92 500 000, et la part du Groupe dans ce résultat se situer à F. 81 000 000, en progression de l'ordre de 11 %.

Cette annonce est diffusée à simple titre d'information

REPUBLIQUE FRANÇAISE

FF 1 500 000 000

TAUX FIXE CONTRE TAUX VARIABLE
(TMB* - 0,10 %)CONTRAT D'ÉCHANGE
DE TAUX D'INTÉRÊT A 12 ANSMONTÉ PAR LE
CRÉDIT LYONNAIS

CREDIT LYONNAIS

*Taux Moyen Mensuel des Bons du Trésor à 13 semaines

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
DE LIAISONS ÉLECTRIQUES
SILEC

Le chiffre d'affaires du premier semestre de l'exercice 1987 s'est élevé à 635,8 millions de francs, en baisse de l'ordre de 5,5 % sur celui du premier semestre 1986, qui s'élevait à 672,5 millions de francs.

Cette baisse est due principalement à la diminution des cours moyens des matières premières entre ces deux périodes, alors que le volume d'activité globale de la société s'est maintenu.

Cependant, le résultat courant est resté au même ordre : 48,3 millions au 30 juin 1987, contre 49,6 millions au 30 juin 1986, en raison notamment de la poursuite de la diminution des frais financiers ; quant au bénéfice net après impôt et participation des salariés, il passe de 15,6 millions au 30 juin 1986 à 34,5 millions au 30 juin 1987, compte tenu en particulier d'une plus-value immobilière de 5 millions.

Pour le second semestre 1987, les perspectives restent positives, mais restent imprécises, de maintenir le niveau global de notre activité et de nos résultats.

Schlumberger

Schlumberger Limited a annoncé, le 8 octobre 1987 à New-York, la conclusion définitive de la vente de Fairchild Semiconductor à la société américaine National Semiconductor.

Comme déjà annoncé, le paiement à Schlumberger sera effectué en actions National Semiconductor et en bons de souscription d'actions avec une garantie minimale d'un montant d'environ 122 millions de dollars.

Valeo

Valeo tient à faire savoir à ses actionnaires et aux actionnaires de SEV que sur la base des informations actuellement disponibles il ne semble pas que le quorum nécessaire pour permettre à chacune des deux assemblées convoquées le 16 octobre de débiter valablement sera atteint.

En conséquence, la tenue des deux assemblées générales extraordinaires sur deuxième convocation est prévue le 26 octobre.

Les actionnaires de Valeo et de SEV qui désirent participer aux assemblées générales extraordinaires du 26 octobre doivent demander, s'ils ne l'ont déjà fait, avant le 20 octobre, une carte d'admission à l'intermédiaire financier (Banque, agent de change, Caisse d'épargne, bureau de poste, comptable de trésor) auprès duquel sont déposés leurs titres.

locaexpansion

Le conseil d'administration s'est réuni le 14 octobre 1987 sous la présidence de M. Jean-Pierre Lacombe.

Il a nommé M. Pierre Garbani directeur général en remplacement de M. Patrick Simon.

Six mille deux cent cinquante actions ont été créées à la suite de conversions d'obligations et 37 464 souscrites en paiement du dividende 1986. Le capital se trouve ainsi porté de 151 782 600 F à 156 154 000 F.

Les engagements nouveaux conclus depuis le 1er janvier 1987 ont porté sur quatre opérations, toutes de nature patrimoniale, situées tant en région parisienne qu'en province, d'un montant global de 69 millions de francs. Les décaissements sur investissements ont atteint 31,6 millions de francs pour les huit premiers mois de l'année.

Le résultat prévisionnel de l'exercice devrait permettre, sauf imprévu, la distribution d'un dividende bénéficiant d'une progression supérieure à l'inflation.

Quatre cents emplois de plus
supprimés à Billancourt

Un comité central d'entreprise (CCE) doit se réunir, mercredi 14 octobre, pour faire le point sur l'évolution des effectifs de Renault et sur l'exécution du plan social décidé en novembre 1986, pour ramener le personnel de la Régie à 70 900 personnes. En fait, l'objectif n'est pas encore atteint dans toutes les usines. En août, à Cléon, en particulier, alors que l'objectif était de 6 500 personnes, il en restait 9 889 ; au Mans, la différence était du même ordre ; à Grand-Couronne, 861 au lieu de 750...

A l'usine de Billancourt (Hauts-de-Seine), 400 emplois supplémentaires vont être supprimés pour arriver à l'effectif prévu de 5 100 personnes en fin d'année. Mais le sort des 1 310 personnes dont l'emploi a déjà été supprimé n'est pas encore réglé. 613 ont quitté l'établissement, 280 vont le faire dans les

prochains jours ; 285 au total par mutations dans le groupe Renault (surtout dans les usines de Sandouville, Choisy et Rueil) 298 par « départ volontaire » avec une allocation de reconversion (50 000 F), 175 en préretraite, 110 en congé de fin de carrière à cinquante-quatre ans, 11 étrangers pour retourner au pays. Le sort de 400 personnes n'est pas réglé : les deux tiers devraient bénéficier de mutations, les autres des diverses mesures du plan social.

Le CCE doit être informé de la vente des terrains de la Régie en région parisienne : à Billancourt, la vente doit être signée prochainement, et trois ZAC (zone d'aménagement concerté) sont en cours de constitution, une sur le terrain du siège social (où devrait s'installer TF 1) et deux autres au centre de la ville.

Ordinateurs

est maintenant en KIOSQUE

CETTE SEMAINE
EN SUPPLÉMENT
UN MAGAZINE

PC

Economie

Le projet de loi de finances pour 1988

Un budget pour le court terme

(Suite de la première page.)

Je considère donc que l'image qui nous est donnée de l'année 1988 est irréaliste, alors même qu'il est malheureusement parfaitement indiscutable l'aspect socialement déséquilibré de ce qui nous est présenté : la pression sur les salariés les moins favorisés s'accroît, tandis que les autres revenus sont mieux traités. La façon dont est envisagé le réajustement des comptes sociaux est à cet égard révélatrice et fait peser une lourde menace sur le second semestre 1988.

Un maillage des comptes

L'attitude du gouvernement à l'égard des déficits est en effet incohérente plus encore que mensongère.

Comme d'autres avant lui, ce gouvernement — malgré ses protestations de sincérité — tire assurément le meilleur parti de la complexité technique des comptes budgétaires. Sacrifions un instant à la polémique rituelle pour évaluer ce que cache le déficit budgétaire annoncé de 115 milliards de francs. Il y a d'abord l'effet des privatisations. Si l'on réfléchit à « structures constantes », on peut estimer leur impact budgétaire en 1988 à 20 milliards environ, pour l'essentiel sous forme de dotations en capital. En second lieu, les rebudgétisations annoncées réduisent le déficit budgétaire.

Enfin, certaines prévisions irréalistes surestiment les recettes — par exemple, la TVA — et sous-évaluent des dépenses. Il en est ainsi du coût du traitement social du chômage en 1988. Plus important, le montant des crédits de paiements stagne, alors que les autorisations de programme progressent de 22 % : cela signifie que l'on engage des dépenses dont le financement effectif serait reporté sur les années ultérieures.

L'exercice suggère un maillage des comptes budgétaires portant sur un total de l'ordre de 50 milliards : on peut s'étonner du mépris qu'un tel comportement révèle à l'égard de la représentation nationale mais aussi des acteurs de la vie économique. Ce que l'on touche aujourd'hui du doigt, c'est qu'il n'est pas raisonnable de limiter l'examen de

l'activité de l'Etat à celui de son compte d'exploitation ; il faudrait, à l'avenir, raisonner, à propos des participations publiques ou de la dette, en termes de bilan. Mais il y a plus grave que cette opacité, car, fondamentalement, même lorsqu'ils vont dans le bon sens, les choix fiscaux sont incompatibles avec une stratégie à long terme.

Engagé par des promesses inconsidérées concernant la réduction des taxes, le ministre des finances organise en effet un désarmement fiscal de grande ampleur : mais son horizon ne dépasse manifestement pas les six mois ! Il troque d'abord, grâce aux recettes des privatisations, des ressources régulières contre un profit d'appoint. Il baisse le taux de TVA, une mesure qui va dans le sens de l'Europe, mais en donnant une impression d'improvisation : notre fiscalité indirecte pose un problème global qu'il faut aborder avec nos partenaires européens sans exclure l'idée que la baisse de nos taxes puisse être négociée contre des concessions dans d'autres domaines. Il se félicite enfin, contrairement à ce que recommande la rationalité économique, de tracer une frontière étanche entre le financement du budget de l'Etat et celui de la protection sociale. Mais le résultat, caricatural, est d'ores et déjà sous nos yeux : réduction d'impôt au premier semestre 1988, augmentation des cotisations sociales au lendemain des élections pour un montant de 0,5 à 1 point de PIB.

C'est une bombe à retardement pour le gouvernement qui sera issu de la prochaine élection présidentielle. L'augmentation inévitable des prélèvements obligatoires est déjà inscrite dans la prévision, mais leur détail n'est pas soumis à discussion. Cette attitude est particulièrement néfaste pour les agents économiques qui ont besoin de continuité et de prévisibilité en matière d'action publique.

J'en tire donc, là aussi, une exigence de méthode : pour assurer la transparence des choix, il faut débattre simultanément des finances de l'Etat et de celles de la Sécurité sociale. Il le faut d'autant plus que des mesures que j'espère bien voir mises en œuvre

l'an prochain — l'élargissement de l'assiette du prélèvement social, l'instauration d'un revenu minimum garanti — iront aussi dans le sens d'une interprétation plus étroite des financements publics.

Une programmation triennale

Il faut aussi se donner le temps d'agir autour d'une programmation triennale, conformément à la pratique de beaucoup d'entreprises ayant une planification souple. Il est véritablement regrettable de constater que la majorité n'a su aborder ces dossiers essentiels que sur un registre médiocrement politique avant de les remettre précipitamment.

Cela dit, il reste à traiter l'essentiel de l'acte budgétaire, la dépense publique. On constate, là encore, l'influence pernicieuse d'un libéralisme doctrinaire qui concentre l'attention sur le déficit et l'impôt. Le débat sur la dépense est réduit à sa plus simple expression : comment la réduire ? Ce simplisme est outrancier puisque la finalité même de l'action publique est de développer, dans les meilleures conditions d'efficacité et de qualité, un certain nombre de fonctions collectives. Je n'entrerai pas ici dans la querelle théologique sur l'aide à l'investissement : chacun sait aussi — en particulier depuis le dernier rapport du conseil des impôts — que la subvention ou l'aide fiscale ont un rapport coût-efficacité défavorable.

Je livrerai plutôt deux observations. D'abord sur la politique de l'emploi, présentée comme l'une des toutes premières priorités ; les

dotations budgétaires inscrites à ce titre augmentent il est vrai de près de 12 %, mais ces sommes vont servir à parquer en formation le maximum de candidats-chômeurs avant de les relâcher brutalement sur le marché du travail avant l'été. A l'opposé de cette politique procédant par à-coups, il eût été bien préférable de recourir à un allègement progressif du coût salarial de manière à encourager, selon un mécanisme économique, l'embauche des salariés les plus difficiles à employer. Deuxième exemple, les actions d'avenir : elles ne sont manifestement pas au rendez-vous promis. L'éducation nationale voit ses crédits progresser à un rythme de 4 %, inférieur à celui de l'agriculture, de l'intérieur ou de la justice ; la recherche civile stagne ; les dotations de l'industrie régressent : réajustons-nous de ce que les grands déficits se résorbent, déplorons que les actions en faveur de la modernisation ne prennent pas le relais.

Le gouvernement va se glorifier, dans les mois qui viennent, de quelques indices flatteurs, disons plutôt moins terribles ; l'optimisme intéressé qu'il va s'efforcer de répandre est peu justifié, il est surtout dangereux. Le parler-faux est le plus sûr moyen de retarder la clarification qui s'impose en matière de finances publiques, clarification dont les objectifs sont d'assurer une meilleure cohérence entre prélèvements fiscaux et social afin de favoriser la solidarité et de garantir une priorité plus explicite aux actions préparant les emplois de l'avenir.

MICHEL ROCARD.

TRANSPORTS

Le gérant de Point Air démissionne

La compagnie aérienne Point Air traverse une nouvelle crise : son gérant, M. Claude Guibert, a annoncé, le 12 octobre, qu'il démissionnait de son poste après sept mois passés à la tête de cette compagnie de charters. Celle-ci avait été sérieusement mise à mal par une interdiction de vol édictée, le 5 février dernier, par la Direction de l'aviation

civile (DGAC) pour des infractions aux règles de sécurité.

Dans un communiqué, M. Guibert laisse entendre que la querelle, qui oppose en permanence la DGAC et M. Maurice Freund, président de l'association de tourisme Le Point de Mulhouse, propriétaire de la compagnie, est à l'origine de sa décision. Pour le président du Point, M. Guibert a été contraint de démissionner en raison de l'attitude de la DGAC, qui refuse de délivrer des autorisations de vol et de cesser ses contrôles excessifs, tant que Le Point de Mulhouse n'aura pas mis fin à ses recours administratifs et judiciaires contre l'interdiction de vol de ses avions. Le Point demande 50 millions de francs de dommages et intérêts à l'Etat.

Les élus de la Somme à l'hôtel Matignon pour demander la TGV. — La vingtaine de personnes — dont deux députés — qui avaient occupé la préfecture d'Amiens (Somme), dans la nuit du 12 au 13 octobre, pour protester contre la décision de ne pas faire passer la TGV-Nord par cette ville ont cessé leur action. MM. Gilles de Robieu, député UDF, Jacques Fleury, député PS, et René Lampe, maire communiste d'Amiens, ont, en effet, reçu l'assurance qu'ils seraient reçus d'ici à la fin de la semaine à l'hôtel Matignon. Depuis samedi dernier, des manifestants retardent les trains Paris-Lille en gare d'Amiens-Longueau et distribuent des tracts aux voyageurs en indiquant que le tracé retenu par le gouvernement fera « perdre plus d'un million d'usagers par an sur la ligne de TGV Paris-Londres ».

Une nouvelle compagnie aérienne en Autriche. — Le gouvernement autrichien a défilé à la compagnie de charters Luda Air, dont l'ancien coureur automobile Niki Lauda détiendrait 51 % du capital, une licence de compagnie régulière. Luda Air ne concurrencera pas l'autre compagnie régulière autrichienne, Austrian Airlines, car celle-ci ne dessert pas les destinations qui lui ont été affectées : Amérique centrale, Amérique du Sud, Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande, la Maurice, Ile de la Réunion, Îles Maldives, Bangkok, Hongkong, Taiwan, Corée du Nord et Corée du Sud. — (AFP, AP, Reuters).

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

PÊCHE

La rupture des négociations franco-canadiennes sur les quotas de morue

Inquiétude à Saint-Pierre et Miquelon

MONTRÉAL
de notre correspondante

La décision prise par le gouvernement canadien d'interdire aux pêcheurs français de pêcher dans les eaux territoriales canadiennes (le Monde du 13 octobre) ajoute au long contentieux qui oppose Paris et Ottawa. Cette dernière mesure fait suite à la rupture des négociations bilatérales entamées le 6 octobre.

Les discussions portaient principalement sur les quotas de poissons à accorder aux pêcheurs français au large des côtes atlantiques canadiennes pour la période allant de 1988 à 1991. Depuis que le traité signé à Gênes, Français et Canadiens n'ont pu conclure en janvier dernier, juste avant le début de la saison de pêche, qu'un accord intérimaire valable pour 1987 seulement. Interrompues par la France en juin puis reprises en septembre, les négociations se sont enlisées. La nomination de nouveaux négociateurs de part et d'autre après la visite de M. Jacques Chirac au Canada fin août n'y a rien changé.

Les autorités françaises ont maintenu leurs positions avec fermeté. Paris considère en effet que le Canada n'est pas en droit d'imposer des quotas dans des eaux que chacun réclame, dont la délimitation est un sujet de friction, tant qu'un tribunal d'arbitrage n'aura pas tranché ce litige. Pour régler le différend des quotas, la France propose de s'en remettre, une nouvelle fois, à un tribunal, solution que le Canada vient de rejeter. Ottawa se déclare toutefois prêt à reprendre les négociations « à tout moment ».

En attendant, la situation inquiète au plus haut point les pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon, frappés par l'interdiction canadienne au même titre que leurs collègues

métropolitains. Ils seront de plus privés du droit particulier qu'ils avaient depuis des lustres de pêcher dans les eaux du golfe Saint-Laurent. Les six mille habitants de cette collectivité territoriale française, qui vit principalement de la pêche, sont littéralement « pris en otage » par le Canada, qui « veut la disparition totale de la flotte de pêche métropolitaine », a estimé M. Marc Plantegenest, président du conseil général de l'archipel.

Le Canada ne pourra pas empêcher les bateaux saint-pierrais et métropolitains de pêcher la morue dans la zone en litige. Un député de Terre-Neuve a toutefois réclamé avec force qu'ils soient arraisonnés dès qu'ils passeront les quotas que le Canada voudrait leur allouer.

MARTINE JACOT.

ÉTRANGER

Commerce extérieur : les surplus japonais s'amenuisent

L'excédent de la balance commerciale japonaise a atteint — selon les chiffres des douanes — 7,43 milliards de dollars en septembre. Ce chiffre est supérieur de 44,3 % à celui de l'excédent d'août (5,13 milliards de dollars). Mais il est inférieur de 17 % à celui de septembre 1986 (8,95 milliards de dollars) pour la cinquième fois sur une base annuelle.

Avec les Etats-Unis, l'excédent commercial a atteint 4,86 milliards de dollars, soit un peu plus qu'un an auparavant (4,80 milliards) et nettement plus qu'en août (3,7 milliards, soit + 30 %). Avec les pays de la CEE, le Japon a dégagé un excédent de 1,89 milliard de dollars contre 1,38 en août et 1,87 milliard en septembre 1986 (+ 1,6 %).

NICE
680 F

Tarif aller-retour au départ de Paris valable du 1^{er} octobre 1987 au 31 mars 1988 sur vols désignés.

Spécial forfait avion aller-retour au départ de Paris plus une nuit d'hôtel : 870 F.

Conditions particulières de vente et de transport.

*Taxe de sûreté 6 F.

AIR FRANCE

هكذا من الاجل

Marchés financiers

Paribas va racheter la charge Courcoux-Bouvet

Paribas, à son tour, s'engage dans la course au rachat de charges d'agents de change en rachetant l'établissement Courcoux-Bouvet, n° 1 de la Bourse de Paris pour les actions (courtage et négociation de blocs), avec un effectif de 93 personnes, un chiffre d'affaires de 165 millions de francs et un bénéfice de 35 millions de francs en 1986. La charge Courcoux-Bouvet a une clientèle essentiellement institutionnelle, ne s'adresse que très peu aux particuliers, et assure être la première de la place pour la productivité et la rentabilité (21 % sur le chiffre d'affaires). Paribas quitte donc l'exemple de la BNP, de la Société générale, du Crédit national et de la Compagnie du Midi pour la prise de participation dans le capital de charges d'agents de change.

Le PDG de Prouvost cherche 200 millions de francs

M. Christian Derveloy, PDG de Prouvost, a annoncé qu'il allait au cours des prochains mois faire appel au marché financier afin de trouver 200 millions de francs qui lui permettront d'alléger l'endettement de l'entreprise. Prouvost, qui lui a permis de prendre le contrôle de Prouvost, le PDG veut ainsi refinancer l'emprunt de 300 millions de francs que VEV a souscrit afin d'augmenter sa part dans le groupe Prouvost. VEV détient désormais directement 29 % des actions de Prouvost et indirectement 16 % grâce à une autre holding, la SAFTI. Avec l'apport de la Banque Rivaud et du CCF, M. Derveloy dispose d'une majorité de 50,1 % dans le groupe textile.

La participation minoritaire de M. Jérôme Seydoux, chef Prouvost, ne met pas l'entreprise dans une situation de blocage, a estimé M. Derveloy, puisque toutes les décisions nécessaires au redressement de l'affaire avaient été prises avant la tentative de rachat des Châreaux. M. Derveloy a ainsi déclaré qu'il allait investir chaque année 300 millions de francs dans l'entreprise laitière et qu'en 1990 le résultat courant après impôts aura doublé par rapport à 1986. La part du groupe sera améliorée et représentera 200 millions de francs. Enfin, M. Derveloy a affirmé que la situation actuelle (actionnaire minoritaire des Châreaux) pouvait durer plusieurs mois et qu'en tout état de cause « la balle était dans le camp de M. Jérôme Seydoux ».

Marceau Investissements prend le contrôle de la Compagnie privée de banque

Marceau Investissements, société de portefeuille fondée par M. Georges Pébereau, ancien PDG de la CGE, a pris le contrôle de la Compagnie privée de banque, établissement spécialisé dans la gestion de fortunes et de portefeuilles, dans lequel elle va se trouver associée au CCF, présidé par M. Michel Pébereau, frère de Georges. Marceau Investissements qui vient de porter ses fonds propres à 1,3 milliard (2 milliards dans six mois) va donc se doter d'un instrument bancaire, dont le capital va être doublé (à 15 millions de francs) et dont la présidence est confiée à M. Daniel Deguen, par ailleurs PDG de la Banque hypothécaire européenne.

Simplification pour les étrangers qui achètent des valeurs du Trésor français

Les placements financiers en bons du Trésor français vont devenir plus faciles pour les étrangers. Présentant aux investisseurs japonais les produits financiers de l'Etat français, M. Philippe Jaffré, le chef du service des affaires monétaires et financières du ministère de l'économie a en effet annoncé, mardi 13 octobre à Tokyo, une simplification prochaine des formalités pour les investisseurs étrangers.

Sous le régime actuel, chaque fois qu'il veut percevoir le paiement intégral des coupons des OAT (obligations assimilables du Trésor), un investisseur non résident doit remplir une déclaration accompagnée de justificatifs de sa qualité de non-résident. En l'absence de ces documents, une retenue à la source de 10 % du montant du coupon est imposée par le fisc. « Pour alléger ce dispositif », a déclaré M. Jaffré, le service de la législation fiscale a accepté de remplacer ces déclarations multiples par une déclaration sur l'honneur faite une fois pour toutes.

● Peugeot crée un plan d'épargne entreprise. — Peugeot SA va créer un plan d'épargne entreprise (PEEP) qui permettra au personnel du groupe de devenir actionnaire. « Le plan est ouvert », a précisé le PDG, M. Calvet, « à tous les salariés des filiales françaises », soit plus de 130 000 personnes. L'objectif de Peugeot est de « resserrer l'unité du personnel ».

Les sommes versées aux PEE seront apportées à un fonds commun de placement qui sera investi en actions PSA achetées en Bourse. Le montant minimal d'apport personnel est fixé à 250 F. Mais l'entreprise a décidé d'une « aide financière » sous forme d'un « abondement ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF : RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1987

Les résultats semestriels consolidés de Thomson-CSF au 30 juin 1987 tiennent compte d'importantes modifications de structures : sortie des activités de semi-conducteurs civils, transférés à SGS-Thomson Microelectronics (mise en liquidation à 50 %), entrée de Thomson-Lucas et ses filiales et augmentation des participations dans Société de Banque Thomson et BATIF Banque. En revanche, Thomson-CGR, qui sera déconsolidée sur l'année entière, faisait l'objet d'une intégration globale au 30 juin 1987.

Activité : Progression de 18 %. Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 17.558 millions de francs, en hausse de 11 % par rapport au premier semestre de l'exercice 1986. Calculé à périmètres comparables, sa progression atteint 18 %. Cette évolution positive provient essentiellement de l'augmentation des ventes de l'activité Electronique et Système de Défense et notamment des facturations à l'Arabie Saoudite du système de défense antiaérienne « Al Thakeb ». Au total, les ventes de l'activité Electronique et Système de Défense, soit 14.333 millions de francs, ont progressé de près de 22 % à structure identique et ont représenté plus de 80 % du chiffre d'affaires semestriel.

Résultats : Hausse de 44 % avant impôt. Le résultat net de Thomson-CSF, soit 1.521 millions de francs au premier semestre 1987, est en augmentation de 26 % sur 1986 (1.209 millions de francs au 30 juin). La progression du résultat avant impôt et intérêts minoritaires (1.941 millions de francs) atteint 44 %, mais la charge d'imposition nette pour la période représente 23 % du résultat brut, contre moins de 10 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation est en amélioration à 342 millions de francs contre une perte de 318 millions de francs au premier semestre 1986. Cette évolution est liée pour partie à la déconsolidation des activités semi-conducteurs civils, mais aussi à la progression des marges de l'activité Electronique et Système de Défense, tandis que les résultats opérationnels de Thomson-CGR sont en recul, par rapport au 30 juin 1986.

Les résultats financiers liés aux opérations industrielles sont en léger retrait, en raison de la situation moins favorable des marchés financiers domestiques et internationaux. Mais leur diminution est compensée par l'accroissement des résultats provenant de BATIF, consécutif à l'augmentation de la participation de Thomson-CSF dans cette société (à 97 % au 30 juin 1987 contre 28 % au 30 juin précédent). Au total, l'ensemble des résultats financiers s'est établi à 1.667 millions de francs contre 1.634 millions de francs au 30 juin 1986.

Perspectives de l'exercice 1987 : Compte tenu des déconsolidations d'activités intervenues au cours de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé 1987 de Thomson-CSF devrait être en recul apparent d'environ 10 % par rapport au montant déclaré en 1986 (36 milliards de francs) et se situer à environ 32 milliards de francs. A structures comparables, son augmentation devrait être de l'ordre de 10 %.

Le carnet de commandes de l'activité Electronique et Système de Défense ne devrait pas enregistrer de diminution significative par rapport au niveau atteint au 30 juin 1987, soit 63,3 milliards de francs.

Le résultat net devrait être en progression sensible par rapport à celui de l'exercice précédent, du fait de l'accroissement des résultats industriels et de la contribution des résultats financiers, tant liés à la gestion de la trésorerie industrielle que dégage par BATIF Banque et ses filiales.

Les résultats exceptionnels positifs, qui proviendront des plus-values sur cessions d'actifs réalisées, au cours de l'année, devraient assurer la couverture des charges exceptionnelles de restructuration des activités Electronique et Système de Défense.

NEW-YORK, 12 oct. ↓

Encore assez lourd

La semaine s'est ouverte à Wall Street sur une note encore assez lourde. Malgré une reprise survenue vers la fin de la séance, en clôture, l'indice des industriels accusait une nouvelle perte de 10,77 points, à 2 471,44. Sur tout, le bilan de la journée est resté très mauvais. Sur 1 955 valeurs traitées, 1 212 ont encore baissé, 375 seulement ont monté et 368 n'ont pas varié.

Après les ventes en cascade enregistrées ces derniers temps, les ordinateurs des grandes institutions ont commencé à lancer des ordres d'achat. Mais les investisseurs ont néanmoins préféré agir avec prudence. Beaucoup attendent, en effet, la publication, mercredi, des dernières données disponibles concernant les échanges commerciaux avec l'étranger. Les milieux financiers sont très modérément optimistes à cet égard et tablent sur une légère contraction du déficit. Si confirmation était donnée d'une telle amélioration, « une détente sur le front monétaire interviendrait à coup sûr », entend-on autour du Big Board. Personne cependant n'ose imaginer ce qui se produirait dans le cas contraire. L'activité a encore diminué, et 141,87 millions de litres ont été changés de mains, contre 158,31 millions.

VALEURS	Cours de la semaine	Cours du 12 oct.
Alcoa	104 1/2	103 1/2
Alcan	104 1/2	103 1/2
AT&T	32 3/8	32 1/2
Boeing	107 1/2	107 1/2
Chemical Bank	37 1/4	37 1/4
Du Pont de Nemours	111 1/4	112
Eastman Kodak	48 1/2	48 1/2
Exxon	41 1/2	41 3/4
Ford	34 5/8	33 1/2
General Electric	58 1/4	58 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/4
Goodyear	39	37 3/4
IBM	147 3/8	148 7/8
Intel	107 1/2	107 1/2
Johnson & Johnson	46 1/2	46 1/4
Merck	85 3/4	85 3/8
Pfizer	36 5/8	36 3/8
Schering	29 1/2	29 3/8
Union Carbide	29 1/2	29 3/8
USAC	70 3/8	70 3/8
Weyerhaeuser	74 5/8	75

LONDRES, 12 oct. ↓

En baisse

La Bourse de Londres a commencé la semaine sur une note de faiblesse. L'indice FT a clôturé en baisse de 23 points, à 1 835,2. Le nombre de transactions a baissé, avec 32 356 vendus à 39 499 lundi 12 octobre. Les valeurs ont accusé leur recul en cours de séance, affaiblies par la baisse de Wall Street et également par la déception provoquée par la publication des résultats annuels des banques de la City. Le groupe pharmaceutique a déçu, pour l'exercice 1986-1987 terminé à la mi-octobre, un bénéfice de 746 millions de livres, en hausse de 22 %. Or ce résultat est inférieur aux prévisions des analystes, qui anticipaient un résultat atteignant les 800 millions de livres. Certains prévoient même 810 millions de livres. A l'annonce de cette nouvelle, les actions Glaxo ont chuté.

Aux valeurs bancaires, Midland a gagné 4 points à 55,3, après la prise de participation de Prudential, tandis que Ocean Transport and Trading était stimulé par les rumeurs d'une OPA éventuelle de M. Ron Brierley. La bourse de Bédouin était également recherchée sous l'effet d'une offre publique d'achat éventuelle de Midsummer Leisure.

L'annonce d'une hausse modérée des prix de gros, en septembre, a soutenu les fonds d'Etat, qui ont remplacé leurs parts d'ouverture par des gains de 9 points à 12 points.

FAITS ET RÉSULTATS

● Thomson lance le premier téléviseur à tube extra-plat. — Le groupe français vient de lancer le premier téléviseur à tube extra-plat, le fameux « Planar », exposé au dernier Salon électronique de Berlin, et fabriqué par sa filiale Videocolor, installée en Italie. Créée en 1971 en association avec RCA, maintenant dans le groupe Thomson, l'usine Videocolor a débuté la fabrication du nouveau tube en septembre dernier. Le niveau de production est actuellement de mille pièces-jour. Thomson vise le marché des tubes de grande taille (72 centimètres), évalué à quatre-vingt-cinq mille postes pour la France. Le tube équipera, à partir de 1988, les différentes marques de Thomson (Telefunken, Saba, Normande pour la RFA, Thomson et Brandt pour la France). Il sera également proposé à d'autres constructeurs. L'usine Videocolor d'Anagni fournissant la moitié de sa production environ à des marques européennes et mondiales.

La société Videocolor, filiale à 100 % de Thomson, possède trois usines de fabrication de tubes de TV. A Anagni (la plus importante), à Lyon et à Grailly, près de Dijon. Elle fabrique 5 millions de tubes par an et réalise un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de francs.

● Moulins : réduction du déficit. — Moulins a enregistré, au premier semestre, une perte nette de 62,5 millions de francs,

PARIS, 13 octobre ↓

Contagion

La baisse appelée la baisse, mais jusqu'où ira-t-elle ? se demandent certains investisseurs. La légère amélioration enregistrée en début de matinée mardi n'a donc pas duré. L'effacement s'est poursuivi, amenant l'indice de tendance à -0,62 % à l'ouverture de la séance officielle. Il continuait alors son rapetissement descendant jusqu'à -1,20 % à l'issue des transactions. La Bourse de Paris est donc définitivement revenue en dessous de son niveau du début de l'année. Pour le seul mois d'octobre, qui a débuté le 22 septembre et qui s'achève dans dix jours, la liquidation est négative de plus de 8 %.

La raison essentielle de ce marasme provient des taux d'intérêt, dont la hausse est inéluctable. Les adjudications hebdomadaires des bons du Trésor effectuées lundi par la Banque de France ont confirmé cette tendance. Néanmoins, après sa plongée de lundi, le MATIF s'est légèrement repris. Les contrats se sont appréciés de 0,30 % en moyenne, restant cependant en dessous de la barre des 94.

Sur le marché des actions, le plus part des valeurs financières, pâtissant de ce syndrome des taux, et le nombre d'entrées (LCP, LCP, Paribas, de Récovert), sont revenues à leur niveau le plus bas de l'année.

Cette ambiance morose était néanmoins brisée par quelques hausses, comme Roussel-Uclaf, Avions M. Dassault ou Europe 1.

On apprend en séance que la Coface avait ramené à 5,22 % sa participation dans le BAPF, que M. Philippe Dumont avait réduit sa participation à 4,9 % dans le capital de Dumont-Labé. Une filiale du Crédit lyonnais, Clnvest, a pris 7,5 % du capital de Saffo-Alcan, et la Société de gestion Duquesne et Girard possède 10,03 % de la Suburbaine de canalisation.

TOKYO, 13 oct. ↑

Nouveau record

Le Kabuto-Chô s'est définitivement en voie de céder le terrain. Ce mardi, le marché tokyoite a continué de monter, lentement mais sûrement, à la cote de 26 400,63 points. Le Nikkeï s'établissait à un nouveau record de 26 400,63 points.

Avec la hausse des matières premières et à la lumière des derniers résultats financiers, l'intérêt des investisseurs s'est concentré sur les valeurs sidérurgiques, dans les actions des entreprises de chantiers navals, des fabricants de produits chimiques et de pâte à papier.

Le chiffre 13 porterait-il bonheur à Tokyo ? Sur le marché japonais, les dangers d'une hausse du taux d'escompte japonais ne paraissent plus être une certitude. Des opérateurs prennent le pari d'une réduction du déficit commercial des Etats-Unis et, partant, d'une détente sur le front monétaire.

VALEURS	Cours du 12 oct.	Cours du 13 oct.
Alfa Romeo	534	538
Bridgstone	1 380	1 410
Casa	1 320	1 380
Daewoo	1 360	1 380
Honda Motor	1 770	1 820
Isuzu	2 710	2 740
Mitsubishi Heavy	5 410	5 480
Nissan	2 380	2 390
Toyota Motor	2 380	2 390

FAITS ET RÉSULTATS

soit une réduction de plus de dix points par rapport au résultat de la période correspondante de 1986 (-199,8 millions de francs). Le chiffre d'affaires consolidé enregistré une baisse de 11,6 %, à 1,26 milliard de francs.

La capacité d'auto-financement est positive (17 millions de francs), alors qu'elle était fortement négative un an auparavant (-78 millions de francs). La société FINAP, qui contrôle Moulins, a versé, début juillet 1987, une avance en compte courant bloqué de 200 millions de francs.

Au 30 septembre, le CA consolidé de Moulins s'établissait à 2,16 milliards de francs (-5,6 %) dont 586,2 millions de francs en France (-28,5 %).

Enfin, le groupe annonce que le conseil d'administration a approuvé un projet d'introduction en Bourse de la filiale espagnole, qui est contrôlée à 51 % par Moulins SA.

● Des options sur Peugeot. — Saint-Gobain et Elf ont acheté des options sur Peugeot. La Bourse de Londres ouvrira, le 5 novembre, un marché d'options négociables sur actions, qui concernera trois valeurs françaises : Peugeot, Saint-Gobain et Elf-Aquitaine. Ce marché concurrencera directement celui créé, à Paris, au début du mois de septembre, puisque Peugeot et Elf sont deux des valeurs supportées cotées au palais Brongniart.

PARIS :

Second marché (élection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.P.S.A.	1185	1185	Marathon	371	388
Alcan	416	416	Meda Immobilier	357	357
Alcatel	480	480	Ministère de l'Intérieur	387	387
B.A.C.	485	485	Mitsubishi	203	203
S. Danachy & Assoc.	768	768	M.M.M.	686	686
B.C.M.	800	800	Michet	318 50	318 50
B.P.	620	620	Nord-Océan	780	780
Bois de France	550	550	Olivier-Lucas	425	425
Bois de Lyon	1162	1162	On. Gas-Pis	461	461
Calsonic	884	884	Petit Bateau	228	218
Carif	1050	1050	Paradiet	448	448
C.D.M.E.	886	886	Par Import	373	373
C.E. Elect.	229	229	Recl	1250	1250
C.E.L.D.	1015	1015	St-Gobain Immobilier	1405	1405
C.E.P.	335	335	St-Henri Immobilier	210	210
C.E.P. Communication	1257	1257	S.C.E.P.A.	225	225
C.E.I. Interim	710	710	S.M. Inter	630	630
Comau d'Origny	803	803	S.E.P.	1600	1600
CALM	370	388	S.E.P.	1400	1400
Concept	219	219	Sigat	1267	1267
Continuum	800	800	S.M.T. (Sagat)	375	388
Dalco	258	245	Sodislog	1001	1001
Daphnia O.T.A.	3255	3248	Sofim	341	341
Danville	1900	1900	Sopet	1019	847
Duval	940	940	T.F.1	188	188
Dunlop-Oil	236	220 80	Union Financ. de P.C.	714	671
Edison	540	540	Valeurs de France	388	388
Edison Services	28 20	28 50			
Edison	700	700			
Eliphot	585	585			
Galaxie	820	880			
Gay Duguesne	880	880			
ICC	238	238			
IDA	207	207			
I.A.P.	180	180			
IRI	204	198			
La. Saint-Servais	158	158			
La Compagnie Elect.	460	460			
La. Saint-Servais	330	330			
Loire Investissement	300	285			
Locatix	288	288			

MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel
36.15 Tapes LEMONDE
puis BOURSE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES le 12-10-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Déc. 87	Mars 88	Jun 88	Sept. 88	Déc. 87	Mars 88	Jun 88	Sept. 88
Laifage Cap.	1700	60	111	140	—	110	120	—	—
Paribas	440	8,5	22,5	—	—	19,5	24	—	—
Peugeot	1550	62	132	195	—	90	105	145	—
Thomson-CSF	1200	82	125	—	—	32	—	90	—
EX-Aquiline	320	21	—	—	—	9,1	15	—	—

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 12 oct. 1987
Nombre de contrats : 120 169

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Jun 88	Sept. 88
Dernier	93,55	93,10	92,90	—
Précédent	94,80	94,35	94,20	94,20

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,07 F ↑

Rajentie au début de la semaine par le change partiel observé aux Etats-Unis (Columbus Day), l'activité a repris à un bon rythme sur les marchés des changes. Dans l'espoir d'une réduction du déficit commercial américain pour septembre, le dollar a rebondi pour coter 6,0675 F (contre 6,0420 F) à 1,8220 DM (contre 1,8130 DM).

FRANCFORT 12 oct. 13 oct.
Dollar (en DM) .. 1,8130 1,8220
TOKYO 12 oct. 13 oct.
Dollar (en yen) .. 143,85 143,90

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (13 oct.) .. 79/76-71/65
New-York (12 oct.) .. 73/67-1/25

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)

9 oct. 12 oct.
Valeurs françaises .. 98,5 97,2
Valeurs étrangères .. 135 135,6
C° des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)
Indice général .. 482,9 395

NEW-YORK (indice Dow Jones)

9 oct. 12 oct.
Industrielles .. 2 482,21 2 471,44

LONDRES (indice Financial Times)

9 oct. 12 oct.
Industrielles .. 1 835,2 1 835,2

Mines d'or .. 485,5 457,3

Fonds d'Etat .. 85,6

TOKYO

12 oct. 13 oct.
Nikkei Dow Jones .. 26 284,63 26 400,63

Indice général .. 2154,77 2164,69

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ ou -	montant	Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.	
SE-U.	6,660	6,660	-	15	-	25	-	140
S. com.	4,683	4,634	-	86	-	154	-	488
Yen (100)	4,208	4,216	+ 127	+ 150	+ 243	+ 217	+ 694	+ 789
DM	3,375	3,394	+ 96	+ 114	+ 192	+ 215	+ 547	+ 577
Flora	2,997	2,962	+ 55	+ 65	+ 127	+ 122	+ 309	+ 309
F.F. (100)	16,935	16,919	+ 91	+ 233	+ 354	+ 408	+ 575	+ 1377
F.S.	4,922	4,952	+ 143	+ 161	+ 281	+ 307	+ 782	+ 864
F.L. (1000)	4,619	4,615	- 186	- 148	- 308	- 287	- 999	- 884
	4,922		- 138		- 129		- 328	

BOURSE DU 13 OCTOBRE

[illegible]

12/10

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechet	VALEURS	Emission	Rechet	VALEURS	Emission	Rechet
Obligations																				
Emp. 17 1973	3040		Centex (N)	199 80		Lowes (St)	1521	1501	Ston Fin. del CP	1830		A.A.A.	811 28	781 48	Financ. Nations	1123 77	1081 84	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 6,80 77	122 85	3 482	Cardinal	134 30	143	Lufthansa	1023	1020	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	307 51	281 48	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 7,50 78/80	80 45	2 817	Chatterbox (N)	880		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,80 78/84	105 15	3 183	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 12,25 80/80	105 15	4 816	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 13,80 81/108	105 45	10 284	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 14,20 82/80	112 30	12 181	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 14,80 86 88	112 15	8 952	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 15,40 86 88	112 15	8 952	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 16,20 86 88	106 20	9 200	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 11 86 88	102 86	7 082	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044 33	Oldcorp Shaw	1933 07	1522 42
Emp. 10,25 86 88	95 85	6 055	C.I.C. Finance	180 50		Marine Air	230	220	Ston Fin. del CP	1830	1880	Act. Am.	477 82	450 88	Financ. Nations	1044 33	1044			

Marché libre de l'or

[illegible]

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	CULTURE	SOCIÉTÉ	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La somme des pays du Commonwealth à Vancouver.	10 L'Elysée et l'Hôtel Matignon face au F. N. — M. Juquin est menacé d'être exclu du PCF. 11 PS : la fièvre de 1988. DÉBATS 2 Heidegger était-il nazi ? par Roger-Pol Droit.	12 Théâtre : « Une chambre sur la Dordogne », de Claude Rich. 13 Musiques : « Otello » à Montréal et à Nancy. 14 Communication : la réunion du conseil d'administration de la 5. — Digressions, par Bernard Frank.	35 M. Chandon et la banque de Chaumont. 36 Le mauvais fonctionnement de l'école coûte 100 milliards par an. 38 Édition : La Foire de Francfort. — Échecs : première partie nulle à Séville.	39 Restructuration dans la finance. 40 Le gouvernement hésite à changer le statut de Renault. 41 La rupture des négociations franco-canadiennes sur les quotas de morue. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 2 Météorologie 20 Mots croisés 20 Cartes 38 Loto sportif 38 Radio-télévision 20 Annonces classées 25 à 34 Spectacles 16	● Mini-Journal : le tour du monde en dix écrans. ● Créez votre portefeuille BOURSE. ● Jouez avec le Monde ARC. Actualité Sports International. Culture Bourse Abonnements. 3615 Tapez LEMONDE

Lauréat du prix Nobel Oscar Arias, pèlerin de la paix

Il a l'élégance raffinée des fils de bonne famille du Costa-Rica qui ont fait des études à l'étranger. L'assurance aussi, malgré une timidité apparente et de bon ton. Le visage plein, très mat, barré par d'épais sourcils noirs, le regard alerte et attentif, Oscar Arias appartient à la bourgeoisie aisée qui a fait fortune dans le café, principale ressource du Costa-Rica.

Ce n'était pas au départ un about pour faire carrière au sein du Mouvement de libération nationale (MLN), qui se veut populaire. Le vieux parti de « Pepe » Figueres a rétabli la démocratie dans le pays après la brève guerre civile de 1948 et a surtout décrié la suppression des forces armées.

Mais l'image d'un Costa-Rica seule véritable démocratie d'Amérique centrale et totalement libérée de la tutelle des militaires est un peu moins vraie aujourd'hui. De plus en plus, le Costa-Rica a été impliqué dans les conflits de la région, le Costa-Rica avait accepté, sous la présidence de Luis Alberto Monge, prédécesseur d'Oscar Arias, de recevoir une aide militaire, modeste, des États-Unis. C'est contre ce dérapage qu'Oscar Arias a souhaité réagir en décidant de devenir le pèlerin de la paix en Amérique centrale. Il en mérita le titre même si son plan n'a pas encore, et de loin, obtenu tous les résultats espérés.

Jeune — il a quarante ans — dynamique et ambitieux, universitaire diplômé en sciences politiques de la London School of Economics, professeur lui-même, mais d'abord politicien habile et prudent, Oscar Arias a su gagner les sympathies et les bonnes grâces des caudilles du mouvement de libération nationale, de tendance social-démocrate, des anciens présidents Daniel Oduber et José Figueres, notable et père fonda-

teur du MLN, dont les avis comptent.

Secrétaire général du MLN de 1979 à 1985, Oscar Arias a su utiliser ce poste-clé sans heurter des bases parfois réticentes et pour conquérir l'investiture de son parti pour l'élection présidentielle de février 1986, qu'il a gagnée de justesse. Considéré comme un peu plus conservateur que Luis Alberto Monge, il s'est révélé au gouvernement l'homme des compromis et du juste milieu. Jugé au départ pro-américain, il a, en réalité, osé affronter, dès le lendemain de son élection, l'ambassadeur des États-Unis à San-José.

Il a signifié au représentant de Washington que les « contras », installés à la frontière du nord du Costa-Rica, ne pourraient plus utiliser la piste construite à leur intention par des ingénieurs américains. Avec la bénédiction discrète de Luis Alberto Monge. Cet acte inattendu était le point d'orgue d'une campagne électorale dont le slogan était « La paix avec Arias ».

Il a eu beaucoup de mal à persuader tous les acteurs, de l'intérieur et de l'extérieur, que la paix et la réconciliation étaient possibles dans la région. Les sandinistes étaient pour le moins réticents, jugeant le plan Arias « pro-américain », et les États-Unis étaient très réticents, l'estimant « trop favorable aux sandinistes ». La preuve que cet homme réaliste avait trouvé une voie moyenne susceptible de déclencher une dynamique de paix.

« Aucune œuvre humaine n'est parfaite », déclare Oscar Arias. « J'accepte les réserves des uns et des autres. Mais en tout cas, la balle est maintenant dans le camp des Centristes-Américains. C'est l'essentiel. »

M. N.

COLOMBIE : après le meurtre d'un dirigeant communiste

Violentes manifestations à Bogota : cinq morts

Bogota. — L'assassinat le dimanche 11 octobre, près de Bogota, de M. Jaime Pardo Leal, dirigeant de l'Union patriotique (UP), a provoqué de violentes manifestations qui auraient, de source officielle, fait cinq morts dans la capitale colombienne. Le gouvernement de M. Virgilio Barco, qui a très fermement condamné ce meurtre attentat, a décrété des mesures de sécurité pour éviter une extension des troubles. Des unités de l'armée patrouillent dans le centre de Bogota alors que l'Union patriotique a décidé de lancer un appel, ce mardi, à une journée nationale de protestations. Des centaines de personnes ont participé lundi, place Bolívar, au cœur de la capitale, à une veillée funèbre en hommage au dirigeant communiste et leader de l'UP, tué la veille par des « inconnus ».

L'Union patriotique, principale formation de la gauche colombienne, représentée au Parlement de Bogota par plusieurs députés et sénateurs, a été créée en 1985, à la suite des accords de trêve conclus entre le gouvernement de M. Belisario Betancur et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), la plus importante organisation de guérilla, considérée comme le « bras armé » du Parti communiste.

Depuis un an, près de cinq cents militants ou sympathisants de l'UP ont été assassinés. Les dirigeants de gauche estiment que les auteurs en sont des groupes paramilitaires liés aux forces armées. Dans les milieux conservateurs, en revanche, on affirme que ces exécutions sommaires sont en réalité des « actes de vengeance » ou des « règlements de comptes » entre groupes de guérilla rivaux. Les organisations de défense des droits de l'homme ont publié récemment des documents qui mettent bien en cause les groupes paramilitaires de droite.

M. Pardo Leal, âgé de quarante-huit ans, sénateur, professeur d'université, avait été candidat à l'élection présidentielle de 1985 remportée par M. Barco, un libéral. Il avait obtenu cinq cent mille voix.

Le numéro du « Monde » daté 13 octobre 1987 a été tiré à 537 161 exemplaires

A B C D F G H

Paris accepte le principe du rapatriement de dix employés de l'ambassade d'Iran

Le gouvernement français a accepté le principe du rapatriement d'une dizaine d'employés de l'ambassade d'Iran à Paris recrutés localement et ne bénéficiant pas du statut diplomatique, mais il reste à mettre au point les modalités pratiques de leur départ, a-t-on appris, mardi 13 octobre, de bonne source.

Des discussions avaient été engagées il y a plusieurs semaines entre les deux pays, à la demande de Téhéran et par l'intermédiaire de l'Italie et du Pakistan, qui représentent les intérêts de la France et de l'Iran depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux États en juillet dernier.

Sur la quarantaine de personnes résidant à l'intérieur de l'ambassade d'Iran depuis que celle-ci a été placée, en juin dernier, sous haute surveillance, cinq seulement ont le statut diplomatique. A Téhéran, ils sont neuf Français, également recueillis dans leur ambassade, à bénéficier de ce statut.

Au Quai d'Orsay, on souligne que l'homme au cœur du litige entre la France et l'Iran, M. Wahid Gordji, interprète à la mission diplomatique iranienne et dont la justice française réclame l'audition comme témoin dans le cadre de l'enquête sur les attentats de Paris en septembre 1986, ne ferait pas partie des employés iraniens autorisés à quitter l'ambassade.

Pour garantir l'écoulement de son pétrole

L'Arabie saoudite négocierait le rachat des réseaux Exxon en Europe

L'Arabie saoudite a engagé des négociations avec le premier groupe pétrolier mondial, Exxon, afin de prendre une participation dans ses opérations de raffinage et de distribution en Europe, évaluées à une trentaine de milliards de francs, assure l'Agence Reuters, citant de nombreuses sources industrielles.

Ces informations confirment en tout cas l'ampleur des réflexions engagées en Arabie saoudite depuis le limogeage de cheikh Yamani, l'ancien ministre des pétroles. Il y a deux ans, les milieux pétroliers saoudiens ont commencé à réfléchir à la possibilité de modifier profondément le marché du brut. Si le royaume parvient, en effet, à assurer un débouché garanti pour son brut, il gagnera une position privilégiée au sein de l'OPEP, sa production étant désormais insensible aux fluctuations de prix.

L'expérience récente montre, en effet, que Ryad ne peut durablement imposer à ses clients — au premier chef desquels Exxon — des prix officiels supérieurs aux cours du marché libre, sans voir ses enlèvements chuter. Ainsi, le royaume, pour maintenir le niveau de sa production, en dépit de la faiblesse du marché, aurait-il récemment négocié avec les quatre compagnies membres de l'Aramco, le consortium qui exploite les champs saoudiens (Exxon, Mobil, Texaco et Chevron), une formule de prix temporaire plus souple, indexée sur les cours au jour le jour. La révélation de ces discussions aurait, selon la

revue spécialisée *Petroleum Intelligence Weekly*, fait acheter cet accord. Toujours est-il que, selon la même source, les quatre compagnies ont augmenté leurs enlèvements pour le mois d'octobre d'environ 15 %.

V. M.

Sur le vif

Bon appétit, messieurs...

Qu'est-ce qu'il attend pour démissionner, Chandon ? Ce matin, à RTL, Philippe Alexandre disait qu'au gouvernement les seraient bien contents : faut que tu te sautes, Albin ? On comprend, on te retient pas. Tu veux qu'on t'appelle un taxi ? Et à côté de ça, dans Libé, je ne sais plus quel politicien, Jean Foyer, je crois, prétendait que c'était pas possible. Ce serait reconnaître ses torts. Il est obligé de rester, le meilleur des (sic) !

Je comprends pas. Pourquoi obligé de rester ? Il ne peut pas être juge et partie. Faut qu'il se démette, au contraire, jusqu'à ce que toute la lumière soit faite sur cette affaire. C'est toujours la même histoire. Ils nous prennent vraiment pour des veaux, nos princes. La vérité, ils s'imaginent qu'en le laissant l'assomment. Impossible. Elle resurgit, insubmersible, au gouffre à goutte, au jour le jour. De plus en plus vite.

Et pas seulement chez nous. Regardez ce qui se passe aux États-Unis. Il y a eu, il y a à peine un an, cent dix responsables de l'administration Reagan, je laisse ça dans l'ombre, étaient sous le coup d'enquêtes, d'inculpations, de demandes de comparution. Et, parmi eux, le ministre

de la justice, précisément, vous savez, Edward Meese. Ce l'a pas empêché de rester à son poste.

Mais ça l'a, tout de même, empêché d'être à son poste. Mais ça l'a, tout de même, empêché d'être à son poste. Mais ça l'a, tout de même, empêché d'être à son poste. Mais ça l'a, tout de même, empêché d'être à son poste.

Nous, ici, on se gausse. Ouf, si on peut plus être à la tête d'un grand État en cavalant à droite, à gauche, où on va ? L'autre jour, à la radio, il y en a même un qui est remonté sur le cheval blanc d'Henri IV : toutes ses jantes, ça l'a pas empêché d'être un bon roi ! On a vraiment la monarchie chevillée au corps dans ce pays, le pays de la Révolution.

Attention au retour de bâton. De Nucci à Chandon, le peuple souverain va peut-être finir par exiger de ses serviteurs, comme n'importe quelle maîtresse de maison, des certificats de bonne conduite.

CLAUDE SARRAUTE.

Les incidents au Palais-Bourbon

Pas de sanctions contre les députés du Front national

Une condamnation morale, mais pas de sanctions réglementaires : c'est la décision que le bureau de l'Assemblée nationale, présidé par M. Jacques Chaban-Delmas, le mardi 13 octobre, a prise à l'unanimité après avoir entendu les deux députés Front national, MM. François Bachelot et Bruno Gollnisch.

Après près de deux heures de réunion, un communiqué a été publié : « Constatant que ces incidents dans la nuit du 9 au 10 octobre ont été provoqués par une action concertée des députés du groupe du Front national, le bureau de l'Assemblée nationale condamne solennellement des comportements qui ont perturbé le déroulement des débats en entravant notamment la liberté d'expression du vote des députés et qui risquent, s'ils se renouvelaient, de porter atteinte au fonctionnement de l'institution et, par conséquent, à l'exercice de la démocratie dans notre pays. »

(Publié)

Mini copieur personnel tout papier chez Duriez

• Canon PC24 avec réduction et agrandissement • Alimentation automatique du papier • Livré avec cartouches de 3000 copies noires • 6.315 F HT ; 7.490 F TTC.

Autre modèle : nouveau copieur personnel Canon PC • Tout papier • 12,7 kg • Prix Duriez 3.990 F HT ; 4.625 F TTC.

3, R. La Botte (8°) et toujours 112-132 Bd St-Germain, 8° (Odéon)

LE GUIDE DU MINITEL

300 PAGES

20 F SEULEMENT

IL REPOND A TOUTES VOS QUESTIONS

N° 2 VIENT DE PARAITRE

chez votre marchand de journaux



EXPO EST TERMINE

SAUF CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER (CETTE INFORMATION VAUT SON PESANT DE ...)

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.O. compatible 17990 F HT

Offre valable jusqu'au 24/10



INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 8° 42.72.26.26 64, av. du Prado Marseille 6° 91.37.25.03

PIAGET



Aldebert

A Paris : 16, place Vendôme — 1, bd de la Madeleine 70, fg Saint-Honoré — Palais des Congrès, Porte Maillot A Cannes : 19, La Croisette